

# LE SURENDETTEMENT DES MÉNAGES

ENQUÊTE TYPOLOGIQUE 2020

« Aucune représentation ou reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a) du Code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit Code. »

# LE SURENDETTEMENT DES MÉNAGES

ENQUÊTE TYPOLOGIQUE 2020



# SOMMAIRE

<b>REPÈRES</b>	<b>4</b>
<hr/>	
<b>1 DONNÉES NATIONALES</b>	<b>7</b>
<hr/>	
<b>PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS</b>	<b>9</b>
1. <b>Caractéristiques sociodémographiques et professionnelles</b>	<b>11</b>
2. <b>Ressources, patrimoine et capacité de remboursement</b>	<b>12</b>
3. <b>Endettement</b>	<b>15</b>
4. <b>Répartition géographique des situations de surendettement et contexte socio-économique</b>	<b>22</b>
<b>VUE D'ENSEMBLE DES PRINCIPALES DONNÉES NATIONALES</b>	<b>27</b>
1. <b>Caractéristiques des personnes et ménages surendettés</b>	<b>27</b>
2. <b>Caractéristiques de l'endettement</b>	<b>32</b>
<b>CARTOGRAPHIE DU SURENDETTEMENT</b>	<b>35</b>
1. <b>Surendettement et caractéristiques socio-économiques régionales</b>	<b>35</b>
2. <b>Situations de surendettement par département</b>	<b>36</b>

<b>2</b>	<b>DONNÉES RÉGIONALES ET DÉPARTEMENTALES</b>	<b>39</b>
<hr/>		
	<b>POUR CHACUNE DES 13 RÉGIONS :</b>	
	<b>CARTE ET SYNTHÈSE RÉGIONALE ET DÉPARTEMENTALE</b>	
<b>1.</b>	<b>Ménages surendettés et effacements de dettes</b>	
<b>2.</b>	<b>Caractéristiques des personnes et ménages surendettés</b>	
<b>3.</b>	<b>Caractéristiques de l'endettement</b>	
<b>ANNEXES</b>		<b>161</b>
<hr/>		
<b>A1</b>	<b>Nomenclature de l'endettement, définitions et précisions méthodologiques concernant les dettes et les situations de surendettement</b>	<b>162</b>
<b>A2</b>	<b>Schéma de la procédure de traitement du surendettement en 2020</b>	<b>165</b>
<b>A3</b>	<b>Professions et catégories socioprofessionnelles</b>	<b>166</b>
<b>A4</b>	<b>Populations statistiques étudiées dans le cadre de la typologie du surendettement</b>	<b>167</b>
<b>A5</b>	<b>Définitions et modalités de calcul des indicateurs statistiques utilisés dans la typologie du surendettement</b>	<b>168</b>
<b>A6</b>	<b>Tableaux de comparaisons régionales</b>	<b>170</b>
<b>PARUTIONS</b>		<b>171</b>
<hr/>		

# REPÈRES 2020

## SUR LE SURENDETTEMENT DES MÉNAGES

108 731

situations de surendettement en 2020



45%

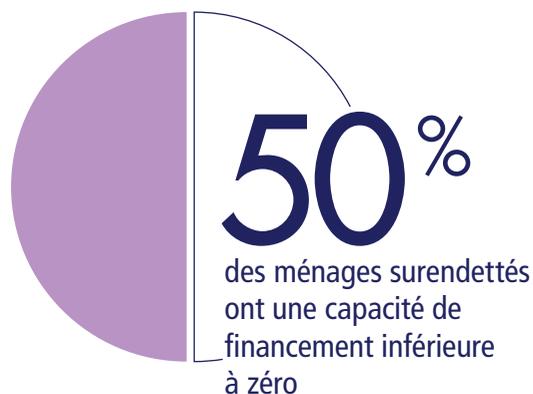
des situations recevables orientées vers un rétablissement personnel (effacement total des dettes)

18%

des ménages surendettés sont des familles monoparentales avec une femme cheffe de famille

57%

des personnes surendettées ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté



**4,8** Mds€  
d'endettement global

**27%**  
de l'endettement  
global est effacé

**16 580** €  
d'endettement médian hors immobilier

**13%**  
d'arriérés de charges  
courantes dans  
la dette globale

**-54%**

d'encours de crédits renouvelables  
dans les crédits à la consommation  
(au profit des prêts personnels)

**+3%**

d'endettement moyen  
hors immobilier par dossier



# DONNÉES NATIONALES

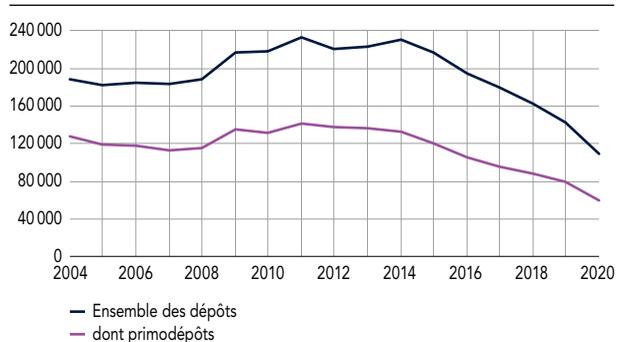


# PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

La typologie des personnes et ménages surendettés est réalisée à partir de données provenant des situations décidées ou jugées recevables dans le cadre de la procédure de surendettement, et enregistrées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2020. Elle comprend une synthèse des principaux résultats sur le plan national ainsi qu'une déclinaison régionale<sup>1</sup> des données sur les situations individuelles, familiales, sociales, professionnelles et financières des personnes et ménages surendettés, mises en regard du niveau et de la structure de leur endettement. Lorsque cela est possible, un rapprochement est établi avec la population résidant en France<sup>2</sup>.

**En 2020, 108 731 situations ont été soumises aux secrétariats des commissions de surendettement de France métropolitaine** (cf. graphique 1), dont 274 en ligne suite à la nouvelle possibilité offerte par la Banque de France, depuis le 7 décembre 2020, de déposer son dossier, de façon sécurisée, dans un espace personnel. En lien avec les circonstances extraordinaires rencontrées sur une grande partie de l'année, **le nombre de dépôts est en baisse de 24 % par rapport à 2019** (cf. encadré 1). **Près de 97 % des situations (105 184) ont été considérées recevables**<sup>3</sup>, soit directement par les commissions dans leur très grande majorité, soit après recours devant un tribunal, cette proportion étant en légère hausse. 48 % des débiteurs dont la situation a été considérée recevable étaient accompagnés par un travailleur social.

**G1** Nombre de situations de surendettement soumises aux commissions (en unités)



Source : Banque de France.

Essentiellement pour des raisons historiques tenant au partage des activités entre la Banque de France et l'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM), la typologie du surendettement est effectuée sur la base des données établies par les commissions de France métropolitaine et centralisées par la Banque de France, tandis que les analyses sur le surendettement outre-mer relèvent de l'IEDOM<sup>4</sup>. En 2020, dans l'ensemble des départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon, 1 925 situations ont été soumises aux commissions, ce qui représente une baisse de 21 % par rapport à 2019, légèrement inférieure à celle qui a été observée en métropole.

Parmi les situations recevables, 45 % ont fait l'objet d'une orientation vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire, c'est-à-dire que si l'issue de la procédure est conforme à l'orientation, les ménages concernés voient leurs dettes intégralement effacées, hormis celles qui ne sont pas éligibles à la procédure de traitement du surendettement<sup>5</sup>. La part de ces situations est en croissance constante depuis 2004, année de mise en place de ce type de traitement<sup>6</sup> (cf. graphique 2).

1 Deux cartes, ainsi que des tableaux régionaux et départementaux sur les caractéristiques des personnes et ménages surendettés sont présentés dans cette publication. Des données détaillées sur l'endettement par région et par département sont également disponibles à l'adresse suivante : <https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement>

2 Dans la présente étude, la population résidant en France est aussi désignée sous les termes « population française » ou « résidents français ».

3 Une situation est considérée recevable par la commission de surendettement lorsque le ou les déposants sont dans l'impossibilité manifeste de faire face à l'ensemble de leurs dettes non professionnelles exigibles ou à échoir et qu'ils remplissent les

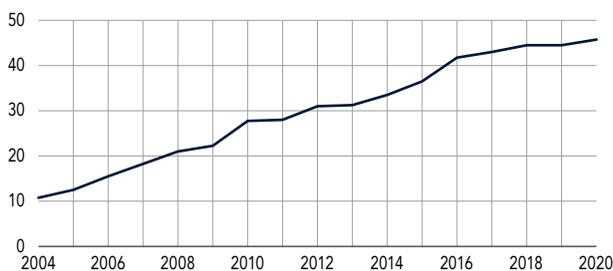
conditions d'éligibilité à la procédure. La décision de recevabilité entraîne l'arrêt des poursuites, la suspension des pénalités financières et le gel des intérêts de retard.

4 IEDOM (2020), « Le surendettement des ménages dans les DOM – Enquête typologique 2019 », *Études thématiques*, n° 614, avril.

5 Le rétablissement personnel est proposé aux débiteurs dont la situation est considérée comme irrémédiablement compromise. Voir l'annexe 1 pour une définition complète, ainsi que pour l'énumération des dettes non éligibles au traitement du surendettement des particuliers.

6 Par la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, n° 2003-710, du 1<sup>er</sup> août 2003, dite loi Borloo.

## G2 Orientations vers le rétablissement personnel (en % des situations de surendettement recevables)



Source : Banque de France.

### Il ne faut pas confondre surendettement et pauvreté.

Les personnes en situation de très grande pauvreté, exclues de l'emploi, de la formation, d'un logement stable, n'ont souvent « pas les moyens de s'endetter », sous quelque forme que ce soit. D'autres, aux revenus faibles ou irréguliers et vivant de façon précaire, n'ont pas accès au crédit. À l'inverse, une partie des ménages surendettés dispose d'un niveau de revenu plus élevé, leur surendettement pouvant alors provenir d'un accident de la vie (séparation, licenciement, etc.), d'un décalage entre leur train de vie et leurs revenus, ou d'une combinaison de ces deux facteurs.

De manière générale cependant, les personnes surendettées sont souvent isolées et dans des situations sociales et financières difficiles : 53 % d'entre elles sont séparées, célibataires ou veuves ; 26 % sont au chômage et 23 % sont sans profession, en congé maladie de longue durée ou invalides ; **57 % des personnes appartenant à un ménage surendetté** (débiteurs, conjoints éventuels et personnes à charge) **vivent au-dessous du seuil de pauvreté monétaire – contre 14,8 % de la population française** (en 2018). En conséquence, la moitié des ménages surendettés et 91 % de ceux orientés vers le rétablissement personnel n'ont aucune capacité de remboursement<sup>7</sup>.

**Le risque de surendettement concerne davantage les femmes.** Elles perçoivent souvent des revenus inférieurs à ceux des hommes et sont quatre fois plus fréquemment chef de famille monoparentale. Elles représentent plus de 54 % des débiteurs et codébiteurs se situant dans les tranches d'âge les plus touchées par le surendettement, c'est-à-dire de 25 à 54 ans, alors qu'elles ne sont que légèrement plus nombreuses que les hommes dans les mêmes tranches d'âge au sein de la population française.

L'endettement global contracté par l'ensemble des ménages surendettés dont la situation est considérée ou jugée recevable s'élève à 4,8 milliards d'euros, dont 4,7 milliards

## G3 Endettement global des ménages surendettés (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

(97 %) éligibles au traitement du surendettement. Cette dette globale est en recul de 20 % sur un an, en lien avec la baisse du nombre de dossiers (cf. graphique 3).

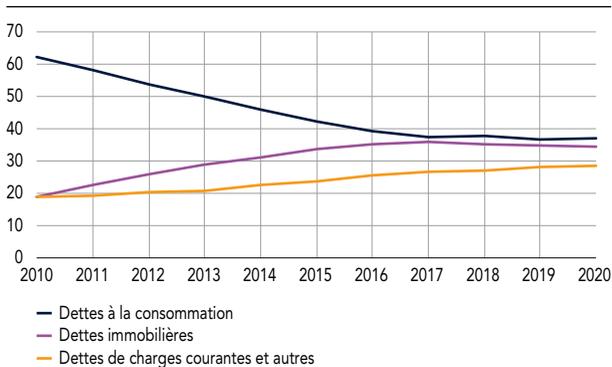
Dans l'endettement global, les dettes à la consommation représentent 37,1 % du total et les dettes immobilières 34,4 %. De 2010 à 2017, les parts respectives des dettes à la consommation et des dettes immobilières, évoluant la première à la baisse et la seconde à la hausse, avaient convergé vers un même niveau. Depuis trois ans, la proportion des dettes à la consommation est stable, autour de 37 % de l'endettement global, tandis que celle des dettes immobilières décroît légèrement, de 0,5 point de pourcentage par an (cf. graphique 4 ci-contre).

### Les dettes sont très concentrées entre les mains de quelques grands créanciers

(cf. tableau 3 en section 3.4). Les dix premiers groupes de créanciers, dont neuf sont des groupes financiers ou contrôlant un établissement bancaire, détiennent en effet 71 % de l'encours global, toutes créances confondues. L'État et les autres créanciers publics sont détenteurs de 10 % de l'ensemble des créances sur les ménages surendettés, les particuliers de 4 %.

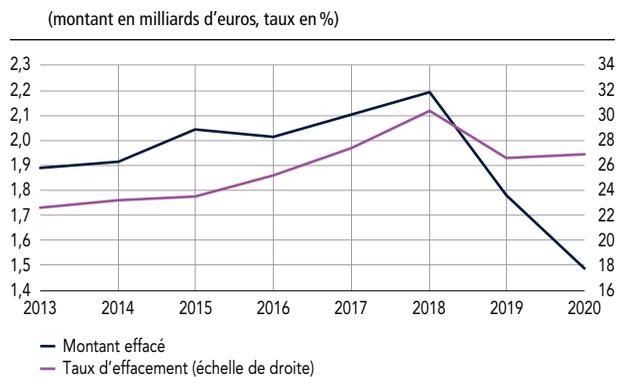
En 2020, près de 60 % des dossiers de surendettement clos dans l'année ont bénéficié d'un effacement de dette, intégral ou partiel, de 21 173 euros en moyenne. Cette proportion de dossiers recouvre tant ceux qui ont bénéficié d'une mesure de rétablissement personnel que ceux dont l'endettement a fait l'objet de mesures combinant remboursement et effacement partiels. Le montant global effacé, 1,5 milliard d'euros, représente cependant moins de 27 % de l'encours total des dettes, notamment en raison du faible taux d'effacement des dettes immobilières. Le taux global d'effacement des dettes est en légère augmentation par rapport à 2019, mais reste inférieur à celui des années 2017 et 2018 ; la somme des effacements diminue de 295 millions d'euros, après avoir déjà baissé de 413 millions en 2019 (cf. graphique 5).

**G4** Part des différentes catégories de dettes dans l'endettement global des ménages surendettés (en %)



Source : Banque de France.

**G5** Effacements de dettes



Source : Banque de France.

## 1. Caractéristiques sociodémographiques et professionnelles

En 2020, 47 % des personnes surendettées, parmi les débiteurs et leurs conjoints éventuels, vivent en couple, selon les déclarations recueillies dans les dossiers de surendettement. Cette proportion est inférieure de 13 points à celle des personnes de 15 ans et plus vivant en couple dans la population française. En revanche, la part des personnes séparées ou divorcées parmi les surendettés est quatre fois supérieure à celle observée dans la population française (cf. tableau « Statut conjugal » en Vue d'ensemble des principales données nationales). À cet égard, le dépôt d'un dossier de surendettement apparaît souvent associé à la rupture d'une communauté de vie<sup>8</sup>.

Les ménages français dans leur ensemble sont 26 % à compter un ou deux enfants à charge, et seulement 6 % trois enfants et plus. Du côté des ménages surendettés, 30 % comptent un ou deux enfants à charge et 9 % plus de deux, ce qui montre qu'avoir des enfants à charge augmente l'occurrence du surendettement (cf. tableau « Nombre d'enfants à charge » en Vue d'ensemble des principales données nationales).

Une comparaison entre la structure des ménages surendettés et celle des ménages français établie par l'Insee indique que le risque de surendettement est plus élevé pour les hommes seuls et les familles monoparentales. En particulier, les familles monoparentales constituent plus du cinquième des ménages surendettés, et même plus du quart des ménages dont les dossiers sont orientés vers le rétablissement personnel, alors qu'elles ne représentent qu'un peu plus de 9 % des ménages français (cf. tableau « Ménages selon la structure familiale » en Vue d'ensemble

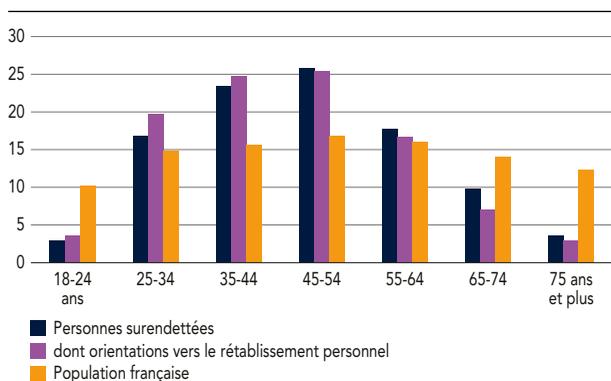
des principales données nationales). Comme mentionné précédemment, la vulnérabilité des familles monoparentales au surendettement est dans certains cas davantage à relier à un événement – la séparation d'un couple – qu'à une situation familiale durable.

Plus de 49 % des personnes surendettées ont un âge compris entre 35 et 54 ans, alors que cette classe d'âge représente moins du tiers de la population française âgée de 18 ans et plus. Au cours des dernières années, la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus parmi les débiteurs et codébiteurs s'est accrue de cinq points de pourcentage, passant de 8,3 % en 2015 à 13,3 % en 2020. Cette progression est plus rapide que dans le cas des personnes de 65 ans et plus dans la population des personnes majeures en France (+ 2,4 points en cinq ans). Le « vieillissement » relatif des personnes surendettées est donc incontestable. Cependant, la part des personnes de 65 ans et plus dans l'ensemble de la population majeure reste proche du double de celle des surendettés du même âge. Cela signifie que, contrairement à ce qui est souvent avancé, les séniors restent beaucoup moins exposés au risque de surendettement que les autres classes d'âge (cf. graphique 6).

7 La notion de capacité de remboursement est définie en annexe 1. Celle-ci est négative lorsque le budget de vie courante, c'est-à-dire les sommes nécessaires au paiement du loyer et des charges locatives, à la subsistance du foyer et aux charges courantes, excède les ressources disponibles avant toute prise en compte du service de la dette.

8 Selon les indications fournies dans les dossiers de surendettement recevables en 2020, 20 % des débiteurs considèrent leur divorce ou leur séparation comme l'une des principales causes du dépôt de leur dossier.

## G6 Répartition des personnes surendettées par tranche d'âge (en %)



Sources : Banque de France, Insee.

Dans les tranches d'âge de 25 à 54 ans, où la fréquence du surendettement est la plus élevée et qui rassemblent les deux tiers des débiteurs et codébiteurs, la proportion de femmes parmi les personnes surendettées est supérieure à 54 %, contre moins de 51 % dans les mêmes tranches d'âge de la population française. L'écart entre femmes et hommes, stable de 2014 à 2019, s'est toutefois réduit en 2020. Pour leur part, les débiteurs et codébiteurs dont le dossier est orienté vers le rétablissement personnel sont 70 % à être âgés de 25 à 54 ans, dont près de 57 % de femmes (cf. tableau « Répartition par sexe et par âge » en Vue d'ensemble des principales données nationales).

Malgré le rééquilibrage partiel intervenu en 2020, les femmes restent donc plus exposées au risque de surendettement que les hommes. Leur vulnérabilité peut s'expliquer par une rémunération inférieure de 28 % en moyenne à celle des hommes<sup>9</sup> et par le fait que, dans la population française, elles sont de quatre à cinq fois plus souvent que les hommes chef d'une famille monoparentale (cf. tableau « Ménages selon la structure familiale » en Vue d'ensemble des principales données nationales).

Près des trois quarts des ménages surendettés sont locataires, proportion presque deux fois supérieure à celle de l'ensemble des ménages français. Les ménages surendettés sont également cinq fois plus souvent hébergés ou occupants à titre gratuit que l'ensemble des ménages (11,5 %, contre 2,3 %). Ils sont moins souvent propriétaires accédants et, surtout, ne sont que très rarement pleinement propriétaires de leur résidence principale (moins de 4 %, contre 37 % des ménages français).

La part cumulée des propriétaires et des propriétaires accédants parmi les ménages surendettés s'était accrue de 4 points entre 2010 et 2017, notamment à la suite

des changements législatifs apportés à la procédure de traitement du surendettement et ayant pour objet de permettre aux personnes surendettées de conserver leur logement malgré leurs dettes. Cette part n'augmente plus depuis trois ans, tout comme celle des dettes immobilières dans l'endettement global des ménages surendettés (cf. tableau « Situation au regard du logement » en Vue d'ensemble des principales données nationales).

Surreprésentées dans la tranche d'âge de 25 à 54 ans, les personnes surendettées sont logiquement plus souvent actives que l'ensemble des résidents français (60 %, contre 56 %). Elles sont cependant moins souvent en emploi (34 %, contre 51 %), *a fortiori* lorsque l'emploi concerné est non salarié ou salarié en contrat à durée indéterminée. En 2020, 26 % des personnes surendettées déclaraient être au chômage, contre 5 % de la population française âgée de 15 ans et plus. La proportion de chômeurs parmi les surendettés, qui avait baissé de près de quatre points de pourcentage entre 2014 et 2019, remonte d'un point en 2020, s'établissant à cinq fois la part des chômeurs dans la population des résidents français de 15 ans et plus<sup>10</sup>.

Les personnes surendettées dont les dossiers sont orientés vers le rétablissement personnel sont pour leur part majoritairement au chômage (37 %) ou sans profession (22 %) et peu nombreuses (17 %) à occuper un emploi (cf. tableau « Situation professionnelle » en Vue d'ensemble des principales données nationales).

Parmi les personnes surendettées, les employés (30 %), les ouvriers (21 %) et les « autres personnes sans activité professionnelle » (28 %) sont nettement surreprésentés par rapport à leur poids dans la population française. À l'inverse, les « inactifs ayant déjà travaillé », les professions intermédiaires, et plus encore les cadres et professions intellectuelles supérieures sont sous-représentés. Pour des raisons juridiques, la plupart des artisans, commerçants, chefs d'entreprise et autres travailleurs indépendants ne relèvent pas de la procédure de traitement du surendettement des particuliers, ce qui explique leur faible proportion parmi les personnes surendettées<sup>11</sup>.

## 2. Ressources, patrimoine et capacité de remboursement

Les revenus d'activité comptent pour 52 % des ressources cumulées des situations de surendettement recevables en 2020, ce qui représente un écart de 10 points par rapport à leur part dans les revenus de l'ensemble de la population française. La part des pensions et, surtout, des

## T1 Indicateurs de pauvreté des ménages et des personnes surendettés (part en %)

	Composition du ménage							Ensemble
	Homme seul	Femme seule	Couple sans enfant	Couple avec enfant(s)	Homme seul avec enfant(s)	Femme seule avec enfant(s)	Autres ménages sans famille <sup>a)</sup>	
<b>Ménages</b>	<b>27,5</b>	<b>22,1</b>	<b>10,5</b>	<b>17,5</b>	<b>2,1</b>	<b>18,3</b>	<b>2,1</b>	<b>100,0</b>
Ménages dont les ressources mensuelles nettes <sup>b)</sup> sont constitués à plus de 50 % de minima sociaux	20,6	17,4	7,7	10,8	18,9	31,1	26,5	18,8
Ménages dont le niveau de vie est inférieur au SMIC	57,4	55,4	49,4	71,4	71,5	79,6	96,9	63,7
<b>Personnes</b>	<b>13,4</b>	<b>10,8</b>	<b>10,3</b>	<b>34,8</b>	<b>2,6</b>	<b>24,7</b>	<b>3,4</b>	<b>100,0</b>
Personnes dont les ressources mensuelles nettes <sup>b)</sup> sont inférieures au RSA <sup>c)</sup>	11,6	7,3	6,0	4,7	9,4	7,1	23,8	7,4
Taux de pauvreté	44,9	40,9	37,2	58,8	59,8	70,0	94,3	56,8

a) Cette catégorie correspond aux ménages composés de plus d'une personne et ne comprenant pas de famille, par exemple des colocataires. Elle exclut donc les couples, avec ou sans enfant(s), et les familles monoparentales.

b) Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

c) Données sans déduction du forfait aide au logement, sans prise en compte de la majoration temporaire pour les parents isolés.

Lecture : Les couples sans enfant constituent 10,5 % des ménages surendettés ; 31,1 % des ménages surendettés constitués d'une femme seule et de ses enfants perçoivent des minima sociaux qui représentent plus de la moitié de leurs revenus. 24,7 % des personnes surendettées (adultes, enfants et autres personnes à charge) vivent dans un ménage constitué d'une femme seule et de ses enfants ; 70 % des personnes vivant dans un ménage surendetté constitué d'une femme seule et de ses enfants ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté.

Note : Les indicateurs de pauvreté du tableau sont tous déterminés en fonction des ressources des ménages. Mais les deux premiers d'entre eux restent exprimés par ménage, les suivants étant recalculés en fonction du nombre de personnes qui composent les différentes catégories de ménages.

Source : Banque de France.

revenus du patrimoine dans les ressources des ménages surendettés (respectivement 21 % et moins de 1 %) est également plus faible que pour les ménages français. En revanche, chez les ménages surendettés, les prestations familiales et les allocations logement constituent une partie importante des revenus (12 %, contre moins de 4 % des revenus des ménages français), de même que les minima sociaux (12 %, contre 2 %).

Chez les ménages surendettés dont la situation est orientée vers le rétablissement personnel, les prestations familiales, les allocations logement et les minima sociaux comptent pour environ 44 % des ressources, soit davantage que les revenus d'activité (35 % des ressources) et les pensions (18 % des ressources) – cf. *tableau « Structure des ressources » en Vue d'ensemble des principales données nationales*.

En 2020, plus de 7 % des personnes vivant au sein d'un ménage surendetté disposent de ressources mensuelles nettes inférieures au revenu de solidarité active (RSA) <sup>12</sup>. La proportion est différente selon la taille et la composition du ménage. Elle dépasse 11 % pour les hommes seuls et 7 % pour les mères de famille monoparentale et leurs enfants, mais est inférieure à 5 % pour les couples avec enfant(s) (cf. *tableau 1 supra*). Le RSA étant ouvert à tous les résidents français de 25 ans et plus, la proportion de personnes surendettées ayant des ressources inférieures tient probablement au fait qu'une partie des bénéficiaires potentiels de ce revenu n'y ont pas recours <sup>13</sup>.

9 Cf. Insee (2020), « Écarts de rémunération femmes-hommes : surtout l'effet du temps de travail et de l'emploi occupé », *Insee Première*, n° 1803, juin. En 2017, en France, les femmes salariées du secteur privé gagnent en moyenne 16,8 % de moins que les hommes en équivalent temps plein. Si l'on tient compte des inégalités de volume de travail, les femmes perçoivent en moyenne un revenu salarial inférieur de 28,5 % à celui des hommes.

10 Il ne faut pas confondre la part des chômeurs dans la population, qui comprend les actifs et les inactifs de 15 ans et plus (5,1 % en 2019), et le taux de chômage, qui correspond à la part des chômeurs dans la population active (8,4 % en moyenne annuelle 2019).

11 L'article L. 711-3 du Code de la consommation indique que « les dispositions [de la procédure relative au surendettement des particuliers] ne s'appliquent pas lorsque le débiteur

relève des procédures instituées par le livre VI du Code de commerce », ce qui est le cas des agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise et de la plupart des travailleurs indépendants.

12 Le RSA est une allocation différentielle complétant les ressources et destinée à permettre aux ménages d'atteindre un revenu minimum garanti, qui dépend de leur taille et de leur composition – cf. annexe 3 pour le barème 2020 du RSA en fonction de la composition des ménages.

13 Une enquête de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) en 2011 montrait que les hommes seuls étaient plus souvent en situation de non-recours au RSA que les femmes seules, et moins souvent que les couples sans enfant, le fait d'avoir des enfants augmentant le taux de recours dans tous les cas – cf. Drees (2020), « Le non-recours aux prestations sociales – Mise en perspective et données disponibles », *Dossiers de la Drees*, n° 57, juin.

64 % des ménages surendettés ont un niveau de vie inférieur au SMIC net mensuel en 2020 – 1 219 euros pour 35 heures de travail hebdomadaire<sup>14</sup> – contre 22 % des ménages français. À l’autre extrémité de la distribution, 50 % des ménages de France métropolitaine ont un niveau de vie supérieur ou égal à 1 771 euros par mois – qui est donc le niveau de vie médian<sup>15</sup> –, contre moins de 10 % des ménages surendettés.

Pour leur part, 88 % des ménages surendettés dont le dossier est orienté vers un rétablissement personnel ont un niveau de vie inférieur à 1 179 euros et seuls 1 % ont un niveau de vie supérieur à 1 771 euros (cf. tableau « Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation » en Vue d’ensemble des principales données nationales, et graphique 7).

En France métropolitaine, selon l’Insee, 14,8 % de la population – soit 9,3 millions de personnes – vit au sein d’un ménage dont le niveau de vie se situe au-dessous du seuil de pauvreté monétaire de 1 063 euros par mois<sup>16</sup>. Parmi les personnes surendettées, débiteurs, conjoints éventuels, enfants et autres personnes à charge, ils sont 57 %, soit quatre fois plus. Le taux de pauvreté monte à 70 % chez les mères de famille monoparentale et leurs enfants, plus de 31 % de ces familles percevant des ressources essentiellement constituées de minima sociaux (cf. tableau 1 supra).

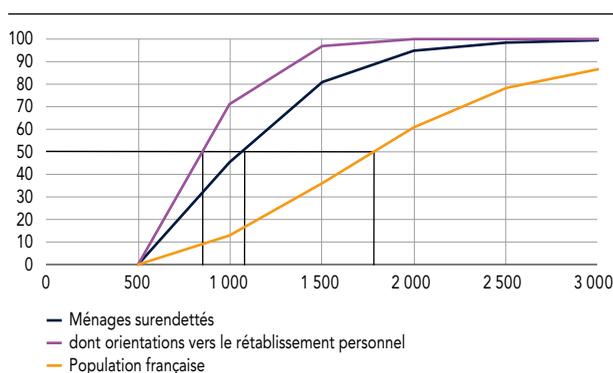
Le taux de pauvreté dépasse même 85 % pour les personnes surendettées vivant dans un ménage dont le dossier est orienté vers le rétablissement personnel. Ce taux, comme les précédents, montre bien qu’actuellement le phénomène du surendettement touche principalement une population

pauvre ou aux ressources limitées, et qui est de ce fait en situation de fragilité financière.

Le premier décile de la distribution des niveaux de vie des ménages surendettés ainsi que le niveau de vie médian des ménages surendettés ont suivi une croissance parallèle de 2011 à 2018. Elle est plus marquée que celle de l’indice des prix à partir de 2013, reflétant une amélioration légère et graduelle du pouvoir d’achat des ménages concernés. Cependant, depuis deux ans, et notamment en 2020, cette tendance s’est inversée, traduisant un appauvrissement relatif et absolu des ménages surendettés les plus fragiles (cf. graphique 8). Ce constat est à rapprocher d’une étude de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) qui évalue à 8,5 % la hausse du nombre de foyers allocataires du RSA en France, due à la crise sanitaire, en août et septembre 2020 par rapport à novembre 2019<sup>17</sup>.

Les ménages surendettés détiennent très peu d’épargne et de patrimoine liquide ou aisément mobilisable puisque, lorsqu’il y en avait un, celui-ci a en général été mobilisé avant le dépôt du dossier de surendettement. Une faible minorité possède un bien immobilier, consistant souvent en une résidence principale en cours d’acquisition. 13 % des ménages surendettés détiennent ainsi un patrimoine brut (c’est-à-dire dettes non déduites) de valeur supérieure à 50 000 euros, contre 83 % une épargne inférieure à 2 000 euros. Pour leur part, les ménages surendettés dont le dossier est orienté vers le rétablissement personnel, et qui ne possèdent, par définition, presque jamais de bien immobilier, sont moins de 1 % à avoir une épargne supérieure à 2 000 euros.

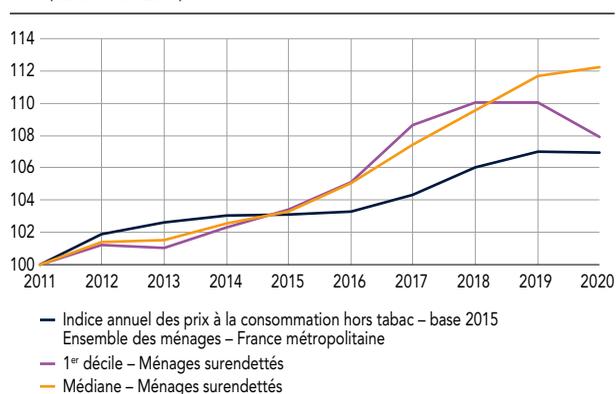
**G7 Répartition du niveau de vie mensuel des ménages**  
(niveau de vie en euros, part en %)



Lecture : La moitié des ménages français disposent d’un niveau de vie mensuel inférieur à 1 771 euros ; la moitié des ménages surendettés ont des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) inférieures à 1 055 euros ; le niveau de vie médian des ménages dont le dossier est orienté vers le rétablissement personnel est de 823 euros.

Source : Banque de France.

**G8 Évolution du 1<sup>er</sup> décile et de la médiane du niveau de vie des ménages surendettés**  
(base 100 en 2011)



Source : Banque de France.

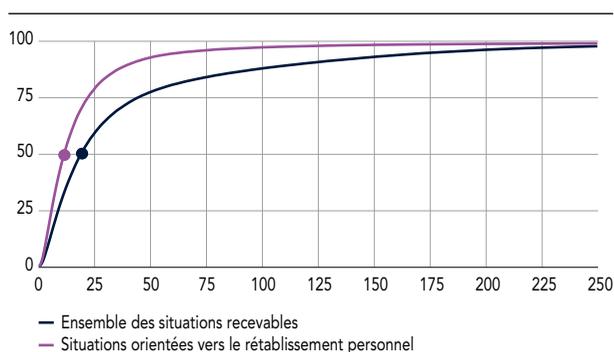
En 2020, près de la moitié des ménages surendettés ne disposent d'aucune capacité de remboursement. Ce taux, qui avait baissé de plus de 4 points de pourcentage entre 2014 et 2019, remonte de plus de 1 point en 2020, reflétant la détérioration de la situation financière d'une partie des ménages surendettés (cf. tableau « Capacité de remboursement » en Vue d'ensemble des principales données nationales).

### 3. Endettement

La dette globale des ménages surendettés (4,8 milliards d'euros) comprend des dettes financières (73 % du total), des dettes ou arriérés de charges courantes (13 %) et d'autres dettes (14 %). En 2020, la part des dettes financières est inférieure de 6 points à celle de 2014.

Si le montant de l'endettement par dossier va de quelques centaines d'euros à, dans de très rares cas, plusieurs millions d'euros, l'ensemble des situations n'est pas uniformément réparti entre les deux bornes de la distribution. Ainsi, 30 % des ménages surendettés ont un endettement global inférieur à 10 000 euros et l'endettement médian s'élève à 19 150 euros (cf. graphique 9). Seuls 2,2 % des ménages surendettés ont un endettement supérieur à 250 000 euros. Hors dettes immobilières, l'endettement médian s'établit à 16 580 euros par ménage en 2020, niveau stable par rapport à 2019 et en baisse de 6 % par rapport à 2014<sup>18</sup> (cf. graphique 10 en section 3.1). La dette moyenne par dossier, hors immobilier, est en hausse de 3 % par rapport à 2019, à 30 317 euros.

**G9 Niveau d'endettement cumulé des ménages surendettés**  
(en abscisses, endettement en milliers d'euros; en ordonnées, part des situations en %)



Lecture : 50 % des situations orientées vers le rétablissement personnel en 2020 ont un niveau d'endettement inférieur ou égal à 11 510 euros.

Note : La représentation graphique du niveau d'endettement est limitée à 250 000 euros pour faciliter la lecture des courbes.

Source : Banque de France.

### 3.1 Dettes financières

Entre 2010 et 2017, la structure de l'endettement financier s'est profondément transformée, avec une forte diminution de la part des dettes à la consommation et une augmentation symétrique de l'endettement immobilier. Elle s'est stabilisée sur les trois dernières années : les dettes à la consommation représentent actuellement environ 51 % de l'encours et les dettes immobilières environ 47 %.

#### La part des dettes immobilières dans l'endettement global recule légèrement en 2020

La part des dettes immobilières dans l'endettement global recule de 0,5 point de pourcentage en 2020, à 34,4 %, tandis que la proportion de situations concernées s'établit à 14,5 %, en hausse de 0,2 point, soit une quasi-stabilité par rapport à 2019<sup>19</sup>.

La valeur médiane<sup>20</sup> de l'endettement immobilier diminue très légèrement, à 93 760 euros, mais la moyenne<sup>21</sup> reste stable, à 109 359 euros. Ces deux évolutions, comme les précédentes, ne préfigurent pas de hausse du risque associé à la dette immobilière des ménages surendettés (cf. graphique 11).

14 Prime d'activité non comprise. Le montant du SMIC net est une estimation (en déduisant 20,8 % de charges du SMIC brut) car il dépend des cotisations sociales, qui varient en fonction de la localisation géographique, du type d'entreprise ou du secteur d'activité de l'employeur.

15 La médiane, qui correspond au cinquième décile, est la valeur qui partage une distribution en deux parties égales. Ainsi, concernant le revenu ou la dette des ménages, la médiane est le montant au-dessous duquel se situent 50 % des situations. C'est, de manière équivalente, le montant au-dessus duquel se situent 50 % des situations.

16 Cf. Insee (2020), « En 2018, les inégalités de niveau de vie augmentent », *Insee Première*, n° 1813, septembre. 1 063 euros par mois correspond au seuil de pauvreté pour les ménages composés d'une personne seule. Le montant varie en fonction de la taille du ménage et de l'âge des enfants. La définition du niveau de vie et les modalités de calcul du seuil de pauvreté monétaire sont précisées en annexe 1.

17 Cf. Caisse nationale des allocations familiales (2020), « Estimations avancées des évolutions des foyers allocataires du RSA », *RSA conjoncture*, n° 31, novembre.

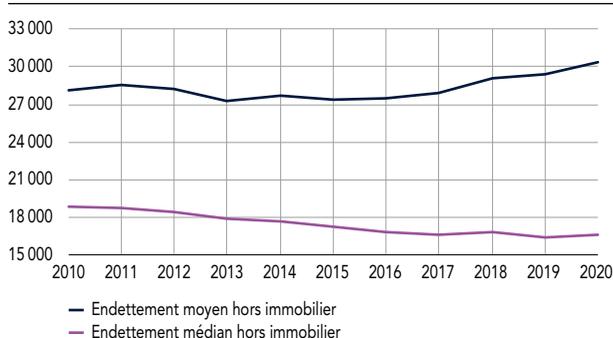
18 L'endettement global médian ou moyen hors dettes immobilières est calculé sur la base des situations qui comprennent au moins une dette non immobilière, soit 99,5 % des situations recevables.

19 Pour disposer d'éléments plus complets sur le traitement des situations de surendettement avec bien immobilier ou dette immobilière, se reporter à l'étude de la Banque de France, *Dettes et biens immobiliers dans la procédure de surendettement* (décembre 2019).

20 Pour une catégorie de dettes, l'endettement médian est la valeur qui permet de partager les dossiers comportant au moins une dette de la catégorie concernée en deux parties égales : la première comprend les dossiers dont les dettes cumulées de la catégorie sont inférieures ou égales à la médiane, la seconde les dossiers dont les dettes cumulées de la catégorie sont supérieures ou égales au montant médian (cf. annexe 1).

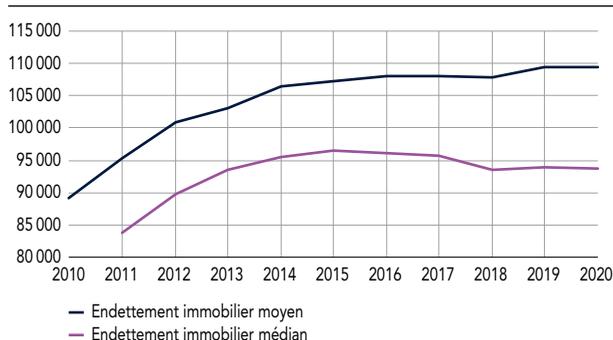
21 Pour une catégorie de dettes, l'endettement moyen est le rapport entre l'encours total des dettes de la catégorie et le nombre de situations comportant au moins un prêt de la même catégorie (cf. annexe 1).

### G10 Endettement moyen et médian hors immobilier (en euros)



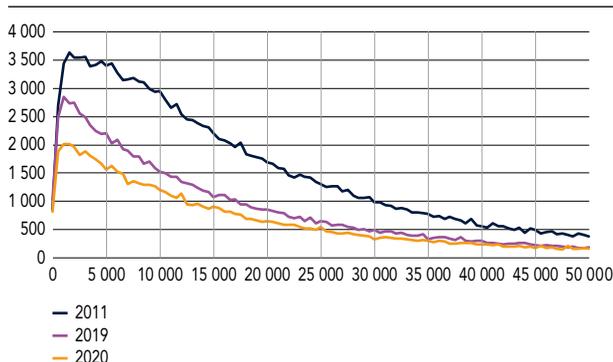
Source : Banque de France.

### G11 Endettement immobilier moyen et médian (en euros)



Source : Banque de France.

### G12 Répartition des situations de surendettement recevables en 2011, 2019 et 2020 en fonction du montant des dettes à la consommation (en abscisses, montant en milliers d'euros ; en ordonnées, nombre de situations avec au moins une dette à la consommation)



Lecture : En 2011, 3642 situations de surendettement recevables comportaient des dettes à la consommation d'un montant cumulé compris entre 1 500 et 2 000 euros ; en 2020, 2 018 situations de surendettement recevables comportaient des dettes à la consommation d'un montant cumulé compris entre 1 500 et 2 000 euros.

Note : Pour faciliter la lecture du graphique, les dossiers comportant des dettes à la consommation d'un montant cumulé supérieur à 50 000 euros ne sont pas représentés.

Source : Banque de France.

### La part des dettes à la consommation dans l'endettement global est stable depuis deux ans

Après avoir fortement reculé entre 2011 et 2018, à la fois en encours, nombre de dettes et part de l'endettement total, les dettes à la consommation évoluent de façon moins homogène depuis deux ans.

- Dans un contexte de recul global de l'endettement, la part des situations de surendettement comportant au moins une dette à la consommation baisse de 1 point en 2020, à 74,5 %, tandis que la part des dettes à la consommation dans l'endettement total se redresse légèrement, à 37 %.
- Sur l'ensemble des situations concernées, la médiane de l'endettement à la consommation se situe à 13 214 euros, alors que la dette moyenne par dossier atteint 22 916 euros, deux indicateurs dont la valeur est en hausse de 4 % par rapport à 2019. L'écart important entre médiane et moyenne s'explique par un encours de dettes relativement limité pour la majorité des situations, mais parmi lesquelles un nombre non négligeable affiche un endettement à la consommation très supérieur au niveau médian.
- Le nombre médian de dettes à la consommation est stable, à 3 dettes par situation concernée, tandis que le nombre moyen de dettes à la consommation par dossier augmente légèrement, de 4,1 à 4,2.

Les grandes catégories de dettes à la consommation évoluent très différemment en 2020, en encours et en fréquence.

- Accentuant une tendance amorcée en 2011, l'encours des crédits renouvelables recule de 544 millions d'euros (57 %) par rapport à 2019 et le nombre de situations concernées par ce type de dettes recule de 39 %. La part des crédits renouvelables dans l'endettement global baisse de 7 points de pourcentage, à 8,5 %, tandis que la part des situations comportant au moins un crédit renouvelable passe de 62 % en 2019 à 49 % en 2020. Enfin, l'endettement médian sous forme de crédit renouvelable diminue de 27 %, à 4 303 euros.
- De leur côté, les prêts personnels – ou crédits amortissables – affichent un encours global en hausse de 11 % (127 millions d'euros) par rapport à 2019, leur valeur médiane progressant de 10 %, à 11 208 euros, pour un nombre de situations concernées en légère baisse de 1 %.
- L'encours des crédits affectés et des locations avec option d'achat (LOA) baisse de 18 %, principalement sous l'effet d'une diminution de 35 % de l'endettement médian par dossier, à 4 420 euros, alors que le nombre de situations concernées par ce type de dettes augmente de 13 %.

## T2 Caractéristiques de l'endettement à la consommation

(montant en milliers d'euros, part en %, nombre de situations et de dettes en unités)

	Encours des dettes	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian	Nb médian de dettes par situation
<b>Dettes à la consommation</b>	<b>1 793 753</b>	<b>78 276</b>	<b>325 366</b>	<b>37,1</b>	<b>74,5</b>	<b>13 214</b>	<b>3,0</b>
Crédits renouvelables	410 657	51 438	128 989	8,5	49,0	4 303	2,0
Prêts personnels	1 296 503	65 862	180 063	26,8	62,7	11 208	2,0
Crédits affectés / LOA	86 593	11 750	16 314	1,8	11,2	4 420	1,0

Source : Banque de France.

Dans les situations de surendettement, les prêts personnels sont désormais plus fréquents que les crédits renouvelables : 63 % des situations contiennent en effet un ou plusieurs prêts personnels, alors qu'elles sont moins de 50 % à compter au moins un crédit renouvelable. En outre, la part des prêts personnels dans l'endettement global en 2020 est plus de trois fois supérieure à celle des crédits renouvelables (cf. graphique 13). La substitution de crédits amortissables aux crédits renouvelables, particulièrement marquée en 2020, rapproche la structure d'endettement des ménages surendettés de celle de l'ensemble des ménages. Ce mouvement, fortement encouragé par les pouvoirs publics depuis une dizaine d'années, notamment par les lois Lagarde (2010) et Hamon (2014)<sup>22</sup>, est en lui-même un facteur de limitation du surendettement, en raison notamment du différentiel de taux d'intérêt entre les deux formes de crédits (cf. graphique 14).

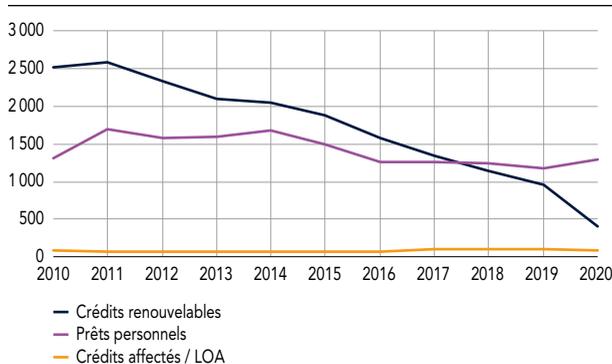
### 3.2 Dettes de charges courantes

Les dettes de charges courantes représentent presque 13 % de l'endettement global des ménages surendettés et affectent 78 % des situations de surendettement. Leur montant médian (3 585 euros) est en légère baisse par rapport à 2019 (3 611 euros), mais, comme pour les autres dettes hors immobilier, la valeur moyenne par dossier augmente sur un an (+ 3 %).

Les dettes de charges courantes sont constituées de trois postes principaux :

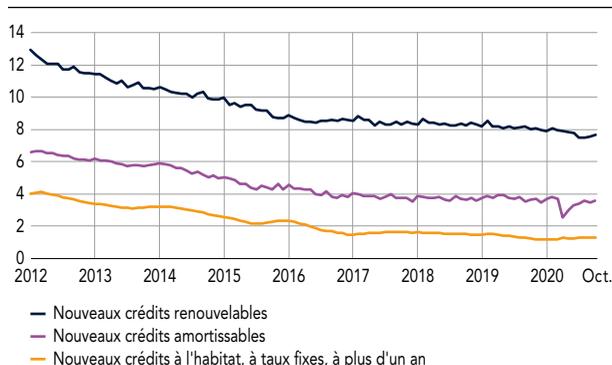
- Des dettes de logement, formant 47 % de l'encours et présentes dans 48 % des situations, dont le montant médian s'établit à 3 026 euros par ménage, en augmentation chaque année depuis 2014 (+ 5,5 % par an en moyenne).
- Des dettes fiscales, formant 29 % de l'encours et présentes dans 31 % des situations, d'un montant médian de 921 euros et d'un montant moyen de 5 375 euros par ménage. Sur un an, la dette fiscale médiane et la proportion de dossiers concernés ont significativement diminué,

**G13 Dettes à la consommation**  
(en millions d'euros)



Source : Banque de France.

**G14 Taux d'intérêt moyens annuels sur les crédits aux particuliers en France**  
(en %)



Source : Banque de France.

22 Cf. la loi n° 2010-737 du 1<sup>er</sup> juillet 2010, dite loi Lagarde, portant réforme du crédit à la

consommation, et la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014, dite loi Hamon, relative à la consommation.

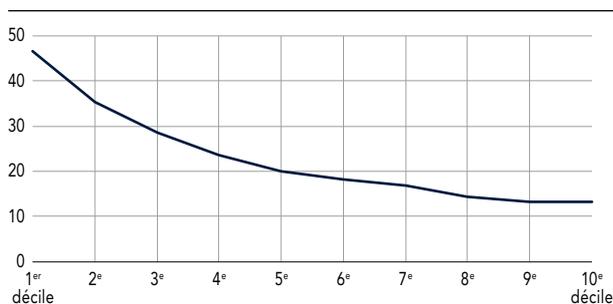
alors que la dette fiscale moyenne a crû de 15 %, démontrant la présence de quelques gros contribuables parmi les ménages surendettés.

- Des dettes d'énergie et de communication, formant 13 % de l'encours et présentes dans plus de la moitié des situations, dont les montants médian et moyen sont respectivement de 987 et 1 547 euros par ménage.

Les ménages surendettés dont le dossier est orienté vers le rétablissement personnel sont davantage concernés par les dettes de charges courantes, hormis les dettes fiscales : 59 % d'entre eux ont une dette d'énergie ou de communication (contre 43 % des autres ménages surendettés) ; 58 % ont une dette de logement (contre 40 %) ; 31 % ont une dette d'assurance ou de mutuelle (contre 26 %) ; et 27 % ont une dette de santé ou d'éducation (contre 19 %).

De manière générale, et quelle que soit l'orientation des dossiers, il ressort que moins le niveau de vie des ménages surendettés est élevé, plus la part des arriérés de charges courantes, hors dettes fiscales, dans l'endettement total est importante. Ainsi, les ménages dont le niveau de vie se situe dans le premier décile des ménages surendettés présentent des dettes de charges courantes, hors dettes fiscales, proches de 47 % de leur endettement global, tandis que les 10 % des ménages dont le niveau de vie est le plus élevé ont des dettes de charges courantes, hors dettes fiscales, de l'ordre de 13 % de leur endettement global (cf. graphique 15).

**G15** Part des dettes de charges courantes (hors dettes fiscales) en fonction du niveau de vie des ménages surendettés (en %)



Lecture : Les 10 % de ménages qui ont le niveau de vie le plus faible parmi les ménages surendettés ont des dettes de charges courantes, hors dettes fiscales, qui représentent en moyenne 47 % de leur endettement global.

Source : Banque de France.

### 3.3 Autres dettes

Les autres dettes, dont le nombre médian est de 2 par situation concernée, représentent 14 % du montant de l'endettement global et figurent dans 54 % des situations. Leur montant médian par situation s'établit à 1 858 euros, en hausse de 4 % par rapport à 2019, tandis que leur montant moyen atteint 12 061 euros, en hausse de 8 %. Cet écart tient à quelques dettes très élevées (de plusieurs millions ou centaines de milliers d'euros), relevant principalement de cautions actionnées sur dettes professionnelles, de dettes pénales, d'amendes et de réparations pécuniaires suite à condamnation, souvent non éligibles au traitement du surendettement.

### 3.4 Principaux créanciers

La dette immobilière des ménages surendettés dont les dossiers ont été décidés ou jugés recevables en 2020 s'élève à 1,7 milliard d'euros. Les dix principaux groupes créanciers, dont les six grandes banques françaises à réseau, en détiennent plus de 95 % à eux seuls. Les autres créances financières sur les ménages surendettés, composées essentiellement de crédits à la consommation, atteignent 1,9 milliard d'euros. Les six grandes banques généralistes à réseau et leurs filiales figurent également parmi les dix premiers groupes créanciers à ce titre, rejoints par trois établissements de crédit appartenant à un groupe automobile ou de distribution. Ensemble, ces dix premiers groupes détiennent 89 % du total des créances financières non immobilières (cf. tableau 3). Ces données témoignent de la très forte concentration de l'activité de crédit aux particuliers en France.

Les créances de charges courantes hors logement (324 millions d'euros) sont détenues aux deux tiers par l'État et les administrations publiques, puis par des groupes, sociétés et autres entités privés (à hauteur de 30 %), et enfin par des particuliers (3 %). Les dix premiers groupes privés sont des fournisseurs d'énergie et d'eau, des opérateurs téléphoniques et un assureur ; ils détiennent 58 millions de créances sur les ménages surendettés, soit environ 18 % de l'ensemble des créances de charges courantes hors logement.

Les 284 millions d'euros de créances de logement sont détenus à hauteur de 49 % par des organismes de logement social, au sein desquels les entreprises sociales pour l'habitat, de statut privé, pèsent presque autant que les opérateurs publics ou semi-publics (offices publics de l'habitat, entreprises publiques locales, sociétés d'économie mixte et coopératives HLM). La seconde moitié des

créances de logement est détenue à parts presque égales par des opérateurs privés (groupes immobiliers, groupes bancaires, cabinets de gestion, promoteurs, syndicats de copropriétaires, etc.) et des particuliers.

Les autres dettes (686 millions d'euros) sont très hétérogènes. Les créanciers publics – direction générale

des Finances publiques, caisses d'allocations familiales, Pôle emploi, Urssaf, caisses de sécurité sociale, Sécurité sociale des indépendants (ex-RSI), trésoreries municipales – détiennent 26 % de l'encours, les particuliers 19 % et les autres créanciers privés 55 %.

### T3 Les grandes catégories de créanciers des ménages surendettés (montant en millions d'euros, part en % de chaque catégorie de créances)

	2019		2020	
	Montant	Part	Montant	Part
<b>Créances immobilières</b>	<b>2 118</b>	<b>34,9</b>	<b>1 662</b>	<b>34,4</b>
Créanciers publics	7	0,3	5	0,3
Particuliers	3	0,2	2	0,1
Créanciers privés hors particuliers	2 108	99,5	1 656	99,6
<i>dont : 10 premiers</i>	2 041	96,3	1 583	95,2
<b>Créances financières</b>	<b>2 328</b>	<b>38,4</b>	<b>1 873</b>	<b>38,8</b>
Créanciers publics	11	0,5	6	0,3
Particuliers	1	0,0	1	0,0
Créanciers privés hors particuliers	2 316	99,5	1 867	99,7
<i>dont : 10 premiers</i>	2 088	89,7	1 669	89,1
<i>10 suivants</i>	146	6,3	120	6,4
<b>Créances de charges courantes hors logement</b>	<b>421</b>	<b>7,0</b>	<b>324</b>	<b>6,7</b>
Créanciers publics	280	66,3	217	67,0
<i>Caisses d'allocations familiales (CAF)</i>	5	1,2	5	1,5
<i>Trésoreries, services des impôts, pôles de recouvrement spécialisés</i>	267	63,3	199	61,3
<i>Autres créanciers publics</i>	8	1,8	13	4,2
Particuliers	13	3,0	10	3,2
Créanciers privés hors particuliers	129	30,6	97	29,8
<i>dont : 10 premiers</i>	75	17,8	58	17,9
<b>Créances de logement</b>	<b>359</b>	<b>5,9</b>	<b>284</b>	<b>5,9</b>
Organismes de logement social	173	48,1	140	49,3
<i>OPH, EPL, SEM et coopératives HLM<sup>a)</sup></i>	92	25,7	72	25,5
<i>ESH<sup>b)</sup></i>	80	22,4	67	23,8
Autres créanciers publics	6	1,6	5	1,9
Particuliers	85	23,7	67	23,5
Autres créanciers privés	95	26,5	72	25,3
<i>dont : 10 premiers</i>	17	4,9	13	4,6
<b>Autres créances</b>	<b>835</b>	<b>13,8</b>	<b>686</b>	<b>14,2</b>
Créanciers publics	239	28,7	179	26,1
<i>Caisses d'allocations familiales (CAF)</i>	42	5,0	32	4,6
<i>Trésoreries, services des impôts, pôles de recouvrement spécialisés</i>	62	7,5	46	6,7
<i>Pôle emploi</i>	38	4,5	30	4,3
<i>Sécurité sociale des indépendants (ex-RSI)</i>	24	2,8	9	1,3
<i>Autres créanciers publics (CPAM, URSSAF, OPHLM...)</i>	74	8,8	63	9,2
Particuliers	129	15,4	132	19,3
Créanciers privés hors particuliers	467	55,9	374	54,6
<i>dont : 10 premiers</i>	330	39,5	260	37,8
<b>France métropolitaine</b>	<b>6 062</b>	<b>100,0</b>	<b>4 830</b>	<b>100,0</b>

a) Offices publics de l'habitat, entreprises publiques locales, sociétés d'économie mixte, sociétés coopératives de HLM.

b) Entreprises sociales pour l'habitat, i. e. les sociétés anonymes de HLM.

Source : Banque de France.

Les sociétés de recouvrement de créances<sup>23</sup>, en grande partie sous contrôle étranger, détiennent 154 millions d'euros de créances, toutes catégories confondues. Leur part dans le total des créances (plus de 3 % en 2020) s'accroît rapidement depuis quelques années. Là encore, la concentration est forte : huit groupes détiennent à eux seuls 92 % du total. Les créances regroupées et titrisées dans des fonds communs de titrisation (FCT) sont également chaque année plus nombreuses, leur poids relatif restant toutefois réduit (33 millions d'euros en 2020).

Toutes catégories réunies, les particuliers détiennent des créances à hauteur de 142 millions d'euros sur les ménages surendettés. 4 160 d'entre eux possèdent au moins une créance de valeur unitaire supérieure à 10 000 euros, susceptible de représenter une perte significative en cas d'effacement intégral. Parmi ces créances de plus de 10 000 euros, figurent notamment des créances de logement (au nombre de 1 908), des prêts à des amis ou à des membres de la famille (1 288), des prêts divers (415) et des pensions alimentaires impayées (168).

### 3.5 Les effacements de dettes

#### Données globales et tendances

Pour pouvoir mesurer la valeur des dettes effacées<sup>24</sup> dans le cadre d'une procédure de traitement du surendettement, il faut que celle-ci soit achevée. C'est pourquoi la référence retenue pour le calcul des effacements n'est pas l'ensemble des dossiers recevables, comme pour le reste de la typologie du surendettement, mais les dossiers clos, hormis les clôtures avant passage devant la commission de surendettement ou après décision ou jugement d'irrecevabilité. 118 376 situations enregistrées comme closes au titre de l'année 2020 correspondent à cette définition. Sur ce total, 48 002 (41 %) ont bénéficié de mesures imposées à la suite d'un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire, et 22 157 (19 %) sont closes après avoir bénéficié de mesures d'effacement partiel (cf. tableau 4).

Au total, en 2020, 70 159 dossiers (59 % des dossiers clos) ont fait l'objet d'une remise de dettes, partielle ou portant sur l'intégralité de la dette éligible. Le montant effacé, 1,5 milliard d'euros, représente 26,9 % de la dette globale des situations closes au cours de l'année (cf. tableau 5). L'écart entre la proportion de dossiers bénéficiant d'un effacement et le taux d'effacement global des dettes tient, d'une part, à ce que les dossiers dont les dettes sont entièrement effacées sont souvent ceux dont l'endettement est le plus faible et, d'autre part, au fait que les dettes immobilières, de montant unitaire élevé, ne peuvent être

effacées que lorsque les débiteurs ne possèdent pas ou plus de bien immobilier.

Les dossiers clos après une mesure de rétablissement personnel, dont la totalité de la dette éligible (soit 94 % du total) est effacée, bénéficient en moyenne d'une remise de 19 851 euros, tandis que les dossiers clos après des mesures d'effacement partiel voient leurs dettes réduites de 24 037 euros, ce qui correspond à un taux d'effacement moyen de 50 % (cf. tableau 6). Il pourrait sembler paradoxal que des débiteurs dont les dettes ne sont qu'à moitié effacées bénéficient d'une remise moyenne supérieure de 21 % à celle de débiteurs dont la quasi-totalité de la dette est effacée. Mais cela est dû aux différences d'endettement moyen entre les uns et les autres. En outre, cela montre que proposer le rétablissement personnel à un débiteur ayant de faibles revenus et, en général, un faible endettement, est finalement moins coûteux, en moyenne, que de consentir des mesures avec effacement partiel à un débiteur aux revenus et aux dettes élevés.

Globalement, le montant des dettes effacées en 2020, 1,5 milliard d'euros, diminue de 17 % par rapport à 2019, en raison de la baisse du nombre de dossiers clos. Mais le montant moyen effacé par dossier, 21 173 euros, s'accroît de 5 % comparativement à 2019, en partie sous l'effet de la progression de la dette moyenne hors immobilier (+ 3 %).

#### Répartition par type de dette et par type de créancier

Les effacements de dettes financières hors immobilier<sup>25</sup> (726 millions d'euros) représentent près de la moitié du total des effacements et les effacements de dettes immobilières (206 millions d'euros) un peu moins de 14 %, alors que les encours respectifs sont proches. Les dettes de logement affichent le taux d'effacement le plus élevé (50 %), loin devant celui des dettes de charges courantes hors logement (43 %), et plus loin encore devant celui des dettes immobilières (10 %). Concernant les dettes immobilières, seules les dettes résiduelles subsistant après la vente de la résidence principale ou d'un autre bien immobilier peuvent faire l'objet d'un effacement. Chez les ménages surendettés, la part des dettes de logement dans l'ensemble des dettes est d'autant plus élevée que les revenus sont faibles, de sorte que nombreux sont les dossiers avec dette de logement bénéficiant d'un effacement total des dettes.

Par comparaison avec 2013, toutes les catégories de dettes ont vu leur taux d'effacement progresser : de 17 points de pourcentage pour les dettes de logement, de 12 points pour les dettes de charges courantes hors logement et de 10 points pour les autres dettes. La progression

#### T4 Situations en fin de procédure de surendettement (nombre en unités, part en %)

	2019		2020	
	Montant	Part	Montant	Part
<b>Situations closes <sup>a)</sup></b>	<b>147 440</b>	<b>100,0</b>	<b>118 376</b>	<b>100,0</b>
dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>b)</sup>	61 642	41,8	48 002	40,6
mesures avec effacement partiel <sup>c)</sup>	26 496	18,0	22 157	18,7
autres situations closes <sup>d)</sup>	59 302	40,2	48 217	40,7

a) Hors dossiers clos avant examen de recevabilité, ainsi qu'après décision ou jugement d'irrecevabilité.

b) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

c) Mesures imposées avec effacement.

d) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

Source : Banque de France.

#### T5 Effacements de dettes (montant en millions d'euros, part en %)

	2019		2020	
	Montant	Part	Montant	Part
<b>Situations closes <sup>a)</sup></b>	<b>6 699</b>	<b>100,0</b>	<b>5 529</b>	<b>100,0</b>
dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>b)</sup>	1 309	19,5	1 014	18,3
<i>dont dettes éligibles</i>	<i>1 194</i>	<i>17,8</i>	<i>953</i>	<i>17,2</i>
mesures avec effacement partiel – montant effacé	587	8,8	533	9,6
autres situations closes <sup>c)</sup>	4 161	62,1	3 450	62,4
<b>Montant total effacé <sup>d)</sup></b>	<b>1 781</b>	<b>26,6</b>	<b>1 485</b>	<b>26,9</b>

a) et b) Cf. renvois du tableau 4.

c) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

d) Le montant total effacé est égal à la somme des postes « dettes éligibles » et « mesures avec effacement partiel – montant effacé ».

Source : Banque de France.

#### T6 Effacement moyen de dette (en euros)

	2019	2020
Mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>a)</sup>	19 368	19 851
Mesures avec effacement partiel	22 159	24 037
<b>Montant moyen effacé <sup>b)</sup></b>	<b>20 207</b>	<b>21 173</b>

a) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

b) L'effacement moyen de dette est égal au montant total de dettes effacées en 2020 (tableau 5), rapporté au nombre de situations de surendettement closes en 2020 et ayant bénéficié d'un effacement partiel ou total de leurs dettes (tableau 4).

Source : Banque de France.

est plus modérée pour le taux d'effacement des dettes financières hors immobilier (+ 5 points) et pour celui des dettes immobilières (+ 6 points) – cf. graphique 16.

Dans le cadre du traitement du surendettement, tous les créanciers ne sont pas exposés de la même façon au « risque » d'effacement de dette.

- Sur les dossiers clos en 2020, les groupes bancaires et financiers – qui portent des créances constituées très majoritairement de crédits immobiliers et de crédits à la consommation – ont abandonné environ 10 % du montant de leurs créances immobilières et 34 % du montant de leurs créances financières hors immobilier.

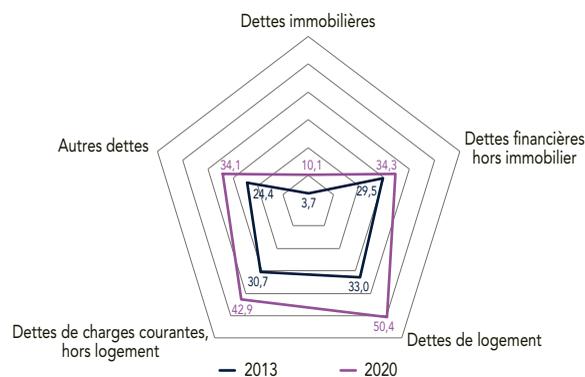
23 En général, les sociétés de recouvrement sont mandatées par des créanciers pour recouvrer des sommes impayées et agissent en tant qu'intermédiaires. Depuis quelques années, certaines d'entre elles se spécialisent dans le rachat de créances, à un prix inférieur à leur valeur faciale, auprès des créanciers initiaux, et deviennent ainsi elles-mêmes directement créancières des ménages surendettés.

24 Le montant des effacements comprend l'ensemble des dettes éligibles au traitement du surendettement figurant dans les dossiers clos et bénéficiaires de mesures imposées à la suite d'un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire, ainsi que

les effacements partiels de dettes des dossiers clos dans le cadre de mesures imposées par les commissions. Il ne prend pas en compte les effacements prononcés par les tribunaux dans le cadre de la procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire, les montants restant éventuellement dus après liquidation des biens et dédommagement des créanciers n'étant pas connus des commissions de surendettement. L'effet des étalements de dettes et des réductions de taux d'intérêt pour les échéances futures n'est pas comptabilisé.

25 Presque exclusivement composées de dettes à la consommation.

## G16 Effacement des dettes en 2013 et 2020 (taux d'effacement en %)



Source : Banque de France.

- Les créanciers publics, hors organismes de logement social, ont vu l'ensemble de leurs créances effacées à hauteur de 35 % environ.
- Les créanciers privés non financiers, qui détiennent à la fois des créances de charges courantes et d'autres créances, ont dû consentir à effacer environ 40 % de leurs créances.
- Les particuliers, qui détiennent des créances de logement et d'autres créances en volume équivalent, ont dû renoncer à 52 % de leurs créances de logement et à plus du tiers de leurs autres créances.
- Enfin, les organismes de logement social, publics et privés confondus, ont abandonné en moyenne 55 % du total de leurs créances.

## 4. Répartition géographique des situations de surendettement et contexte socio-économique

Afin de fournir des éclairages complémentaires, le présent rapport propose, d'une part, une cartographie régionale de la répartition des situations de surendettement – mise en regard d'indicateurs caractérisant le contexte socio-économique de chaque région – et, d'autre part, une carte permettant d'apprécier l'ampleur du surendettement à l'échelle départementale. Les indicateurs retenus dans le cadre des régions<sup>26</sup> sont :

- le nombre de situations soumises aux commissions de surendettement pour 100 000 habitants de 15 ans et plus ;
- le taux de chômage selon la définition du Bureau international du travail (BIT) ;
- la part de la population de moins de 65 ans couverte par le revenu de solidarité active (RSA) ;

- la part de la population de 25 à 64 ans ayant arrêté sa scolarité avant la fin du collège ;
- le taux de pauvreté monétaire.

Les 108 731 situations de surendettement soumises aux commissions de surendettement de France métropolitaine en 2020 représentent 203 situations pour 100 000 habitants de 15 ans et plus. La forte baisse de la fréquence du surendettement par rapport à 2019 (268 situations pour 100 000 habitants) concerne l'ensemble des régions.

Les années précédentes, les taux régionaux de situations de surendettement pour 100 000 habitants paraissent corrélés avec les indicateurs retenus pour définir le contexte socio-économique régional. Par exemple, les caractéristiques de la population des Hauts-de-France allaient en effet de pair avec le taux de surendettement élevé de la région : taux de chômage et taux de pauvreté hauts, revenu disponible par habitant inférieur à la moyenne nationale, part de la population couverte par le RSA supérieure à la moyenne nationale, faible proportion de diplômés de l'enseignement supérieur. En 2020, la baisse du surendettement a été telle, et si uniforme, que celui-ci ne touche plus qu'une petite minorité de la population, quelle que soit la région étudiée. Il n'est plus vraiment possible d'établir des relations de cause à effet entre des indicateurs économiques ou sociaux à l'échelle régionale et la fréquence du surendettement. Si les indicateurs des Hauts-de-France restent mal orientés en 2020, avec un taux de situations de surendettement pour 100 000 habitants toujours supérieur à la moyenne nationale, d'autres régions aux indicateurs tout aussi défavorablement orientés paraissent plutôt épargnées par le surendettement. C'est notamment le cas des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie et Corse (cf. carte 1 en Cartographie du surendettement).

En dépit du fort recul du surendettement en 2020, la répartition des situations de surendettement par département semble toujours obéir à certains déterminismes géographiques, historiques et sociaux. Des départements d'ancienne industrialisation, tels que la Seine-Maritime, l'Eure, le Nord, le Pas-de-Calais et l'Aisne, sont au nombre des départements où la fréquence du surendettement est élevée, de même que les départements périurbains situés hors de l'Île de France et à la périphérie immédiate de celle-ci. Ces derniers ont tous, quelle que soit leur région de rattachement, un taux de situations de surendettement pour 100 000 habitants supérieur à la moyenne nationale et à celui des départements franciliens. Six départements contigus au centre de la France – l'Allier, la Creuse, l'Indre, le Cher, la Nièvre et la Saône-et-Loire – sont également concernés : leurs taux de situations de surendettement

sont parmi les plus élevés de France, révélant des difficultés économiques et sociales dans leur zone géographique. Cette situation n'est cependant pas visible à l'échelle régionale, puisque ces six départements appartiennent à quatre régions différentes (cf. *carte 2 en Cartographie du surendettement*).

\*  
\*\*

L'examen des situations individuelles des ménages surendettés, ainsi que les indicateurs quantitatifs sur les ménages et les personnes surendettés, montrent que le surendettement est souvent consécutif à un événement non anticipé (accident, maladie, décès d'un proche, séparation, licenciement, retraite, etc.), survenant dans un contexte de ressources limitées et de fragilité individuelle, familiale, sociale, économique ou géographique. C'est la conjugaison de ces facteurs qui semble être à l'origine de la plupart des cas de surendettement. À cela s'ajoutent des situations dans lesquelles les individus ou les familles ne disposent pas des ressources nécessaires à la survie du foyer à moyen ou long terme, et se retrouvent démunis pour assainir leur situation financière et échapper à leurs créanciers. Le surendettement peut aussi résulter – mais plus marginalement – de dépenses excessives au regard des revenus.

26 Ces indicateurs statistiques sont définis en annexe 5.

## ①

## Des évolutions inhabituelles des dépôts de dossiers de surendettement au cours de l'année 2020

Sur l'ensemble de l'année 2020, les dépôts de dossiers de surendettement ont diminué de 24 % par rapport à 2019. Mais au-delà de cette évolution globale, d'amples variations infra-annuelles ont été observées. Dès le mois de mars, marqué par le début de la première période de confinement, le 17, les dépôts ont reculé de 43 % par rapport à mars 2019. La baisse s'est accentuée en avril (- 68 %) et en mai (- 66 %), avant que les chiffres ne reviennent progressivement à la normale, avec des dépôts en hausse de 1 % en septembre 2020 par rapport à ceux de septembre 2019. Les mêmes phénomènes se sont reproduits sur les trois derniers mois de l'année 2020 : le reflux des dépôts en octobre et en novembre a été suivi par une hausse de 7 % des dépôts en décembre 2020 par rapport à décembre 2019 (cf. graphique).

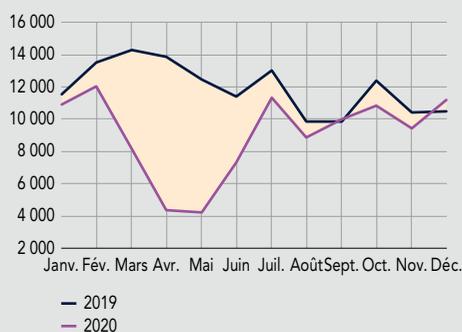
Bien que le recul des dépôts de mars à mai soit sans précédent, certaines raisons en sont clairement identifiées : retards dans l'acheminement du courrier, fermeture de nombreuses structures d'aide sociale, forte réduction de la consommation et nécessité, sans doute, pour la plupart des ménages, de faire face à un changement brusque et radical de leur mode de vie.

Parallèlement, différentes mesures ont visé à pallier les difficultés financières des ménages ou à prévenir une remontée du surendettement. Le Gouvernement a rapidement mis en place un mécanisme de chômage partiel pour les salariés et de soutien aux travailleurs indépendants, reporté l'entrée en vigueur de plusieurs réformes, décidé du versement de nouvelles aides aux familles dotées de faibles ressources et prolongé la période de suspension des expulsions de logement. Les régions, départements et communes ont mobilisé des ressources dans le cadre des fonds de solidarité logement (FSL) et des centres communaux d'action sociale (CCAS), tandis que nombre de bailleurs sociaux

ont accordé à leurs locataires des facilités de paiement, des dégrèvements, voire, comme Action Logement, des aides financières directes. À l'initiative de la Banque de France, et afin de limiter les redépôts de dossiers, les grands créanciers ont consenti des moratoires aux ménages surendettés ne parvenant pas à respecter leurs échéances de remboursement. Plus généralement, les établissements de crédit ont adopté une politique accommodante vis-à-vis de leurs clients sollicitant le report de certaines mensualités de remboursement.

Toutes ces mesures ont sans nul doute contribué à contenir le surendettement, y compris au second semestre 2020, expliquant l'absence de rattrapage après la chute des dépôts de dossiers au printemps. Cependant, leur caractère limité dans le temps, joint aux effets retardés de la crise sur l'emploi, le niveau élevé de l'endettement des ménages, ainsi que la hausse des dépôts de dossiers observée en décembre 2020, rendent probable une reprise du surendettement dans le courant de l'année 2021.

Dépôts mensuels de dossiers de surendettement en 2019 et 2020 (en unités)



Source : Banque de France.

## ②

### Des primodépôts en baisse, avec une répartition géographique proche de celle de l'ensemble des dépôts

---

Les dépôts de dossiers de surendettement se partagent entre primodépôts et redépôts. Les primodépôts – ou nouvelles situations de surendettement – correspondent, par définition, aux nouveaux cas de surendettement. Quant aux redépôts, ils peuvent être dus aux difficultés de certains débiteurs à respecter les mensualités de remboursement décidées par les commissions, mais relèvent aussi, dans certains cas, d'événements inscrits dans le déroulement ordinaire de la procédure de traitement du surendettement<sup>1</sup>. La véritable tendance en matière d'évolution du surendettement est donc fournie par les primodépôts. En France métropolitaine, le nombre de nouvelles situations de surendettement pour 100 000 habitants de 15 ans et plus s'établit à 114 en 2020<sup>2</sup>, contre 150 en 2019.

La géographie des primodépôts recoupe largement celle de l'ensemble des dépôts. Certaines populations paraissent plus touchées par le surendettement que la moyenne : celles des Hauts-de-France, des

départements situés aux confins de l'Île-de-France, de plusieurs départements contigus situés au centre de la France, ainsi que la population résidant sur la côte méditerranéenne et dans la partie orientale des Pyrénées. En revanche, sur toute la façade atlantique, en Île-de-France, en Corse et en Auvergne-Rhône-Alpes, les nouveaux cas de surendettement sont très peu nombreux (cf. *carte 3 en Cartographie du surendettement*).

1 Cela concerne notamment les redépôts effectués à la suite de l'arrivée à terme d'une suspension d'exigibilité des créances ou d'une autre mesure d'attente (moratoire, etc.). Ces redépôts sont prévus par le dispositif de traitement du surendettement et constituent l'issue vers laquelle peuvent se diriger les ménages endettés qui ne sont pas parvenus à rétablir leur situation financière lors de la période d'attente.

2 Données provisoires sur 12 mois glissants à fin septembre 2020.



# VUE D'ENSEMBLE DES PRINCIPALES DONNÉES NATIONALES

## 1. Caractéristiques des personnes et ménages surendettés

(statistiques basées sur les situations de surendettement recevables)

### 1.1 Profil sociodémographique

#### Statut conjugal (en %)

	Personnes surendettées <sup>a)</sup> 2020	dont situations orientées vers le RP <sup>a)</sup> 2020	Population française <sup>b)</sup> 2017
Couples (mariés, pacsés, en union libre)	46,6	36,2	59,3
Divorcés/séparés	27,7	32,4	6,6
Célibataires	20,9	26,9	26,9
Veufs(ves)	4,8	4,5	7,2

a) Personnes surendettées, de 18 ans et plus – débiteurs et conjoints éventuels (codébiteurs ou non). RP désigne la procédure de rétablissement personnel (cf. annexe 1).

b) France métropolitaine. Statut conjugal des personnes de 15 ans et plus.

Sources : Banque de France ; Insee, recensement de la population 2017.

#### Nombre de personnes à charge (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	Ménages surendettés 2020	dont situations orientées vers le RP 2020
0	59,3	56,1
1	17,2	18,1
2	13,4	14,4
3	6,6	7,0
4 et plus	3,5	4,4

Source : Banque de France.

#### Nombre d'enfants à charge (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020	dont situations orientées vers le RP <sup>a)</sup> 2020	Population française <sup>b)</sup> 2017
0	60,7	57,7	68,5
1	17,2	18,2	13,5
2	12,9	14,0	12,3
3	6,1	6,4	4,3
4 et plus	3,1	3,8	1,4

a) Situations de surendettement recevables.

b) Champ : France métropolitaine, population des ménages.

Sources : Banque de France ; Insee, recensement de la population 2017.

## Ménages selon la structure familiale (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020	dont situations orientées vers le RP <sup>a)</sup> 2020	Population française <sup>b)</sup> 2017
Hommes seuls	27,5	28,6	15,7
Femmes seules	22,1	22,8	20,7
Couples sans enfant	10,5	5,6	26,4
Familles monoparentales	20,4	26,7	9,4
<i>dont : hommes seuls avec enfant(s)</i>	<i>2,1</i>	<i>2,3</i>	<i>1,7</i>
<i>femmes seules avec enfant(s)</i>	<i>18,3</i>	<i>24,4</i>	<i>7,7</i>
Couples avec enfant(s)	17,5	13,7	25,7
Autres ménages sans famille <sup>c)</sup>	2,1	2,7	2,1

a) Situations de surendettement recevables.

b) Champ : France métropolitaine, population des ménages.

c) Cette catégorie correspond aux ménages composés de plus d'une personne et ne comprenant pas de famille, par exemple des colocataires. Elle exclut donc les couples, avec ou sans enfant(s), et les familles monoparentales.

Sources : Banque de France ; Insee, recensement de la population 2017.

## Répartition par sexe et par âge (en %)

	Personnes surendettées <sup>a)</sup> 2020		dont situations orientées vers le RP <sup>a)</sup> 2020		Population française <sup>b)</sup> 2020	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
De 18 à 24 ans	1,1	1,7	1,1	2,4	5,2	5,0
De 25 à 34 ans	7,0	9,9	7,2	12,6	7,2	7,5
De 35 à 44 ans	11,0	12,6	11,3	13,6	7,7	8,0
De 45 à 54 ans	12,2	13,6	11,3	14,0	8,4	8,6
De 55 à 64 ans	8,8	8,9	7,9	8,8	7,7	8,3
De 65 à 74 ans	4,6	5,1	3,2	3,8	6,6	7,5
75 ans et plus	1,5	2,0	1,1	1,8	4,8	7,5
<b>Ensemble</b>	<b>46,2</b>	<b>53,8</b>	<b>43,1</b>	<b>56,9</b>	<b>47,6</b>	<b>52,4</b>

a) Personnes surendettées, de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs.

b) France métropolitaine ; personnes de 18 ans et plus.

Sources : Banque de France ; Insee, bilan démographique de la France au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

## Situation au regard du logement (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020	dont situations orientées vers le RP <sup>a)</sup> 2020	Population française <sup>b)</sup> 2020
Locataires	74,4	86,1	39,1
Propriétaires accédants	8,0	0,0	19,6
Propriétaires	3,5	0,1	36,8
Hébergés et occupants à titre gratuit	11,5	10,1	2,3
Autres cas <sup>c)</sup>	2,7	3,7	2,2

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur principal.

b) France hors Mayotte ; répartition des résidences principales selon le statut d'occupation.

c) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, marinière, sans-abris).

Sources : Banque de France ; Insee et ministère de la Transition écologique et solidaire (SDES), estimation annuelle du parc de logements au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

## 1.2 Caractéristiques professionnelles

### Situation professionnelle (en %)

	Personnes surendettées <sup>a)</sup> 2020	dont situations orientées vers le RP <sup>a)</sup> 2020	Population française <sup>b)</sup> 2019
<b>Actifs</b>	<b>60,1</b>	<b>54,2</b>	<b>55,8</b>
Salariés en CDI <sup>c)</sup>	27,2	11,4	37,9
Salariés en CDD <sup>c)</sup>	4,5	3,7	4,6
Salariés intérimaires	2,1	1,8	1,2
Apprentis	nd	nd	0,8
Congé maternité	0,1	0,1	nd
Non-salariés	nd	nd	6,2
Professions libérales	0,0	0,0	nd
Artisans, commerçants	0,2	0,1	nd
Chômeurs	26,0	37,0	5,1
<b>Inactifs</b>	<b>39,9</b>	<b>45,8</b>	<b>44,2</b>
Sans profession	12,9	22,3	nd
Retraités	16,2	11,9	28,5
Élèves, étudiants, stagiaires en formation	0,3	0,4	8,0
Congé maladie longue durée	4,1	4,0	nd
Congé parental	0,7	0,9	nd
Invalides	5,7	6,3	nd

a) Personnes surendettées, de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs.

b) France hors Mayotte, personnes de 15 ans et plus.

c) CDI : contrat à durée indéterminée; CDD : contrat à durée déterminée.

Sources : Banque de France; Insee, enquête Emploi 2019.

### Professions et catégories socioprofessionnelles (en %)

	Personnes surendettées <sup>a)</sup> 2020	dont situations orientées vers le RP <sup>a)</sup> 2020	Population française <sup>b)</sup> 2019
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,5	0,5	4,3
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,4	0,4	10,1
Professions intermédiaires	3,1	1,5	13,6
Employés	30,5	23,9	15,0
Ouvriers	21,5	19,9	11,5
Inactifs ayant déjà travaillé	14,7	10,9	32,6
Autres personnes sans activité professionnelle	28,3	42,9	12,9

a) Personnes surendettées, de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs.

b) France hors Mayotte, population des ménages, personnes de 15 ans et plus.

Note : Les chômeurs sont classés dans leur précédente catégorie socioprofessionnelle.

Sources : Banque de France; Insee, enquête Emploi 2019.

### 1.3 Ressources, patrimoine et capacité de remboursement

#### Structure des ressources (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020	dont situations orientées vers le RP <sup>a)</sup> 2020	Population française <sup>b)</sup> 2017
Revenus d'activité <sup>c)</sup>	52,3	35,2	62,2
Pensions	20,7	17,6	24,0
Revenus du patrimoine	0,3	0,0	8,3
Prestations familiales et de logement	12,0	21,7	3,5
Minima sociaux <sup>d)</sup>	11,6	22,2	2,0
Autres ressources	3,1	3,3	–

a) Ressources prises en compte dans les situations de surendettement recevables – en % du total des ressources.

b) France métropolitaine. Ménages dont le revenu disponible est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante – en % du revenu disponible global.

c) Y compris allocations chômage et indemnités journalières.

d) Y compris prime d'activité.

Sources : Banque de France ; Insee, DGFIP, Cnaf, Cnav et CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (FiloSoFi).

#### Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020	dont situations orientées vers le RP <sup>a)</sup> 2020	Population française <sup>b)</sup> 2018
Ressources (R) < 934 euros	39,0	64,6	10,0
934 euros ≤ R < 1 179 euros	22,4	23,6	10,0
1 179 euros ≤ R < 1 390 euros	13,8	7,0	10,0
1 390 euros ≤ R < 1 583 euros	9,4	2,5	10,0
1 583 euros ≤ R < 1 771 euros	6,1	1,2	10,0
1 771 euros ≤ R < 1 979 euros	3,8	0,5	10,0
1 979 euros ≤ R < 2 223 euros	2,5	0,3	10,0
2 223 euros ≤ R < 2 568 euros	1,7	0,2	10,0
2 568 euros ≤ R < 3 261 euros	0,9	0,0	10,0
R ≥ 3 261 euros	0,3	0,0	10,0

a) Situations de surendettement recevables. Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

b) France métropolitaine. Revenu disponible des ménages par unité de consommation, dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante – en % du nombre des ménages.

Note : Les ressources nettes d'un ménage par UC correspondent à son niveau de vie. Une définition du niveau de vie est fournie en annexe 5.

Sources : Banque de France ; Insee, DGFIP, Cnaf, Cnav et CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2018.

#### Patrimoine immobilier et financier (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020	dont situations orientées vers le RP <sup>a)</sup> 2020
Patrimoine (P) < 2 000 euros	82,5	99,4
2 000 euros ≤ P < 10 000 euros	1,4	0,2
10 000 euros ≤ P < 50 000 euros	2,6	0,2
P ≥ 50 000 euros	13,5	0,2

a) Patrimoine immobilier et financier du débiteur et du codébiteur.

Source : Banque de France.

**Capacité de remboursement** (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020	dont situations orientées vers le RP <sup>a)</sup> 2020
Capacité de remboursement (CAR) < 0 euro	50,1	91,5
0 euro ≤ CAR < 450 euros	28,5	8,0
<i>dont : 0 euro ≤ CAR &lt; 100 euros</i>	<i>8,0</i>	<i>6,1</i>
<i>100 euros ≤ CAR &lt; 250 euros</i>	<i>9,9</i>	<i>1,1</i>
<i>250 euros ≤ CAR &lt; 450 euros</i>	<i>10,6</i>	<i>0,7</i>
450 euros ≤ CAR < 800 euros	10,9	0,4
800 euros ≤ CAR < 1 500 euros	7,7	0,1
CAR ≥ 1 500 euros	2,7	0,0

a) Capacité de remboursement des ménages surendettés.

Source : Banque de France.

## 2. Caractéristiques de l'endettement

### Caractéristiques de l'endettement pour l'ensemble des situations recevables<sup>a)</sup>

(encours des dettes en milliers d'euros, endettement médian en euros, part en %, nombre de situations et de dettes en unités)

	Encours des dettes	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian	Nb médian de dettes par situation
<b>Dettes financières</b>	<b>3 535 855</b>	<b>87 573</b>	<b>408 852</b>	<b>73,2</b>	<b>83,3</b>	<b>15 553</b>	<b>4,0</b>
Dettes immobilières	1 662 369	15 201	25 865	34,4	14,5	93 760	1,0
Dettes à la consommation	1 793 753	78 276	325 366	37,1	74,5	13 214	3,0
Microcrédit et prêts sur gage	1 152	463	600	0,0	0,4	1 380	1,0
Autres dettes bancaires (découverts et dépassements)	78 582	46 047	57 021	1,6	43,8	814	1,0
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>607 599</b>	<b>82 145</b>	<b>311 562</b>	<b>12,6</b>	<b>78,2</b>	<b>3 585</b>	<b>3,0</b>
Dettes de logement	283 396	50 890	62 003	5,9	48,4	3 026	1,0
Dettes d'énergie et de communication	81 351	52 611	109 513	1,7	50,1	987	2,0
Dettes de transport	407	1 119	1 264	0,0	1,1	151	1,0
Dettes d'assurance/de mutuelle	25 192	29 707	47 227	0,5	28,3	495	1,0
Dettes de santé/d'éducation	27 849	23 984	39 089	0,6	22,8	400	1,0
Dettes alimentaires	13 970	2 959	3 198	0,3	2,8	2 189	1,0
Dettes fiscales	175 435	32 640	49 268	3,6	31,1	921	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>686 005</b>	<b>56 876</b>	<b>124 022</b>	<b>14,2</b>	<b>54,1</b>	<b>1 858</b>	<b>2,0</b>
Dettes diverses	442 812	31 556	55 809	9,2	30,0	1 420	1,0
Dettes sociales	120 711	30 322	43 261	2,5	28,9	1 211	1,0
Dettes professionnelles	46 391	894	1 250	1,0	0,9	5 000	1,0
Dettes pénales et réparations pécuniaires	76 091	16 679	23 702	1,6	15,9	675	1,0
<b>Endettement (hors dettes immobilières)</b>	<b>3 167 090</b>	<b>104 466</b>	<b>818 571</b>	<b>65,6</b>	<b>99,4</b>	<b>16 580</b>	<b>6,0</b>
<b>Dettes éligibles au traitement du surendettement</b>	<b>4 664 531</b>	<b>104 962</b>	<b>811 468</b>	<b>96,6</b>	<b>99,9</b>	<b>18 310</b>	<b>7,0</b>
<b>Endettement global</b>	<b>4 829 459</b>	<b>105 076</b>	<b>844 436</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>19 150</b>	<b>7,0</b>

a) Voir nomenclature de l'endettement en annexe 1.

Note : Tableau détaillé disponible à l'adresse Internet

<https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement>

Source : Banque de France.

**Caractéristiques de l'endettement pour les situations orientées vers le rétablissement personnel<sup>a)</sup>**

(encours des dettes en milliers d'euros, endettement médian en euros, part en %, nombre de situations et de dettes en unités)

	Encours des dettes	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian	Nb médian de dettes par situation
<b>Dettes financières</b>	<b>498 216</b>	<b>34 244</b>	<b>112 409</b>	<b>51,2</b>	<b>72,8</b>	<b>7 208</b>	<b>3,0</b>
Dettes immobilières	96 374	1 434	1 984	9,9	3,1	46 129	1,0
Dettes à la consommation	376 115	29 282	88 536	38,6	62,3	7 846	2,0
Microcrédit et prêts sur gage	460	219	292	0,0	0,5	1 475	1,0
Autres dettes bancaires (découverts et dépassements)	25 267	18 290	21 597	2,6	38,9	691	1,0
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>278 207</b>	<b>39 784</b>	<b>159 200</b>	<b>28,6</b>	<b>84,6</b>	<b>3 843</b>	<b>3,0</b>
Dettes de logement	146 015	27 434	33 386	15,0	58,4	3 001	1,0
Dettes d'énergie et de communication	44 802	27 752	61 227	4,6	59,0	1 075	2,0
Dettes de transport	161	533	608	0,0	1,1	144	1,0
Dettes d'assurance/de mutuelle	11 327	14 601	23 270	1,2	31,1	450	1,0
Dettes de santé/d'éducation	15 220	12 899	21 739	1,6	27,4	402	1,0
Dettes alimentaires	5 973	1 472	1 592	0,6	3,1	2 164	1,0
Dettes fiscales	54 709	13 096	17 378	5,6	27,9	630	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>197 027</b>	<b>27 470</b>	<b>61 125</b>	<b>20,2</b>	<b>58,4</b>	<b>1 555</b>	<b>2,0</b>
Dettes diverses	89 325	13 450	23 558	9,2	28,6	960	1,0
Dettes sociales	58 855	16 427	24 102	6,0	34,9	1 074	1,0
Dettes professionnelles	7 190	331	453	0,7	0,7	3 311	1,0
Dettes pénales et réparations pécuniaires	41 657	9 112	13 012	4,3	19,4	732	1,0
<b>Endettement (hors dettes immobilières)</b>	<b>877 076</b>	<b>46 912</b>	<b>330 750</b>	<b>90,1</b>	<b>99,8</b>	<b>11 203</b>	<b>6,0</b>
<b>Dettes éligibles au traitement du surendettement</b>	<b>902 901</b>	<b>46 942</b>	<b>314 720</b>	<b>92,8</b>	<b>99,9</b>	<b>10 719</b>	<b>6,0</b>
<b>Endettement global</b>	<b>973 450</b>	<b>47 010</b>	<b>332 734</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>11 510</b>	<b>6,0</b>

a) Voir définition de la procédure de rétablissement personnel en annexe 1.

Note : Tableau détaillé disponible à l'adresse Internet

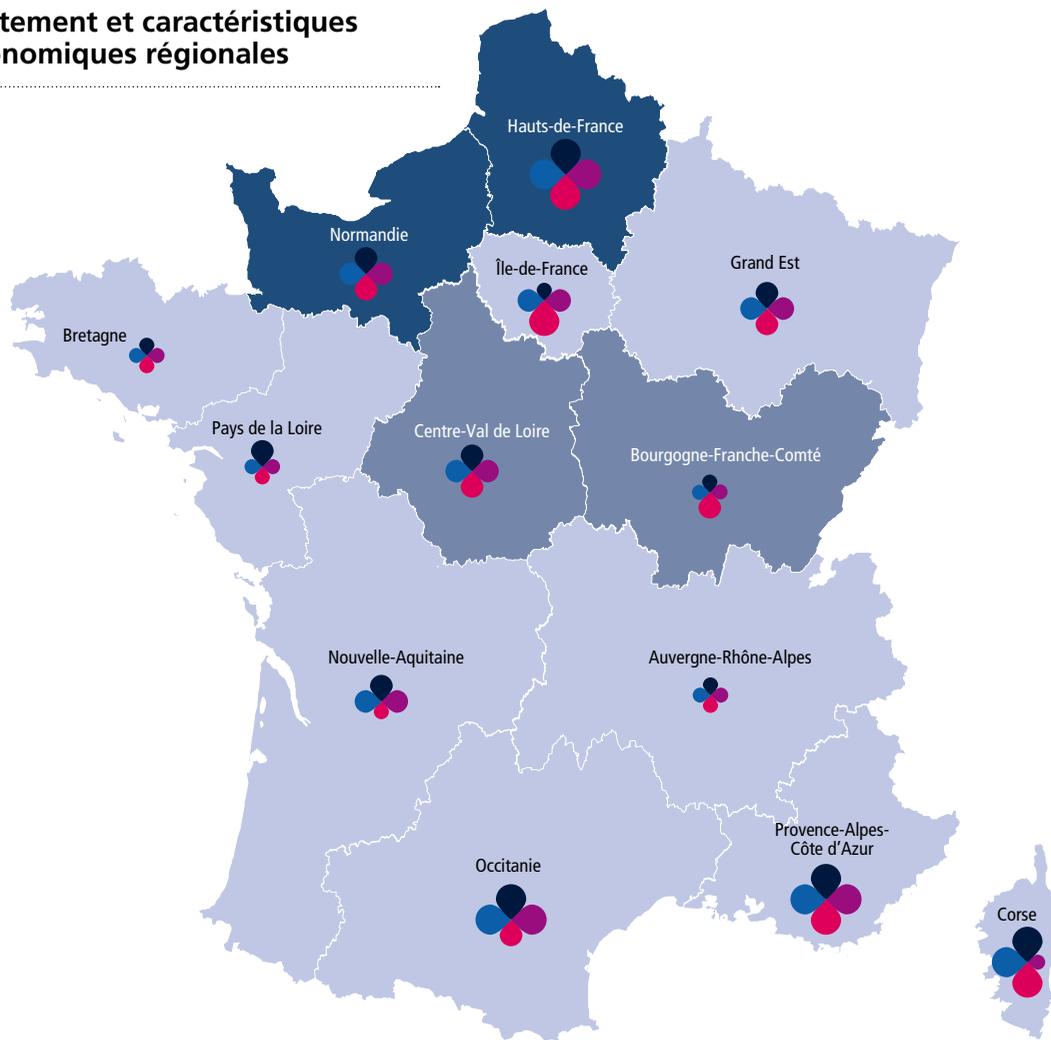
<https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement>

Source : Banque de France.



# CARTOGRAPHIE DU SURENDETTEMENT

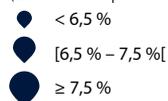
## 1 Surendettement et caractéristiques socio-économiques régionales



CARTOGRAPHIE DU SURENDETTEMENT

### TAUX DE CHÔMAGE

Données 2020  
(2<sup>e</sup> trimestre provisoire)



### TAUX DE PAUVRETÉ MONÉTAIRE

Données 2017



### PART DE LA POPULATION DE MOINS DE 65 ANS COUVERTE PAR LE RSA

Données 2019

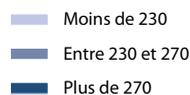


### PART DE LA POPULATION DE 25-64 ANS AYANT ARRÊTÉ SA SCOLARITÉ AVANT LA FIN DU COLLÈGE

Données 2017



### Nombre de situations de surendettement pour 100 000 habitants de 15 ans et plus \*

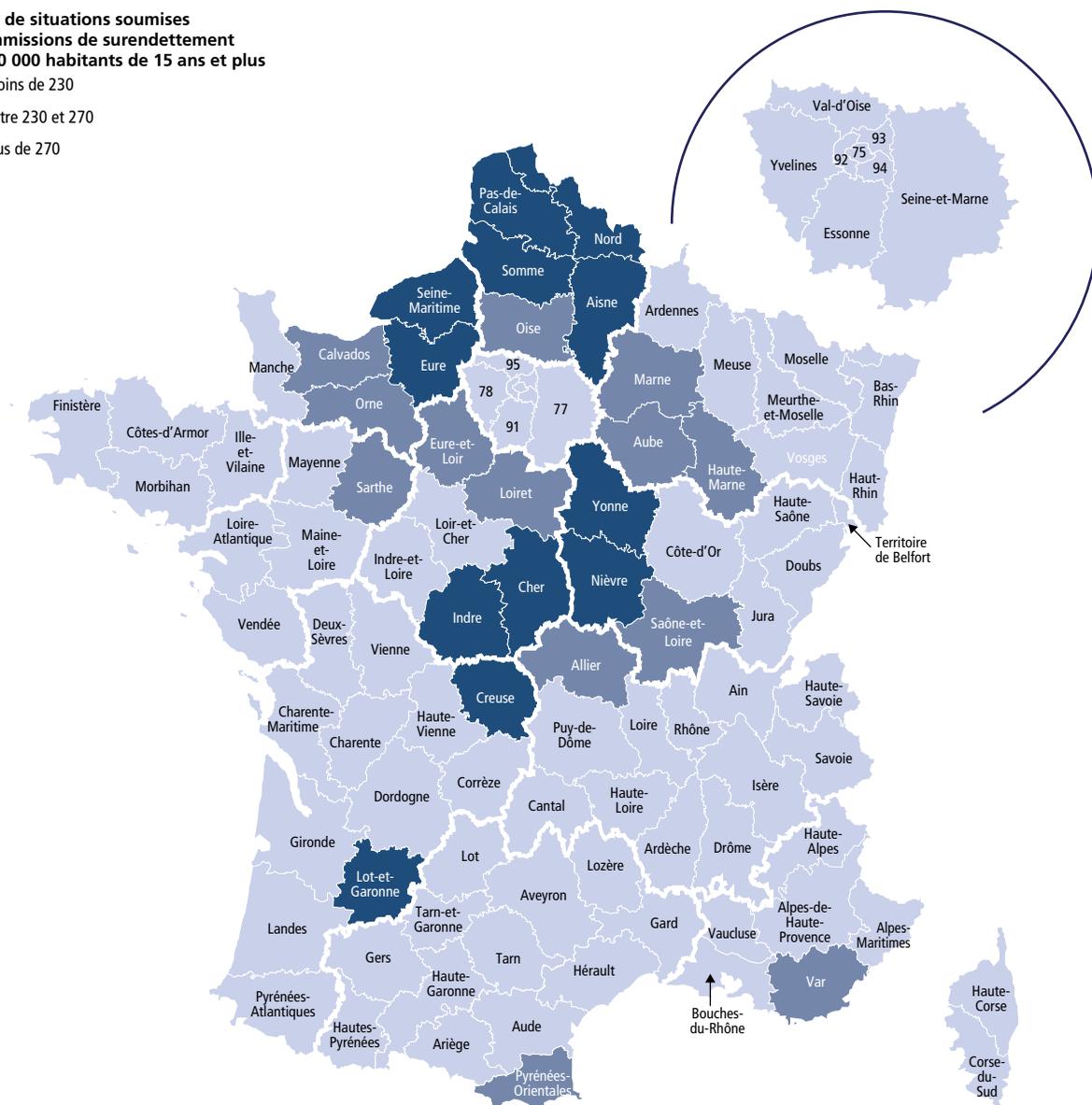


\* Les ratios sont calculés à partir d'estimations de la population de 15 ans et plus au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

## 2 Situations de surendettement par département

Nombre de situations soumises aux commissions de surendettement pour 100 000 habitants de 15 ans et plus

- Moins de 230
- Entre 230 et 270
- Plus de 270



**108 731** situations soumises aux secrétariats des commissions de surendettement

**127 052** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**203** situations de surendettement pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**16 580 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**53 480 976** habitants <sup>b)</sup>





# DONNÉES RÉGIONALES ET DÉPARTEMENTALES

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	42
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	54
BRETAGNE	62
CENTRE-VAL DE LOIRE	70
CORSE	78
GRAND EST	86
HAUTS-DE-FRANCE	98
ÎLE-DE-FRANCE	106
NORMANDIE	114
NOUVELLE-AQUITAINE	122
OCCITANIE	134
PAYS DE LA LOIRE	146
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	154

## Renvois communs sur l'intégralité du chapitre

---

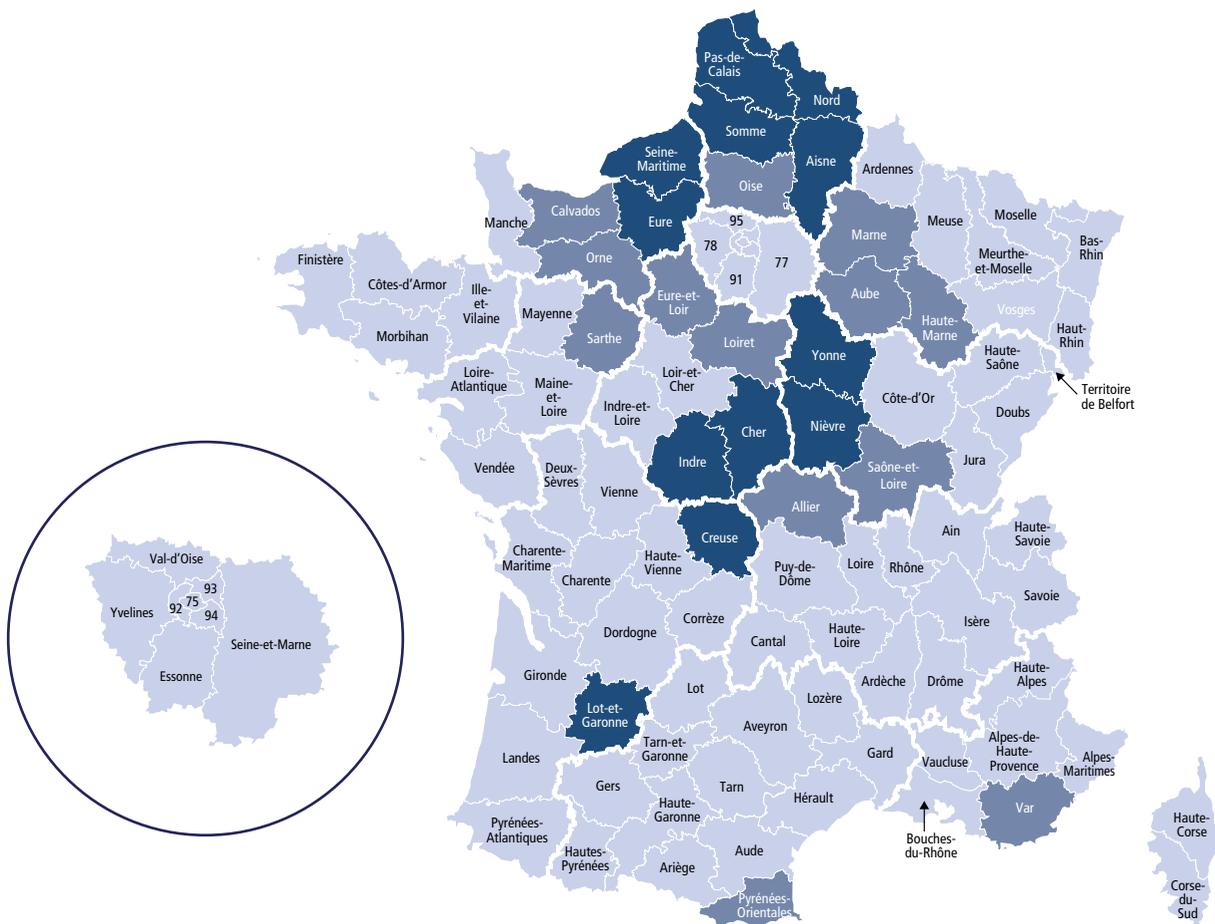
- a) **Personnes surendettées** : nombre de personnes surendettées (débiteurs et codébiteurs) dont le dossier a été déclaré ou jugé recevable en 2020.
- b) **Situations de surendettement pour 100 000 habitants** : ratio rapportant le nombre de situations recevables en 2020 à la population résidente du territoire considéré âgée de 15 ans et plus au 1<sup>er</sup> janvier 2020.
- c) L'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés comprend les impayés de charges courantes.
- d) **Taux de pauvreté des ménages surendettés** : proportion de personnes surendettées (débiteurs, codébiteurs, conjoints et personnes à charge) vivant dans un ménage dont le dossier a été déclaré ou jugé recevable en 2020 et dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté calculé par l'Insee.
- e) **Taux de chômage** : pourcentage de chômeurs dans la population active, mesuré par l'Insee selon la définition du Bureau international du travail (BIT) ; données provisoires du 2<sup>e</sup> trimestre 2020.
- f) **Part de la population couverte par le RSA** : nombre de personnes vivant dans les foyers allocataires du RSA en décembre 2019 (allocataires, conjoints, enfants et autres personnes à charge), rapporté à la population de moins de 65 ans du territoire considéré au 1<sup>er</sup> janvier 2020.
- g) **Niveau de vie médian** : pour les modalités de calcul du niveau de vie, cf. annexe 5 ; pour une population donnée, le niveau de vie médian est celui qui partage la population en deux parties égales, la première vivant dans un ménage au niveau de vie inférieur au niveau de vie médian, la seconde vivant dans un ménage au niveau de vie supérieur.
- h) **Taux de pauvreté** : proportion de personnes appartenant à un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté, c'est-à-dire à 60 % du niveau de vie médian. Les données départementales se réfèrent à l'année 2017 et sont extraites de FiLoSoFi (fichier localisé social et fiscal). Pour la France métropolitaine, le taux de pauvreté est calculé à partir de l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux de l'année 2018.
- i) **Part de la population de 25 à 64 ans ayant arrêté sa scolarité avant la fin du collège** : calcul effectué à partir des données du recensement de la population 2017.

Sources : Banque de France, Insee, Cnaf, MSA, ministères des Solidarités et de la Santé.

## RAPPEL DES DONNÉES FRANCE

Nombre de situations soumises  
aux commissions de surendettement  
pour 100 000 habitants de 15 ans et plus

- Moins de 300
- Entre 300 et 350
- Plus de 350



DONNÉES RÉGIONALES ET DÉPARTEMENTALES

**108 731** situations soumises aux secrétariats des commissions de surendettement

**127 052** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**203** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

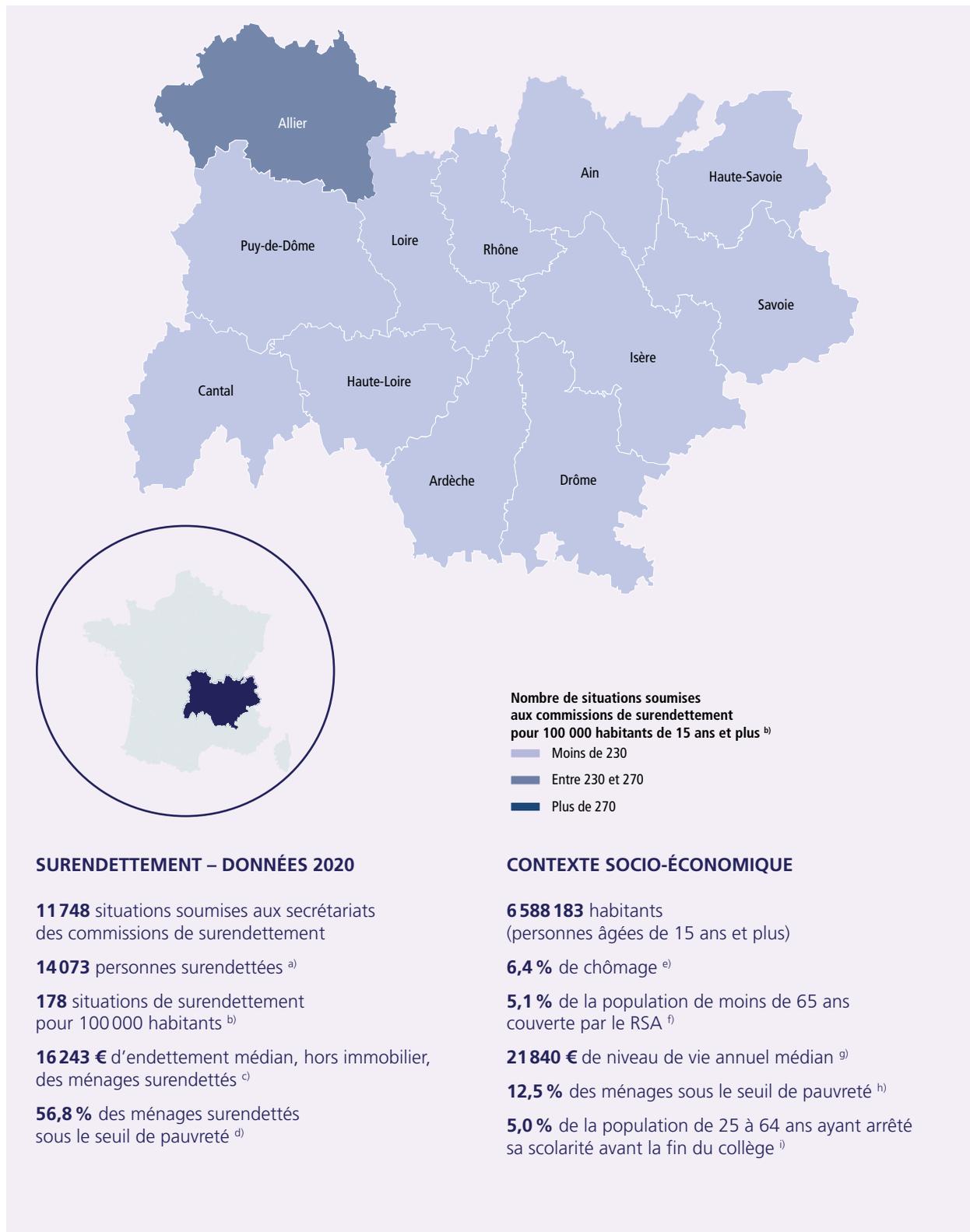
**16 580 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,1 %** de taux de chômage <sup>e)</sup>

**6,6 %** de la population couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**14,5 %** de taux de pauvreté <sup>h)</sup>

# RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES





## AIN

**1 028** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 248** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**194** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**16 787 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**5,6 %** de chômage <sup>e)</sup>

**2,8 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**10,5 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## ALLIER

**757** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**856** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**268** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**13 875 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,9 %** de chômage <sup>e)</sup>

**8,7 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**15,4 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## ARDÈCHE

**373** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**448** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**136** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 537 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**8,0 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,2 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**14,3 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## CANTAL

**198** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**238** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**160** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**16 568 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**4,4 %** de chômage <sup>e)</sup>

**4,5 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**13,2 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## DRÔME

**665** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**875** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**156** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**16 575 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,8 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,8 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**14,7 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## HAUTE-LOIRE

**422** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**447** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**222** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**11 582 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**5,8 %** de chômage <sup>e)</sup>

**3,6 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**12,1 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## HAUTE-SAVOIE

**947** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 172** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**141** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**20 270 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**5,8 %** de chômage <sup>e)</sup>

**2,2 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**9,1 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## PUY-DE-DÔME

**1 024** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 153** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**185** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 446 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,2 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,3 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**12,7 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## ISÈRE

**1 979** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**2 446** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**192** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 802 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,0 %** de chômage <sup>e)</sup>

**4,6 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**11,2 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## RHÔNE

**2 567** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**3 164** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**168** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**17 405 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,5 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,4 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**13,8 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## LOIRE

**1 260** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 400** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**201** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**13 844 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,2 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,2 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**14,7 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## SAVOIE

**528** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**626** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**147** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**16 346 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**5,8 %** de chômage <sup>e)</sup>

**3,1 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**9,8 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

# 1. Ménages surendettés et effacements de dettes

## Ménages selon la structure familiale (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020		Population française <sup>b)</sup> 2017	
	France	Région	France	Région
Hommes seuls	27,5	30,2	15,7	16,0
Femmes seules	22,1	21,5	20,7	20,5
Couples sans enfant	10,5	9,7	26,4	26,5
Familles monoparentales	20,4	20,2	9,4	8,7
dont : hommes seuls avec enfant(s)	2,1	1,9	1,7	1,7
femmes seules avec enfant(s)	18,3	18,3	7,7	7,0
Couples avec enfant(s)	17,5	16,7	25,7	26,2
Autres ménages sans famille <sup>c)</sup>	2,1	1,7	2,1	2,1

a) Situations de surendettement recevables.

b) Champ : France métropolitaine, population des ménages.

c) Cette catégorie correspond aux ménages composés de plus d'une personne et ne comprenant pas de famille, par exemple des colocataires. Elle exclut donc les couples, avec ou sans enfant(s), et les familles monoparentales.

Sources : Banque de France ; Insee, recensement de la population 2017.

## Effacements de dettes en 2020

### a) Situations en fin de procédure de surendettement (nombre en unités, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Situations closes <sup>a)</sup>	118 376	100,0	12 462	100,0
dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>b)</sup>	48 002	40,6	5 469	43,9
mesures avec effacement partiel <sup>c)</sup>	22 157	18,7	2 421	19,4
autres situations closes <sup>d)</sup>	48 217	40,7	4 572	36,7

a) Hors dossiers clos avant examen de recevabilité, ainsi qu'après décision ou jugement d'irrecevabilité.

b) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

c) Mesures imposées avec effacement.

d) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire, clôtures acceptées par la commission.

### b) Effacements de dettes (montant en millions d'euros, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Montant	Part	Montant	Part
Situations closes <sup>a)</sup>	5 529	100,0	557	100,0
dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>b)</sup>	1 014	18,3	119	21,3
dont dettes éligibles	953	17,2	111	19,9
mesures avec effacement partiel – montant effacé	533	9,6	53	9,5
autres situations closes <sup>c)</sup>	3 450	62,4	329	59,0
Montant total effacé <sup>d)</sup>	1 485	26,9	164	29,4

a) et b) Cf. renvois du tableau précédent.

c) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

d) Le montant total effacé est égal à la somme des postes « dettes éligibles » et « mesures avec effacement partiel – montant effacé ».

### c) Effacement moyen de dettes (en euros)

	Ménages surendettés France	Ménages surendettés région
Mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>a)</sup>	19 851	20 290
Mesures avec effacement partiel	24 037	21 926
Montant moyen effacé <sup>b)</sup>	21 173	20 792

a) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

b) L'effacement moyen de dette est égal au montant total de dettes effacées en 2020 (tableau b), rapporté au nombre de situations de surendettement closes en 2020 et ayant bénéficié d'un effacement partiel ou total de leurs dettes (tableau a).

Source : Banque de France.

## 2. Caractéristiques des personnes et ménages surendettés

**Profil sociodémographique** (tableau 1/2) (en % du nombre de situations de surendettement recevables ou de personnes surendettées)

	FRANCE	AUVERGNE- RHÔNE-ALPES	Ain	Allier	Ardèche	Cantal	Drôme	Haute-Loire
<b>Statut conjugal<sup>a)</sup></b>								
Couples (mariés, pacsés, en union libre)	46,6	44,1	48,3	43,3	42,3	39,2	48,7	44,2
Divorcés/séparés	27,7	30,0	28,4	27,8	28,3	29,0	28,0	27,0
Célibataires	20,9	21,6	19,6	23,6	22,8	24,5	18,5	22,7
Veufs(ves)	4,8	4,3	3,7	5,4	6,6	7,3	4,8	6,2
<b>Nombre de personnes à charge<sup>b)</sup></b>								
0	59,3	60,7	57,5	64,3	67,4	64,0	60,9	60,8
1	17,2	16,1	17,2	15,0	12,8	17,3	16,8	20,7
2	13,4	12,8	14,2	11,8	10,4	12,7	11,2	12,8
3	6,6	6,9	7,0	6,2	7,3	3,0	6,7	3,8
4 et plus	3,5	3,5	4,1	2,7	2,1	3,0	4,4	1,9
<b>Répartition par sexe et par âge<sup>c)</sup></b>								
<b>Hommes</b>								
De 18 à 24 ans	1,1	1,2	1,0	1,1	0,4	1,7	0,8	0,9
De 25 à 34 ans	7,0	7,2	8,7	7,5	4,0	7,1	7,8	7,8
De 35 à 44 ans	11,0	11,5	13,5	10,9	10,5	9,7	10,3	11,6
De 45 à 54 ans	12,2	12,9	12,5	13,1	12,7	12,2	11,9	14,1
De 55 à 64 ans	8,8	8,8	7,2	7,9	8,9	10,9	8,8	8,7
De 65 à 74 ans	4,6	4,5	4,6	6,0	4,9	4,6	6,4	4,7
75 ans et plus	1,5	1,4	1,0	2,3	4,0	1,7	1,6	1,8
<b>Femmes</b>								
De 18 à 24 ans	1,7	1,8	1,9	2,3	1,8	2,9	2,3	3,4
De 25 à 34 ans	9,9	10,1	10,7	9,3	7,1	7,6	9,1	11,9
De 35 à 44 ans	12,6	12,4	12,8	11,2	11,2	12,6	13,6	10,3
De 45 à 54 ans	13,6	13,1	13,4	12,6	14,5	13,0	10,2	11,9
De 55 à 64 ans	8,9	8,5	7,5	8,1	9,2	8,4	9,5	6,3
De 65 à 74 ans	5,1	4,6	3,7	5,6	7,6	4,2	5,7	4,0
75 ans et plus	2,0	2,0	1,5	2,1	3,1	3,4	2,1	2,7

a) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et conjoints éventuels (codébiteurs ou non).

b) En % du nombre de situations de surendettement recevables.

c) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus (débiteurs et codébiteurs).

Source : Banque de France.

**Situation au regard du logement<sup>a)</sup>** (tableau 1/2) (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	FRANCE	AUVERGNE- RHÔNE-ALPES	Ain	Allier	Ardèche	Cantal	Drôme	Haute-Loire
Locataires	74,4	76,2	77,7	71,7	69,8	70,6	75,5	74,7
Propriétaires accédants	8,0	6,5	5,6	10,0	8,1	10,7	7,8	6,0
Propriétaires	3,5	2,9	1,6	4,3	7,0	5,6	2,2	4,1
Hébergés et occupants à titre gratuit	11,5	11,5	13,3	12,0	8,9	8,1	11,9	11,4
Autres cas <sup>b)</sup>	2,7	2,9	1,8	2,1	6,3	5,1	2,6	3,8

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur.

b) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, marinières, sans-abris).

Source : Banque de France.

**Profil sociodémographique (tableau 2/2)** (en % du nombre de situations de surendettement recevables ou de personnes surendettées)

	FRANCE	AUVERGNE- RHÔNE-ALPES	Haute- Savoie	Isère	Loire	Puy- de-Dôme	Rhône	Savoie
<b>Statut conjugal <sup>a)</sup></b>								
Couples (mariés, pacsés, en union libre)	46,6	44,1	43,7	42,0	44,3	43,4	44,2	43,0
Divorcés/séparés	27,7	30,0	35,4	31,9	29,5	26,4	30,1	31,5
Célibataires	20,9	21,6	18,1	21,4	21,9	25,0	22,2	22,5
Veufs(ves)	4,8	4,3	2,8	4,7	4,3	5,2	3,5	2,9
<b>Nombre de personnes à charge <sup>b)</sup></b>								
0	59,3	60,7	58,1	60,3	62,7	65,1	58,5	61,7
1	17,2	16,1	19,4	16,4	14,5	16,0	15,3	15,3
2	13,4	12,8	13,7	13,0	11,8	11,1	13,5	13,6
3	6,6	6,9	6,4	7,1	7,5	5,6	8,0	6,5
4 et plus	3,5	3,5	2,4	3,3	3,5	2,2	4,6	2,8
<b>Répartition par sexe et par âge <sup>c)</sup></b>								
<b>Hommes</b>								
De 18 à 24 ans	1,1	1,2	0,9	1,2	1,4	2,1	1,3	1,1
De 25 à 34 ans	7,0	7,2	6,1	6,6	7,7	8,1	7,0	7,2
De 35 à 44 ans	11,0	11,5	13,3	11,0	10,1	12,5	11,5	10,7
De 45 à 54 ans	12,2	12,9	15,1	13,1	12,7	10,8	12,8	14,2
De 55 à 64 ans	8,8	8,8	7,6	9,8	9,9	8,9	8,8	8,3
De 65 à 74 ans	4,6	4,5	2,8	4,6	5,1	4,3	4,0	3,8
75 ans et plus	1,5	1,4	1,3	1,3	0,6	1,4	1,5	1,1
<b>Femmes</b>								
De 18 à 24 ans	1,7	1,8	1,2	1,7	2,5	2,1	1,3	1,4
De 25 à 34 ans	9,9	10,1	10,4	10,1	12,0	10,1	9,9	8,8
De 35 à 44 ans	12,6	12,4	14,3	12,2	9,9	9,6	13,9	14,5
De 45 à 54 ans	13,6	13,1	15,3	12,7	13,3	13,2	13,5	12,9
De 55 à 64 ans	8,9	8,5	7,3	9,1	8,8	8,5	8,6	9,3
De 65 à 74 ans	5,1	4,6	3,2	4,6	4,1	5,6	4,2	4,8
75 ans et plus	2,0	2,0	1,2	2,0	1,9	2,8	1,8	1,8

a) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et conjoints éventuels (codébiteurs ou non).

b) En % du nombre de situations de surendettement recevables.

c) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus (débiteurs et codébiteurs).

Source : Banque de France.

**Situation au regard du logement <sup>a)</sup>** (tableau 2/2) (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	FRANCE	AUVERGNE- RHÔNE-ALPES	Haute- Savoie	Isère	Loire	Puy- de-Dôme	Rhône	Savoie
Locataires	74,4	76,2	74,8	73,7	79,0	72,6	80,9	77,4
Propriétaires accédants	8,0	6,5	7,8	8,0	5,3	7,2	3,9	5,8
Propriétaires	3,5	2,9	2,6	3,0	2,8	5,3	1,6	2,8
Hébergés et occupants à titre gratuit	11,5	11,5	11,7	11,9	10,4	11,7	11,2	11,0
Autres cas <sup>b)</sup>	2,7	2,9	3,0	3,3	2,4	3,2	2,4	3,0

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur.

b) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, marinières, sans-abris).

Source : Banque de France.

**Caractéristiques professionnelles** (tableau 1/2) (en % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	FRANCE	AUVERGNE- RHÔNE-ALPES	Ain	Allier	Ardèche	Cantal	Drôme	Haute-Loire
<b>Situation professionnelle</b>								
<b>Actifs</b>	<b>60,1</b>	<b>57,9</b>	<b>60,4</b>	<b>50,0</b>	<b>55,4</b>	<b>56,3</b>	<b>52,6</b>	<b>51,7</b>
Salariés en CDI <sup>a)</sup>	27,2	26,8	30,2	23,0	25,2	25,2	25,1	21,9
Salariés en CDD <sup>a)</sup>	4,5	4,2	4,1	3,2	3,1	4,6	4,2	4,7
Salariés intérimaires	2,1	2,2	2,2	1,9	1,1	2,9	1,6	2,2
Congé maternité	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Professions libérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Artisans, commerçants	0,2	0,2	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
Chômeurs	26,0	24,3	23,7	21,8	25,7	23,5	21,6	22,8
<b>Inactifs</b>	<b>39,9</b>	<b>42,1</b>	<b>39,6</b>	<b>50,0</b>	<b>44,6</b>	<b>43,7</b>	<b>47,4</b>	<b>48,3</b>
Sans profession	12,9	14,8	14,2	18,6	12,3	13,4	16,0	20,8
Retraités	16,2	15,5	13,5	19,7	22,3	18,5	19,2	16,3
Élèves ou étudiants	0,3	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,6	0,2
Congé maladie longue durée	4,1	4,1	5,3	3,3	2,7	3,8	4,1	3,1
Congé parental	0,7	0,9	1,4	0,4	1,1	1,3	1,0	0,0
Invalides	5,7	6,5	5,2	7,9	6,3	6,7	6,5	7,8
<b>Professions et catégories socioprofessionnelles <sup>b)</sup></b>								
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,5	0,4	0,2	0,1	0,2	0,0	0,6	0,0
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,4	1,2	1,0	0,7	0,7	1,3	1,3	0,9
Professions intermédiaires	3,1	3,6	3,1	1,4	2,5	2,9	3,9	1,6
Employés	30,5	27,4	30,7	24,1	24,1	20,6	22,9	16,8
Ouvriers	21,5	19,7	24,1	17,3	11,6	14,3	23,5	18,6
Inactifs ayant déjà travaillé	14,7	14,6	12,3	18,6	21,4	17,6	17,7	15,7
Autres personnes sans activité professionnelle	28,3	33,2	28,6	37,9	39,5	43,3	30,2	46,5

a) CDI : contrat à durée indéterminée; CDD : contrat à durée déterminée.

b) Les chômeurs sont classés dans leur précédente catégorie socioprofessionnelle.

Source : Banque de France.

**Caractéristiques professionnelles (tableau 2/2)** (en % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	FRANCE	AUVERGNE- RHÔNE-ALPES	Haute- Savoie	Isère	Loire	Puy- de-Dôme	Rhône	Savoie
<b>Situation professionnelle</b>								
<b>Actifs</b>	<b>60,1</b>	<b>57,9</b>	<b>71,1</b>	<b>59,7</b>	<b>52,0</b>	<b>53,3</b>	<b>59,0</b>	<b>61,7</b>
Salariés en CDI <sup>a)</sup>	27,2	26,8	34,3	26,4	19,7	25,8	28,6	29,1
Salariés en CDD <sup>a)</sup>	4,5	4,2	6,1	4,1	4,2	4,0	4,0	5,0
Salariés intérimaires	2,1	2,2	3,3	2,3	1,7	1,4	2,5	2,4
Congé maternité	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,2
Professions libérales	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2
Artisans, commerçants	0,2	0,2	0,8	0,2	0,1	0,2	0,2	0,0
Chômeurs	26,0	24,3	26,4	26,5	26,1	21,9	23,7	24,9
<b>Inactifs</b>	<b>39,9</b>	<b>42,1</b>	<b>28,9</b>	<b>40,3</b>	<b>48,0</b>	<b>46,7</b>	<b>41,0</b>	<b>38,3</b>
Sans profession	12,9	14,8	8,4	12,4	18,6	18,6	14,9	12,5
Retraités	16,2	15,5	10,7	14,9	16,3	16,7	14,4	14,4
Élèves ou étudiants	0,3	0,3	0,4	0,4	0,2	0,6	0,3	0,0
Congé maladie longue durée	4,1	4,1	3,1	4,9	4,9	4,2	3,6	5,3
Congé parental	0,7	0,9	1,5	1,3	0,6	0,5	0,8	0,5
Invalides	5,7	6,5	4,9	6,5	7,4	6,1	7,0	5,8
<b>Professions et catégories socioprofessionnelles <sup>b)</sup></b>								
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,5	0,4	1,3	0,3	0,1	0,4	0,4	0,2
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,4	1,2	1,8	1,1	0,4	0,9	1,5	1,9
Professions intermédiaires	3,1	3,6	8,3	4,9	2,6	2,3	2,5	4,6
Employés	30,5	27,4	34,9	28,7	19,5	23,2	30,9	32,3
Ouvriers	21,5	19,7	21,2	22,0	18,8	16,8	18,6	19,3
Inactifs ayant déjà travaillé	14,7	14,6	10,4	14,7	15,1	15,4	13,3	13,6
Autres personnes sans activité professionnelle	28,3	33,2	22,1	28,2	43,4	40,8	32,6	28,1

a) CDI : contrat à durée indéterminée ; CDD : contrat à durée déterminée.

b) Les chômeurs sont classés dans leur précédente catégorie socioprofessionnelle.

Source : Banque de France.

## Ressources, patrimoine et capacité de remboursement (tableau 1/2)

(en % du nombre de situations de surendettement recevables, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

	FRANCE	AUVERGNE- RHÔNE-ALPES	Ain	Allier	Ardèche	Cantal	Drôme	Haute-Loire
<b>Structure des ressources <sup>a)</sup></b>								
Revenus d'activité	52,3	52,8	57,7	45,3	46,9	48,5	48,8	45,7
Pensions	20,7	20,2	18,0	23,5	28,8	25,4	23,5	23,5
Revenus du patrimoine	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,0	0,8	0,2
Prestations familiales et de logement	12,0	12,0	11,3	13,4	11,4	11,5	12,1	12,9
Minima sociaux	11,6	11,3	9,0	14,6	8,6	13,4	10,9	15,1
Autres ressources	3,1	3,3	3,6	3,0	3,8	1,2	3,9	2,5
<b>Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) <sup>b)</sup></b>								
Ressources (R) < 934 euros	39,0	38,7	35,0	41,7	40,9	38,6	36,7	41,4
934 euros ≤ R < 1 179 euros	22,4	23,1	25,0	26,8	21,6	23,4	24,3	24,7
1 179 euros ≤ R < 1 390 euros	13,8	14,2	14,4	13,9	13,5	17,3	15,5	14,0
1 390 euros ≤ R < 1 583 euros	9,4	9,4	10,3	7,0	8,1	11,7	8,8	9,3
1 583 euros ≤ R < 1 771 euros	6,1	5,8	6,8	5,7	6,5	3,0	5,2	5,2
1 771 euros ≤ R < 1 979 euros	3,8	3,4	2,9	2,1	5,2	2,5	3,4	1,1
1 979 euros ≤ R < 2 223 euros	2,5	2,3	2,4	1,1	1,6	2,0	2,9	1,1
2 223 euros ≤ R < 2 568 euros	1,7	1,7	1,6	1,0	1,0	1,0	1,5	2,7
2 568 euros ≤ R < 3 261 euros	0,9	0,9	1,4	0,6	1,0	0,5	1,1	0,5
R ≥ 3 261 euros	0,3	0,5	0,4	0,3	0,5	0,0	0,6	0,0
<b>Patrimoine immobilier et financier <sup>c)</sup></b>								
Patrimoine (P) < 2 000 euros	82,5	84,7	88,3	77,7	79,4	73,6	85,3	77,4
2 000 euros ≤ P < 10 000 euros	1,4	1,3	0,6	1,6	0,3	1,0	0,4	3,5
10 000 euros ≤ P < 50 000 euros	2,6	2,3	1,2	6,6	3,1	9,6	1,5	4,4
P ≥ 50 000 euros	13,5	11,7	10,0	14,0	17,2	15,7	12,8	14,7
<b>Capacité de remboursement <sup>d)</sup></b>								
Capacité de remboursement (CAR) < 0 euro	50,1	50,6	47,8	50,3	51,6	51,3	48,8	54,2
0 euro ≤ CAR < 450 euros	28,5	30,2	31,9	32,0	28,1	29,4	31,1	30,0
dont : 0 euro ≤ CAR < 100 euros	8,0	8,9	9,5	10,0	9,9	7,6	10,1	8,4
100 euros ≤ CAR < 250 euros	9,9	10,5	9,7	11,1	7,6	9,1	11,0	10,1
250 euros ≤ CAR < 450 euros	10,6	10,8	12,7	10,9	10,7	12,7	10,0	11,4
450 euros ≤ CAR < 800 euros	10,9	10,1	10,0	9,6	9,9	10,2	8,7	7,4
800 euros ≤ CAR < 1 500 euros	7,7	6,8	7,6	6,6	7,3	6,1	8,7	6,5
CAR ≥ 1 500 euros	2,7	2,2	2,8	1,5	3,1	3,0	2,6	1,9

a) Ressources prises en compte dans les situations de surendettement, en % du total des ressources.

b) Situations de surendettement recevables. Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

c) Patrimoine immobilier et financier des ménages surendettés.

d) Capacité de remboursement des ménages surendettés.

Source : Banque de France.

**Ressources, patrimoine et capacité de remboursement (tableau 2/2)**

(en % du nombre de situations de surendettement recevables, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

	FRANCE	AUVERGNE- RHÔNE-ALPES	Haute- Savoie	Isère	Loire	Puy- de-Dôme	Rhône	Savoie
<b>Structure des ressources <sup>a)</sup></b>								
Revenus d'activité	52,3	52,8	65,5	52,7	46,6	50,3	53,0	57,2
Pensions	20,7	20,2	14,4	19,9	22,6	22,2	18,9	18,3
Revenus du patrimoine	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,5	0,2	0,5
Prestations familiales et de logement	12,0	12,0	8,6	12,3	14,7	11,1	12,8	10,6
Minima sociaux	11,6	11,3	7,0	11,9	13,7	12,6	11,6	10,3
Autres ressources	3,1	3,3	4,2	2,8	2,2	3,3	3,5	3,2
<b>Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) <sup>b)</sup></b>								
Ressources (R) < 934 euros	39,0	38,7	30,9	40,7	43,4	41,7	38,6	33,1
934 euros ≤ R < 1 179 euros	22,4	23,1	18,9	21,9	25,7	22,6	22,6	23,5
1 179 euros ≤ R < 1 390 euros	13,8	14,2	16,6	12,8	13,1	13,2	14,5	16,0
1 390 euros ≤ R < 1 583 euros	9,4	9,4	11,6	8,4	7,7	10,0	9,6	13,2
1 583 euros ≤ R < 1 771 euros	6,1	5,8	7,5	6,6	3,9	4,7	5,6	5,8
1 771 euros ≤ R < 1 979 euros	3,8	3,4	3,8	4,3	3,3	2,6	3,8	2,8
1 979 euros ≤ R < 2 223 euros	2,5	2,3	3,5	2,3	1,7	1,9	2,7	2,8
2 223 euros ≤ R < 2 568 euros	1,7	1,7	3,7	1,9	0,8	1,9	1,4	1,5
2 568 euros ≤ R < 3 261 euros	0,9	0,9	1,5	0,7	0,4	1,0	0,8	0,8
R ≥ 3 261 euros	0,3	0,5	2,0	0,3	0,0	0,3	0,3	0,4
<b>Patrimoine immobilier et financier <sup>c)</sup></b>								
Patrimoine (P) < 2 000 euros	82,5	84,7	83,5	83,7	87,6	79,9	89,8	83,2
2 000 euros ≤ P < 10 000 euros	1,4	1,3	1,3	1,3	0,7	2,0	1,3	2,1
10 000 euros ≤ P < 50 000 euros	2,6	2,3	0,8	1,5	2,5	4,4	1,4	1,1
P ≥ 50 000 euros	13,5	11,7	14,4	13,6	9,2	13,6	7,5	13,6
<b>Capacité de remboursement <sup>d)</sup></b>								
Capacité de remboursement (CAR) < 0 euro	50,1	50,6	44,6	53,4	54,6	51,4	50,7	46,2
0 euro ≤ CAR < 450 euros	28,5	30,2	31,8	26,4	30,7	29,5	30,7	33,6
dont : 0 euro ≤ CAR < 100 euros	8,0	8,9	8,6	7,7	10,9	8,5	8,2	8,8
100 euros ≤ CAR < 250 euros	9,9	10,5	11,4	9,6	10,3	10,1	11,1	12,3
250 euros ≤ CAR < 450 euros	10,6	10,8	11,7	9,1	9,5	11,0	11,4	12,5
450 euros ≤ CAR < 800 euros	10,9	10,1	10,8	10,7	8,5	9,9	11,1	10,1
800 euros ≤ CAR < 1 500 euros	7,7	6,8	8,2	7,3	5,1	6,7	5,8	8,4
CAR ≥ 1 500 euros	2,7	2,2	4,5	2,2	1,0	2,4	1,7	1,7

a) Ressources prises en compte dans les situations de surendettement, en % du total des ressources.

b) Situations de surendettement recevables. Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

c) Patrimoine immobilier et financier des ménages surendettés.

d) Capacité de remboursement des ménages surendettés.

Source : Banque de France.

### 3. Caractéristiques de l'endettement

#### Caractéristiques de l'endettement au niveau régional

(encours des dettes en milliers d'euros, endettement médian en euros, part en %, nombre de situations et de dettes en unités)

	Encours des dettes	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian	Nb médian de dettes par situation
<b>Dettes financières</b>	<b>377 115</b>	<b>9 922</b>	<b>45 039</b>	<b>72,2</b>	<b>84,0</b>	<b>13 983</b>	<b>3,0</b>
Dettes immobilières	182 774	1 535	2 677	35,0	13,0	98 338	1,0
Dettes à la consommation	184 375	8 755	35 181	35,3	74,2	12 307	3,0
Microcrédit et prêts sur gage	83	50	70	0,0	0,4	1 111	1,0
Autres dettes bancaires (découverts et dépassements)	9 884	5 633	7 111	1,9	47,7	878	1,0
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>62 807</b>	<b>9 395</b>	<b>36 855</b>	<b>12,0</b>	<b>79,6</b>	<b>3 793</b>	<b>3,0</b>
Dettes de logement	31 208	6 169	7 648	6,0	52,3	3 066	1,0
Dettes d'énergie et de communication	9 047	6 125	12 690	1,7	51,9	918	2,0
Dettes de transport	90	179	216	0,0	1,5	235	1,0
Dettes d'assurance/de mutuelle	2 957	3 353	5 249	0,6	28,4	505	1,0
Dettes de santé/d'éducation	2 712	2 945	4 861	0,5	24,9	369	1,0
Dettes alimentaires	1 831	354	375	0,4	3,0	2 447	1,0
Dettes fiscales	14 962	3 879	5 816	2,9	32,9	871	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>82 440</b>	<b>6 699</b>	<b>15 042</b>	<b>15,8</b>	<b>56,7</b>	<b>2 000</b>	<b>2,0</b>
Dettes diverses	53 959	3 700	6 541	10,3	31,3	1 548	1,0
Dettes sociales	15 556	3 692	5 309	3,0	31,3	1 296	1,0
Dettes professionnelles	2 159	96	133	0,4	0,8	4 032	1,0
Dettes pénales et réparations pécuniaires	10 767	2 152	3 059	2,1	18,2	696	1,0
<b>Endettement (hors dettes immobilières)</b>	<b>339 589</b>	<b>11 734</b>	<b>94 259</b>	<b>65,0</b>	<b>99,4</b>	<b>16 243</b>	<b>6,0</b>
Dettes éligibles au traitement du surendettement	503 599	11 791	92 819	96,4	99,9	17 418	7,0
<b>Endettement global</b>	<b>522 362</b>	<b>11 806</b>	<b>96 936</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>18 355</b>	<b>7,0</b>

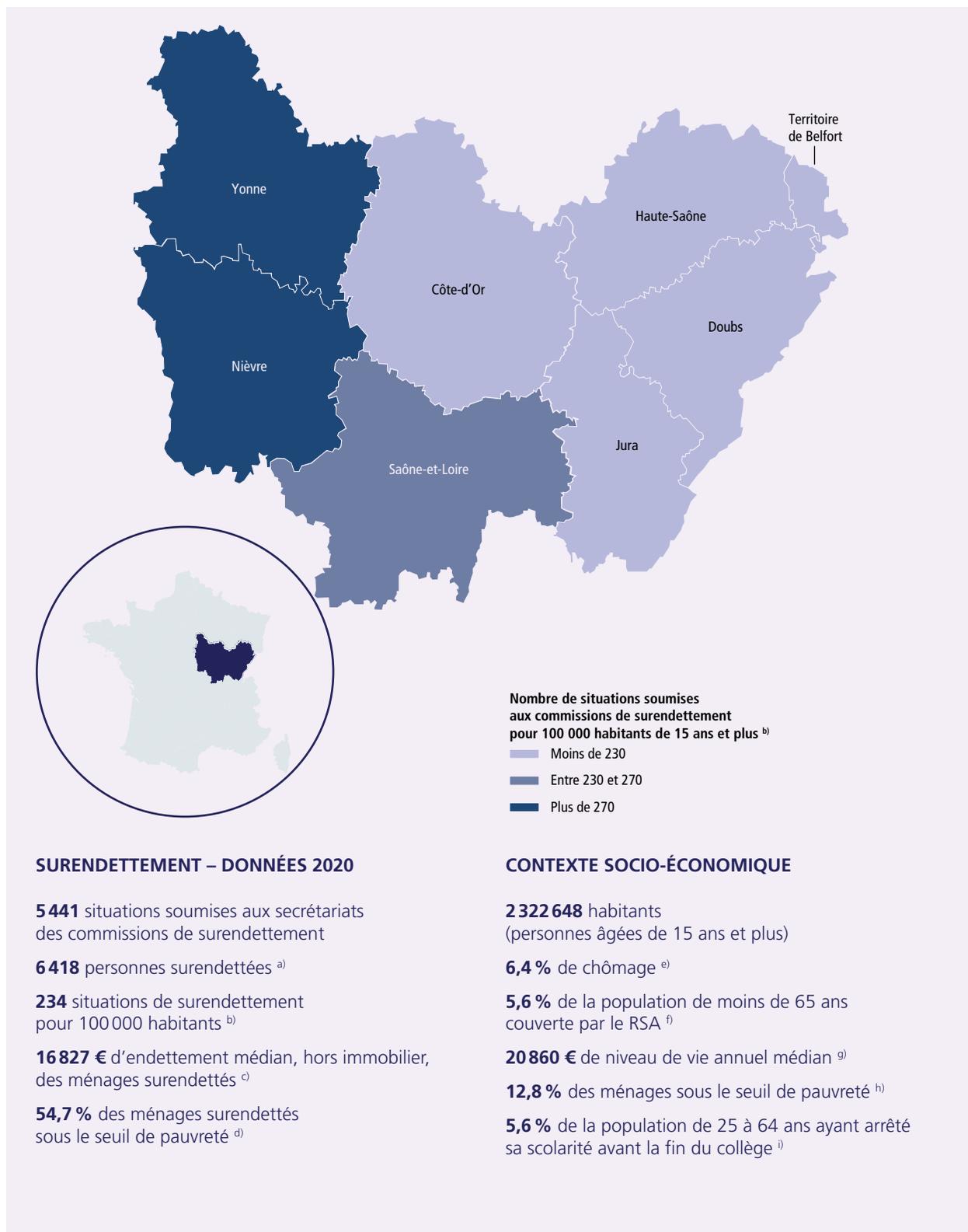
Note : Tableau détaillé disponible à l'adresse Internet

<https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement>

Source : Banque de France.



# RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ





## CÔTE-D'OR

**974** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 106** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**218** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**16 522 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**5,6 %** de chômage <sup>e)</sup>

**4,5 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**11,3 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## JURA

**466** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**518** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**217** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 234 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**5,4 %** de chômage <sup>e)</sup>

**3,7 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**11,9 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## DOUBS

**965** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 105** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**218** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**20 973 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,9 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,8 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**11,9 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## NIÈVRE

**555** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**684** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**323** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**13 774 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,0 %** de chômage <sup>e)</sup>

**8,3 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**15,5 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## HAUTE-SAÔNE

**384** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**461** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**198** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**16 009 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,6 %** de chômage <sup>e)</sup>

**4,9 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**13,4 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## SAÔNE-ET-LOIRE

**1 072** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 297** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**233** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**16 199 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,6 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,3 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**12,9 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## TERRITOIRE DE BELFORT

---

**265** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**343** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**229** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**17 452 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**8,2 %** de chômage <sup>e)</sup>

**7,5 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**14,2 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## YONNE

---

**760** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**904** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**275** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**17 262 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,7 %** de chômage <sup>e)</sup>

**7,4 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**14,4 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

# 1. Ménages surendettés et effacements de dettes

## Ménages selon la structure familiale (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020		Population française <sup>b)</sup> 2017	
	France	Région	France	Région
Hommes seuls	27,5	28,8	15,7	16,6
Femmes seules	22,1	21,9	20,7	21,1
Couples sans enfant	10,5	11,5	26,4	28,8
Familles monoparentales	20,4	18,4	9,4	8,3
<i>dont : hommes seuls avec enfant(s)</i>	2,1	2,4	1,7	1,7
<i>femmes seules avec enfant(s)</i>	18,3	16,0	7,7	6,6
Couples avec enfant(s)	17,5	17,4	25,7	23,5
Autres ménages sans famille <sup>c)</sup>	2,1	2,1	2,1	1,7

a) Situations de surendettement recevables.

b) Champ : France métropolitaine, population des ménages.

c) Cette catégorie correspond aux ménages composés de plus d'une personne et ne comprenant pas de famille, par exemple des colocataires. Elle exclut donc les couples, avec ou sans enfant(s), et les familles monoparentales.

Sources : Banque de France ; Insee, recensement de la population 2017.

## Effacements de dettes en 2020

### a) Situations en fin de procédure de surendettement (nombre en unités, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Nombre	Part	Nombre	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>118 376</b>	<b>100,0</b>	<b>5 771</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	48 002	40,6	2 011	34,8
<i>mesures avec effacement partiel<sup>c)</sup></i>	22 157	18,7	1 057	18,3
<i>autres situations closes<sup>d)</sup></i>	48 217	40,7	2 703	46,8

a) Hors dossiers clos avant examen de recevabilité, ainsi qu'après décision ou jugement d'irrecevabilité.

b) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

c) Mesures imposées avec effacement.

d) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire, clôtures acceptées par la commission.

### b) Effacements de dettes (montant en millions d'euros, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Montant	Part	Montant	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>5 529</b>	<b>100,0</b>	<b>301</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	1 014	18,3	47	15,6
<i>dont dettes éligibles</i>	953	17,2	44	14,6
<i>mesures avec effacement partiel – montant effacé</i>	533	9,6	25	8,4
<i>autres situations closes<sup>c)</sup></i>	3 450	62,4	204	67,9
<b>Montant total effacé<sup>d)</sup></b>	<b>1 485</b>	<b>26,9</b>	<b>69</b>	<b>23,0</b>

a) et b) Cf. renvois du tableau précédent.

c) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

d) Le montant total effacé est égal à la somme des postes « dettes éligibles » et « mesures avec effacement partiel – montant effacé ».

### c) Effacement moyen de dettes (en euros)

	Ménages surendettés France	Ménages surendettés région
Mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>a)</sup>	19 851	21 895
Mesures avec effacement partiel	24 037	24 022
<b>Montant moyen effacé<sup>b)</sup></b>	<b>21 173</b>	<b>22 628</b>

a) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

b) L'effacement moyen de dette est égal au montant total de dettes effacées en 2020 (tableau b), rapporté au nombre de situations de surendettement closes en 2020 et ayant bénéficié d'un effacement partiel ou total de leurs dettes (tableau a).

Source : Banque de France.

## 2. Caractéristiques des personnes et ménages surendettés

### Profil sociodémographique (en % du nombre de situations de surendettement recevables ou de personnes surendettées)

	FRANCE	BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	Côte-d'Or	Doubs	Haute-Saône	Jura	Nièvre	Saône-et-Loire	Territoire de Belfort	Yonne
<b>Statut conjugal <sup>a)</sup></b>										
Couples (mariés, pacsés, en union libre)	46,6	47,6	46,1	48,8	47,7	46,8	49,5	48,7	46,9	45,8
Divorcés/séparés	27,7	30,5	30,7	30,5	33,7	31,9	26,0	29,7	25,9	34,0
Célibataires	20,9	17,0	18,5	17,6	13,6	17,7	19,1	15,9	20,4	14,4
Veufs(ves)	4,8	4,9	4,6	3,0	5,0	3,6	5,4	5,7	6,8	5,8
<b>Nombre de personnes à charge <sup>b)</sup></b>										
0	59,3	61,4	61,4	57,8	60,5	62,6	65,0	62,5	59,1	62,4
1	17,2	16,7	16,8	18,4	15,3	15,1	15,5	16,8	20,3	15,6
2	13,4	12,1	12,1	11,9	12,6	14,1	12,5	10,8	12,1	12,2
3	6,6	6,3	6,7	7,3	7,4	5,6	3,8	6,7	5,0	6,1
4 et plus	3,5	3,5	3,0	4,6	4,2	2,6	3,2	3,2	3,6	3,6
<b>Répartition par sexe et par âge <sup>c)</sup></b>										
<b>Hommes</b>										
De 18 à 24 ans	1,1	1,2	0,5	1,1	1,5	1,0	1,5	0,8	2,3	1,8
De 25 à 34 ans	7,0	7,6	8,9	7,3	5,6	9,1	7,3	8,2	7,0	5,9
De 35 à 44 ans	11,0	11,3	10,6	12,7	12,1	10,2	10,7	11,7	12,0	10,4
De 45 à 54 ans	12,2	12,2	12,2	12,6	10,4	12,2	12,9	12,0	15,2	11,7
De 55 à 64 ans	8,8	8,7	9,1	9,8	7,8	8,5	8,9	8,6	7,9	8,1
De 65 à 74 ans	4,6	4,7	3,3	3,4	5,9	5,2	5,7	5,6	2,9	5,4
75 ans et plus	1,5	1,7	1,8	1,1	1,5	2,5	1,8	1,8	1,2	1,8
<b>Femmes</b>										
De 18 à 24 ans	1,7	1,7	1,3	1,9	1,5	1,5	1,6	2,1	1,7	1,5
De 25 à 34 ans	9,9	10,1	10,1	11,5	10,6	11,4	9,9	9,5	9,0	8,5
De 35 à 44 ans	12,6	12,1	13,7	11,7	14,3	11,0	10,8	10,9	12,0	13,2
De 45 à 54 ans	13,6	12,7	13,5	14,3	12,1	13,7	10,1	11,7	12,8	13,1
De 55 à 64 ans	8,9	8,4	8,8	6,9	8,9	7,9	9,5	8,2	8,7	8,8
De 65 à 74 ans	5,1	5,6	4,6	4,5	6,3	4,6	6,1	6,0	5,0	7,6
75 ans et plus	2,0	2,1	1,6	1,3	1,3	1,2	3,2	3,0	2,3	2,2

a) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et conjoints éventuels (codébiteurs ou non).

b) En % du nombre de situations de surendettement recevables.

c) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus (débiteurs et codébiteurs).

Source : Banque de France.

### Situation au regard du logement <sup>a)</sup> (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	FRANCE	BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	Côte-d'Or	Doubs	Haute-Saône	Jura	Nièvre	Saône-et-Loire	Territoire de Belfort	Yonne
Locataires	74,4	70,0	74,9	72,6	67,1	70,8	61,4	71,7	74,4	64,7
Propriétaires accédants	8,0	11,2	8,0	10,8	12,9	8,7	13,6	10,0	11,0	15,9
Propriétaires	3,5	4,8	4,1	3,2	5,8	2,8	10,2	4,8	3,2	4,9
Hébergés et occupants à titre gratuit	11,5	11,6	11,2	12,7	10,3	15,3	12,3	10,8	9,3	10,9
Autres cas <sup>b)</sup>	2,7	2,4	1,8	0,8	3,9	2,4	2,5	2,7	2,1	3,5

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur.

b) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, mariners, sans-abris).

Source : Banque de France.

**Caractéristiques professionnelles** (en % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	FRANCE	BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	Côte-d'Or	Doubs	Haute-Saône	Jura	Nièvre	Saône-et-Loire	Territoire de Belfort	Yonne
<b>Situation professionnelle</b>										
<b>Actifs</b>	<b>60,1</b>	<b>58,1</b>	<b>61,0</b>	<b>66,2</b>	<b>54,9</b>	<b>56,0</b>	<b>52,3</b>	<b>56,1</b>	<b>55,4</b>	<b>56,1</b>
Salariés en CDI <sup>a)</sup>	27,2	25,1	27,5	27,4	22,1	22,8	20,0	24,1	25,1	27,4
Salariés en CDD <sup>a)</sup>	4,5	5,4	5,2	5,0	3,9	3,9	7,3	6,0	5,8	5,1
Salariés intérimaires	2,1	2,6	2,9	2,2	3,3	2,9	2,2	2,9	1,7	2,4
Congé maternité	0,1	0,2	0,4	0,4	0,0	0,4	0,0	0,2	0,0	0,3
Professions libérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Artisans, commerçants	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	0,0	0,1
Chômeurs	26,0	24,7	25,0	31,1	25,4	25,7	22,7	22,8	22,7	20,7
<b>Inactifs</b>	<b>39,9</b>	<b>41,9</b>	<b>39,0</b>	<b>33,8</b>	<b>45,1</b>	<b>44,0</b>	<b>47,7</b>	<b>43,9</b>	<b>44,6</b>	<b>43,9</b>
Sans profession	12,9	13,6	13,5	10,9	13,7	16,0	15,9	13,0	21,3	12,1
Retraités	16,2	17,3	14,2	13,0	18,2	16,8	21,2	20,4	13,4	20,2
Élèves ou étudiants	0,3	0,2	0,2	0,2	0,0	0,2	0,4	0,2	0,3	0,0
Congé maladie longue durée	4,1	4,2	5,1	4,0	5,9	5,0	3,1	3,4	3,8	4,5
Congé parental	0,7	0,7	0,9	0,6	1,1	0,4	0,7	0,6	0,9	0,6
Invalides	5,7	5,8	5,2	5,2	6,3	5,6	6,3	6,4	5,0	6,5
<b>Professions et catégories socioprofessionnelles <sup>b)</sup></b>										
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,5	0,5	0,6	0,2	0,7	0,6	0,9	0,5	0,3	0,6
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,4	0,8	0,5	1,3	0,9	1,0	0,7	0,8	0,6	0,7
Professions intermédiaires	3,1	2,7	3,2	2,4	2,0	1,4	3,8	1,9	3,8	3,4
Employés	30,5	26,6	34,3	27,5	24,1	24,9	22,8	22,3	25,7	27,9
Ouvriers	21,5	24,6	23,9	25,4	20,4	26,8	26,5	24,5	23,9	24,3
Inactifs ayant déjà travaillé	14,7	16,3	13,7	11,2	18,4	15,4	19,7	19,6	12,0	19,4
Autres personnes sans activité professionnelle	28,3	28,5	23,9	32,0	33,6	29,9	25,6	30,5	33,8	23,8

a) CDI : contrat à durée indéterminée ; CDD : contrat à durée déterminée.

b) Les chômeurs sont classés dans leur précédente catégorie socioprofessionnelle.

Source : Banque de France.

## Ressources, patrimoine et capacité de remboursement

(en % du nombre de situations de surendettement recevables, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

	FRANCE	BOURGOGNE- FRANCHE-COMTÉ	Côte- d'Or	Doubs	Haute- Saône	Jura	Nièvre	Saône- et-Loire	Territoire de Belfort	Yonne
<b>Structure des ressources <sup>a)</sup></b>										
Revenus d'activité	52,3	51,0	52,7	59,8	47,3	50,1	43,6	48,1	53,2	48,7
Pensions	20,7	22,2	19,1	16,3	23,9	23,1	27,8	24,7	18,2	26,2
Revenus du patrimoine	0,3	0,1	0,1	0,1	0,2	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2
Prestations familiales et de logement	12,0	11,8	12,0	11,2	13,5	11,5	12,0	12,1	11,7	11,0
Minima sociaux	11,6	11,5	11,5	10,1	12,0	12,6	13,5	11,4	14,5	10,0
Autres ressources	3,1	3,4	4,6	2,5	3,1	2,8	3,2	3,3	2,4	3,9
<b>Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) <sup>b)</sup></b>										
Ressources (R) < 934 euros	39,0	37,1	38,4	36,8	38,6	40,6	35,5	36,2	40,3	34,5
934 euros ≤ R < 1 179 euros	22,4	23,7	23,0	21,5	23,1	21,0	27,8	24,8	22,3	24,8
1 179 euros ≤ R < 1 390 euros	13,8	14,9	15,3	14,9	12,8	17,5	14,2	14,9	14,0	14,9
1 390 euros ≤ R < 1 583 euros	9,4	9,7	9,7	9,2	10,4	8,0	11,5	9,6	9,0	9,7
1 583 euros ≤ R < 1 771 euros	6,1	5,4	4,5	5,0	5,9	5,2	5,2	5,3	6,5	6,7
1 771 euros ≤ R < 1 979 euros	3,8	4,0	4,1	4,1	3,5	3,8	2,3	4,0	4,7	5,1
1 979 euros ≤ R < 2 223 euros	2,5	2,7	2,6	3,5	2,9	1,4	1,3	3,4	0,7	3,3
2 223 euros ≤ R < 2 568 euros	1,7	1,3	0,9	2,1	1,9	1,9	1,6	1,1	1,1	0,8
2 568 euros ≤ R < 3 261 euros	0,9	1,0	1,3	2,5	1,1	0,5	0,5	0,3	1,4	0,3
R ≥ 3 261 euros	0,3	0,2	0,1	0,6	0,0	0,2	0,2	0,3	0,0	0,0
<b>Patrimoine immobilier et financier <sup>c)</sup></b>										
Patrimoine (P) < 2 000 euros	82,5	76,7	81,1	80,7	73,4	80,9	68,6	76,7	81,9	69,8
2 000 euros ≤ P < 10 000 euros	1,4	1,8	2,0	1,0	1,8	2,4	1,6	2,8	1,1	1,4
10 000 euros ≤ P < 50 000 euros	2,6	5,1	4,1	2,9	4,2	2,6	10,0	5,5	1,8	7,9
P ≥ 50 000 euros	13,5	16,4	12,8	15,4	20,5	14,1	19,8	15,0	15,3	20,8
<b>Capacité de remboursement <sup>d)</sup></b>										
Capacité de remboursement (CAR) < 0 euro	50,1	47,2	50,5	46,5	48,7	49,4	44,6	46,1	49,1	44,7
0 euro ≤ CAR < 450 euros	28,5	30,0	30,2	27,5	27,6	28,7	33,0	32,1	29,5	29,3
dont : 0 euro ≤ CAR < 100 euros	8,0	8,4	7,7	7,5	8,7	9,4	9,5	9,0	8,2	7,8
100 euros ≤ CAR < 250 euros	9,9	10,5	10,3	10,7	8,2	9,4	11,4	11,8	9,3	10,7
250 euros ≤ CAR < 450 euros	10,6	11,0	12,2	9,3	10,8	9,9	12,1	11,4	12,1	10,8
450 euros ≤ CAR < 800 euros	10,9	11,5	9,9	11,9	10,3	12,5	12,5	11,2	11,0	12,8
800 euros ≤ CAR < 1 500 euros	7,7	8,7	7,4	9,5	10,3	7,1	7,3	8,2	8,5	11,2
CAR ≥ 1 500 euros	2,7	2,7	2,0	4,6	3,2	2,4	2,5	2,5	1,8	2,1

a) Ressources prises en compte dans les situations de surendettement, en % du total des ressources.

b) Situations de surendettement recevables. Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

c) Patrimoine immobilier et financier des ménages surendettés.

d) Capacité de remboursement des ménages surendettés.

Source : Banque de France.

### 3. Caractéristiques de l'endettement

#### Caractéristiques de l'endettement au niveau régional

(encours des dettes en milliers d'euros, endettement médian en euros, part en %, nombre de situations et de dettes en unités)

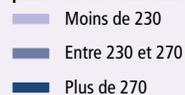
	Encours des dettes	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian	Nb médian de dettes par situation
<b>Dettes financières</b>	<b>198 432</b>	<b>4 551</b>	<b>21 884</b>	<b>78,2</b>	<b>85,9</b>	<b>17 225</b>	<b>4,0</b>
Dettes immobilières	99 151	1 029	1 645	39,1	19,4	86 082	1,0
Dettes à la consommation	95 094	4 011	16 895	37,5	75,7	13 988	3,0
Microcrédit et prêts sur gage	66	30	35	0,0	0,6	1 497	1,0
Autres dettes bancaires (découverts et dépassements)	4 120	2 607	3 309	1,6	49,2	822	1,0
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>24 456</b>	<b>4 170</b>	<b>16 789</b>	<b>9,6</b>	<b>78,7</b>	<b>3 314</b>	<b>3,0</b>
Dettes de logement	11 822	2 447	3 173	4,7	46,2	2 827	1,0
Dettes d'énergie et de communication	4 217	2 756	5 819	1,7	52,0	991	2,0
Dettes de transport	49	59	75	0,0	1,1	372	1,0
Dettes d'assurance/de mutuelle	1 605	1 599	2 689	0,6	30,2	532	1,0
Dettes de santé/d'éducation	1 224	1 298	2 239	0,5	24,5	382	1,0
Dettes alimentaires	597	168	186	0,2	3,2	2 044	1,0
Dettes fiscales	4 943	1 659	2 608	1,9	31,3	810	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>31 020</b>	<b>2 938</b>	<b>6 407</b>	<b>12,2</b>	<b>55,5</b>	<b>1 741</b>	<b>2,0</b>
Dettes diverses	20 872	1 667	2 957	8,2	31,5	1 198	1,0
Dettes sociales	5 815	1 576	2 104	2,3	29,7	1 147	1,0
Dettes professionnelles	452	36	49	0,2	0,7	3 459	1,0
Dettes pénales et réparations pécuniaires	3 881	875	1 297	1,5	16,5	743	1,0
<b>Endettement (hors dettes immobilières)</b>	<b>154 756</b>	<b>5 257</b>	<b>43 435</b>	<b>60,9</b>	<b>99,2</b>	<b>16 827</b>	<b>7,0</b>
<b>Dettes éligibles au traitement du surendettement</b>	<b>247 916</b>	<b>5 296</b>	<b>43 341</b>	<b>97,6</b>	<b>100,0</b>	<b>19 585</b>	<b>7,0</b>
<b>Endettement global</b>	<b>253 908</b>	<b>5 298</b>	<b>45 080</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>20 602</b>	<b>7,0</b>

Note : Tableau détaillé disponible à l'adresse Internet <https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement>  
Source : Banque de France.

# RÉGION BRETAGNE



Nombre de situations soumises  
aux commissions de surendettement  
pour 100 000 habitants de 15 ans et plus <sup>b)</sup>



## SURENDETTEMENT – DONNÉES 2020

**4 813** situations soumises aux secrétariats  
des commissions de surendettement

**5 658** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**173** situations de surendettement  
pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**14 715 €** d'endettement médian, hors immobilier,  
des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**56,6 %** des ménages surendettés  
sous le seuil de pauvreté <sup>d)</sup>

## CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

**2 776 636** habitants  
(personnes âgées de 15 ans et plus)

**6,3 %** de chômage <sup>e)</sup>

**4,4 %** de la population de moins de 65 ans  
couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**21 060 €** de niveau de vie annuel médian <sup>g)</sup>

**10,9 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

**3,3 %** de la population de 25 à 64 ans ayant arrêté  
sa scolarité avant la fin du collège <sup>i)</sup>



## CÔTES-D'ARMOR

**900** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 148** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**180** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**14 786 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,4 %** de chômage <sup>e)</sup>

**4,8 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**11,8 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## ILLE-ET-VILAINE

**1 508** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 791** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**171** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**14 141 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,0 %** de chômage <sup>e)</sup>

**3,9 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**10,5 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## FINISTÈRE

**1 309** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 449** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**172** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**14 454 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,0 %** de chômage <sup>e)</sup>

**4,6 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**10,6 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## MORBIHAN

**1 096** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 270** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**173** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**16 045 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,5 %** de chômage <sup>e)</sup>

**4,5 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**11,2 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

# 1. Ménages surendettés et effacements de dettes

## Ménages selon la structure familiale (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020		Population française <sup>b)</sup> 2017	
	France	Région	France	Région
Hommes seuls	27,5	31,9	15,7	16,7
Femmes seules	22,1	21,8	20,7	21,5
Couples sans enfant	10,5	9,5	26,4	28,1
Familles monoparentales	20,4	19,4	9,4	7,6
<i>dont : hommes seuls avec enfant(s)</i>	<i>2,1</i>	<i>2,7</i>	<i>1,7</i>	<i>1,5</i>
<i>femmes seules avec enfant(s)</i>	<i>18,3</i>	<i>16,7</i>	<i>7,7</i>	<i>6,1</i>
Couples avec enfant(s)	17,5	16,1	25,7	24,3
Autres ménages sans famille <sup>c)</sup>	2,1	1,3	2,1	1,9

a) Situations de surendettement recevables.

b) Champ : France métropolitaine, population des ménages.

c) Cette catégorie correspond aux ménages composés de plus d'une personne et ne comprenant pas de famille, par exemple des colocataires. Elle exclut donc les couples, avec ou sans enfant(s), et les familles monoparentales.

Sources : Banque de France ; Insee, recensement de la population 2017.

## Effacements de dettes en 2020

### a) Situations en fin de procédure de surendettement (nombre en unités, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Nombre	Part	Nombre	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>118 376</b>	<b>100,0</b>	<b>5 485</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	<i>48 002</i>	<i>40,6</i>	<i>2 118</i>	<i>38,6</i>
<i>mesures avec effacement partiel<sup>c)</sup></i>	<i>22 157</i>	<i>18,7</i>	<i>1 028</i>	<i>18,7</i>
<i>autres situations closes<sup>d)</sup></i>	<i>48 217</i>	<i>40,7</i>	<i>2 339</i>	<i>42,6</i>

a) Hors dossiers clos avant examen de recevabilité, ainsi qu'après décision ou jugement d'irrecevabilité.

b) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

c) Mesures imposées avec effacement.

d) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire, clôtures acceptées par la commission.

### b) Effacements de dettes (montant en millions d'euros, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Montant	Part	Montant	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>5 529</b>	<b>100,0</b>	<b>254</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	<i>1 014</i>	<i>18,3</i>	<i>42</i>	<i>16,4</i>
<i>dont dettes éligibles</i>	<i>953</i>	<i>17,2</i>	<i>39</i>	<i>15,5</i>
<i>mesures avec effacement partiel – montant effacé</i>	<i>533</i>	<i>9,6</i>	<i>26</i>	<i>10,1</i>
<i>autres situations closes<sup>c)</sup></i>	<i>3 450</i>	<i>62,4</i>	<i>162</i>	<i>63,9</i>
<b>Montant total effacé<sup>d)</sup></b>	<b>1 485</b>	<b>26,9</b>	<b>65</b>	<b>25,6</b>

a) et b) Cf. renvois du tableau précédent.

c) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

d) Le montant total effacé est égal à la somme des postes « dettes éligibles » et « mesures avec effacement partiel – montant effacé ».

### c) Effacement moyen de dettes (en euros)

	Ménages surendettés France	Ménages surendettés région
Mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>a)</sup>	19 851	18 597
Mesures avec effacement partiel	24 037	24 851
<b>Montant moyen effacé<sup>b)</sup></b>	<b>21 173</b>	<b>20 640</b>

a) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

b) L'effacement moyen de dette est égal au montant total de dettes effacées en 2020 (tableau b), rapporté au nombre de situations de surendettement closes en 2020 et ayant bénéficié d'un effacement partiel ou total de leurs dettes (tableau a).

Source : Banque de France.

## 2. Caractéristiques des personnes et ménages surendettés

**Profil sociodémographique** (en % du nombre de situations de surendettement recevables ou de personnes surendettées)

	FRANCE	BRETAGNE	Côtes-d'Armor	Finistère	Ille-et-Vilaine	Morbihan
<b>Statut conjugal <sup>a)</sup></b>						
Couples (mariés, pacsés, en union libre)	46,6	42,9	45,0	41,4	42,7	43,2
Divorcés/séparés	27,7	29,7	28,2	28,3	30,8	30,9
Célibataires	20,9	22,8	21,4	25,0	22,8	21,4
Veufs(ves)	4,8	4,7	5,4	5,4	3,8	4,4
<b>Nombre de personnes à charge <sup>b)</sup></b>						
0	59,3	62,4	61,9	63,1	61,4	63,7
1	17,2	16,4	17,2	16,0	16,7	15,7
2	13,4	12,0	11,4	12,1	12,8	11,4
3	6,6	6,5	7,1	6,5	6,5	5,9
4 et plus	3,5	2,7	2,4	2,3	2,6	3,3
<b>Répartition par sexe et par âge <sup>c)</sup></b>						
<b>Hommes</b>						
De 18 à 24 ans	1,1	0,9	0,9	1,0	0,8	1,1
De 25 à 34 ans	7,0	8,0	7,2	7,5	9,6	7,1
De 35 à 44 ans	11,0	12,5	12,8	11,8	13,7	11,3
De 45 à 54 ans	12,2	12,8	13,1	12,2	12,6	13,6
De 55 à 64 ans	8,8	8,8	7,6	9,1	7,8	10,9
De 65 à 74 ans	4,6	4,1	4,2	5,2	3,3	3,9
75 ans et plus	1,5	1,4	1,7	1,5	1,3	1,2
<b>Femmes</b>						
De 18 à 24 ans	1,7	1,9	1,8	1,9	2,0	2,0
De 25 à 34 ans	9,9	9,7	9,4	10,2	10,9	7,9
De 35 à 44 ans	12,6	12,1	11,8	11,5	12,7	12,1
De 45 à 54 ans	13,6	12,9	13,3	12,6	12,2	13,8
De 55 à 64 ans	8,9	7,9	8,6	8,4	7,0	8,0
De 65 à 74 ans	5,1	5,0	5,5	4,8	4,5	5,5
75 ans et plus	2,0	2,0	2,1	2,5	1,8	1,6

a) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et conjoints éventuels (codébiteurs ou non).

b) En % du nombre de situations de surendettement recevables.

c) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus (débiteurs et codébiteurs).

Source : Banque de France.

**Situation au regard du logement <sup>a)</sup>** (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	FRANCE	BRETAGNE	Côtes-d'Armor	Finistère	Ille-et-Vilaine	Morbihan
Locataires	74,4	73,7	70,5	70,3	78,7	73,7
Propriétaires accédants	8,0	9,3	12,2	10,0	7,3	8,6
Propriétaires	3,5	3,3	4,3	4,7	2,0	2,8
Hébergés et occupants à titre gratuit	11,5	11,0	10,4	11,7	9,9	12,2
Autres cas <sup>b)</sup>	2,7	2,7	2,5	3,3	2,2	2,8

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur.

b) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, marinières, sans-abris).

Source : Banque de France.

**Caractéristiques professionnelles** (en % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	FRANCE	BRETAGNE	Côtes-d'Armor	Finistère	Ille-et-Vilaine	Morbihan
<b>Situation professionnelle</b>						
<b>Actifs</b>	<b>60,1</b>	<b>61,7</b>	<b>61,7</b>	<b>58,7</b>	<b>65,4</b>	<b>60,1</b>
Salariés en CDI <sup>a)</sup>	27,2	23,8	23,6	22,6	25,4	23,2
Salariés en CDD <sup>a)</sup>	4,5	5,7	5,5	6,0	5,6	5,7
Salariés intérimaires	2,1	2,8	3,3	2,3	3,0	2,6
Congé maternité	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2	0,1
Professions libérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Artisans, commerçants	0,2	0,3	0,4	0,2	0,2	0,4
Chômeurs	26,0	28,9	28,6	27,3	31,0	28,1
<b>Inactifs</b>	<b>39,9</b>	<b>38,3</b>	<b>38,3</b>	<b>41,3</b>	<b>34,6</b>	<b>39,9</b>
Sans profession	12,9	9,7	9,5	11,2	8,6	9,7
Retraités	16,2	15,9	16,6	17,5	13,8	16,5
Élèves ou étudiants	0,3	0,4	0,1	0,8	0,3	0,4
Congé maladie longue durée	4,1	4,6	3,7	5,5	3,9	5,7
Congé parental	0,7	0,7	0,6	0,6	0,8	0,9
Invalides	5,7	6,9	7,8	5,9	7,3	6,9
<b>Professions et catégories socioprofessionnelles <sup>b)</sup></b>						
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,5	0,6	0,6	0,4	0,6	0,6
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,4	1,2	1,1	1,0	1,0	1,7
Professions intermédiaires	3,1	3,0	3,2	2,8	3,0	3,1
Employés	30,5	28,0	23,0	33,3	24,3	31,7
Ouvriers	21,5	25,1	24,4	23,9	26,3	25,5
Inactifs ayant déjà travaillé	14,7	13,5	15,5	13,4	12,5	13,1
Autres personnes sans activité professionnelle	28,3	28,6	32,1	25,1	32,3	24,3

a) CDI : contrat à durée indéterminée; CDD : contrat à durée déterminée.

b) Les chômeurs sont classés dans leur précédente catégorie socioprofessionnelle.

Source : Banque de France.

## Ressources, patrimoine et capacité de remboursement

(en % du nombre de situations de surendettement recevables, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

	FRANCE	BRETAGNE	Côtes-d'Armor	Finistère	Ille-et-Vilaine	Morbihan
<b>Structure des ressources <sup>a)</sup></b>						
Revenus d'activité	52,3	50,5	50,6	48,0	53,3	49,1
Pensions	20,7	22,3	22,9	24,6	19,2	23,5
Revenus du patrimoine	0,3	0,4	0,6	0,6	0,2	0,1
Prestations familiales et de logement	12,0	11,9	11,9	11,6	12,3	11,7
Minima sociaux	11,6	11,8	10,8	12,1	12,1	11,9
Autres ressources	3,1	3,2	3,3	3,1	2,9	3,7
<b>Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) <sup>b)</sup></b>						
Ressources (R) < 934 euros	39,0	38,9	36,8	42,0	35,7	41,9
934 euros ≤ R < 1 179 euros	22,4	24,9	24,2	23,5	27,6	23,1
1 179 euros ≤ R < 1 390 euros	13,8	14,0	17,1	12,2	14,8	12,2
1 390 euros ≤ R < 1 583 euros	9,4	8,9	8,6	9,6	8,4	9,2
1 583 euros ≤ R < 1 771 euros	6,1	5,7	5,2	5,5	6,6	5,2
1 771 euros ≤ R < 1 979 euros	3,8	3,3	4,1	3,7	2,6	3,2
1 979 euros ≤ R < 2 223 euros	2,5	2,1	1,7	1,9	2,1	2,6
2 223 euros ≤ R < 2 568 euros	1,7	1,4	1,7	0,9	1,4	1,8
2 568 euros ≤ R < 3 261 euros	0,9	0,5	0,3	0,4	0,6	0,6
R ≥ 3 261 euros	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
<b>Patrimoine immobilier et financier <sup>c)</sup></b>						
Patrimoine (P) < 2 000 euros	82,5	80,4	75,8	76,4	85,3	82,1
2 000 euros ≤ P < 10 000 euros	1,4	1,5	1,8	1,7	1,0	1,8
10 000 euros ≤ P < 50 000 euros	2,6	2,8	5,2	3,1	1,6	2,0
P ≥ 50 000 euros	13,5	15,3	17,2	18,8	12,0	14,1
<b>Capacité de remboursement <sup>d)</sup></b>						
Capacité de remboursement (CAR) < 0 euro	50,1	49,6	45,9	52,7	48,4	50,8
0 euro ≤ CAR < 450 euros	28,5	30,9	31,9	28,3	32,5	30,6
<i>dont : 0 euro ≤ CAR &lt; 100 euros</i>	8,0	8,0	8,5	7,0	9,0	7,1
<i>100 euros ≤ CAR &lt; 250 euros</i>	9,9	11,3	11,4	10,7	12,3	10,7
<i>250 euros ≤ CAR &lt; 450 euros</i>	10,6	11,6	11,9	10,6	11,3	12,8
450 euros ≤ CAR < 800 euros	10,9	10,4	10,3	10,6	10,7	9,9
800 euros ≤ CAR < 1 500 euros	7,7	6,9	8,9	6,4	6,3	6,7
CAR ≥ 1 500 euros	2,7	2,2	3,1	1,9	2,0	2,0

a) Ressources prises en compte dans les situations de surendettement, en % du total des ressources.

b) Situations de surendettement recevables. Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

c) Patrimoine immobilier et financier des ménages surendettés.

d) Capacité de remboursement des ménages surendettés.

Source : Banque de France.

### 3. Caractéristiques de l'endettement

#### Caractéristiques de l'endettement au niveau régional

(encours des dettes en milliers d'euros, endettement médian en euros, part en %, nombre de situations et de dettes en unités)

	Encours des dettes	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian	Nb médian de dettes par situation
<b>Dettes financières</b>	<b>154 231</b>	<b>3 985</b>	<b>17 725</b>	<b>73,9</b>	<b>83,1</b>	<b>14 100</b>	<b>3,0</b>
Dettes immobilières	80 442	877	1 742	38,5	18,3	80 361	2,0
Dettes à la consommation	70 448	3 467	13 128	33,7	72,3	10 996	3,0
Microcrédit et prêts sur gage	34	24	25	0,0	0,5	898	1,0
Autres dettes bancaires (découverts et dépassements)	3 307	2 279	2 830	1,6	47,5	800	1,0
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>20 546</b>	<b>3 751</b>	<b>15 746</b>	<b>9,8</b>	<b>78,3</b>	<b>3 328</b>	<b>4,0</b>
Dettes de logement	9 536	2 209	2 676	4,6	46,1	2 405	1,0
Dettes d'énergie et de communication	4 199	2 654	6 001	2,0	55,4	1 084	2,0
Dettes de transport	22	99	113	0,0	2,1	133	1,0
Dettes d'assurance/de mutuelle	1 119	1 419	2 302	0,5	29,6	451	1,0
Dettes de santé/d'éducation	1 339	1 333	2 319	0,6	27,8	402	1,0
Dettes alimentaires	697	181	197	0,3	3,8	2 283	1,0
Dettes fiscales	3 634	1 400	2 138	1,7	29,2	812	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>34 003</b>	<b>2 797</b>	<b>6 230</b>	<b>16,3</b>	<b>58,4</b>	<b>1 920</b>	<b>2,0</b>
Dettes diverses	23 783	1 662	3 000	11,4	34,7	1 393	1,0
Dettes sociales	5 622	1 505	2 078	2,7	31,4	1 200	1,0
Dettes professionnelles	2 379	41	54	1,1	0,9	6 607	1,0
Dettes pénales et réparations pécuniaires	2 220	798	1 098	1,1	16,6	600	1,0
<b>Endettement (hors dettes immobilières)</b>	<b>128 338</b>	<b>4 756</b>	<b>37 959</b>	<b>61,5</b>	<b>99,2</b>	<b>14 715</b>	<b>7,0</b>
Dettes éligibles au traitement du surendettement	201 711	4 786	38 063	96,6	99,9	16 734	7,0
<b>Endettement global</b>	<b>208 780</b>	<b>4 793</b>	<b>39 701</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>17 913</b>	<b>7,0</b>

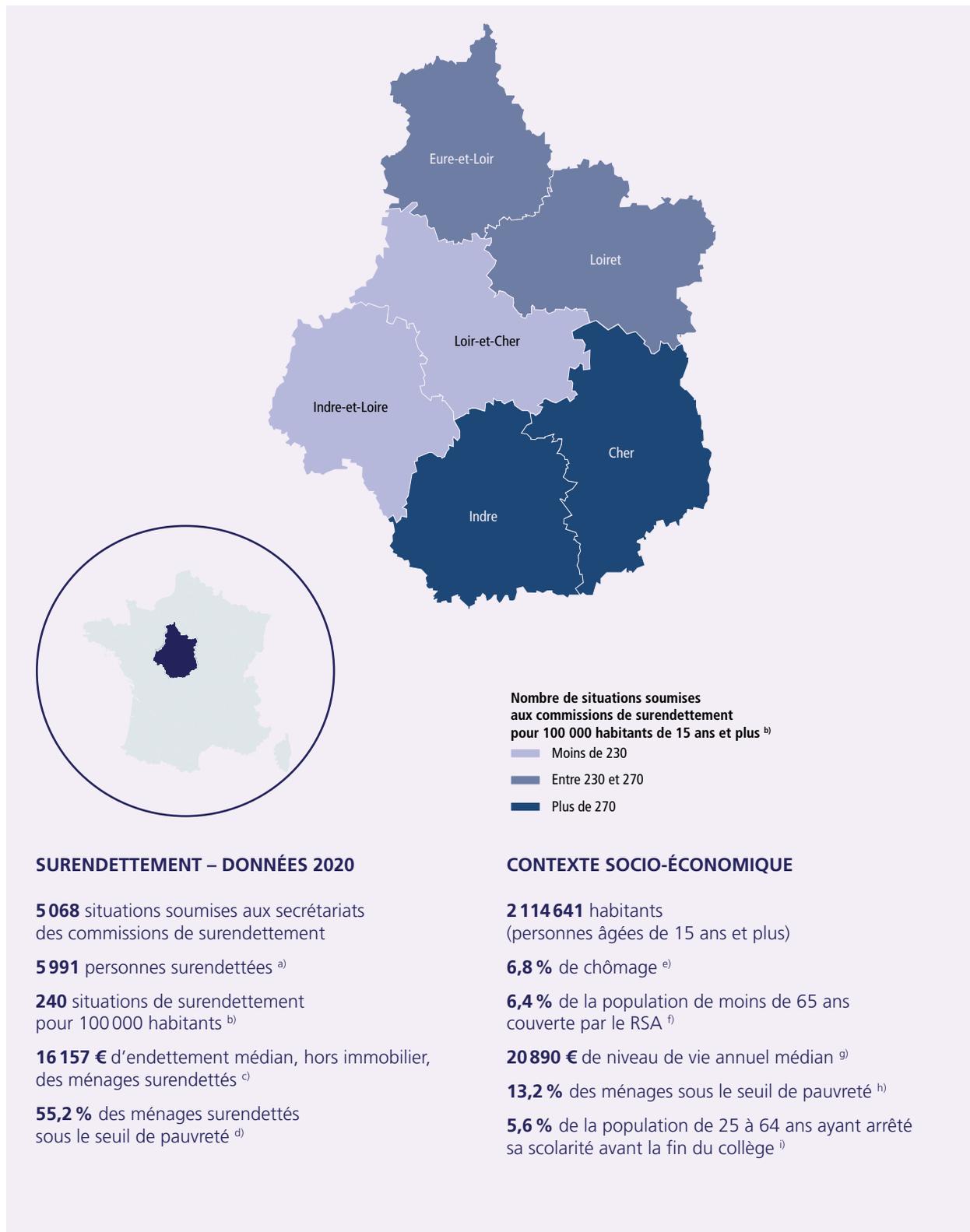
Note : Tableau détaillé disponible à l'adresse Internet

<https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement>

Source : Banque de France.



# RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE





## CHER

**684** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**863** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**274** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 187 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,3 %** de chômage <sup>e)</sup>

**9,0 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**14,7 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## EURE-ET-LOIRE

**887** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 048** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**255** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**17 383 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,6 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,2 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**12,4 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## INDRE

**502** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**589** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**270** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**12 824 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,2 %** de chômage <sup>e)</sup>

**7,3 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**14,5 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## INDRE-ET-LOIRE

**1 101** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 253** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**219** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 824 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,6 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,8 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**12,8 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## LOIR-ET-CHER

**573** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**666** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**209** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**16 174 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,1 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,3 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**12,7 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## LOIRET

**1 321** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 572** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**238** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**17 600 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,0 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,2 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**13,4 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

# 1. Ménages surendettés et effacements de dettes

## Ménages selon la structure familiale (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020		Population française <sup>b)</sup> 2017	
	France	Région	France	Région
Hommes seuls	27,5	27,0	15,7	15,6
Femmes seules	22,1	22,3	20,7	20,5
Couples sans enfant	10,5	12,6	26,4	29,2
Familles monoparentales	20,4	18,8	9,4	8,4
<i>dont : hommes seuls avec enfant(s)</i>	2,1	2,2	1,7	1,6
<i>femmes seules avec enfant(s)</i>	18,3	16,6	7,7	6,8
Couples avec enfant(s)	17,5	18,0	25,7	24,8
Autres ménages sans famille <sup>c)</sup>	2,1	1,4	2,1	1,6

a) Situations de surendettement recevables.

b) Champ : France métropolitaine, population des ménages.

c) Cette catégorie correspond aux ménages composés de plus d'une personne et ne comprenant pas de famille, par exemple des colocataires. Elle exclut donc les couples, avec ou sans enfant(s), et les familles monoparentales.

Sources : Banque de France ; Insee, recensement de la population 2017.

## Effacements de dettes en 2020

### a) Situations en fin de procédure de surendettement (nombre en unités, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Nombre	Part	Nombre	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>118 376</b>	<b>100,0</b>	<b>5 578</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	48 002	40,6	1 979	35,5
<i>mesures avec effacement partiel<sup>c)</sup></i>	22 157	18,7	985	17,7
<i>autres situations closes<sup>d)</sup></i>	48 217	40,7	2 614	46,9

a) Hors dossiers clos avant examen de recevabilité, ainsi qu'après décision ou jugement d'irrecevabilité.

b) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

c) Mesures imposées avec effacement.

d) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire, clôtures acceptées par la commission.

### b) Effacements de dettes (montant en millions d'euros, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Montant	Part	Montant	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>5 529</b>	<b>100,0</b>	<b>280</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	1 014	18,3	36	13,0
<i>dont dettes éligibles</i>	953	17,2	34	12,3
<i>mesures avec effacement partiel – montant effacé</i>	533	9,6	22	7,9
<i>autres situations closes<sup>c)</sup></i>	3 450	62,4	197	70,5
<b>Montant total effacé<sup>d)</sup></b>	<b>1 485</b>	<b>26,9</b>	<b>56</b>	<b>20,1</b>

a) et b) Cf. renvois du tableau précédent.

c) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

d) Le montant total effacé est égal à la somme des postes « dettes éligibles » et « mesures avec effacement partiel – montant effacé ».

### c) Effacement moyen de dettes (en euros)

	Ménages surendettés France	Ménages surendettés région
Mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>a)</sup>	19 851	17 354
Mesures avec effacement partiel	24 037	22 306
<b>Montant moyen effacé<sup>b)</sup></b>	<b>21 173</b>	<b>19 000</b>

a) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

b) L'effacement moyen de dette est égal au montant total de dettes effacées en 2020 (tableau b), rapporté au nombre de situations de surendettement closes en 2020 et ayant bénéficié d'un effacement partiel ou total de leurs dettes (tableau a).

Source : Banque de France.

## 2. Caractéristiques des personnes et ménages surendettés

**Profil sociodémographique** (en % du nombre de situations de surendettement recevables ou de personnes surendettées)

	FRANCE	CENTRE- VAL DE LOIRE	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret
<b>Statut conjugal <sup>a)</sup></b>								
Couples (mariés, pacsés, en union libre)	46,6	48,8	50,9	52,1	47,6	45,7	48,9	48,4
Divorcés/séparés	27,7	26,7	26,3	25,5	22,2	29,6	29,7	25,7
Célibataires	20,9	19,7	17,9	16,7	22,8	21,3	16,3	21,6
Veufs(ves)	4,8	4,8	5,0	5,7	7,4	3,4	5,1	4,3
<b>Nombre de personnes à charge <sup>b)</sup></b>								
0	59,3	60,9	59,9	55,0	66,9	62,7	64,5	60,0
1	17,2	16,9	17,3	17,9	15,2	16,1	17,5	17,1
2	13,4	12,7	13,4	16,4	10,1	13,0	10,2	11,8
3	6,6	6,2	6,4	6,8	4,5	5,4	4,5	7,6
4 et plus	3,5	3,3	3,0	3,9	3,3	2,7	3,3	3,5
<b>Répartition par sexe et par âge <sup>c)</sup></b>								
<b>Hommes</b>								
De 18 à 24 ans	1,1	1,2	1,4	0,6	1,2	1,4	1,8	1,2
De 25 à 34 ans	7,0	6,5	7,4	5,8	5,6	7,3	7,1	5,9
De 35 à 44 ans	11,0	10,4	8,1	10,7	10,4	10,8	9,5	11,5
De 45 à 54 ans	12,2	12,3	11,9	13,4	12,9	11,9	12,9	11,6
De 55 à 64 ans	8,8	8,7	8,9	10,2	8,3	7,9	8,6	8,3
De 65 à 74 ans	4,6	5,3	5,4	4,2	6,1	5,0	5,9	5,7
75 ans et plus	1,5	1,7	1,3	1,4	1,4	2,2	2,0	1,7
<b>Femmes</b>								
De 18 à 24 ans	1,7	2,1	2,2	2,1	2,2	2,3	2,4	1,7
De 25 à 34 ans	9,9	9,8	10,4	9,2	8,1	10,1	7,7	11,0
De 35 à 44 ans	12,6	12,1	12,7	13,4	10,9	12,5	11,3	11,3
De 45 à 54 ans	13,6	13,3	14,6	12,2	12,1	13,7	12,0	14,1
De 55 à 64 ans	8,9	9,0	7,4	9,8	7,8	8,0	12,2	9,4
De 65 à 74 ans	5,1	5,3	6,3	5,0	7,6	4,4	5,3	5,0
75 ans et plus	2,0	2,3	1,9	2,1	5,4	2,5	1,7	1,6

a) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et conjoints éventuels (codébiteurs ou non).

b) En % du nombre de situations de surendettement recevables.

c) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus (débiteurs et codébiteurs).

Source : Banque de France.

**Situation au regard du logement <sup>a)</sup>** (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	FRANCE	CENTRE- VAL DE LOIRE	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret
Locataires	74,4	69,6	64,5	70,5	66,9	76,6	64,4	69,4
Propriétaires accédants	8,0	11,8	15,3	11,8	12,5	6,3	14,0	13,3
Propriétaires	3,5	4,3	6,6	4,3	6,2	2,4	4,7	3,8
Hébergés et occupants à titre gratuit	11,5	11,6	12,0	11,3	9,7	12,2	14,2	10,6
Autres cas <sup>b)</sup>	2,7	2,7	1,7	2,1	4,7	2,5	2,7	2,9

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur.

b) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, marinières, sans-abris).

Source : Banque de France.

**Caractéristiques professionnelles** (en % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	FRANCE	CENTRE- VAL DE LOIRE	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret
<b>Situation professionnelle</b>								
<b>Actifs</b>	<b>60,1</b>	<b>60,5</b>	<b>56,4</b>	<b>58,5</b>	<b>52,3</b>	<b>65,7</b>	<b>60,5</b>	<b>62,8</b>
Salariés en CDI <sup>a)</sup>	27,2	28,3	28,7	29,5	19,9	27,6	28,5	30,8
Salariés en CDD <sup>a)</sup>	4,5	3,9	4,1	4,4	3,2	4,2	3,2	4,0
Salariés intérimaires	2,1	2,3	2,3	2,2	1,7	2,6	2,4	2,1
Congé maternité	0,1	0,3	0,1	0,1	0,0	0,2	0,8	0,3
Professions libérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Artisans, commerçants	0,2	0,1	0,1	0,0	0,2	0,2	0,3	0,1
Chômeurs	26,0	25,6	21,1	22,3	27,3	30,8	25,4	25,5
<b>Inactifs</b>	<b>39,9</b>	<b>39,5</b>	<b>43,6</b>	<b>41,5</b>	<b>47,7</b>	<b>34,3</b>	<b>39,5</b>	<b>37,2</b>
Sans profession	12,9	11,8	15,5	16,7	12,6	7,7	8,0	10,9
Retraités	16,2	18,0	17,3	15,6	25,1	16,8	18,9	17,8
Élèves ou étudiants	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,6	0,3	0,2
Congé maladie longue durée	4,1	4,0	3,8	3,7	2,5	4,1	5,3	4,3
Congé parental	0,7	0,8	1,0	0,9	0,7	0,8	0,8	0,6
Invalides	5,7	4,7	5,7	4,4	6,5	4,4	6,3	3,3
<b>Professions et catégories socioprofessionnelles <sup>b)</sup></b>								
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,5	0,4	0,1	0,2	0,3	0,6	0,9	0,5
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,4	1,4	0,6	2,0	1,0	1,0	1,7	1,6
Professions intermédiaires	3,1	3,1	3,0	3,1	0,8	3,0	3,0	4,1
Employés	30,5	31,5	28,4	29,0	24,6	38,6	37,4	29,4
Ouvriers	21,5	24,5	26,5	20,9	16,1	24,7	25,7	28,4
Inactifs ayant déjà travaillé	14,7	16,9	16,9	14,2	24,3	16,0	16,5	16,7
Autres personnes sans activité professionnelle	28,3	22,2	24,4	30,5	32,8	16,1	14,9	19,3

a) CDI : contrat à durée indéterminée; CDD : contrat à durée déterminée.

b) Les chômeurs sont classés dans leur précédente catégorie socioprofessionnelle.

Source : Banque de France.

## Ressources, patrimoine et capacité de remboursement

(en % du nombre de situations de surendettement recevables, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

	FRANCE	CENTRE- VAL DE LOIRE	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret
<b>Structure des ressources <sup>a)</sup></b>								
Revenus d'activité	52,3	51,7	49,3	54,1	39,9	52,6	51,5	55,0
Pensions	20,7	22,2	22,2	20,5	31,0	20,8	23,1	21,0
Revenus du patrimoine	0,3	0,3	0,2	0,2	0,5	0,1	0,4	0,4
Prestations familiales et de logement	12,0	11,3	12,6	11,3	12,0	11,0	10,1	11,0
Minima sociaux	11,6	10,9	13,2	10,6	12,5	11,2	10,4	9,6
Autres ressources	3,1	3,6	2,5	3,4	4,2	4,3	4,7	3,1
<b>Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) <sup>b)</sup></b>								
Ressources (R) < 934 euros	39,0	37,4	40,4	41,8	36,5	37,2	32,2	35,8
934 euros ≤ R < 1 179 euros	22,4	22,3	19,5	22,4	25,8	23,1	25,6	20,5
1 179 euros ≤ R < 1 390 euros	13,8	14,6	14,6	12,6	16,3	14,2	14,4	15,5
1 390 euros ≤ R < 1 583 euros	9,4	9,7	10,1	8,0	8,9	9,9	12,1	9,6
1 583 euros ≤ R < 1 771 euros	6,1	6,7	5,9	5,5	4,7	7,5	6,8	8,1
1 771 euros ≤ R < 1 979 euros	3,8	4,0	4,5	4,3	2,9	3,2	4,4	4,7
1 979 euros ≤ R < 2 223 euros	2,5	2,7	2,5	2,6	2,3	2,7	2,2	3,1
2 223 euros ≤ R < 2 568 euros	1,7	1,6	1,9	1,8	1,6	1,0	1,8	1,7
2 568 euros ≤ R < 3 261 euros	0,9	0,7	0,4	0,7	0,4	0,9	0,4	1,0
R ≥ 3 261 euros	0,3	0,2	0,1	0,2	0,6	0,4	0,2	0,1
<b>Patrimoine immobilier et financier <sup>c)</sup></b>								
Patrimoine (P) < 2 000 euros	82,5	76,6	70,9	78,5	71,3	83,9	72,9	76,1
2 000 euros ≤ P < 10 000 euros	1,4	1,1	0,9	0,8	2,1	0,8	1,6	1,2
10 000 euros ≤ P < 50 000 euros	2,6	3,9	7,0	1,3	9,7	3,2	4,4	2,0
P ≥ 50 000 euros	13,5	18,4	21,3	19,4	17,0	12,1	21,1	20,7
<b>Capacité de remboursement <sup>d)</sup></b>								
Capacité de remboursement (CAR) < 0 euro	50,1	48,4	48,5	53,1	50,9	49,1	43,3	46,0
0 euro ≤ CAR < 450 euros	28,5	28,2	27,1	24,9	27,7	30,4	29,6	28,6
dont : 0 euro ≤ CAR < 100 euros	8,0	7,2	5,7	7,0	6,8	8,5	7,3	7,4
100 euros ≤ CAR < 250 euros	9,9	9,9	10,6	8,8	11,3	9,6	10,9	9,5
250 euros ≤ CAR < 450 euros	10,6	11,1	10,8	9,1	9,7	12,3	11,5	11,8
450 euros ≤ CAR < 800 euros	10,9	11,8	12,6	9,5	11,3	11,0	15,8	12,1
800 euros ≤ CAR < 1 500 euros	7,7	8,5	8,3	8,8	7,0	7,3	9,5	9,8
CAR ≥ 1 500 euros	2,7	3,0	3,6	3,7	3,1	2,3	1,8	3,5

a) Ressources prises en compte dans les situations de surendettement, en % du total des ressources.

b) Situations de surendettement recevables. Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

c) Patrimoine immobilier et financier des ménages surendettés.

d) Capacité de remboursement des ménages surendettés.

Source : Banque de France.

### 3. Caractéristiques de l'endettement

#### Caractéristiques de l'endettement au niveau régional

(encours des dettes en milliers d'euros, endettement médian en euros, part en %, nombre de situations et de dettes en unités)

	Encours des dettes	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian	Nb médian de dettes par situation
<b>Dettes financières</b>	<b>188 372</b>	<b>4 131</b>	<b>19 828</b>	<b>78,5</b>	<b>83,9</b>	<b>17 755</b>	<b>4,0</b>
Dettes immobilières	97 473	1 002	1 696	40,6	20,3	87 966	1,0
Dettes à la consommation	86 949	3 615	15 352	36,2	73,4	13 838	3,0
Microcrédit et prêts sur gage	22	8	11	0,0	0,2	2 555	1,0
Autres dettes bancaires (découverts et dépassements)	3 928	2 201	2 769	1,6	44,7	779	1,0
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>24 866</b>	<b>3 845</b>	<b>15 666</b>	<b>10,4</b>	<b>78,1</b>	<b>3 411</b>	<b>3,0</b>
Dettes de logement	11 300	2 218	2 812	4,7	45,0	2 766	1,0
Dettes d'énergie et de communication	4 376	2 696	5 825	1,8	54,7	1 096	2,0
Dettes de transport	13	48	52	0,0	1,0	75	1,0
Dettes d'assurance/de mutuelle	1 129	1 380	2 260	0,5	28,0	499	1,0
Dettes de santé/d'éducation	1 240	1 261	2 079	0,5	25,6	384	1,0
Dettes alimentaires	396	127	147	0,2	2,6	1 634	1,0
Dettes fiscales	6 412	1 641	2 491	2,7	33,3	979	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>26 751</b>	<b>2 612</b>	<b>5 536</b>	<b>11,1</b>	<b>53,0</b>	<b>1 750</b>	<b>2,0</b>
Dettes diverses	17 676	1 499	2 597	7,4	30,4	1 333	1,0
Dettes sociales	5 553	1 353	1 738	2,3	27,5	1 097	1,0
Dettes professionnelles	745	35	48	0,3	0,7	5 870	1,0
Dettes pénales et réparations pécuniaires	2 777	805	1 153	1,2	16,3	700	1,0
<b>Endettement (hors dettes immobilières)</b>	<b>142 516</b>	<b>4 889</b>	<b>39 334</b>	<b>59,4</b>	<b>99,2</b>	<b>16 157</b>	<b>6,0</b>
Dettes éligibles au traitement du surendettement	235 219	4 924	39 551	98,0	100,0	19 446	7,0
<b>Endettement global</b>	<b>239 989</b>	<b>4 926</b>	<b>41 030</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>20 285</b>	<b>7,0</b>

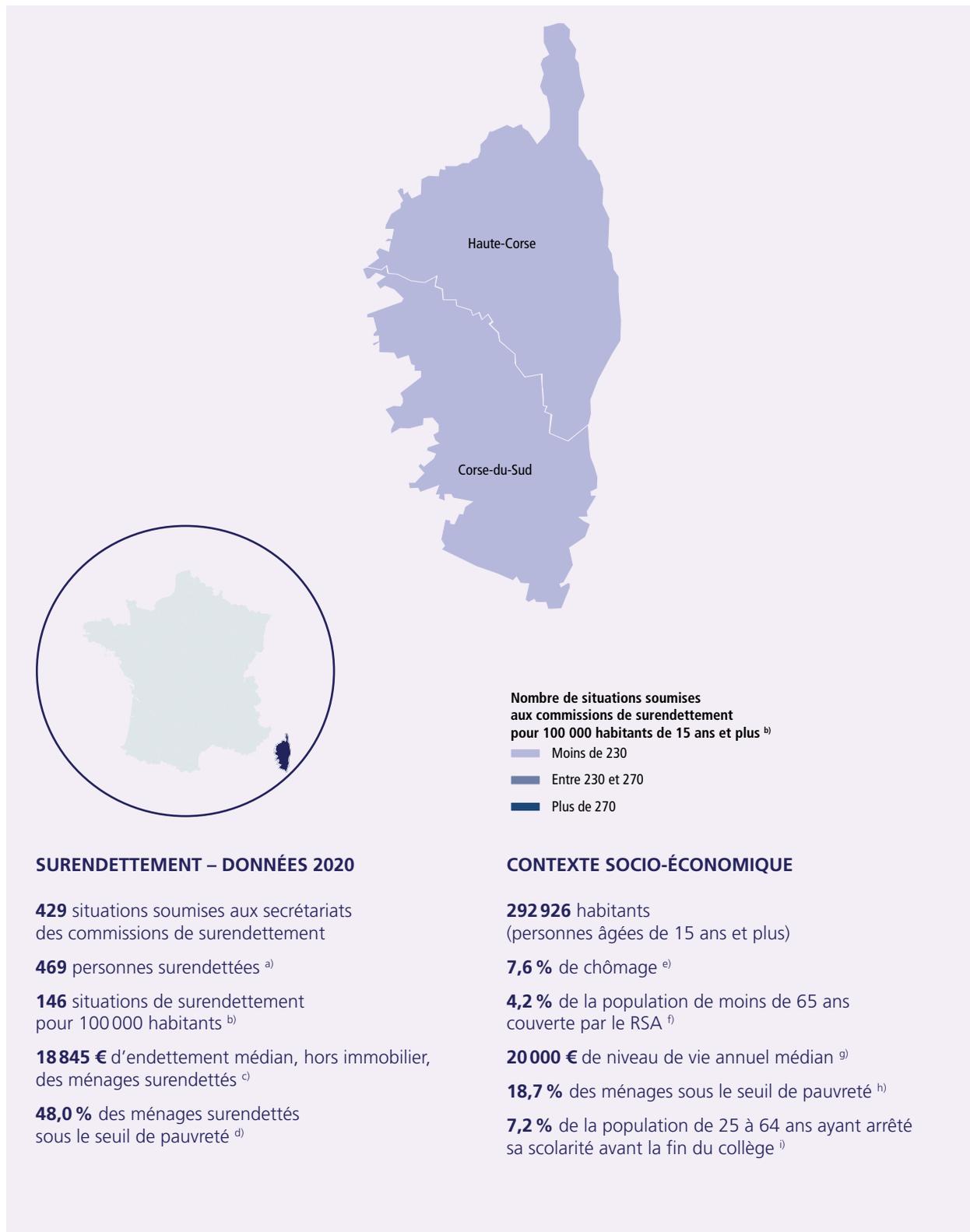
Note : Tableau détaillé disponible à l'adresse Internet

<https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement>

Source : Banque de France.



# RÉGION CORSE



## SURENDETTEMENT – DONNÉES 2020

**429** situations soumises aux secrétariats des commissions de surendettement

**469** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**146** situations de surendettement pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**18 845 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**48,0 %** des ménages surendettés sous le seuil de pauvreté <sup>d)</sup>

## CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

**292 926** habitants (personnes âgées de 15 ans et plus)

**7,6 %** de chômage <sup>e)</sup>

**4,2 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**20 000 €** de niveau de vie annuel médian <sup>g)</sup>

**18,7 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

**7,2 %** de la population de 25 à 64 ans ayant arrêté sa scolarité avant la fin du collège <sup>i)</sup>



## CORSE-DU-SUD

**236** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**259** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**171** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**18 335 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,3 %** de chômage <sup>e)</sup>

**3,3 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**16,5 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## HAUTE-CORSE

**193** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**210** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**125** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**19 645 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,9 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,0 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**20,6 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

# 1. Ménages surendettés et effacements de dettes

## Ménages selon la structure familiale (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020		Population française <sup>b)</sup> 2017	
	France	Région	France	Région
Hommes seuls	27,5	30,3	15,7	14,3
Femmes seules	22,1	27,3	20,7	17,9
Couples sans enfant	10,5	8,8	26,4	26,3
Familles monoparentales	20,4	20,8	9,4	11,9
<i>dont : hommes seuls avec enfant(s)</i>	2,1	2,5	1,7	2,4
<i>femmes seules avec enfant(s)</i>	18,3	18,3	7,7	9,5
Couples avec enfant(s)	17,5	11,5	25,7	26,0
Autres ménages sans famille <sup>c)</sup>	2,1	1,5	2,1	3,6

a) Situations de surendettement recevables.

b) Champ : France métropolitaine, population des ménages.

c) Cette catégorie correspond aux ménages composés de plus d'une personne et ne comprenant pas de famille, par exemple des colocataires. Elle exclut donc les couples, avec ou sans enfant(s), et les familles monoparentales.

Sources : Banque de France ; Insee, recensement de la population 2017.

## Effacements de dettes en 2020

### a) Situations en fin de procédure de surendettement (nombre en unités, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Nombre	Part	Nombre	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>118 376</b>	<b>100,0</b>	<b>446</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	48 002	40,6	192	43,0
<i>mesures avec effacement partiel<sup>c)</sup></i>	22 157	18,7	93	20,9
<i>autres situations closes<sup>d)</sup></i>	48 217	40,7	161	36,1

a) Hors dossiers clos avant examen de recevabilité, ainsi qu'après décision ou jugement d'irrecevabilité.

b) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

c) Mesures imposées avec effacement.

d) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire, clôtures acceptées par la commission.

### b) Effacements de dettes (montant en millions d'euros, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Montant	Part	Montant	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>5 529</b>	<b>100,0</b>	<b>22</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	1 014	18,3	5	21,1
<i>dont dettes éligibles</i>	953	17,2	5	20,7
<i>mesures avec effacement partiel – montant effacé</i>	533	9,6	3	15,2
<i>autres situations closes<sup>c)</sup></i>	3 450	62,4	11	50,3
<b>Montant total effacé<sup>d)</sup></b>	<b>1 485</b>	<b>26,9</b>	<b>8</b>	<b>35,9</b>

a) et b) Cf. renvois du tableau précédent.

c) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

d) Le montant total effacé est égal à la somme des postes « dettes éligibles » et « mesures avec effacement partiel – montant effacé ».

### c) Effacement moyen de dettes (en euros)

	Ménages surendettés France	Ménages surendettés région
Mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>a)</sup>	19 851	23 829
Mesures avec effacement partiel	24 037	36 182
<b>Montant moyen effacé<sup>b)</sup></b>	<b>21 173</b>	<b>27 860</b>

a) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

b) L'effacement moyen de dette est égal au montant total de dettes effacées en 2020 (tableau b), rapporté au nombre de situations de surendettement closes en 2020 et ayant bénéficié d'un effacement partiel ou total de leurs dettes (tableau a).

Source : Banque de France.

## 2. Caractéristiques des personnes et ménages surendettés

**Profil sociodémographique** (en % du nombre de situations de surendettement recevables ou de personnes surendettées)

	FRANCE	CORSE	Corse-du-Sud	Haute-Corse
<b>Statut conjugal <sup>a)</sup></b>				
Couples (mariés, pacsés, en union libre)	46,6	36,0	36,6	35,3
Divorcés/séparés	27,7	29,2	26,9	32,1
Célibataires	20,9	29,4	31,0	27,6
Veufs(ves)	4,8	5,3	5,6	5,0
<b>Nombre de personnes à charge <sup>b)</sup></b>				
0	59,3	65,3	65,3	65,4
1	17,2	18,2	18,3	18,1
2	13,4	11,5	11,9	11,0
3	6,6	2,5	1,8	3,3
4 et plus	3,5	2,5	2,7	2,2
<b>Répartition par sexe et par âge <sup>c)</sup></b>				
<b>Hommes</b>				
De 18 à 24 ans	1,1	1,3	1,9	0,5
De 25 à 34 ans	7,0	4,1	3,5	4,8
De 35 à 44 ans	11,0	9,6	8,9	10,5
De 45 à 54 ans	12,2	12,8	12,7	12,9
De 55 à 64 ans	8,8	10,0	12,7	6,7
De 65 à 74 ans	4,6	6,2	5,0	7,6
75 ans et plus	1,5	1,3	1,5	1,0
<b>Femmes</b>				
De 18 à 24 ans	1,7	1,3	0,8	1,9
De 25 à 34 ans	9,9	8,7	9,7	7,6
De 35 à 44 ans	12,6	12,2	13,5	10,5
De 45 à 54 ans	13,6	11,1	9,3	13,3
De 55 à 64 ans	8,9	10,0	10,4	9,5
De 65 à 74 ans	5,1	9,4	7,7	11,4
75 ans et plus	2,0	2,1	2,3	1,9

a) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et conjoints éventuels (codébiteurs ou non).

b) En % du nombre de situations de surendettement recevables.

c) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus (débiteurs et codébiteurs).

Source : Banque de France.

**Situation au regard du logement <sup>a)</sup>** (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	FRANCE	CORSE	Corse-du-Sud	Haute-Corse
Locataires	74,4	71,8	68,9	75,3
Propriétaires accédants	8,0	4,0	3,2	4,9
Propriétaires	3,5	6,7	6,4	7,1
Hébergés et occupants à titre gratuit	11,5	15,2	17,8	12,1
Autres cas <sup>b)</sup>	2,7	2,2	3,7	0,5

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur.

b) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, marinières, sans-abris).

Source : Banque de France.

**Caractéristiques professionnelles** (en % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	FRANCE	CORSE	Corse-du-Sud	Haute-Corse
<b>Situation professionnelle</b>				
<b>Actifs</b>	<b>60,1</b>	<b>50,3</b>	<b>52,9</b>	<b>47,1</b>
Salariés en CDI <sup>a)</sup>	27,2	28,6	30,5	26,2
Salariés en CDD <sup>a)</sup>	4,5	4,7	5,0	4,3
Salariés intérimaires	2,1	0,4	0,4	0,5
Congé maternité	0,1	0,0	0,0	0,0
Professions libérales	0,0	0,2	0,4	0,0
Artisans, commerçants	0,2	0,0	0,0	0,0
Chômeurs	26,0	16,4	16,6	16,2
<b>Inactifs</b>	<b>39,9</b>	<b>49,7</b>	<b>47,1</b>	<b>52,9</b>
Sans profession	12,9	14,1	13,9	14,3
Retraités	16,2	22,4	20,5	24,8
Élèves ou étudiants	0,3	0,4	0,4	0,5
Congé maladie longue durée	4,1	4,7	4,2	5,2
Congé parental	0,7	0,0	0,0	0,0
Invalides	5,7	8,1	8,1	8,1
<b>Professions et catégories socioprofessionnelles <sup>b)</sup></b>				
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,5	1,3	1,5	1,0
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,4	2,3	1,2	3,8
Professions intermédiaires	3,1	1,5	1,5	1,4
Employés	30,5	49,5	53,3	44,8
Ouvriers	21,5	10,0	10,4	9,5
Inactifs ayant déjà travaillé	14,7	13,2	11,6	15,2
Autres personnes sans activité professionnelle	28,3	22,2	20,5	24,3

a) CDI : contrat à durée indéterminée; CDD : contrat à durée déterminée.

b) Les chômeurs sont classés dans leur précédente catégorie socioprofessionnelle.

Source : Banque de France.

## Ressources, patrimoine et capacité de remboursement

(en % du nombre de situations de surendettement recevables, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

	FRANCE	CORSE	Corse-du-Sud	Haute-Corse
<b>Structure des ressources <sup>a)</sup></b>				
Revenus d'activité	52,3	49,6	51,0	47,8
Pensions	20,7	26,5	25,0	28,4
Revenus du patrimoine	0,3	0,2	0,2	0,2
Prestations familiales et de logement	12,0	9,3	8,7	9,9
Minima sociaux	11,6	11,5	11,7	11,2
Autres ressources	3,1	3,0	3,4	2,5
<b>Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) <sup>b)</sup></b>				
Ressources (R) < 934 euros	39,0	31,3	32,1	30,2
934 euros ≤ R < 1 179 euros	22,4	22,0	19,3	25,3
1 179 euros ≤ R < 1 390 euros	13,8	13,8	14,7	12,6
1 390 euros ≤ R < 1 583 euros	9,4	9,5	12,8	5,5
1 583 euros ≤ R < 1 771 euros	6,1	8,3	7,3	9,3
1 771 euros ≤ R < 1 979 euros	3,8	6,3	5,0	7,7
1 979 euros ≤ R < 2 223 euros	2,5	2,8	1,8	3,8
2 223 euros ≤ R < 2 568 euros	1,7	3,5	2,8	4,4
2 568 euros ≤ R < 3 261 euros	0,9	1,8	2,3	1,1
R ≥ 3 261 euros	0,3	1,0	1,8	0,0
<b>Patrimoine immobilier et financier <sup>c)</sup></b>				
Patrimoine (P) < 2 000 euros	82,5	85,3	88,1	81,9
2 000 euros ≤ P < 10 000 euros	1,4	1,0	0,5	1,6
10 000 euros ≤ P < 50 000 euros	2,6	1,0	0,9	1,1
P ≥ 50 000 euros	13,5	12,7	10,5	15,4
<b>Capacité de remboursement <sup>d)</sup></b>				
Capacité de remboursement (CAR) < 0 euro	50,1	47,1	47,0	47,3
0 euro ≤ CAR < 450 euros	28,5	25,7	26,5	24,7
<i>dont : 0 euro ≤ CAR &lt; 100 euros</i>	<i>8,0</i>	<i>7,2</i>	<i>8,2</i>	<i>6,0</i>
<i>100 euros ≤ CAR &lt; 250 euros</i>	<i>9,9</i>	<i>10,0</i>	<i>9,6</i>	<i>10,4</i>
<i>250 euros ≤ CAR &lt; 450 euros</i>	<i>10,6</i>	<i>8,5</i>	<i>8,7</i>	<i>8,2</i>
450 euros ≤ CAR < 800 euros	10,9	13,0	11,0	15,4
800 euros ≤ CAR < 1 500 euros	7,7	11,2	12,3	9,9
CAR ≥ 1 500 euros	2,7	3,0	3,2	2,7

a) Ressources prises en compte dans les situations de surendettement, en % du total des ressources.

b) Situations de surendettement recevables. Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

c) Patrimoine immobilier et financier des ménages surendettés.

d) Capacité de remboursement des ménages surendettés.

Source : Banque de France.

### 3. Caractéristiques de l'endettement

#### Caractéristiques de l'endettement au niveau régional

(encours des dettes en milliers d'euros, endettement médian en euros, part en %, nombre de situations et de dettes en unités)

	Encours des dettes	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian	Nb médian de dettes par situation
<b>Dettes financières</b>	<b>13 468</b>	<b>329</b>	<b>1 536</b>	<b>69,4</b>	<b>82,5</b>	<b>17 878</b>	<b>4,0</b>
Dettes immobilières	4 339	40	69	22,4	10,0	87 055	2,0
Dettes à la consommation	8 717	288	1 219	44,9	72,2	16 913	3,0
Microcrédit et prêts sur gage	0	0	0	0,0	0,0	0	0,0
Autres dettes bancaires (découverts et dépassements)	412	196	248	2,1	49,1	1 023	1,0
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>2 216</b>	<b>306</b>	<b>997</b>	<b>11,4</b>	<b>76,7</b>	<b>4 225</b>	<b>3,0</b>
Dettes de logement	1 058	178	191	5,5	44,6	3 801	1,0
Dettes d'énergie et de communication	384	204	382	2,0	51,2	1 329	2,0
Dettes de transport	0	0	0	0,0	0,0	0	0,0
Dettes d'assurance/de mutuelle	91	93	138	0,5	23,3	499	1,0
Dettes de santé/d'éducation	80	69	87	0,4	17,3	314	1,0
Dettes alimentaires	16	4	4	0,1	1,0	4 269	1,0
Dettes fiscales	587	142	195	3,0	35,6	1 334	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>3 716</b>	<b>164</b>	<b>321</b>	<b>19,2</b>	<b>41,1</b>	<b>1 816</b>	<b>1,0</b>
Dettes diverses	2 987	87	160	15,4	21,8	1 552	1,0
Dettes sociales	294	73	92	1,5	18,3	1 616	1,0
Dettes professionnelles	103	7	8	0,5	1,8	12 390	1,0
Dettes pénales et réparations pécuniaires	332	45	61	1,7	11,3	791	1,0
<b>Endettement (hors dettes immobilières)</b>	<b>15 062</b>	<b>399</b>	<b>2 785</b>	<b>77,6</b>	<b>100,0</b>	<b>18 845</b>	<b>6,0</b>
Dettes éligibles au traitement du surendettement	18 914	399	2 776	97,5	100,0	19 643	6,0
<b>Endettement global</b>	<b>19 401</b>	<b>399</b>	<b>2 854</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>20 844</b>	<b>6,0</b>

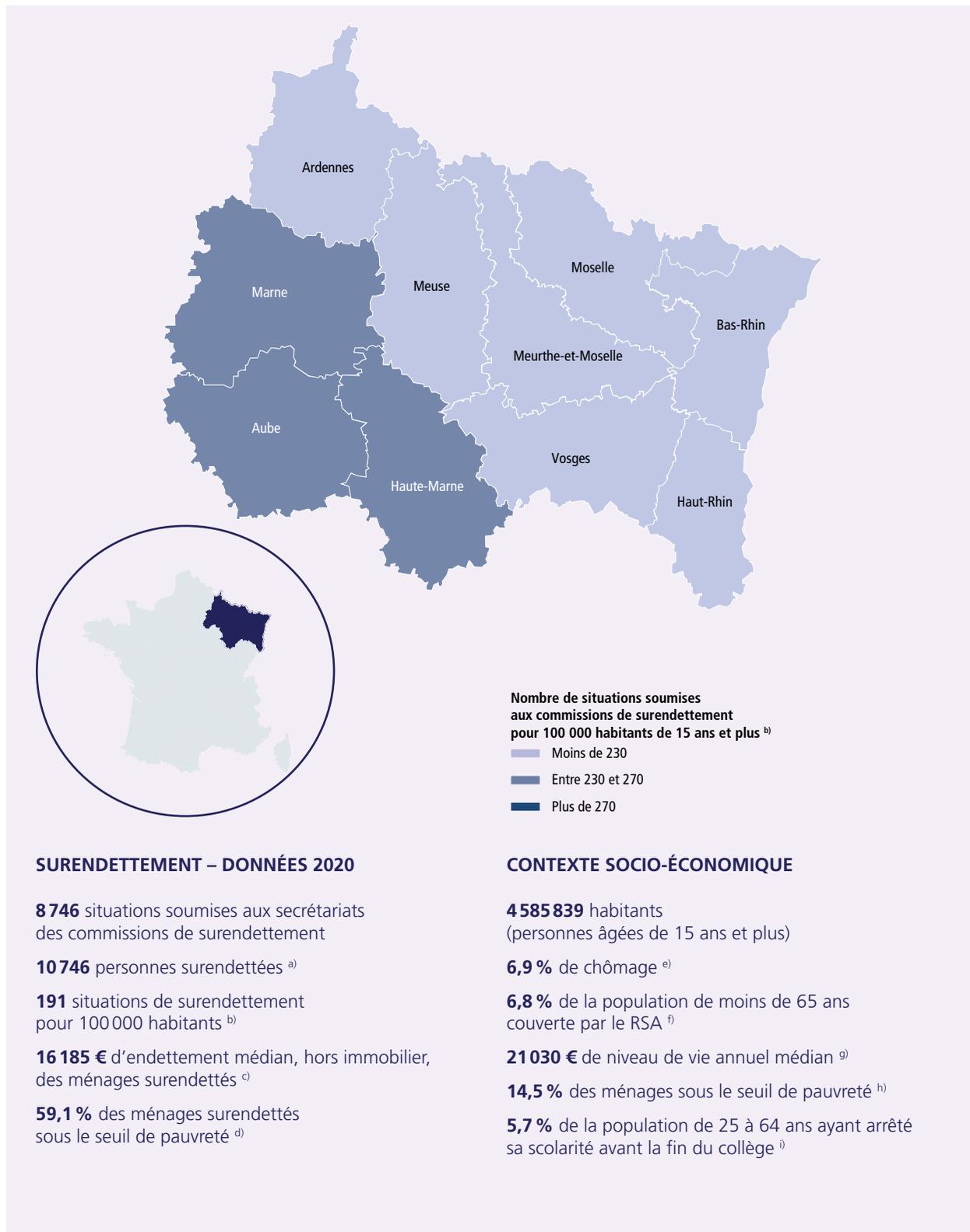
Note : Tableau détaillé disponible à l'adresse Internet

<https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement>

Source : Banque de France.



# RÉGION GRAND EST



## SURENDETTEMENT – DONNÉES 2020

**8 746** situations soumises aux secrétariats des commissions de surendettement

**10 746** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**191** situations de surendettement pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**16 185 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**59,1 %** des ménages surendettés sous le seuil de pauvreté <sup>d)</sup>

## CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

**4 585 839** habitants (personnes âgées de 15 ans et plus)

**6,9 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,8 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**21 030 €** de niveau de vie annuel médian <sup>g)</sup>

**14,5 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

**5,7 %** de la population de 25 à 64 ans ayant arrêté sa scolarité avant la fin du collège <sup>i)</sup>



## ARDENNES

**503** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**582** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**228** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**14 924 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**8,7 %** de chômage <sup>e)</sup>

**10,4 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**18,9 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## HAUT-RHIN

**1 164** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 491** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**185** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**17 085 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,1 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,3 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**12,9 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## AUBE

**590** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**718** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**232** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**16 350 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**8,8 %** de chômage <sup>e)</sup>

**8,4 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**16,3 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## HAUTE-MARNE

**374** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**449** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**261** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**14 266 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,3 %** de chômage <sup>e)</sup>

**7,1 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**15,1 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## BAS-RHIN

**1 413** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 717** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**150** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**17 058 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,1 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,1 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**13,0 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## MARNE

**1 122** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 295** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**241** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**13 964 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,6 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,8 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**14,4 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## MEURTHE-ET-MOSELLE

**1 328** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 598** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**218** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**17 529 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,7 %** de chômage <sup>e)</sup>

**7,5 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**14,7 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## VOSGES

**696** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**849** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**230** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**14 072 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,6 %** de chômage <sup>e)</sup>

**7,9 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**15,4 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## MEUSE

**320** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**396** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**211** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**17 216 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,5 %** de chômage <sup>e)</sup>

**7,1 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**15,1 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## MOSELLE

**1 236** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 651** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**143** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**17 012 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,0 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,5 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**14,9 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

# 1. Ménages surendettés et effacements de dettes

## Ménages selon la structure familiale (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020		Population française <sup>b)</sup> 2017	
	France	Région	France	Région
Hommes seuls	27,5	27,4	15,7	15,5
Femmes seules	22,1	20,9	20,7	19,9
Couples sans enfant	10,5	10,9	26,4	27,6
Familles monoparentales	20,4	20,5	9,4	9,2
<i>dont : hommes seuls avec enfant(s)</i>	2,1	2,5	1,7	1,7
<i>femmes seules avec enfant(s)</i>	18,3	18,0	7,7	7,5
Couples avec enfant(s)	17,5	18,2	25,7	25,9
Autres ménages sans famille <sup>c)</sup>	2,1	2,1	2,1	1,8

a) Situations de surendettement recevables.

b) Champ : France métropolitaine, population des ménages.

c) Cette catégorie correspond aux ménages composés de plus d'une personne et ne comprenant pas de famille, par exemple des colocataires. Elle exclut donc les couples, avec ou sans enfant(s), et les familles monoparentales.

Sources : Banque de France ; Insee, recensement de la population 2017.

## Effacements de dettes en 2020

### a) Situations en fin de procédure de surendettement (nombre en unités, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Nombre	Part	Nombre	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>118 376</b>	<b>100,0</b>	<b>10 027</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	48 002	40,6	4 274	42,6
<i>mesures avec effacement partiel<sup>c)</sup></i>	22 157	18,7	1 829	18,2
<i>autres situations closes<sup>d)</sup></i>	48 217	40,7	3 924	39,1

a) Hors dossiers clos avant examen de recevabilité, ainsi qu'après décision ou jugement d'irrecevabilité.

b) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

c) Mesures imposées avec effacement.

d) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire, clôtures acceptées par la commission.

### b) Effacements de dettes (montant en millions d'euros, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Montant	Part	Montant	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>5 529</b>	<b>100,0</b>	<b>444</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	1 014	18,3	82	18,5
<i>dont dettes éligibles</i>	953	17,2	77	17,4
<i>mesures avec effacement partiel – montant effacé</i>	533	9,6	41	9,2
<i>autres situations closes<sup>c)</sup></i>	3 450	62,4	274	61,7
<b>Montant total effacé<sup>d)</sup></b>	<b>1 485</b>	<b>26,9</b>	<b>118</b>	<b>26,6</b>

a) et b) Cf. renvois du tableau précédent.

c) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

d) Le montant total effacé est égal à la somme des postes « dettes éligibles » et « mesures avec effacement partiel – montant effacé ».

### c) Effacement moyen de dettes (en euros)

	Ménages surendettés France	Ménages surendettés région
Mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>a)</sup>	19 851	18 036
Mesures avec effacement partiel	24 037	22 363
<b>Montant moyen effacé<sup>b)</sup></b>	<b>21 173</b>	<b>19 333</b>

a) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

b) L'effacement moyen de dette est égal au montant total de dettes effacées en 2020 (tableau b), rapporté au nombre de situations de surendettement closes en 2020 et ayant bénéficié d'un effacement partiel ou total de leurs dettes (tableau a).

Source : Banque de France.

## 2. Caractéristiques des personnes et ménages surendettés

**Profil sociodémographique** (tableau 1/2) (en % du nombre de situations de surendettement recevables ou de personnes surendettées)

	FRANCE	GRAND EST	Ardennes	Aube	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Haute-Marne
<b>Statut conjugal<sup>a)</sup></b>							
Couples (mariés, pacsés, en union libre)	46,6	48,2	52,1	51,6	45,4	48,4	48,0
Divorcés/séparés	27,7	27,4	25,7	23,7	29,4	29,3	23,4
Célibataires	20,9	19,9	18,6	20,3	20,6	18,4	23,0
Veufs(ves)	4,8	4,5	3,6	4,4	4,5	3,9	5,6
<b>Nombre de personnes à charge<sup>b)</sup></b>							
0	59,3	58,4	58,0	56,0	58,5	57,1	56,8
1	17,2	18,0	18,3	18,3	17,0	19,4	20,9
2	13,4	14,0	13,6	15,0	14,4	14,6	11,1
3	6,6	6,4	6,0	6,8	6,3	6,1	6,8
4 et plus	3,5	3,2	4,1	3,9	3,8	2,9	4,3
<b>Répartition par sexe et par âge<sup>c)</sup></b>							
<b>Hommes</b>							
De 18 à 24 ans	1,1	1,1	1,4	1,4	0,7	1,1	1,3
De 25 à 34 ans	7,0	7,9	8,1	7,7	8,9	8,7	8,2
De 35 à 44 ans	11,0	10,9	9,8	10,9	11,4	11,3	12,7
De 45 à 54 ans	12,2	12,7	12,0	11,8	12,6	11,4	10,7
De 55 à 64 ans	8,8	8,5	10,5	7,7	8,8	9,3	9,6
De 65 à 74 ans	4,6	4,7	4,0	5,6	4,4	5,7	4,0
75 ans et plus	1,5	1,3	0,9	1,7	1,7	1,1	1,6
<b>Femmes</b>							
De 18 à 24 ans	1,7	1,8	1,7	1,7	1,4	1,6	3,6
De 25 à 34 ans	9,9	10,0	9,6	12,0	9,0	9,6	11,8
De 35 à 44 ans	12,6	12,6	11,7	11,7	13,9	13,3	11,4
De 45 à 54 ans	13,6	13,9	15,5	11,7	13,6	12,9	11,8
De 55 à 64 ans	8,9	8,6	9,1	9,7	7,3	8,9	6,2
De 65 à 74 ans	5,1	4,5	4,8	3,9	5,0	3,6	4,5
75 ans et plus	2,0	1,6	1,0	2,6	1,3	1,5	2,7

a) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et conjoints éventuels (codébiteurs ou non).

b) En % du nombre de situations de surendettement recevables.

c) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus (débiteurs et codébiteurs).

Source : Banque de France.

**Situation au regard du logement<sup>a)</sup>** (tableau 1/2) (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	FRANCE	GRAND EST	Ardennes	Aube	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Haute-Marne
Locataires	74,4	74,9	70,6	73,0	76,9	75,5	67,1
Propriétaires accédants	8,0	8,6	12,8	12,1	5,3	9,0	12,8
Propriétaires	3,5	3,1	4,7	3,9	2,4	2,1	6,0
Hébergés et occupants à titre gratuit	11,5	11,4	10,7	8,2	13,0	11,4	12,5
Autres cas <sup>b)</sup>	2,7	2,0	1,3	2,7	2,3	2,0	1,6

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur.

b) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, marinières, sans-abris).

Source : Banque de France.

**Profil sociodémographique (tableau 2/2)** (en % du nombre de situations de surendettement recevables ou de personnes surendettées)

	FRANCE	GRAND EST	Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Vosges
<b>Statut conjugal <sup>a)</sup></b>							
Couples (mariés, pacsés, en union libre)	46,6	48,2	48,4	45,6	51,9	49,4	48,0
Divorcés/séparés	27,7	27,4	27,2	29,3	22,6	26,3	27,6
Célibataires	20,9	19,9	19,6	21,2	19,1	19,6	18,7
Veufs(ves)	4,8	4,5	4,8	3,9	6,4	4,7	5,7
<b>Nombre de personnes à charge <sup>b)</sup></b>							
0	59,3	58,4	58,3	58,8	60,8	59,6	59,3
1	17,2	18,0	18,2	19,1	18,2	16,4	16,6
2	13,4	14,0	14,4	13,4	14,3	13,7	14,0
3	6,6	6,4	6,2	6,3	3,8	7,1	7,2
4 et plus	3,5	3,2	2,8	2,5	2,9	3,2	2,7
<b>Répartition par sexe et par âge <sup>c)</sup></b>							
<b>Hommes</b>							
De 18 à 24 ans	1,1	1,1	1,3	0,9	1,3	0,9	0,9
De 25 à 34 ans	7,0	7,9	7,0	7,8	6,3	7,6	6,9
De 35 à 44 ans	11,0	10,9	11,4	10,4	13,1	10,6	8,4
De 45 à 54 ans	12,2	12,7	11,6	13,3	13,4	14,2	14,5
De 55 à 64 ans	8,8	8,5	7,6	8,1	7,3	8,7	8,0
De 65 à 74 ans	4,6	4,7	4,7	3,4	6,8	4,8	5,5
75 ans et plus	1,5	1,3	1,2	1,1	1,0	1,1	1,3
<b>Femmes</b>							
De 18 à 24 ans	1,7	1,8	2,5	1,3	1,3	1,4	2,7
De 25 à 34 ans	9,9	10,0	10,7	11,5	8,3	9,0	9,7
De 35 à 44 ans	12,6	12,6	12,3	11,7	13,6	13,0	11,8
De 45 à 54 ans	13,6	13,9	14,1	15,9	11,6	14,1	14,6
De 55 à 64 ans	8,9	8,6	9,3	8,9	10,1	8,8	8,2
De 65 à 74 ans	5,1	4,5	5,0	3,8	3,8	4,6	5,5
75 ans et plus	2,0	1,6	1,5	1,8	2,0	1,2	1,9

a) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et conjoints éventuels (codébiteurs ou non).

b) En % du nombre de situations de surendettement recevables.

c) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus (débiteurs et codébiteurs).

Source : Banque de France.

**Situation au regard du logement <sup>a)</sup>** (tableau 2/2) (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	FRANCE	GRAND EST	Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Vosges
Locataires	74,4	74,9	79,9	76,4	66,2	73,7	73,4
Propriétaires accédants	8,0	8,6	6,1	7,9	13,4	8,2	10,4
Propriétaires	3,5	3,1	2,3	3,0	6,7	2,6	4,2
Hébergés et occupants à titre gratuit	11,5	11,4	9,5	11,4	10,5	13,7	10,1
Autres cas <sup>b)</sup>	2,7	2,0	2,3	1,3	3,2	1,9	1,9

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur.

b) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, marinières, sans-abris).

Source : Banque de France.

**Caractéristiques professionnelles** (tableau 1/2) (en % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	FRANCE	GRAND EST	Ardennes	Aube	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Haute-Marne
<b>Situation professionnelle</b>							
<b>Actifs</b>	<b>60,1</b>	<b>62,1</b>	<b>63,1</b>	<b>59,7</b>	<b>63,5</b>	<b>65,3</b>	<b>56,6</b>
Salariés en CDI <sup>a)</sup>	27,2	26,5	27,3	24,9	28,9	27,0	22,9
Salariés en CDD <sup>a)</sup>	4,5	4,2	4,6	4,5	3,8	4,4	6,0
Salariés intérimaires	2,1	2,2	2,1	2,2	2,1	2,2	2,0
Congé maternité	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0
Professions libérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Artisans, commerçants	0,2	0,1	0,2	0,0	0,1	0,1	0,7
Chômeurs	26,0	29,0	28,9	28,0	28,4	31,5	24,9
<b>Inactifs</b>	<b>39,9</b>	<b>37,9</b>	<b>36,9</b>	<b>40,3</b>	<b>36,5</b>	<b>34,7</b>	<b>43,4</b>
Sans profession	12,9	13,3	15,5	15,2	10,1	10,1	17,4
Retraités	16,2	14,9	13,1	16,9	15,0	14,3	16,7
Élèves ou étudiants	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,4
Congé maladie longue durée	4,1	3,8	3,8	2,2	4,8	4,8	2,4
Congé parental	0,7	0,6	0,3	1,0	0,7	0,7	0,7
Invalides	5,7	5,0	4,0	4,7	5,6	4,5	5,8
<b>Professions et catégories socioprofessionnelles <sup>b)</sup></b>							
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,5	0,5	0,3	0,1	0,1	0,3	2,0
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,4	1,0	1,7	1,5	1,2	0,9	0,4
Professions intermédiaires	3,1	2,6	0,5	4,5	1,3	1,3	2,2
Employés	30,5	29,5	29,9	21,9	35,2	26,0	24,5
Ouvriers	21,5	24,5	24,7	26,3	17,5	22,1	28,7
Inactifs ayant déjà travaillé	14,7	13,4	11,7	16,2	13,6	13,2	15,1
Autres personnes sans activité professionnelle	28,3	28,5	31,1	29,5	31,2	36,2	26,9

a) CDI : contrat à durée indéterminée; CDD : contrat à durée déterminée.

b) Les chômeurs sont classés dans leur précédente catégorie socioprofessionnelle.

Source : Banque de France.

**Caractéristiques professionnelles** (tableau 2/2) (en % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	FRANCE	GRAND EST	Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Vosges
<b>Situation professionnelle</b>							
<b>Actifs</b>	<b>60,1</b>	<b>62,1</b>	<b>61,7</b>	<b>67,0</b>	<b>53,8</b>	<b>57,0</b>	<b>63,4</b>
Salariés en CDI <sup>a)</sup>	27,2	26,5	25,7	27,4	26,0	25,9	23,9
Salariés en CDD <sup>a)</sup>	4,5	4,2	4,6	4,3	3,3	3,7	4,2
Salariés intérimaires	2,1	2,2	2,2	1,9	1,5	2,4	2,6
Congé maternité	0,1	0,1	0,2	0,2	0,0	0,1	0,2
Professions libérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Artisans, commerçants	0,2	0,1	0,2	0,0	0,3	0,2	0,0
Chômeurs	26,0	29,0	28,8	33,2	22,7	24,7	32,4
<b>Inactifs</b>	<b>39,9</b>	<b>37,9</b>	<b>38,3</b>	<b>33,0</b>	<b>46,2</b>	<b>43,0</b>	<b>36,6</b>
Sans profession	12,9	13,3	13,8	9,7	20,2	19,3	11,2
Retraités	16,2	14,9	15,2	13,4	16,4	13,9	17,7
Élèves ou étudiants	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,1
Congé maladie longue durée	4,1	3,8	3,1	4,5	4,8	3,0	2,4
Congé parental	0,7	0,6	0,7	0,6	0,3	0,7	0,4
Invalides	5,7	5,0	5,3	4,4	4,3	5,7	4,9
<b>Professions et catégories socioprofessionnelles <sup>b)</sup></b>							
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,5	0,5	0,5	0,4	0,8	0,6	0,9
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,4	1,0	1,4	0,9	0,0	1,0	0,4
Professions intermédiaires	3,1	2,6	2,9	3,4	3,5	2,8	4,1
Employés	30,5	29,5	27,4	36,0	25,5	27,0	31,2
Ouvriers	21,5	24,5	22,2	30,3	25,8	24,8	29,9
Inactifs ayant déjà travaillé	14,7	13,4	14,4	11,0	15,2	12,9	14,4
Autres personnes sans activité professionnelle	28,3	28,5	31,2	17,9	29,3	30,9	19,1

a) CDI : contrat à durée indéterminée ; CDD : contrat à durée déterminée.

b) Les chômeurs sont classés dans leur précédente catégorie socioprofessionnelle.

Source : Banque de France.

## Ressources, patrimoine et capacité de remboursement (tableau 1/2)

(en % du nombre de situations de surendettement recevables, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

	FRANCE	GRAND EST	Ardennes	Aube	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Haute-Marne
<b>Structure des ressources <sup>a)</sup></b>							
Revenus d'activité	52,3	52,3	52,5	47,5	54,1	54,4	47,6
Pensions	20,7	19,7	17,9	22,1	20,3	19,1	21,7
Revenus du patrimoine	0,3	0,2	0,3	0,1	0,3	0,4	1,0
Prestations familiales et de logement	12,0	12,7	12,4	13,9	12,1	11,8	13,5
Minima sociaux	11,6	12,5	13,9	13,5	11,0	11,7	14,3
Autres ressources	3,1	2,5	3,0	2,9	2,3	2,7	2,0
<b>Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) <sup>b)</sup></b>							
Ressources (R) < 934 euros	39,0	41,3	42,4	40,9	39,5	41,4	43,8
934 euros ≤ R < 1 179 euros	22,4	22,3	22,4	23,1	23,9	21,3	20,5
1 179 euros ≤ R < 1 390 euros	13,8	13,0	13,5	12,4	12,2	12,0	14,2
1 390 euros ≤ R < 1 583 euros	9,4	9,3	8,6	9,7	9,3	10,1	9,6
1 583 euros ≤ R < 1 771 euros	6,1	6,0	4,7	6,7	6,4	6,1	4,1
1 771 euros ≤ R < 1 979 euros	3,8	3,2	2,4	2,1	4,3	3,3	3,6
1 979 euros ≤ R < 2 223 euros	2,5	2,2	3,0	1,9	2,2	2,2	2,2
2 223 euros ≤ R < 2 568 euros	1,7	1,5	1,5	2,2	1,3	1,6	1,6
2 568 euros ≤ R < 3 261 euros	0,9	1,0	1,5	1,0	0,8	1,4	0,0
R ≥ 3 261 euros	0,3	0,2	0,0	0,0	0,3	0,5	0,3
<b>Patrimoine immobilier et financier <sup>c)</sup></b>							
Patrimoine (P) < 2 000 euros	82,5	81,9	75,1	75,8	86,8	83,6	70,4
2 000 euros ≤ P < 10 000 euros	1,4	1,3	1,5	1,2	2,2	1,0	1,9
10 000 euros ≤ P < 50 000 euros	2,6	3,7	6,4	5,3	1,5	2,0	12,0
P ≥ 50 000 euros	13,5	13,0	17,1	17,7	9,6	13,4	15,8
<b>Capacité de remboursement <sup>d)</sup></b>							
Capacité de remboursement (CAR) < 0 euro	50,1	51,2	49,9	50,2	54,0	53,4	51,4
0 euro ≤ CAR < 450 euros	28,5	27,2	27,5	28,5	25,9	26,4	25,5
dont : 0 euro ≤ CAR < 100 euros	8,0	7,8	9,0	9,9	7,3	8,7	8,4
100 euros ≤ CAR < 250 euros	9,9	9,5	9,4	9,4	9,1	9,1	8,2
250 euros ≤ CAR < 450 euros	10,6	10,0	9,2	9,2	9,5	8,6	9,0
450 euros ≤ CAR < 800 euros	10,9	11,3	10,2	11,3	10,5	9,5	14,7
800 euros ≤ CAR < 1 500 euros	7,7	7,5	9,6	7,0	7,4	7,7	6,8
CAR ≥ 1 500 euros	2,7	2,7	2,8	3,1	2,2	3,0	1,6

a) Ressources prises en compte dans les situations de surendettement, en % du total des ressources.

b) Situations de surendettement recevables. Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

c) Patrimoine immobilier et financier des ménages surendettés.

d) Capacité de remboursement des ménages surendettés.

Source : Banque de France.

**Ressources, patrimoine et capacité de remboursement** (tableau 2/2)

(en % du nombre de situations de surendettement recevables, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

	FRANCE	GRAND EST	Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Vosges
<b>Structure des ressources <sup>a)</sup></b>							
Revenus d'activité	52,3	52,3	51,6	53,3	53,1	53,0	48,7
Pensions	20,7	19,7	20,4	18,0	21,7	18,0	22,2
Revenus du patrimoine	0,3	0,2	0,1	0,1	0,4	0,1	0,1
Prestations familiales et de logement	12,0	12,7	11,7	13,1	11,8	13,7	14,0
Minima sociaux	11,6	12,5	13,3	12,8	10,8	13,0	12,5
Autres ressources	3,1	2,5	2,8	2,7	2,2	2,1	2,5
<b>Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) <sup>b)</sup></b>							
Ressources (R) < 934 euros	39,0	41,3	42,0	42,0	39,7	40,3	43,5
934 euros ≤ R < 1 179 euros	22,4	22,3	20,8	21,0	26,5	22,9	22,0
1 179 euros ≤ R < 1 390 euros	13,8	13,0	13,2	13,8	10,6	12,8	15,5
1 390 euros ≤ R < 1 583 euros	9,4	9,3	9,4	8,9	8,4	9,0	8,9
1 583 euros ≤ R < 1 771 euros	6,1	6,0	6,5	6,4	4,8	6,2	5,0
1 771 euros ≤ R < 1 979 euros	3,8	3,2	3,1	3,4	3,9	3,0	2,5
1 979 euros ≤ R < 2 223 euros	2,5	2,2	2,5	1,9	3,5	2,3	1,3
2 223 euros ≤ R < 2 568 euros	1,7	1,5	1,4	1,3	1,6	1,7	0,7
2 568 euros ≤ R < 3 261 euros	0,9	1,0	1,0	1,1	1,0	1,4	0,4
R ≥ 3 261 euros	0,3	0,2	0,2	0,1	0,0	0,4	0,0
<b>Patrimoine immobilier et financier <sup>c)</sup></b>							
Patrimoine (P) < 2 000 euros	82,5	81,9	86,4	82,9	70,7	83,6	77,7
2 000 euros ≤ P < 10 000 euros	1,4	1,3	1,3	1,0	2,5	0,8	1,0
10 000 euros ≤ P < 50 000 euros	2,6	3,7	2,5	3,4	8,3	2,3	7,1
P ≥ 50 000 euros	13,5	13,0	9,8	12,7	18,5	13,2	14,2
<b>Capacité de remboursement <sup>d)</sup></b>							
Capacité de remboursement (CAR) < 0 euro	50,1	51,2	50,2	52,5	46,2	49,0	49,2
0 euro ≤ CAR < 450 euros	28,5	27,2	28,4	27,8	28,0	27,3	27,6
dont : 0 euro ≤ CAR < 100 euros	8,0	7,8	8,3	6,2	5,4	8,1	7,1
100 euros ≤ CAR < 250 euros	9,9	9,5	8,7	10,0	12,1	9,3	11,0
250 euros ≤ CAR < 450 euros	10,6	10,0	11,3	11,6	10,5	9,9	9,6
450 euros ≤ CAR < 800 euros	10,9	11,3	12,4	11,0	13,1	11,2	13,3
800 euros ≤ CAR < 1 500 euros	7,7	7,5	6,4	6,6	7,6	8,6	8,2
CAR ≥ 1 500 euros	2,7	2,7	2,6	2,1	5,1	4,0	1,6

a) Ressources prises en compte dans les situations de surendettement, en % du total des ressources.

b) Situations de surendettement recevables. Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

c) Patrimoine immobilier et financier des ménages surendettés.

d) Capacité de remboursement des ménages surendettés.

Source : Banque de France.

### 3. Caractéristiques de l'endettement

#### Caractéristiques de l'endettement au niveau régional

(encours des dettes en milliers d'euros, endettement médian en euros, part en %, nombre de situations et de dettes en unités)

	Encours des dettes	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian	Nb médian de dettes par situation
<b>Dettes financières</b>	<b>288 606</b>	<b>7 215</b>	<b>32 772</b>	<b>73,9</b>	<b>82,2</b>	<b>15 601</b>	<b>3,0</b>
Dettes immobilières	134 265	1 349	2 205	34,4	15,4	85 366	1,0
Dettes à la consommation	147 180	6 430	25 792	37,7	73,2	13 281	3,0
Microcrédit et prêts sur gage	45	28	32	0,0	0,3	1 016	1,0
Autres dettes bancaires (découverts et dépassements)	7 116	3 784	4 743	1,8	43,1	816	1,0
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>49 089</b>	<b>6 996</b>	<b>27 422</b>	<b>12,6</b>	<b>79,7</b>	<b>3 506</b>	<b>3,0</b>
Dettes de logement	22 072	4 381	5 483	5,7	49,9	2 863	1,0
Dettes d'énergie et de communication	7 347	4 767	9 966	1,9	54,3	1 013	2,0
Dettes de transport	22	57	63	0,0	0,7	114	1,0
Dettes d'assurance/de mutuelle	2 146	2 477	4 029	0,5	28,2	523	1,0
Dettes de santé/d'éducation	2 023	1 964	3 245	0,5	22,4	380	1,0
Dettes alimentaires	908	254	270	0,2	2,9	1 966	1,0
Dettes fiscales	14 571	2 936	4 366	3,7	33,4	814	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>52 855</b>	<b>5 017</b>	<b>10 988</b>	<b>13,5</b>	<b>57,1</b>	<b>1 768</b>	<b>2,0</b>
Dettes diverses	33 435	3 025	5 518	8,6	34,5	1 300	1,0
Dettes sociales	8 946	2 555	3 416	2,3	29,1	1 109	1,0
Dettes professionnelles	1 194	65	89	0,3	0,7	3 855	1,0
Dettes pénales et réparations pécuniaires	9 279	1 463	1 965	2,4	16,7	644	1,0
<b>Endettement (hors dettes immobilières)</b>	<b>256 285</b>	<b>8 727</b>	<b>68 977</b>	<b>65,6</b>	<b>99,4</b>	<b>16 185</b>	<b>6,0</b>
Dettes éligibles au traitement du surendettement	376 965	8 768	68 437	96,5	99,9	17 784	7,0
<b>Endettement global</b>	<b>390 550</b>	<b>8 780</b>	<b>71 182</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>18 598</b>	<b>7,0</b>

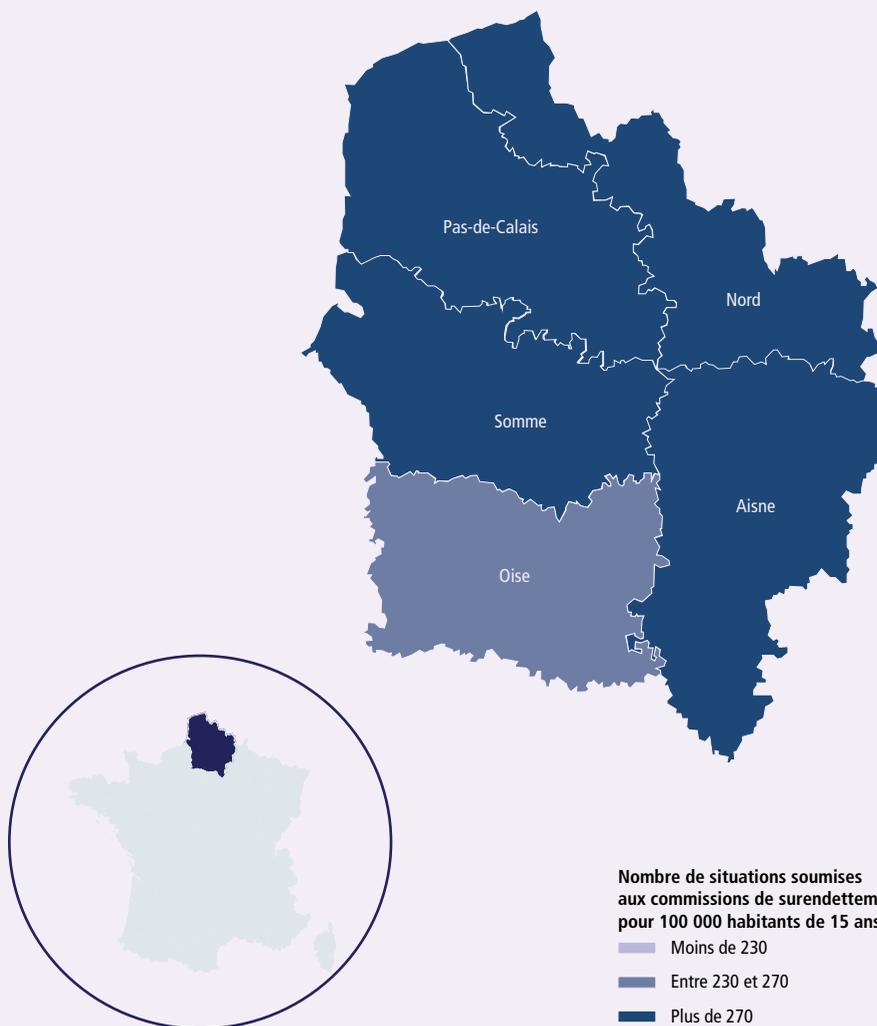
Note : Tableau détaillé disponible à l'adresse Internet

<https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement>

Source : Banque de France.



# RÉGION HAUTS-DE-FRANCE



**Nombre de situations soumises aux commissions de surendettement pour 100 000 habitants de 15 ans et plus <sup>b)</sup>**

- Moins de 230
- Entre 230 et 270
- Plus de 270

## SURENDETTEMENT – DONNÉES 2020

**15 413** situations soumises aux secrétariats des commissions de surendettement

**18 772** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**319** situations de surendettement pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**13 844 euros** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**63,2 %** des ménages surendettés sous le seuil de pauvreté <sup>d)</sup>

## CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

**4 834 040** habitants (personnes âgées de 15 ans et plus)

**8,6 %** de chômage <sup>e)</sup>

**9,8 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**19 520 euros** de niveau de vie annuel médian <sup>g)</sup>

**17,9 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

**6,1 %** de la population de 25 à 64 ans ayant arrêté sa scolarité avant la fin du collège <sup>i)</sup>



## AISNE

**1 533** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 896** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**358** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**14 298 euros** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**9,8 %** de chômage <sup>e)</sup>

**9,7 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**18,5 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## NORD

**6 651** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**7 900** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**318** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**13 267 euros** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**8,8 %** de chômage <sup>e)</sup>

**11,0 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**18,8 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## OISE

**1 650** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 995** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**249** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**17 521 euros** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,3 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,2 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**12,9 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## PAS-DE-CALAIS

**4 292** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**5 372** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**364** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**13 037 euros** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**8,6 %** de chômage <sup>e)</sup>

**10,3 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**19,3 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## SOMME

**1 287** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 609** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**273** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 173 euros** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**8,4 %** de chômage <sup>e)</sup>

**8,4 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**16,6 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

# 1. Ménages surendettés et effacements de dettes

## Ménages selon la structure familiale (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020		Population française <sup>b)</sup> 2017	
	France	Région	France	Région
Hommes seuls	27,5	25,3	15,7	13,7
Femmes seules	22,1	19,3	20,7	19,1
Couples sans enfant	10,5	11,2	26,4	25,9
Familles monoparentales	20,4	20,5	9,4	10,6
<i>dont : hommes seuls avec enfant(s)</i>	2,1	2,0	1,7	1,8
<i>femmes seules avec enfant(s)</i>	18,3	18,5	7,7	8,8
Couples avec enfant(s)	17,5	21,5	25,7	28,9
Autres ménages sans famille <sup>c)</sup>	2,1	2,1	2,1	1,8

a) Situations de surendettement recevables.

b) Champ : France métropolitaine, population des ménages.

c) Cette catégorie correspond aux ménages composés de plus d'une personne et ne comprenant pas de famille, par exemple des colocataires. Elle exclut donc les couples, avec ou sans enfant(s), et les familles monoparentales.

Sources : Banque de France ; Insee, recensement de la population 2017.

## Effacements de dettes en 2020

### a) Situations en fin de procédure de surendettement (nombre en unités, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Nombre	Part	Nombre	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>118 376</b>	<b>100,0</b>	<b>16 905</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	48 002	40,6	7 381	43,7
<i>mesures avec effacement partiel<sup>c)</sup></i>	22 157	18,7	2 909	17,2
<i>autres situations closes<sup>d)</sup></i>	48 217	40,7	6 615	39,1

a) Hors dossiers clos avant examen de recevabilité, ainsi qu'après décision ou jugement d'irrecevabilité.

b) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

c) Mesures imposées avec effacement.

d) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire, clôtures acceptées par la commission.

### b) Effacements de dettes (montant en millions d'euros, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Montant	Part	Montant	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>5 529</b>	<b>100,0</b>	<b>664</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	1 014	18,3	122	18,3
<i>dont dettes éligibles</i>	953	17,2	114	17,2
<i>mesures avec effacement partiel – montant effacé</i>	533	9,6	66	9,9
<i>autres situations closes<sup>c)</sup></i>	3 450	62,4	412	62,1
<b>Montant total effacé<sup>d)</sup></b>	<b>1 485</b>	<b>26,9</b>	<b>180</b>	<b>27,2</b>

a) et b) Cf. renvois du tableau précédent.

c) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

d) Le montant total effacé est égal à la somme des postes « dettes éligibles » et « mesures avec effacement partiel – montant effacé ».

### c) Effacement moyen de dettes (en euros)

	Ménages surendettés France	Ménages surendettés région
Mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>a)</sup>	19 851	15 512
Mesures avec effacement partiel	24 037	22 640
<b>Montant moyen effacé<sup>b)</sup></b>	<b>21 173</b>	<b>17 527</b>

a) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

b) L'effacement moyen de dette est égal au montant total de dettes effacées en 2020 (tableau b), rapporté au nombre de situations de surendettement closes en 2020 et ayant bénéficié d'un effacement partiel ou total de leurs dettes (tableau a).

Source : Banque de France.

## 2. Caractéristiques des personnes et ménages surendettés

**Profil sociodémographique** (en % du nombre de situations de surendettement recevables ou de personnes surendettées)

	FRANCE	HAUTS-DE-FRANCE	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme
<b>Statut conjugal <sup>a)</sup></b>							
Couples (mariés, pacsés, en union libre)	46,6	52,0	55,7	48,8	52,1	54,9	53,1
Divorcés/séparés	27,7	25,0	23,2	26,1	24,0	24,4	25,3
Célibataires	20,9	17,6	15,9	19,6	19,4	15,1	15,9
Veufs(ves)	4,8	5,4	5,2	5,5	4,5	5,6	5,7
<b>Nombre de personnes à charge <sup>b)</sup></b>							
0	59,3	55,1	55,4	55,3	53,1	54,5	58,7
1	17,2	17,6	16,0	17,7	18,4	18,1	16,8
2	13,4	15,3	15,8	15,2	15,6	15,4	14,5
3	6,6	7,2	8,1	7,2	7,6	6,9	6,9
4 et plus	3,5	4,7	4,6	4,6	5,2	5,1	3,1
<b>Répartition par sexe et par âge <sup>c)</sup></b>							
<b>Hommes</b>	<b>46,2</b>	<b>46,3</b>	<b>45,7</b>	<b>45,6</b>	<b>47,0</b>	<b>47,4</b>	<b>45,9</b>
De 18 à 24 ans	1,1	1,4	1,1	1,3	1,2	1,8	0,7
De 25 à 34 ans	7,0	8,6	8,6	8,6	8,1	9,2	7,3
De 35 à 44 ans	11,0	11,3	10,0	11,2	11,7	12,1	10,6
De 45 à 54 ans	12,2	12,0	11,9	11,9	12,3	11,8	13,2
De 55 à 64 ans	8,8	8,3	8,1	8,2	8,5	8,0	9,0
De 65 à 74 ans	4,6	3,7	5,0	3,3	3,8	3,6	4,2
75 ans et plus	1,5	1,0	1,2	1,0	1,4	0,9	0,9
<b>Femmes</b>	<b>53,8</b>	<b>53,7</b>	<b>54,3</b>	<b>54,4</b>	<b>53,0</b>	<b>52,6</b>	<b>54,1</b>
De 18 à 24 ans	1,7	2,5	2,4	2,5	1,8	3,0	1,7
De 25 à 34 ans	9,9	11,1	11,0	11,2	12,0	11,2	9,8
De 35 à 44 ans	12,6	12,3	12,6	12,5	13,9	11,5	11,9
De 45 à 54 ans	13,6	13,4	13,1	13,8	12,7	12,9	14,8
De 55 à 64 ans	8,9	8,4	8,9	8,6	7,2	8,3	9,1
De 65 à 74 ans	5,1	4,4	4,4	4,4	3,9	4,4	4,8
75 ans et plus	2,0	1,5	1,9	1,5	1,4	1,4	1,9

a) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et conjoints éventuels (codébiteurs ou non).

b) En % du nombre de situations de surendettement recevables.

c) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus (débiteurs et codébiteurs).

Source : Banque de France.

**Situation au regard du logement <sup>a)</sup>** (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	FRANCE	HAUTS-DE-FRANCE	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme
Locataires	74,4	76,5	68,9	78,5	71,4	79,0	73,0
Propriétaires accédants	8,0	7,2	13,7	5,4	11,7	5,4	9,0
Propriétaires	3,5	3,6	5,5	3,3	3,4	3,0	5,6
Hébergés et occupants à titre gratuit	11,5	10,5	9,9	10,2	11,7	10,8	10,3
Autres cas <sup>b)</sup>	2,7	2,2	2,1	2,6	1,8	1,8	2,1

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur.

b) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, marinières, sans-abris).

Source : Banque de France.

**Caractéristiques professionnelles** (en % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	FRANCE	HAUTS-DE-FRANCE	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme
<b>Situation professionnelle</b>							
<b>Actifs</b>	<b>60,1</b>	<b>57,7</b>	<b>58,9</b>	<b>55,7</b>	<b>64,1</b>	<b>57,0</b>	<b>60,0</b>
Salariés en CDI <sup>a)</sup>	27,2	23,6	25,5	22,8	28,9	21,4	25,6
Salariés en CDD <sup>a)</sup>	4,5	4,6	4,1	4,5	5,0	4,7	4,5
Salariés intérimaires	2,1	2,0	1,4	1,9	2,3	2,1	2,3
Congé maternité	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Professions libérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Artisans, commerçants	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Chômeurs	26,0	27,3	27,6	26,3	27,6	28,6	27,3
<b>Inactifs</b>	<b>39,9</b>	<b>42,3</b>	<b>41,1</b>	<b>44,3</b>	<b>35,9</b>	<b>43,0</b>	<b>40,0</b>
Sans profession	12,9	18,5	18,0	20,6	12,1	19,2	14,0
Retraités	16,2	13,6	15,2	13,3	13,0	13,1	15,5
Élèves ou étudiants	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
Congé maladie longue durée	4,1	4,4	3,3	4,6	3,9	4,7	4,7
Congé parental	0,7	0,6	0,8	0,6	0,9	0,6	0,4
Invalides	5,7	4,9	3,6	4,8	5,7	5,1	5,0
<b>Professions et catégories socioprofessionnelles <sup>b)</sup></b>							
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,5	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,4
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,4	0,7	0,6	0,7	1,6	0,3	0,9
Professions intermédiaires	3,1	3,1	3,9	2,9	4,9	2,5	2,7
Employés	30,5	23,1	24,8	21,3	30,1	21,3	27,4
Ouvriers	21,5	25,8	29,8	22,0	28,7	27,3	31,0
Inactifs ayant déjà travaillé	14,7	12,6	13,6	12,6	11,6	12,3	13,9
Autres personnes sans activité professionnelle	28,3	34,5	27,0	40,3	22,8	36,1	23,8

a) CDI : contrat à durée indéterminée; CDD : contrat à durée déterminée.

b) Les chômeurs sont classés dans leur précédente catégorie socioprofessionnelle.

Source : Banque de France.

## Ressources, patrimoine et capacité de remboursement

(en % du nombre de situations de surendettement recevables, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

	FRANCE	HAUTS-DE-FRANCE	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme
<b>Structure des ressources <sup>a)</sup></b>							
Revenus d'activité	52,3	48,9	49,3	47,9	55,3	47,2	50,4
Pensions	20,7	18,8	20,6	18,0	18,9	18,9	20,2
Revenus du patrimoine	0,3	0,2	0,5	0,2	0,2	0,2	0,3
Prestations familiales et de logement	12,0	15,1	14,4	16,0	12,1	16,0	12,8
Minima sociaux	11,6	14,2	12,9	15,3	10,7	14,7	13,3
Autres ressources	3,1	2,8	2,4	2,7	2,9	3,0	3,0
<b>Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) <sup>b)</sup></b>							
Ressources (R) < 934 euros	39,0	44,9	44,7	46,2	37,3	47,0	41,5
934 euros ≤ R < 1 179 euros	22,4	22,4	21,0	22,3	21,8	23,3	22,2
1 179 euros ≤ R < 1 390 euros	13,8	12,6	12,7	12,4	13,6	12,0	14,7
1 390 euros ≤ R < 1 583 euros	9,4	8,0	8,2	7,9	9,7	7,4	8,4
1 583 euros ≤ R < 1 771 euros	6,1	5,1	5,8	4,9	6,7	4,2	6,0
1 771 euros ≤ R < 1 979 euros	3,8	3,0	3,4	2,6	4,6	2,7	3,8
1 979 euros ≤ R < 2 223 euros	2,5	1,8	2,0	1,7	2,6	1,7	1,8
2 223 euros ≤ R < 2 568 euros	1,7	1,4	1,4	1,4	2,4	1,0	1,0
2 568 euros ≤ R < 3 261 euros	0,9	0,6	0,8	0,6	1,3	0,5	0,6
R ≥ 3 261 euros	0,3	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
<b>Patrimoine immobilier et financier <sup>c)</sup></b>							
Patrimoine (P) < 2 000 euros	82,5	84,1	74,0	87,1	79,6	86,6	78,3
2 000 euros ≤ P < 10 000 euros	1,4	1,3	0,9	1,2	1,6	1,5	1,3
10 000 euros ≤ P < 50 000 euros	2,6	2,7	5,7	1,8	2,4	2,6	4,5
P ≥ 50 000 euros	13,5	11,9	19,4	9,9	16,4	9,3	15,9
<b>Capacité de remboursement <sup>d)</sup></b>							
Capacité de remboursement (CAR) < 0 euro	50,1	54,6	52,7	57,0	47,5	55,9	49,1
0 euro ≤ CAR < 450 euros	28,5	26,6	25,3	26,0	28,0	26,5	29,1
dont : 0 euro ≤ CAR < 100 euros	8,0	7,1	6,9	7,2	6,6	6,9	7,6
100 euros ≤ CAR < 250 euros	9,9	9,8	8,4	9,8	10,7	9,4	11,3
250 euros ≤ CAR < 450 euros	10,6	9,7	10,0	9,0	10,7	10,2	10,2
450 euros ≤ CAR < 800 euros	10,9	9,7	10,2	9,0	10,9	9,8	11,0
800 euros ≤ CAR < 1 500 euros	7,7	6,7	8,1	5,9	9,6	6,0	7,5
CAR ≥ 1 500 euros	2,7	2,4	3,7	2,1	3,9	1,8	3,3

a) Ressources prises en compte dans les situations de surendettement, en % du total des ressources.

b) Situations de surendettement recevables. Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

c) Patrimoine immobilier et financier des ménages surendettés.

d) Capacité de remboursement des ménages surendettés.

Source : Banque de France.

### 3. Caractéristiques de l'endettement

#### Caractéristiques de l'endettement au niveau régional

(encours des dettes en milliers d'euros, endettement médian en euros, part en %, nombre de situations et de dettes en unités)

	Encours des dettes	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian	Nb médian de dettes par situation
<b>Dettes financières</b>	<b>432 440</b>	<b>11 800</b>	<b>55 162</b>	<b>75,6</b>	<b>79,5</b>	<b>13 213</b>	<b>4,0</b>
Dettes immobilières	187 449	1 843	2 934	32,8	12,4	91 620	1,0
Dettes à la consommation	235 654	10 584	44 837	41,2	71,3	12 123	3,0
Microcrédit et prêts sur gage	217	43	47	0,0	0,3	1 687	1,0
Autres dettes bancaires (découverts et dépassements)	9 120	6 078	7 344	1,6	40,9	719	1,0
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>68 474</b>	<b>11 772</b>	<b>46 767</b>	<b>12,0</b>	<b>79,3</b>	<b>3 224</b>	<b>3,0</b>
Dettes de logement	30 393	7 022	8 374	5,3	47,3	2 335	1,0
Dettes d'énergie et de communication	14 974	8 403	18 981	2,6	56,6	1 195	2,0
Dettes de transport	17	75	82	0,0	0,5	100	1,0
Dettes d'assurance/de mutuelle	4 376	4 874	8 095	0,8	32,8	512	1,0
Dettes de santé/d'éducation	2 618	2 927	4 425	0,5	19,7	321	1,0
Dettes alimentaires	1 535	395	428	0,3	2,7	1 901	1,0
Dettes fiscales	14 562	4 353	6 382	2,5	29,3	659	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>71 311</b>	<b>7 959</b>	<b>17 865</b>	<b>12,5</b>	<b>53,6</b>	<b>1 477</b>	<b>2,0</b>
Dettes diverses	45 918	4 333	7 665	8,0	29,2	1 067	1,0
Dettes sociales	14 524	4 497	7 156	2,5	30,3	959	1,0
Dettes professionnelles	2 720	127	195	0,5	0,9	5 000	1,0
Dettes pénales et réparations pécuniaires	8 149	2 001	2 849	1,4	13,5	625	1,0
<b>Endettement (hors dettes immobilières)</b>	<b>384 776</b>	<b>14 794</b>	<b>116 860</b>	<b>67,2</b>	<b>99,7</b>	<b>13 844</b>	<b>6,0</b>
Dettes éligibles au traitement du surendettement	555 599	14 833	115 492	97,1	99,9	14 610	7,0
<b>Endettement global</b>	<b>572 224</b>	<b>14 845</b>	<b>119 794</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>15 361</b>	<b>7,0</b>

Note : Tableau détaillé disponible à l'adresse Internet

<https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement>

Source : Banque de France.

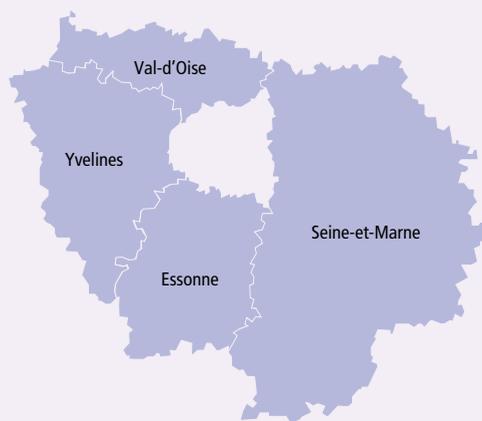


# RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

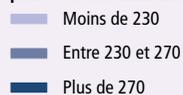
Paris et la petite couronne



La grande couronne



Nombre de situations soumises  
aux commissions de surendettement  
pour 100 000 habitants de 15 ans et plus <sup>b)</sup>



## SURENDETTEMENT – DONNÉES 2020

**15 454** situations soumises aux secrétariats  
des commissions de surendettement

**17 279** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**156** situations de surendettement  
pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**21 716 €** d'endettement médian, hors immobilier,  
des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**52,2 %** des ménages surendettés  
sous le seuil de pauvreté <sup>d)</sup>

## CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

**9 902 161** habitants  
(personnes âgées de 15 ans et plus)

**6,3 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,3 %** de la population de moins de 65 ans  
couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**23 230 €** de niveau de vie annuel médian <sup>g)</sup>

**15,3 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

**6,3 %** de la population de 25 à 64 ans ayant arrêté  
sa scolarité avant la fin du collège <sup>i)</sup>



## ESSONNE

**1 836** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**2 300** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**176** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**23 482 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**5,9 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,3 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**12,7 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## HAUTS-DE-SEINE

**1 780** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 947** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**135** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**23 510 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**5,4 %** de chômage <sup>e)</sup>

**4,0 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**11,8 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## PARIS

**2 044** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**2 029** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**110** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**22 201 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**5,5 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,4 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**15,2 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## SEINE-ET-MARNE

**2 134** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**2 349** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**189** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**19 731 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,1 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,1 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**11,6 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## SEINE-SAINT-DENIS

**2 313** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**2 610** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**179** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**19 956 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**9,2 %** de chômage <sup>e)</sup>

**12,1 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**27,9 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## VAL-DE-MARNE

**1 851** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**2 023** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**163** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**21 796 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,4 %** de chômage <sup>e)</sup>

**7,1 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**16,3 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## VAL-D'OISE

---

**1 588** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 883** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**163** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**21 288 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,3 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,8 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**16,6 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## YVELINES

---

**1 908** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**2 138** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**165** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**22 476 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**5,5 %** de chômage <sup>e)</sup>

**3,9 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**9,4 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

# 1. Ménages surendettés et effacements de dettes

## Ménages selon la structure familiale (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020		Population française <sup>b)</sup> 2017	
	France	Région	France	Région
Hommes seuls	27,5	24,0	15,7	16,0
Femmes seules	22,1	22,7	20,7	21,0
Couples sans enfant	10,5	8,8	26,4	20,9
Familles monoparentales	20,4	23,7	9,4	11,0
<i>dont : hommes seuls avec enfant(s)</i>	2,1	1,9	1,7	1,8
<i>femmes seules avec enfant(s)</i>	18,3	21,8	7,7	9,1
Couples avec enfant(s)	17,5	17,4	25,7	28,4
Autres ménages sans famille <sup>c)</sup>	2,1	3,3	2,1	2,8

a) Situations de surendettement recevables.

b) Champ : France métropolitaine, population des ménages.

c) Cette catégorie correspond aux ménages composés de plus d'une personne et ne comprenant pas de famille, par exemple des colocataires. Elle exclut donc les couples, avec ou sans enfant(s), et les familles monoparentales.

Sources : Banque de France ; Insee, recensement de la population 2017.

## Effacements de dettes en 2020

### a) Situations en fin de procédure de surendettement (nombre en unités, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Nombre	Part	Nombre	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>118 376</b>	<b>100,0</b>	<b>16 919</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	48 002	40,6	5 647	33,4
<i>mesures avec effacement partiel<sup>c)</sup></i>	22 157	18,7	3 586	21,2
<i>autres situations closes<sup>d)</sup></i>	48 217	40,7	7 686	45,4

a) Hors dossiers clos avant examen de recevabilité, ainsi qu'après décision ou jugement d'irrecevabilité.

b) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

c) Mesures imposées avec effacement.

d) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire, clôtures acceptées par la commission.

### b) Effacements de dettes (montant en millions d'euros, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Montant	Part	Montant	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>5 529</b>	<b>100,0</b>	<b>902</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	1 014	18,3	147	16,3
<i>dont dettes éligibles</i>	953	17,2	140	15,5
<i>mesures avec effacement partiel – montant effacé</i>	533	9,6	84	9,4
<i>autres situations closes<sup>c)</sup></i>	3 450	62,4	576	63,8
<b>Montant total effacé<sup>d)</sup></b>	<b>1 485</b>	<b>26,9</b>	<b>225</b>	<b>24,9</b>

a) et b) Cf. renvois du tableau précédent.

c) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

d) Le montant total effacé est égal à la somme des postes « dettes éligibles » et « mesures avec effacement partiel – montant effacé ».

### c) Effacement moyen de dettes (en euros)

	Ménages surendettés France	Ménages surendettés région
Mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>a)</sup>	19 851	24 816
Mesures avec effacement partiel	24 037	23 554
<b>Montant moyen effacé<sup>b)</sup></b>	<b>21 173</b>	<b>24 326</b>

a) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

b) L'effacement moyen de dette est égal au montant total de dettes effacées en 2020 (tableau b), rapporté au nombre de situations de surendettement closes en 2020 et ayant bénéficié d'un effacement partiel ou total de leurs dettes (tableau a).

Source : Banque de France.

## 2. Caractéristiques des personnes et ménages surendettés

### Profil sociodémographique (en % du nombre de situations de surendettement recevables ou de personnes surendettées)

	FRANCE	ÎLE-DE-FRANCE	Essonne	Hauts-de-Seine	Paris	Seine-et-Marne	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Yvelines
<b>Statut conjugal<sup>a)</sup></b>										
Couples (mariés, pacsés, en union libre)	46,6	45,9	49,0	41,1	35,3	48,7	50,7	44,3	49,2	47,0
Divorcés/séparés	27,7	25,1	27,4	25,2	27,8	26,0	21,2	23,4	24,9	25,6
Célibataires	20,9	25,2	20,4	28,9	33,1	21,4	24,9	28,2	22,0	23,7
Veufs(ves)	4,8	3,8	3,3	4,8	3,8	4,0	3,1	4,1	4,0	3,7
<b>Nombre de personnes à charge<sup>b)</sup></b>										
0	59,3	54,7	51,2	56,2	68,3	52,2	49,3	56,5	50,9	54,1
1	17,2	17,4	17,8	17,3	14,7	18,0	17,8	18,0	18,7	16,8
2	13,4	14,7	16,2	13,8	8,6	17,5	16,0	13,1	16,0	16,4
3	6,6	8,3	9,0	9,2	5,5	7,6	10,2	8,4	8,4	8,2
4 et plus	3,5	4,8	5,8	3,6	2,9	4,7	6,7	4,0	6,0	4,5
<b>Répartition par sexe et par âge<sup>c)</sup></b>										
<b>Hommes</b>										
De 18 à 24 ans	1,1	0,5	0,3	0,4	0,6	0,6	0,5	0,5	0,7	0,7
De 25 à 34 ans	7,0	4,8	4,8	4,2	4,0	6,0	3,8	4,6	5,6	5,2
De 35 à 44 ans	11,0	10,7	10,9	8,8	8,7	10,9	12,5	10,1	11,8	10,9
De 45 à 54 ans	12,2	12,3	12,3	12,4	12,3	11,2	12,5	12,4	12,8	12,4
De 55 à 64 ans	8,8	9,7	10,4	9,9	11,6	9,5	9,6	9,6	8,4	8,7
De 65 à 74 ans	4,6	4,5	4,2	4,9	6,4	3,4	4,6	4,6	4,2	3,7
75 ans et plus	1,5	1,2	1,0	1,5	2,2	1,1	0,7	1,6	0,9	1,2
<b>Femmes</b>										
De 18 à 24 ans	1,7	0,9	0,7	0,7	0,5	1,2	1,1	0,7	0,7	1,1
De 25 à 34 ans	9,9	9,3	10,7	6,9	6,4	10,5	9,3	8,5	11,8	10,1
De 35 à 44 ans	12,6	15,0	14,8	14,7	11,9	15,7	15,7	16,1	14,9	15,7
De 45 à 54 ans	13,6	15,4	15,4	17,7	14,6	15,9	15,4	14,6	14,5	14,8
De 55 à 64 ans	8,9	10,0	9,6	10,9	12,1	8,8	9,8	10,3	9,0	9,8
De 65 à 74 ans	5,1	4,2	3,9	4,4	6,1	4,0	3,7	5,1	3,5	3,4
75 ans et plus	2,0	1,5	1,0	2,5	2,5	1,3	0,9	1,3	1,0	2,1

a) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et conjoints éventuels (codébiteurs ou non).

b) En % du nombre de situations de surendettement recevables.

c) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus (débiteurs et codébiteurs).

Source : Banque de France.

### Situation au regard du logement<sup>a)</sup> (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	FRANCE	ÎLE-DE-FRANCE	Essonne	Hauts-de-Seine	Paris	Seine-et-Marne	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Yvelines
Locataires	74,4	76,7	76,1	84,0	77,0	70,1	75,9	80,6	70,8	79,3
Propriétaires accédants	8,0	6,9	10,0	2,0	1,3	12,3	8,6	3,4	10,6	6,4
Propriétaires	3,5	2,1	2,0	1,1	1,3	3,2	2,2	2,1	2,0	2,6
Hébergés et occupants à titre gratuit	11,5	11,4	10,1	9,2	16,3	11,4	10,1	11,6	13,3	9,5
Autres cas <sup>b)</sup>	2,7	2,9	1,8	3,7	4,1	3,0	3,1	2,3	3,3	2,2

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur.

b) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, marinières, sans-abris).

Source : Banque de France.

**Caractéristiques professionnelles** (en % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	FRANCE	ÎLE-DE-FRANCE	Essonne	Hauts-de-Seine	Paris	Seine-et-Marne	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Yvelines
<b>Situation professionnelle</b>										
<b>Actifs</b>	<b>60,1</b>	<b>68,6</b>	<b>70,3</b>	<b>67,7</b>	<b>66,2</b>	<b>71,9</b>	<b>68,5</b>	<b>65,2</b>	<b>69,3</b>	<b>68,9</b>
Salariés en CDI <sup>a)</sup>	27,2	37,4	40,3	36,9	31,0	38,3	35,8	38,8	38,8	39,7
Salariés en CDD <sup>a)</sup>	4,5	4,1	4,1	3,8	4,0	4,1	4,4	3,8	3,6	5,1
Salariés intérimaires	2,1	1,6	2,2	1,3	1,4	1,3	2,1	1,2	1,8	1,5
Congé maternité	0,1	0,1	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Professions libérales	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,1
Artisans, commerçants	0,2	0,2	0,0	0,4	0,2	0,2	0,3	0,1	0,4	0,4
Chômeurs	26,0	24,9	23,6	25,1	29,4	27,8	25,6	21,1	24,7	22,0
<b>Inactifs</b>	<b>39,9</b>	<b>31,4</b>	<b>29,7</b>	<b>32,3</b>	<b>33,8</b>	<b>28,1</b>	<b>31,5</b>	<b>34,8</b>	<b>30,7</b>	<b>31,1</b>
Sans profession	12,9	9,2	7,7	7,3	7,7	6,0	13,1	11,3	10,4	9,4
Retraités	16,2	13,1	12,0	15,1	17,2	11,6	11,2	14,0	11,6	12,9
Élèves ou étudiants	0,3	0,6	0,3	0,4	0,9	0,5	0,6	0,7	0,8	0,7
Congé maladie longue durée	4,1	3,5	4,1	3,6	3,6	4,0	2,2	3,6	3,4	3,4
Congé parental	0,7	0,9	1,4	0,8	0,4	0,7	0,8	0,8	1,0	1,1
Invalides	5,7	4,2	4,2	5,0	3,9	5,5	3,6	4,4	3,7	3,6
<b>Professions et catégories socioprofessionnelles <sup>b)</sup></b>										
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,5	0,6	0,2	0,8	1,3	0,7	0,6	0,2	0,7	0,5
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,4	3,2	2,3	4,3	7,5	3,0	2,0	2,2	1,5	3,1
Professions intermédiaires	3,1	3,7	3,7	3,4	4,0	4,9	3,3	3,6	2,0	4,3
Employés	30,5	45,7	44,7	43,2	48,0	52,2	43,2	41,8	50,8	42,1
Ouvriers	21,5	14,4	17,9	11,8	9,7	17,0	15,2	11,8	17,1	13,8
Inactifs ayant déjà travaillé	14,7	11,4	10,0	13,8	13,8	9,5	10,0	13,0	9,3	12,2
Autres personnes sans activité professionnelle	28,3	21,0	21,2	22,7	15,5	12,7	25,8	27,4	18,6	24,1

a) CDI : contrat à durée indéterminée ; CDD : contrat à durée déterminée.

b) Les chômeurs sont classés dans leur précédente catégorie socioprofessionnelle.

Source : Banque de France.

## Ressources, patrimoine et capacité de remboursement

(en % du nombre de situations de surendettement recevables, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

	FRANCE	ÎLE-DE-FRANCE	Essonne	Hauts-de-Seine	Paris	Seine-et-Marne	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Yvelines
<b>Structure des ressources <sup>a)</sup></b>										
Revenus d'activité	52,3	61,2	64,1	59,6	57,0	62,6	59,2	62,0	61,8	63,1
Pensions	20,7	15,8	14,7	18,3	18,8	15,5	12,5	16,2	14,6	16,4
Revenus du patrimoine	0,3	0,4	0,2	0,4	0,7	0,5	0,6	0,4	0,4	0,2
Prestations familiales et de logement	12,0	10,5	10,0	9,4	8,6	10,0	13,6	9,9	11,9	10,5
Minima sociaux	11,6	8,6	7,3	8,6	10,0	8,4	11,0	8,4	8,1	7,2
Autres ressources	3,1	3,4	3,6	3,7	5,0	3,0	3,1	3,0	3,2	2,6
<b>Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) <sup>b)</sup></b>										
Ressources (R) < 934 euros	39,0	35,4	32,6	34,2	38,7	33,0	43,3	35,2	35,0	29,7
934 euros ≤ R < 1 179 euros	22,4	19,4	20,5	19,0	17,3	20,9	19,7	17,7	19,2	20,1
1 179 euros ≤ R < 1 390 euros	13,8	14,0	15,1	14,6	14,1	14,0	11,6	13,6	14,0	15,2
1 390 euros ≤ R < 1 583 euros	9,4	10,2	10,6	9,8	8,3	11,4	9,6	10,2	10,9	10,8
1 583 euros ≤ R < 1 771 euros	6,1	7,5	7,7	6,9	6,7	7,4	6,4	8,8	8,1	8,0
1 771 euros ≤ R < 1 979 euros	3,8	4,9	4,9	4,6	4,8	5,6	3,9	5,2	5,2	5,0
1 979 euros ≤ R < 2 223 euros	2,5	3,3	3,7	3,7	2,7	3,4	2,2	3,7	2,7	4,3
2 223 euros ≤ R < 2 568 euros	1,7	2,8	2,5	3,4	3,2	2,4	1,8	3,1	2,5	3,6
2 568 euros ≤ R < 3 261 euros	0,9	1,8	1,9	2,8	2,4	1,4	1,0	1,6	1,9	2,1
R ≥ 3 261 euros	0,3	0,8	0,5	1,0	1,9	0,5	0,5	0,7	0,3	1,2
<b>Patrimoine immobilier et financier <sup>c)</sup></b>										
Patrimoine (P) < 2 000 euros	82,5	85,0	82,1	88,9	90,0	77,7	85,3	89,0	82,7	85,2
2 000 euros ≤ P < 10 000 euros	1,4	1,7	1,6	2,6	1,9	1,4	1,3	1,9	1,7	1,8
10 000 euros ≤ P < 50 000 euros	2,6	1,5	1,9	2,0	1,7	2,1	0,9	1,3	0,6	1,5
P ≥ 50 000 euros	13,5	11,7	14,4	6,5	6,4	18,9	12,6	7,8	15,0	11,5
<b>Capacité de remboursement <sup>d)</sup></b>										
Capacité de remboursement (CAR) < 0 euro	50,1	46,1	44,5	46,8	51,0	43,4	51,1	44,2	45,2	41,6
0 euro ≤ CAR < 450 euros	28,5	27,5	26,7	28,5	26,7	28,1	26,0	28,6	27,3	28,3
dont : 0 euro ≤ CAR < 100 euros	8,0	7,1	7,3	6,5	7,9	7,3	6,8	6,8	6,6	7,8
100 euros ≤ CAR < 250 euros	9,9	9,4	8,9	11,0	8,2	9,1	8,9	10,7	9,6	9,4
250 euros ≤ CAR < 450 euros	10,6	10,9	10,5	11,0	10,6	11,6	10,3	11,1	11,1	11,1
450 euros ≤ CAR < 800 euros	10,9	12,7	12,8	11,8	11,5	13,5	11,6	13,4	12,7	14,1
800 euros ≤ CAR < 1 500 euros	7,7	9,8	11,2	9,1	7,5	10,2	8,7	10,2	10,4	11,0
CAR ≥ 1 500 euros	2,7	4,0	4,8	3,7	3,3	4,8	2,6	3,6	4,3	4,9

a) Ressources prises en compte dans les situations de surendettement, en % du total des ressources.

b) Situations de surendettement recevables. Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

c) Patrimoine immobilier et financier des ménages surendettés.

d) Capacité de remboursement des ménages surendettés.

Source : Banque de France.

### 3. Caractéristiques de l'endettement

#### Caractéristiques de l'endettement au niveau régional

(encours des dettes en milliers d'euros, endettement médian en euros, part en %, nombre de situations et de dettes en unités)

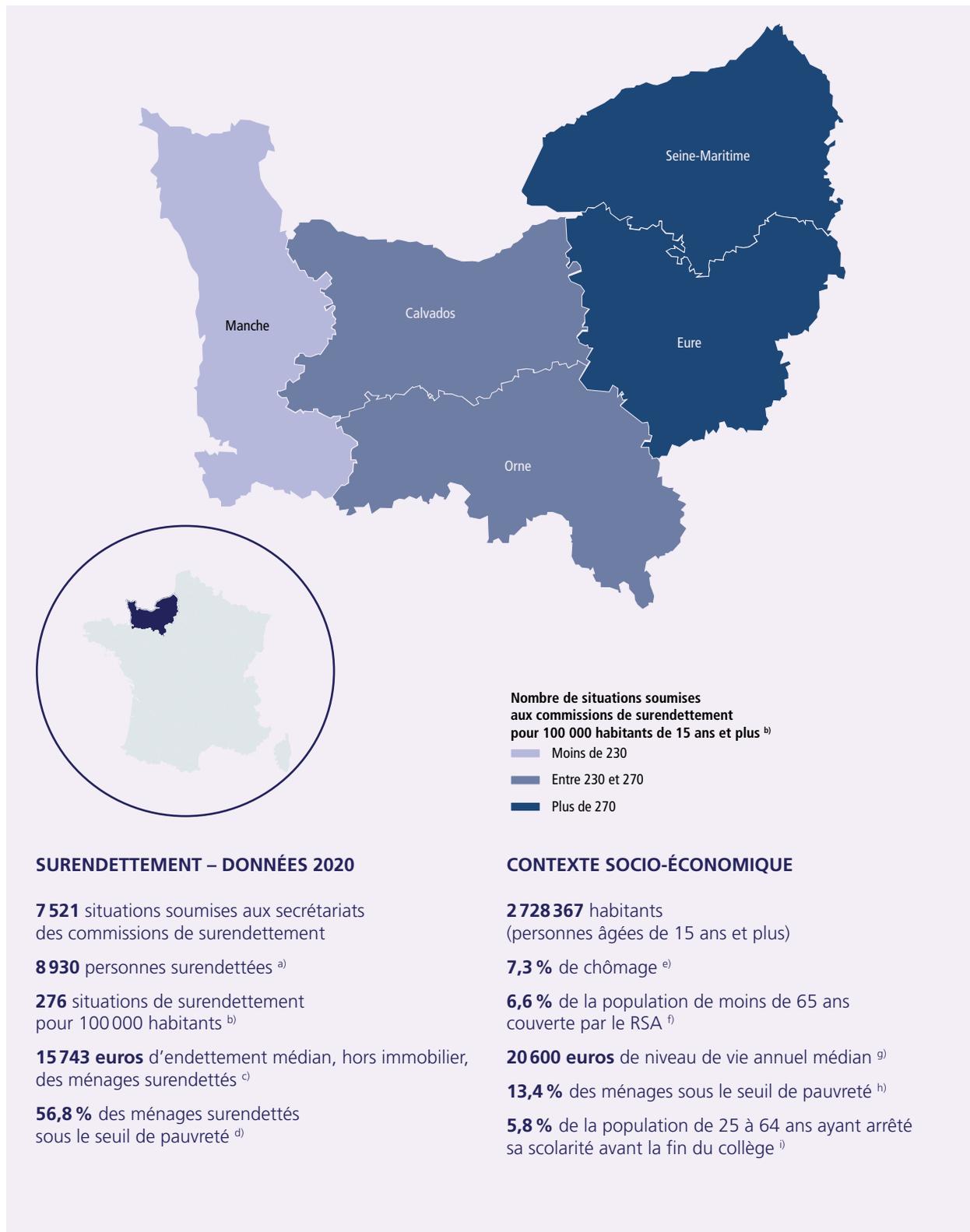
	Encours des dettes	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian	Nb médian de dettes par situation
<b>Dettes financières</b>	<b>556 846</b>	<b>12 499</b>	<b>60 740</b>	<b>71,4</b>	<b>85,7</b>	<b>18 146</b>	<b>4,0</b>
Dettes immobilières	254 116	1 703	2 957	32,6	11,7	127 921	1,0
Dettes à la consommation	290 418	11 493	50 420	37,2	78,8	15 673	3,0
Microcrédit et prêts sur gage	238	77	120	0,0	0,5	1 660	1,0
Autres dettes bancaires (découverts et dépassements)	12 075	5 842	7 243	1,5	40,0	972	1,0
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>133 394</b>	<b>11 510</b>	<b>35 189</b>	<b>17,1</b>	<b>78,9</b>	<b>5 403</b>	<b>2,0</b>
Dettes de logement	71 701	8 424	9 888	9,2	57,7	4 962	1,0
Dettes d'énergie et de communication	6 164	4 997	7 978	0,8	34,3	705	1,0
Dettes de transport	56	164	173	0,0	1,1	153	1,0
Dettes d'assurance/de mutuelle	2 539	3 143	4 394	0,3	21,5	442	1,0
Dettes de santé/d'éducation	7 832	3 422	5 489	1,0	23,5	656	1,0
Dettes alimentaires	2 243	309	324	0,3	2,1	3 304	1,0
Dettes fiscales	42 858	4 625	6 943	5,5	31,7	1 750	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>89 742</b>	<b>6 845</b>	<b>13 549</b>	<b>11,5</b>	<b>46,9</b>	<b>2 290</b>	<b>1,0</b>
Dettes diverses	53 927	3 314	5 388	6,9	22,7	2 000	1,0
Dettes sociales	16 633	3 429	4 320	2,1	23,5	1 750	1,0
Dettes professionnelles	6 274	139	201	0,8	1,0	8 808	1,0
Dettes pénales et réparations pécuniaires	12 907	2 247	3 640	1,7	15,4	706	1,0
<b>Endettement (hors dettes immobilières)</b>	<b>525 866</b>	<b>14 531</b>	<b>106 521</b>	<b>67,4</b>	<b>99,6</b>	<b>21 716</b>	<b>6,0</b>
<b>Dettes éligibles au traitement du surendettement</b>	<b>755 167</b>	<b>14 573</b>	<b>104 833</b>	<b>96,8</b>	<b>99,9</b>	<b>23 603</b>	<b>6,0</b>
<b>Endettement global</b>	<b>779 982</b>	<b>14 590</b>	<b>109 478</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>24 487</b>	<b>7,0</b>

Note : Tableau détaillé disponible à l'adresse Internet

<https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement>

Source : Banque de France.

# RÉGION NORMANDIE



## SURENDETTEMENT – DONNÉES 2020

**7 521** situations soumises aux secrétariats des commissions de surendettement

**8 930** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**276** situations de surendettement pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 743 euros** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**56,8 %** des ménages surendettés sous le seuil de pauvreté <sup>d)</sup>

## CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

**2 728 367** habitants (personnes âgées de 15 ans et plus)

**7,3 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,6 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**20 600 euros** de niveau de vie annuel médian <sup>g)</sup>

**13,4 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

**5,8 %** de la population de 25 à 64 ans ayant arrêté sa scolarité avant la fin du collège <sup>i)</sup>



## CALVADOS

**1 340** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 614** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**232** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**17 387 euros** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,9 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,1 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**12,3 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## ORNE

**599** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**707** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**257** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**14 005 euros** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,8 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,9 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**15,4 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## EURE

**1 487** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 773** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**306** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**16 637 euros** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,3 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,9 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**12,5 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## SEINE-MARITIME

**3 206** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**3 765** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**314** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**14 903 euros** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**8,2 %** de chômage <sup>e)</sup>

**8,7 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**14,5 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## MANCHE

**889** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 071** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**216** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**14 759 euros** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**5,7 %** de chômage <sup>e)</sup>

**4,0 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**12,1 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

# 1. Ménages surendettés et effacements de dettes

## Ménages selon la structure familiale (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020		Population française <sup>b)</sup> 2017	
	France	Région	France	Région
Hommes seuls	27,5	27,8	15,7	14,9
Femmes seules	22,1	20,5	20,7	20,6
Couples sans enfant	10,5	11,0	26,4	28,4
Familles monoparentales	20,4	20,5	9,4	8,8
<i>dont : hommes seuls avec enfant(s)</i>	<i>2,1</i>	<i>2,5</i>	<i>1,7</i>	<i>1,6</i>
<i>femmes seules avec enfant(s)</i>	<i>18,3</i>	<i>17,9</i>	<i>7,7</i>	<i>7,2</i>
Couples avec enfant(s)	17,5	18,7	25,7	25,5
Autres ménages sans famille <sup>c)</sup>	2,1	1,6	2,1	1,7

a) Situations de surendettement recevables.

b) Champ : France métropolitaine, population des ménages.

c) Cette catégorie correspond aux ménages composés de plus d'une personne et ne comprenant pas de famille, par exemple des colocataires. Elle exclut donc les couples, avec ou sans enfant(s), et les familles monoparentales.

Sources : Banque de France ; Insee, recensement de la population 2017.

## Effacements de dettes en 2020

### a) Situations en fin de procédure de surendettement (nombre en unités, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Nombre	Part	Nombre	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>118 376</b>	<b>100,0</b>	<b>8 132</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	<i>48 002</i>	<i>40,6</i>	<i>3 153</i>	<i>38,8</i>
<i>mesures avec effacement partiel<sup>c)</sup></i>	<i>22 157</i>	<i>18,7</i>	<i>1 530</i>	<i>18,8</i>
<i>autres situations closes<sup>d)</sup></i>	<i>48 217</i>	<i>40,7</i>	<i>3 449</i>	<i>42,4</i>

a) Hors dossiers clos avant examen de recevabilité, ainsi qu'après décision ou jugement d'irrecevabilité.

b) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

c) Mesures imposées avec effacement.

d) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire, clôtures acceptées par la commission.

### b) Effacements de dettes (montant en millions d'euros, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Montant	Part	Montant	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>5 529</b>	<b>100,0</b>	<b>347</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	<i>1 014</i>	<i>18,3</i>	<i>62</i>	<i>17,8</i>
<i>dont dettes éligibles</i>	<i>953</i>	<i>17,2</i>	<i>57</i>	<i>16,4</i>
<i>mesures avec effacement partiel – montant effacé</i>	<i>533</i>	<i>9,6</i>	<i>36</i>	<i>10,5</i>
<i>autres situations closes<sup>c)</sup></i>	<i>3 450</i>	<i>62,4</i>	<i>214</i>	<i>61,7</i>
<b>Montant total effacé<sup>d)</sup></b>	<b>1 485</b>	<b>26,9</b>	<b>94</b>	<b>26,9</b>

a) et b) Cf. renvois du tableau précédent.

c) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

d) Le montant total effacé est égal à la somme des postes « dettes éligibles » et « mesures avec effacement partiel – montant effacé ».

### c) Effacement moyen de dettes (en euros)

	Ménages surendettés France	Ménages surendettés région
Mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>a)</sup>	19 851	18 107
Mesures avec effacement partiel	24 037	23 836
<b>Montant moyen effacé<sup>b)</sup></b>	<b>21 173</b>	<b>19 979</b>

a) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

b) L'effacement moyen de dette est égal au montant total de dettes effacées en 2020 (tableau b), rapporté au nombre de situations de surendettement closes en 2020 et ayant bénéficié d'un effacement partiel ou total de leurs dettes (tableau a).

Source : Banque de France.

## 2. Caractéristiques des personnes et ménages surendettés

**Profil sociodémographique** (en % du nombre de situations de surendettement recevables ou de personnes surendettées)

	FRANCE	NORMANDIE	Calvados	Eure	Manche	Orne	Seine-Maritime
<b>Statut conjugal <sup>a)</sup></b>							
Couples (mariés, pacsés, en union libre)	46,6	47,8	47,3	50,6	49,4	45,8	46,5
Divorcés/séparés	27,7	26,4	27,6	24,7	27,1	28,3	26,2
Célibataires	20,9	20,6	19,8	19,9	17,8	20,4	22,1
Veufs(ves)	4,8	5,2	5,3	4,9	5,6	5,4	5,1
<b>Nombre de personnes à charge <sup>b)</sup></b>							
0	59,3	58,3	60,0	54,8	61,1	63,1	57,4
1	17,2	18,4	16,7	20,7	17,7	18,9	18,1
2	13,4	13,4	15,2	13,5	12,8	10,0	13,3
3	6,6	6,7	5,2	6,4	5,8	5,3	8,1
4 et plus	3,5	3,3	3,0	4,7	2,5	2,7	3,1
<b>Répartition par sexe et par âge <sup>c)</sup></b>							
<b>Hommes</b>							
De 18 à 24 ans	1,1	1,3	1,1	1,0	2,3	0,7	1,5
De 25 à 34 ans	7,0	7,8	7,7	7,6	9,1	6,8	7,8
De 35 à 44 ans	11,0	11,5	11,4	11,6	12,0	11,2	11,3
De 45 à 54 ans	12,2	12,2	12,5	12,1	12,0	12,2	12,1
De 55 à 64 ans	8,8	8,5	9,0	8,2	6,3	11,0	8,5
De 65 à 74 ans	4,6	4,2	3,7	4,2	5,2	5,4	3,9
75 ans et plus	1,5	1,3	1,9	1,6	1,4	1,4	0,9
<b>Femmes</b>							
De 18 à 24 ans	1,7	1,9	1,6	2,0	2,1	1,8	2,0
De 25 à 34 ans	9,9	10,4	9,0	10,8	11,3	8,8	10,8
De 35 à 44 ans	12,6	12,2	12,7	11,8	10,5	9,5	13,0
De 45 à 54 ans	13,6	13,7	14,6	14,7	12,4	14,6	13,0
De 55 à 64 ans	8,9	8,3	7,1	8,0	7,6	8,9	9,1
De 65 à 74 ans	5,1	5,0	5,6	4,6	5,9	5,7	4,4
75 ans et plus	2,0	1,8	2,0	1,6	2,1	2,1	1,6

a) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et conjoints éventuels (codébiteurs ou non).

b) En % du nombre de situations de surendettement recevables.

c) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus (débiteurs et codébiteurs).

Source : Banque de France.

**Situation au regard du logement <sup>a)</sup>** (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	FRANCE	NORMANDIE	Calvados	Eure	Manche	Orne	Seine-Maritime
Locataires	74,4	74,4	74,7	69,1	75,5	69,9	77,3
Propriétaires accédants	8,0	7,8	5,8	12,7	5,6	10,3	6,5
Propriétaires	3,5	3,5	2,9	3,8	3,8	6,0	3,1
Hébergés et occupants à titre gratuit	11,5	11,6	12,7	12,6	12,6	11,0	10,6
Autres cas <sup>b)</sup>	2,7	2,7	3,9	1,8	2,6	2,7	2,5

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur.

b) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, marinières, sans-abris).

Source : Banque de France.

**Caractéristiques professionnelles** (en % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	FRANCE	NORMANDIE	Calvados	Eure	Manche	Orne	Seine-Maritime
<b>Situation professionnelle</b>							
<b>Actifs</b>	<b>60,1</b>	<b>59,9</b>	<b>59,3</b>	<b>62,3</b>	<b>54,9</b>	<b>52,2</b>	<b>62,0</b>
Salariés en CDI <sup>a)</sup>	27,2	26,9	30,2	29,1	23,1	25,3	25,8
Salariés en CDD <sup>a)</sup>	4,5	4,6	4,9	4,6	5,6	5,0	4,1
Salariés intérimaires	2,1	2,3	2,4	2,9	2,6	1,7	1,9
Congé maternité	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1
Professions libérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Artisans, commerçants	0,2	0,1	0,2	0,2	0,0	0,3	0,1
Chômeurs	26,0	25,9	21,5	25,3	23,5	19,8	29,9
<b>Inactifs</b>	<b>39,9</b>	<b>40,1</b>	<b>40,7</b>	<b>37,7</b>	<b>45,1</b>	<b>47,8</b>	<b>38,0</b>
Sans profession	12,9	14,0	16,0	11,8	13,8	20,5	13,0
Retraités	16,2	16,0	16,7	15,2	20,1	19,0	14,4
Élèves ou étudiants	0,3	0,3	0,3	0,2	0,5	0,0	0,4
Congé maladie longue durée	4,1	3,7	3,5	3,8	3,6	3,4	3,8
Congé parental	0,7	0,7	0,5	0,5	1,4	0,7	0,7
Invalides	5,7	5,4	3,7	6,3	5,7	4,2	5,8
<b>Professions et catégories socioprofessionnelles <sup>b)</sup></b>							
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,5	0,4	0,6	0,5	0,1	0,3	0,3
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,4	0,9	0,9	0,9	0,8	1,3	0,8
Professions intermédiaires	3,1	2,6	3,5	2,0	3,0	2,1	2,4
Employés	30,5	26,1	26,5	27,5	20,9	17,7	28,4
Ouvriers	21,5	27,1	25,7	28,5	27,0	27,7	27,0
Inactifs ayant déjà travaillé	14,7	15,0	15,5	14,0	19,6	17,5	13,4
Autres personnes sans activité professionnelle	28,3	28,0	27,4	26,6	28,6	33,4	27,6

a) CDI : contrat à durée indéterminée; CDD : contrat à durée déterminée.

b) Les chômeurs sont classés dans leur précédente catégorie socioprofessionnelle.

Source : Banque de France.

## Ressources, patrimoine et capacité de remboursement

(en % du nombre de situations de surendettement recevables, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

	FRANCE	NORMANDIE	Calvados	Eure	Manche	Orne	Seine-Maritime
<b>Structure des ressources <sup>a)</sup></b>							
Revenus d'activité	52,3	51,3	55,0	53,0	48,1	47,1	50,4
Pensions	20,7	21,4	22,1	20,2	25,1	25,1	19,9
Revenus du patrimoine	0,3	0,2	0,2	0,1	0,3	0,3	0,2
Prestations familiales et de logement	12,0	11,9	10,2	11,7	11,7	11,6	12,9
Minima sociaux	11,6	12,4	9,2	12,1	11,4	12,9	14,3
Autres ressources	3,1	2,8	3,3	2,8	3,4	3,0	2,3
<b>Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) <sup>b)</sup></b>							
Ressources (R) < 934 euros	39,0	39,3	35,7	37,0	35,9	40,3	42,7
934 euros ≤ R < 1 179 euros	22,4	22,7	23,3	22,4	26,3	22,4	21,7
1 179 euros ≤ R < 1 390 euros	13,8	13,6	14,7	14,0	12,9	16,2	12,6
1 390 euros ≤ R < 1 583 euros	9,4	9,9	11,0	10,2	10,5	8,4	9,3
1 583 euros ≤ R < 1 771 euros	6,1	6,3	6,7	7,0	5,8	4,6	6,2
1 771 euros ≤ R < 1 979 euros	3,8	4,0	3,8	3,6	5,1	4,5	3,8
1 979 euros ≤ R < 2 223 euros	2,5	2,1	1,5	2,9	2,2	2,1	1,9
2 223 euros ≤ R < 2 568 euros	1,7	1,3	1,7	1,6	1,0	0,7	1,2
2 568 euros ≤ R < 3 261 euros	0,9	0,6	1,0	0,9	0,2	0,7	0,4
R ≥ 3 261 euros	0,3	0,3	0,7	0,4	0,0	0,2	0,2
<b>Patrimoine immobilier et financier <sup>c)</sup></b>							
Patrimoine (P) < 2 000 euros	82,5	83,9	86,2	78,5	85,0	76,5	86,6
2 000 euros ≤ P < 10 000 euros	1,4	0,9	1,1	0,6	1,1	1,5	0,9
10 000 euros ≤ P < 50 000 euros	2,6	2,2	2,5	1,4	3,3	5,8	1,3
P ≥ 50 000 euros	13,5	13,0	10,2	19,4	10,6	16,2	11,2
<b>Capacité de remboursement <sup>d)</sup></b>							
Capacité de remboursement (CAR) < 0 euro	50,1	49,6	47,7	47,8	45,1	49,5	52,6
0 euro ≤ CAR < 450 euros	28,5	28,5	30,5	28,3	31,0	27,3	27,2
dont : 0 euro ≤ CAR < 100 euros	8,0	8,2	9,1	7,6	9,4	9,3	7,6
100 euros ≤ CAR < 250 euros	9,9	9,5	9,5	10,3	11,4	9,3	8,7
250 euros ≤ CAR < 450 euros	10,6	10,7	11,8	10,5	10,2	8,8	10,9
450 euros ≤ CAR < 800 euros	10,9	11,4	11,1	11,9	12,6	12,2	10,9
800 euros ≤ CAR < 1 500 euros	7,7	8,0	7,3	9,1	9,8	8,4	7,2
CAR ≥ 1 500 euros	2,7	2,5	3,5	2,9	1,5	2,6	2,1

a) Ressources prises en compte dans les situations de surendettement, en % du total des ressources.

b) Situations de surendettement recevables. Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

c) Patrimoine immobilier et financier des ménages surendettés.

d) Capacité de remboursement des ménages surendettés.

Source : Banque de France.

### 3. Caractéristiques de l'endettement

#### Caractéristiques de l'endettement au niveau régional

(encours des dettes en milliers d'euros, endettement médian en euros, part en %, nombre de situations et de dettes en unités)

	Encours des dettes	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian	Nb médian de dettes par situation
<b>Dettes financières</b>	<b>226 085</b>	<b>5 964</b>	<b>26 963</b>	<b>75,6</b>	<b>82,2</b>	<b>14 838</b>	<b>3,0</b>
Dettes immobilières	102 531	1 029	1 754	34,3	14,2	92 513	1,0
Dettes à la consommation	118 757	5 263	21 174	39,7	72,5	12 822	3,0
Microcrédit et prêts sur gage	54	26	33	0,0	0,4	1 807	1,0
Autres dettes bancaires (découverts et dépassements)	4 743	3 254	4 002	1,6	44,8	740	1,0
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>37 220</b>	<b>5 727</b>	<b>23 783</b>	<b>12,5</b>	<b>78,9</b>	<b>3 528</b>	<b>3,0</b>
Dettes de logement	17 978	3 605	4 547	6,0	49,7	2 780	1,0
Dettes d'énergie et de communication	6 698	4 084	8 821	2,2	56,3	1 081	2,0
Dettes de transport	34	89	92	0,0	1,2	90	1,0
Dettes d'assurance/de mutuelle	1 844	2 355	3 808	0,6	32,4	493	1,0
Dettes de santé/d'éducation	1 648	1 920	3 298	0,6	26,4	361	1,0
Dettes alimentaires	854	246	261	0,3	3,4	1 900	1,0
Dettes fiscales	8 163	1 934	2 956	2,7	26,6	741	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>35 581</b>	<b>4 167</b>	<b>9 160</b>	<b>11,9</b>	<b>57,4</b>	<b>1 669</b>	<b>2,0</b>
Dettes diverses	22 911	2 378	4 262	7,7	32,8	1 149	1,0
Dettes sociales	7 317	2 215	3 108	2,4	30,5	1 049	1,0
Dettes professionnelles	1 036	74	95	0,3	1,0	3 211	1,0
Dettes pénales et réparations pécuniaires	4 316	1 263	1 695	1,4	17,4	656	1,0
<b>Endettement (hors dettes immobilières)</b>	<b>196 354</b>	<b>7 211</b>	<b>58 152</b>	<b>65,7</b>	<b>99,3</b>	<b>15 743</b>	<b>6,0</b>
Dettes éligibles au traitement du surendettement	290 739	7 256	57 572	97,3	100,0	16 990	7,0
<b>Endettement global</b>	<b>298 886</b>	<b>7 259</b>	<b>59 906</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>17 800</b>	<b>7,0</b>

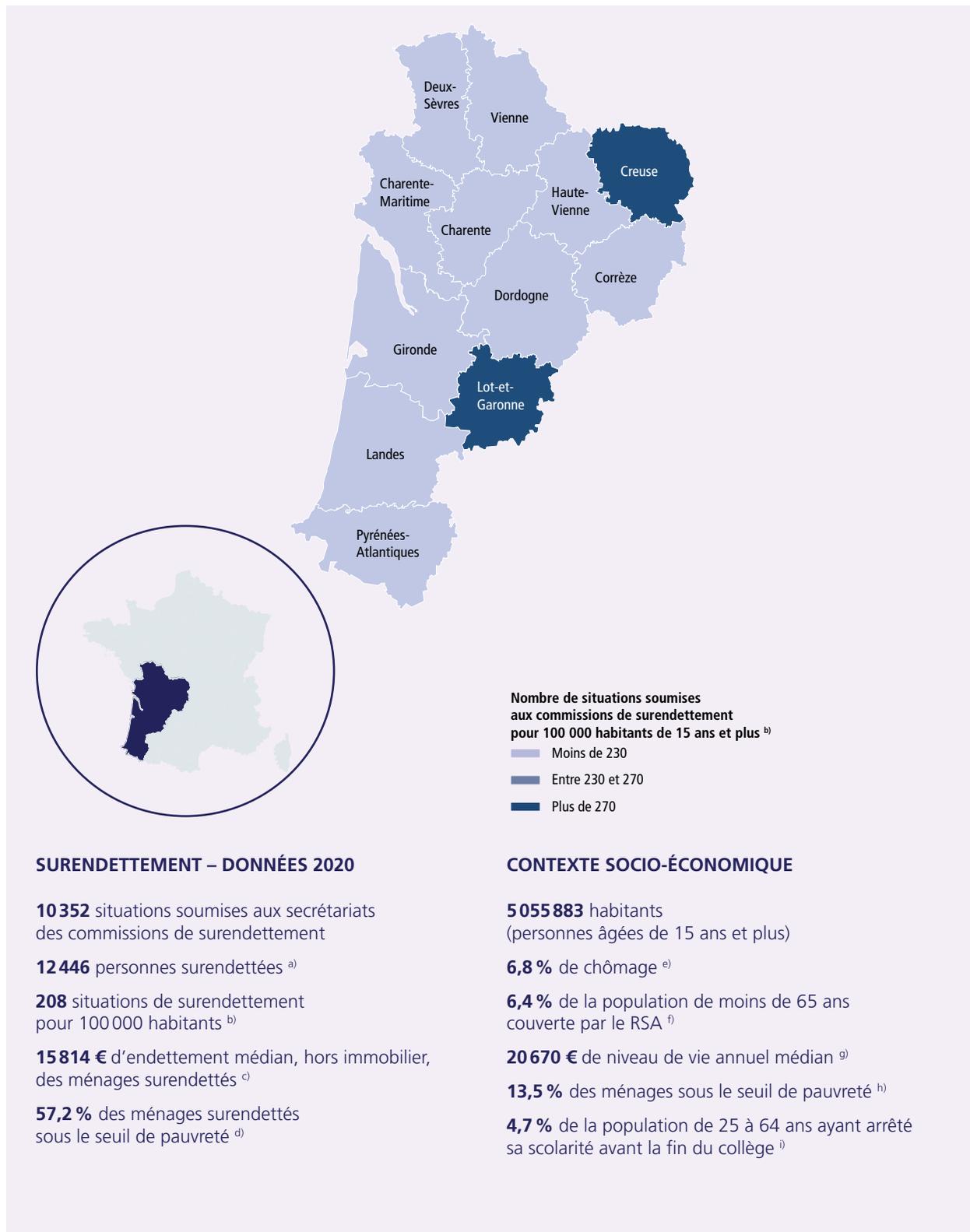
Note : Tableau détaillé disponible à l'adresse Internet

<https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement>

Source : Banque de France.



# RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE





## CHARENTE

**623** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**775** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**211** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**16 114 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,2 %** de chômage <sup>e)</sup>

**8,6 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**14,9 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## CREUSE

**308** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**357** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**305** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**11 813 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,5 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,3 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**18,2 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## CHARENTE-MARITIME

**1 223** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 395** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**221** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 667 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,8 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,5 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**13,0 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## DEUX-SÈVRES

**650** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**768** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**198** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 587 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**5,4 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,1 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**12,3 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## CORRÈZE

**441** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**527** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**215** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 941 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**5,8 %** de chômage <sup>e)</sup>

**3,8 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**12,9 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## DORDOGNE

**797** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**914** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**226** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**14 466 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,4 %** de chômage <sup>e)</sup>

**7,3 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**16,3 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## GIRONDE

**2 599** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**3 020** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**191** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**17 214 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,9 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,1 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**12,6 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## LOT-ET-GARONNE

**809** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**964** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**291** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**13 574 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,0 %** de chômage <sup>e)</sup>

**8,2 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**17,0 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## HAUTE-VIENNE

**683** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**778** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**217** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 013 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,5 %** de chômage <sup>e)</sup>

**7,9 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**15,1 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

**1 001** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 243** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**173** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**17 076 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,2 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,4 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**12,2 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## LANDES

**666** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**740** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**191** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**16 876 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,3 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,1 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**11,7 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## VIENNE

**732** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**965** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**200** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**13 732 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,1 %** de chômage <sup>e)</sup>

**7,5 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**14,0 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

# 1. Ménages surendettés et effacements de dettes

## Ménages selon la structure familiale (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020		Population française <sup>b)</sup> 2017	
	France	Région	France	Région
Hommes seuls	27,5	27,9	15,7	15,8
Femmes seules	22,1	22,7	20,7	21,5
Couples sans enfant	10,5	12,0	26,4	29,2
Familles monoparentales	20,4	18,7	9,4	8,7
<i>dont : hommes seuls avec enfant(s)</i>	2,1	2,1	1,7	1,7
<i>femmes seules avec enfant(s)</i>	18,3	16,6	7,7	7,0
Couples avec enfant(s)	17,5	16,6	25,7	22,8
Autres ménages sans famille <sup>c)</sup>	2,1	2,0	2,1	2,0

a) Situations de surendettement recevables.

b) Champ : France métropolitaine, population des ménages.

c) Cette catégorie correspond aux ménages composés de plus d'une personne et ne comprenant pas de famille, par exemple des colocataires. Elle exclut donc les couples, avec ou sans enfant(s), et les familles monoparentales.

Sources : Banque de France ; Insee, recensement de la population 2017.

## Effacements de dettes en 2020

### a) Situations en fin de procédure de surendettement (nombre en unités, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Nombre	Part	Nombre	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>118 376</b>	<b>100,0</b>	<b>11 732</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	48 002	40,6	4 732	40,3
<i>mesures avec effacement partiel<sup>c)</sup></i>	22 157	18,7	2 140	18,2
<i>autres situations closes<sup>d)</sup></i>	48 217	40,7	4 860	41,4

a) Hors dossiers clos avant examen de recevabilité, ainsi qu'après décision ou jugement d'irrecevabilité.

b) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

c) Mesures imposées avec effacement.

d) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire, clôtures acceptées par la commission.

### b) Effacements de dettes (montant en millions d'euros, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Montant	Part	Montant	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>5 529</b>	<b>100,0</b>	<b>558</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	1 014	18,3	99	17,7
<i>dont dettes éligibles</i>	953	17,2	93	16,6
<i>mesures avec effacement partiel – montant effacé</i>	533	9,6	56	10,1
<i>autres situations closes<sup>c)</sup></i>	3 450	62,4	356	63,7
<b>Montant total effacé<sup>d)</sup></b>	<b>1 485</b>	<b>26,9</b>	<b>149</b>	<b>26,7</b>

a) et b) Cf. renvois du tableau précédent.

c) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

d) Le montant total effacé est égal à la somme des postes « dettes éligibles » et « mesures avec effacement partiel – montant effacé ».

### c) Effacement moyen de dettes (en euros)

	Ménages surendettés France	Ménages surendettés région
Mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>a)</sup>	19 851	19 610
Mesures avec effacement partiel	24 037	26 305
<b>Montant moyen effacé<sup>b)</sup></b>	<b>21 173</b>	<b>21 695</b>

a) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

b) L'effacement moyen de dette est égal au montant total de dettes effacées en 2020 (tableau b), rapporté au nombre de situations de surendettement closes en 2020 et ayant bénéficié d'un effacement partiel ou total de leurs dettes (tableau a).

Source : Banque de France.

## 2. Caractéristiques des personnes et ménages surendettés

**Profil sociodémographique** (tableau 1/2) (en % du nombre de situations de surendettement recevables ou de personnes surendettées)

	FRANCE	NOUVELLE-AQUITAINE	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Deux-Sèvres	Dordogne
<b>Statut conjugal<sup>a)</sup></b>								
Couples (mariés, pacsés, en union libre)	46,6	47,3	47,1	46,1	49,7	50,4	48,5	45,5
Divorcés/séparés	27,7	28,3	29,2	29,3	25,9	29,3	28,0	29,5
Célibataires	20,9	19,3	18,1	19,5	19,8	14,8	16,8	18,9
Veufs(ves)	4,8	5,2	5,6	5,1	4,7	5,6	6,7	6,1
<b>Nombre de personnes à charge<sup>b)</sup></b>								
0	59,3	61,7	65,7	60,2	60,3	65,6	60,7	64,6
1	17,2	17,3	14,8	19,9	17,6	18,0	15,5	16,8
2	13,4	12,5	12,2	12,1	12,5	8,8	13,0	12,5
3	6,6	5,3	5,2	5,2	5,3	5,1	6,7	4,1
4 et plus	3,5	3,1	2,1	2,5	4,4	2,4	4,1	2,0
<b>Répartition par sexe et par âge<sup>c)</sup></b>								
<b>Hommes</b>								
De 18 à 24 ans	1,1	1,3	1,7	1,3	1,7	1,7	1,0	2,1
De 25 à 34 ans	7,0	6,5	6,1	6,1	7,4	5,3	7,4	5,8
De 35 à 44 ans	11,0	10,4	9,9	9,2	10,6	10,9	10,7	9,2
De 45 à 54 ans	12,2	12,2	15,2	13,5	8,5	12,9	11,2	11,3
De 55 à 64 ans	8,8	8,9	9,5	8,2	10,8	11,8	10,3	9,1
De 65 à 74 ans	4,6	5,2	4,8	5,3	2,8	5,0	5,9	7,9
75 ans et plus	1,5	2,0	2,5	1,7	2,3	1,4	1,3	2,8
<b>Femmes</b>								
De 18 à 24 ans	1,7	1,8	1,5	1,3	2,7	1,7	1,4	2,0
De 25 à 34 ans	9,9	8,8	7,5	8,5	10,1	5,3	10,2	7,2
De 35 à 44 ans	12,6	11,8	9,9	13,3	12,0	11,2	13,0	10,7
De 45 à 54 ans	13,6	13,3	14,8	13,6	12,7	14,3	11,3	11,8
De 55 à 64 ans	8,9	9,1	7,4	9,5	10,1	8,4	9,6	9,3
De 65 à 74 ans	5,1	6,1	5,5	5,8	6,5	8,1	4,7	7,0
75 ans et plus	2,0	2,5	3,6	2,6	1,9	2,0	2,0	3,8

a) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et conjoints éventuels (codébiteurs ou non).

b) En % du nombre de situations de surendettement recevables.

c) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus (débiteurs et codébiteurs).

Source : Banque de France.

**Situation au regard du logement<sup>a)</sup>** (tableau 1/2) (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	FRANCE	NOUVELLE-AQUITAINE	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Deux-Sèvres	Dordogne
Locataires	74,4	71,4	64,9	71,6	70,7	65,0	68,9	65,0
Propriétaires accédants	8,0	9,2	13,7	7,3	10,4	11,6	11,3	12,9
Propriétaires	3,5	4,9	6,7	4,4	6,5	8,5	6,8	5,9
Hébergés et occupants à titre gratuit	11,5	11,7	11,6	14,1	9,5	11,6	9,5	12,8
Autres cas <sup>b)</sup>	2,7	2,8	3,2	2,6	3,0	3,4	3,5	3,3

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur.

b) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, marinières, sans-abris).

Source : Banque de France.

**Profil sociodémographique** (tableau 2/2) (en % du nombre de situations de surendettement recevables ou de personnes surendettées)

	FRANCE	NOUVELLE-AQUITAINE	Gironde	Haute-Vienne	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Vienne
<b>Statut conjugal <sup>a)</sup></b>								
Couples (mariés, pacsés, en union libre)	46,6	47,3	47,5	47,2	47,8	51,2	45,4	45,4
Divorcés/séparés	27,7	28,3	28,1	27,4	29,8	23,8	28,8	29,7
Célibataires	20,9	19,3	20,3	19,8	17,1	20,2	20,3	19,0
Veufs(ves)	4,8	5,2	4,1	5,5	5,3	4,7	5,5	5,9
<b>Nombre de personnes à charge <sup>b)</sup></b>								
0	59,3	61,7	59,4	61,9	62,0	61,2	64,2	62,3
1	17,2	17,3	18,1	17,8	16,8	16,2	16,4	17,3
2	13,4	12,5	14,3	11,3	12,2	12,6	11,4	11,7
3	6,6	5,3	5,3	4,5	6,6	5,6	5,3	5,3
4 et plus	3,5	3,1	2,9	4,5	2,3	4,3	2,7	3,4
<b>Répartition par sexe et par âge <sup>c)</sup></b>								
<b>Hommes</b>								
De 18 à 24 ans	1,1	1,3	0,9	1,7	0,5	1,5	1,2	1,8
De 25 à 34 ans	7,0	6,5	6,6	6,9	5,8	6,8	5,6	7,5
De 35 à 44 ans	11,0	10,4	11,2	13,2	10,1	8,5	10,5	9,9
De 45 à 54 ans	12,2	12,2	11,7	9,8	12,2	13,3	13,0	12,3
De 55 à 64 ans	8,8	8,9	8,1	7,8	8,5	10,0	9,3	8,5
De 65 à 74 ans	4,6	5,2	4,9	4,8	5,8	4,8	4,9	5,4
75 ans et plus	1,5	2,0	1,8	1,8	2,4	2,9	1,5	2,6
<b>Femmes</b>								
De 18 à 24 ans	1,7	1,8	1,7	2,6	1,6	2,5	1,6	2,3
De 25 à 34 ans	9,9	8,8	9,3	9,6	9,2	8,7	9,6	8,4
De 35 à 44 ans	12,6	11,8	13,7	10,2	10,8	10,2	10,7	11,0
De 45 à 54 ans	13,6	13,3	14,4	13,2	12,6	13,3	12,3	12,8
De 55 à 64 ans	8,9	9,1	8,1	10,5	9,9	8,8	10,1	9,1
De 65 à 74 ans	5,1	6,1	5,8	5,4	7,4	6,3	6,8	5,7
75 ans et plus	2,0	2,5	1,9	2,4	3,1	2,5	2,8	2,7

a) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et conjoints éventuels (codébiteurs ou non).

b) En % du nombre de situations de surendettement recevables.

c) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus (débiteurs et codébiteurs).

Source : Banque de France.

**Situation au regard du logement <sup>a)</sup>** (tableau 2/2) (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	FRANCE	NOUVELLE-AQUITAINE	Gironde	Haute-Vienne	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Vienne
Locataires	74,4	71,4	75,1	71,7	72,3	72,3	77,0	66,9
Propriétaires accédants	8,0	9,2	7,5	10,8	8,6	8,4	6,8	9,6
Propriétaires	3,5	4,9	3,1	4,2	5,3	5,2	3,1	7,1
Hébergés et occupants à titre gratuit	11,5	11,7	11,6	11,6	11,4	12,1	10,3	12,6
Autres cas <sup>b)</sup>	2,7	2,8	2,7	1,7	2,5	1,9	2,8	3,9

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur.

b) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, marinières, sans-abris).

Source : Banque de France.

**Caractéristiques professionnelles** (tableau 1/2) (en % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	FRANCE	NOUVELLE-AQUITAINE	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Deux-Sèvres	Dordogne
<b>Situation professionnelle</b>								
<b>Actifs</b>	<b>60,1</b>	<b>59,0</b>	<b>58,2</b>	<b>59,2</b>	<b>58,8</b>	<b>53,8</b>	<b>57,8</b>	<b>52,2</b>
Salariés en CDI <sup>a)</sup>	27,2	24,9	25,7	23,1	23,1	20,2	27,1	23,7
Salariés en CDD <sup>a)</sup>	4,5	4,7	5,3	5,5	5,3	5,9	3,9	4,6
Salariés intérimaires	2,1	2,2	2,7	1,6	2,3	1,1	2,7	1,5
Congé maternité	0,1	0,1	0,1	0,0	0,2	0,3	0,1	0,0
Professions libérales	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1
Artisans, commerçants	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1
Chômeurs	26,0	26,9	24,3	28,6	27,7	26,3	23,7	22,1
<b>Inactifs</b>	<b>39,9</b>	<b>41,0</b>	<b>41,8</b>	<b>40,8</b>	<b>41,2</b>	<b>46,2</b>	<b>42,2</b>	<b>47,8</b>
Sans profession	12,9	10,3	10,8	10,4	13,7	13,7	14,1	12,7
Retraités	16,2	19,4	20,6	19,1	18,2	20,7	17,1	26,0
Élèves ou étudiants	0,3	0,3	0,0	0,4	0,0	0,0	0,1	0,2
Congé maladie longue durée	4,1	4,1	4,4	4,1	2,3	3,4	3,1	2,8
Congé parental	0,7	0,6	0,4	0,3	0,8	0,0	1,4	0,3
Invalides	5,7	6,2	5,5	6,5	6,3	8,4	6,4	5,7
<b>Professions et catégories socioprofessionnelles <sup>b)</sup></b>								
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,5	0,7	0,6	0,6	1,1	1,1	0,3	1,0
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,4	1,0	0,8	1,3	0,6	0,3	0,5	1,0
Professions intermédiaires	3,1	2,9	2,6	2,4	2,5	0,0	1,6	1,1
Employés	30,5	29,9	31,1	32,3	23,7	32,5	23,8	28,4
Ouvriers	21,5	22,2	25,9	24,5	16,9	21,0	27,9	19,1
Inactifs ayant déjà travaillé	14,7	17,5	17,7	17,7	17,1	19,3	15,8	23,5
Autres personnes sans activité professionnelle	28,3	25,9	21,3	21,1	38,1	25,8	30,2	25,8

a) CDI : contrat à durée indéterminée; CDD : contrat à durée déterminée.

b) Les chômeurs sont classés dans leur précédente catégorie socioprofessionnelle.

Source : Banque de France.

**Caractéristiques professionnelles (tableau 2/2)** (en % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	FRANCE	NOUVELLE-AQUITAINE	Gironde	Haute-Vienne	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Vienne
<b>Situation professionnelle</b>								
<b>Actifs</b>	<b>60,1</b>	<b>59,0</b>	<b>63,3</b>	<b>56,0</b>	<b>54,9</b>	<b>57,6</b>	<b>60,1</b>	<b>60,9</b>
Salariés en CDI <sup>a)</sup>	27,2	24,9	29,3	25,1	19,2	19,0	25,2	24,6
Salariés en CDD <sup>a)</sup>	4,5	4,7	4,2	6,3	5,5	5,7	2,9	4,5
Salariés intérimaires	2,1	2,2	2,1	1,0	3,1	2,2	2,6	3,1
Congé maternité	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Professions libérales	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
Artisans, commerçants	0,2	0,2	0,3	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0
Chômeurs	26,0	26,9	27,3	23,5	26,9	30,5	29,0	28,7
<b>Inactifs</b>	<b>39,9</b>	<b>41,0</b>	<b>36,7</b>	<b>44,0</b>	<b>45,1</b>	<b>42,4</b>	<b>39,9</b>	<b>39,1</b>
Sans profession	12,9	10,3	7,8	13,2	8,2	10,7	6,9	12,6
Retraités	16,2	19,4	16,9	18,5	22,8	21,2	19,4	18,7
Élèves ou étudiants	0,3	0,3	0,4	0,1	0,3	0,5	0,3	0,1
Congé maladie longue durée	4,1	4,1	4,9	5,7	5,7	3,4	4,5	3,0
Congé parental	0,7	0,6	0,9	0,3	0,5	0,7	0,6	0,4
Invalides	5,7	6,2	5,8	6,2	7,6	5,9	8,1	4,2
<b>Professions et catégories socioprofessionnelles <sup>b)</sup></b>								
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,5	0,7	0,6	0,9	0,4	1,1	0,4	0,4
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,4	1,0	1,4	1,3	0,5	0,6	1,4	0,8
Professions intermédiaires	3,1	2,9	3,9	5,0	2,4	3,8	3,1	2,3
Employés	30,5	29,9	33,6	26,2	29,5	25,5	31,1	28,7
Ouvriers	21,5	22,2	20,3	21,3	18,4	29,5	18,2	24,7
Inactifs ayant déjà travaillé	14,7	17,5	15,5	15,8	20,5	17,7	17,6	16,9
Autres personnes sans activité professionnelle	28,3	25,9	24,8	29,4	28,2	21,7	28,3	26,2

a) CDI : contrat à durée indéterminée ; CDD : contrat à durée déterminée.

b) Les chômeurs sont classés dans leur précédente catégorie socioprofessionnelle.

Source : Banque de France.

## Ressources, patrimoine et capacité de remboursement (tableau 1/2)

(en % du nombre de situations de surendettement recevables, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

	FRANCE	NOUVELLE-AQUITAINE	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Deux-Sèvres	Dordogne
<b>Structure des ressources <sup>a)</sup></b>								
Revenus d'activité	52,3	49,2	51,0	48,9	47,6	42,6	47,4	45,2
Pensions	20,7	24,1	25,5	24,4	22,4	27,0	20,8	30,7
Revenus du patrimoine	0,3	0,3	0,8	0,4	0,8	0,4	0,1	0,2
Prestations familiales et de logement	12,0	11,6	10,0	11,7	13,8	11,9	14,5	10,0
Minima sociaux	11,6	11,5	9,9	12,1	12,2	15,3	13,4	11,1
Autres ressources	3,1	3,2	2,8	2,6	3,2	2,7	3,8	2,8
<b>Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) <sup>b)</sup></b>								
Ressources (R) < 934 euros	39,0	38,6	31,4	38,6	42,1	44,0	40,0	39,5
934 euros ≤ R < 1 179 euros	22,4	23,0	26,4	23,8	25,0	23,4	24,0	20,0
1 179 euros ≤ R < 1 390 euros	13,8	14,2	13,7	14,1	14,1	13,7	14,3	14,4
1 390 euros ≤ R < 1 583 euros	9,4	9,5	8,8	9,1	7,2	9,3	9,6	9,7
1 583 euros ≤ R < 1 771 euros	6,1	5,8	8,0	5,4	5,1	5,5	4,8	6,5
1 771 euros ≤ R < 1 979 euros	3,8	4,1	5,9	4,4	3,2	3,1	4,3	4,5
1 979 euros ≤ R < 2 223 euros	2,5	2,3	2,7	2,1	1,2	0,7	1,3	2,6
2 223 euros ≤ R < 2 568 euros	1,7	1,6	1,8	1,6	1,4	0,0	1,1	1,7
2 568 euros ≤ R < 3 261 euros	0,9	0,7	1,0	0,7	0,7	0,0	0,5	0,8
R ≥ 3 261 euros	0,3	0,2	0,3	0,3	0,0	0,3	0,0	0,3
<b>Patrimoine immobilier et financier <sup>c)</sup></b>								
Patrimoine (P) < 2 000 euros	82,5	79,7	71,0	83,2	76,0	68,4	74,8	74,2
2 000 euros ≤ P < 10 000 euros	1,4	1,2	1,7	0,9	0,9	1,0	1,1	0,9
10 000 euros ≤ P < 50 000 euros	2,6	3,0	4,6	1,7	4,6	10,9	5,9	4,0
P ≥ 50 000 euros	13,5	16,1	22,7	14,1	18,5	19,7	18,2	20,9
<b>Capacité de remboursement <sup>d)</sup></b>								
Capacité de remboursement (CAR) < 0 euro	50,1	49,1	44,8	50,0	49,9	46,6	49,1	48,3
0 euro ≤ CAR < 450 euros	28,5	29,7	29,5	29,4	30,9	34,0	30,4	27,6
dont : 0 euro ≤ CAR < 100 euros	8,0	8,7	7,6	8,8	9,9	9,2	8,6	7,7
100 euros ≤ CAR < 250 euros	9,9	10,1	11,3	10,7	9,5	11,6	10,9	9,2
250 euros ≤ CAR < 450 euros	10,6	10,9	10,6	9,9	11,5	13,3	10,9	10,7
450 euros ≤ CAR < 800 euros	10,9	11,3	12,5	10,5	9,5	10,9	10,9	15,1
800 euros ≤ CAR < 1 500 euros	7,7	7,4	9,0	7,6	7,6	6,5	7,3	6,6
CAR ≥ 1 500 euros	2,7	2,4	4,1	2,6	2,1	2,0	2,2	2,4

a) Ressources prises en compte dans les situations de surendettement, en % du total des ressources.

b) Situations de surendettement recevables. Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

c) Patrimoine immobilier et financier des ménages surendettés.

d) Capacité de remboursement des ménages surendettés.

Source : Banque de France.

**Ressources, patrimoine et capacité de remboursement (tableau 2/2)**

(en % du nombre de situations de surendettement recevables, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

	FRANCE	NOUVELLE-AQUITAINE	Gironde	Haute-Vienne	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Vienne
<b>Structure des ressources <sup>a)</sup></b>								
Revenus d'activité	52,3	49,2	54,5	46,7	46,7	44,1	48,3	49,7
Pensions	20,7	24,1	20,9	23,6	28,9	25,6	24,8	23,5
Revenus du patrimoine	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,3	0,2
Prestations familiales et de logement	12,0	11,6	10,6	12,8	10,7	14,6	11,3	11,9
Minima sociaux	11,6	11,5	10,1	12,8	9,9	12,8	11,8	12,2
Autres ressources	3,1	3,2	3,5	4,0	3,6	2,7	3,6	2,6
<b>Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) <sup>b)</sup></b>								
Ressources (R) < 934 euros	39,0	38,6	37,3	39,1	35,6	45,1	34,1	43,4
934 euros ≤ R < 1 179 euros	22,4	23,0	22,2	24,0	22,5	23,4	22,0	22,7
1 179 euros ≤ R < 1 390 euros	13,8	14,2	15,3	12,0	13,8	12,0	16,8	12,4
1 390 euros ≤ R < 1 583 euros	9,4	9,5	9,6	10,8	11,0	9,5	9,7	9,0
1 583 euros ≤ R < 1 771 euros	6,1	5,8	5,9	5,5	7,0	3,7	6,7	5,3
1 771 euros ≤ R < 1 979 euros	3,8	4,1	4,6	4,0	4,3	2,4	4,3	2,8
1 979 euros ≤ R < 2 223 euros	2,5	2,3	2,8	2,4	3,2	2,2	3,0	1,5
2 223 euros ≤ R < 2 568 euros	1,7	1,6	1,5	2,1	1,7	1,3	1,8	2,0
2 568 euros ≤ R < 3 261 euros	0,9	0,7	0,7	0,2	0,8	0,4	1,4	0,5
R ≥ 3 261 euros	0,3	0,2	0,3	0,0	0,2	0,0	0,2	0,4
<b>Patrimoine immobilier et financier <sup>c)</sup></b>								
Patrimoine (P) < 2 000 euros	82,5	79,7	85,2	77,7	80,0	80,4	83,5	74,8
2 000 euros ≤ P < 10 000 euros	1,4	1,2	1,2	0,9	0,8	1,1	1,6	1,8
10 000 euros ≤ P < 50 000 euros	2,6	3,0	1,0	4,4	1,8	3,8	1,7	3,8
P ≥ 50 000 euros	13,5	16,1	12,5	17,0	17,3	14,7	13,3	19,6
<b>Capacité de remboursement <sup>d)</sup></b>								
Capacité de remboursement (CAR) < 0 euro	50,1	49,1	49,5	50,3	46,2	53,3	46,6	51,9
0 euro ≤ CAR < 450 euros	28,5	29,7	29,4	26,4	32,2	29,3	31,7	29,1
dont : 0 euro ≤ CAR < 100 euros	8,0	8,7	8,8	8,9	8,1	8,7	8,9	9,6
100 euros ≤ CAR < 250 euros	9,9	10,1	9,8	8,6	12,0	10,5	10,5	8,3
250 euros ≤ CAR < 450 euros	10,6	10,9	10,9	8,9	12,0	10,2	12,3	11,2
450 euros ≤ CAR < 800 euros	10,9	11,3	11,5	13,1	10,6	8,9	12,1	9,1
800 euros ≤ CAR < 1 500 euros	7,7	7,4	7,4	7,7	9,2	6,4	7,0	7,4
CAR ≥ 1 500 euros	2,7	2,4	2,3	2,6	1,8	2,0	2,5	2,5

a) Ressources prises en compte dans les situations de surendettement, en % du total des ressources.

b) Situations de surendettement recevables. Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

c) Patrimoine immobilier et financier des ménages surendettés.

d) Capacité de remboursement des ménages surendettés.

Source : Banque de France.

### 3. Caractéristiques de l'endettement

#### Caractéristiques de l'endettement au niveau régional

(encours des dettes en milliers d'euros, endettement médian en euros, part en %, nombre de situations et de dettes en unités)

	Encours des dettes	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian	Nb médian de dettes par situation
<b>Dettes financières</b>	<b>346 265</b>	<b>8 550</b>	<b>39 137</b>	<b>73,1</b>	<b>83,0</b>	<b>15 952</b>	<b>3,0</b>
Dettes immobilières	162 875	1 686	2 911	34,4	16,4	83 714	1,0
Dettes à la consommation	175 462	7 663	30 982	37,0	74,4	13 146	3,0
Microcrédit et prêts sur gage	66	38	45	0,0	0,4	1 684	1,0
Autres dettes bancaires (découverts et dépassements)	7 863	4 220	5 199	1,7	41,0	811	1,0
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>56 696</b>	<b>7 812</b>	<b>30 338</b>	<b>12,0</b>	<b>75,9</b>	<b>3 289</b>	<b>3,0</b>
Dettes de logement	21 415	4 272	5 206	4,5	41,5	2 894	1,0
Dettes d'énergie et de communication	8 945	5 299	11 282	1,9	51,5	1 072	2,0
Dettes de transport	25	91	106	0,0	0,9	144	1,0
Dettes d'assurance/de mutuelle	2 468	2 891	4 612	0,5	28,1	532	1,0
Dettes de santé/d'éducation	2 282	2 388	3 814	0,5	23,2	377	1,0
Dettes alimentaires	1 838	297	320	0,4	2,9	2 160	1,0
Dettes fiscales	19 723	3 174	4 998	4,2	30,8	878	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>71 031</b>	<b>5 478</b>	<b>11 993</b>	<b>15,0</b>	<b>53,2</b>	<b>1 851</b>	<b>2,0</b>
Dettes diverses	49 351	3 206	5 821	10,4	31,1	1 243	1,0
Dettes sociales	11 305	2 887	4 177	2,4	28,0	1 309	1,0
Dettes professionnelles	3 329	97	127	0,7	0,9	3 940	1,0
Dettes pénales et réparations pécuniaires	7 046	1 394	1 868	1,5	13,5	650	1,0
<b>Endettement (hors dettes immobilières)</b>	<b>311 117</b>	<b>10 220</b>	<b>78 557</b>	<b>65,6</b>	<b>99,3</b>	<b>15 814</b>	<b>6,0</b>
Dettes éligibles au traitement du surendettement	459 879	10 290	78 805	97,0	99,9	17 923	7,0
<b>Endettement global</b>	<b>473 991</b>	<b>10 297</b>	<b>81 468</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>18 501</b>	<b>7,0</b>

Note : Tableau détaillé disponible à l'adresse Internet

<https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement>

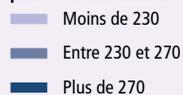
Source : Banque de France.



# RÉGION OCCITANIE



Nombre de situations soumises  
aux commissions de surendettement  
pour 100 000 habitants de 15 ans et plus <sup>b)</sup>



## SURENDETTEMENT – DONNÉES 2020

**9 104** situations soumises aux secrétariats  
des commissions de surendettement

**10 545** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**184** situations de surendettement  
pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 834 €** d'endettement médian, hors immobilier,  
des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**57,9 %** des ménages surendettés  
sous le seuil de pauvreté <sup>d)</sup>

## CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

**4 953 152** habitants  
(personnes âgées de 15 ans et plus)

**8,4 %** de chômage <sup>e)</sup>

**8,3 %** de la population de moins de 65 ans  
couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**20 180 €** de niveau de vie annuel médian <sup>g)</sup>

**16,8 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

**5,1 %** de la population de 25 à 64 ans ayant arrêté  
sa scolarité avant la fin du collège <sup>i)</sup>



## ARIÈGE

**252** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**300** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**195** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**12 500 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**8,7 %** de chômage <sup>e)</sup>

**10,3 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**18,4 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## GARD

**1 105** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 273** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**178** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**16 572 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**9,8 %** de chômage <sup>e)</sup>

**11,1 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**19,3 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## AUDE

**670** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**801** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**213** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**14 753 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**9,4 %** de chômage <sup>e)</sup>

**11,8 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**20,8 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## GERS

**320** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**366** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**197** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 020 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**5,2 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,8 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**14,8 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## AVEYRON

**295** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**358** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**125** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**12 818 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**5,5 %** de chômage <sup>e)</sup>

**4,2 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**13,9 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## HAUTE-GARONNE

**1 905** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**2 181** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**165** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 777 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,9 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,2 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**12,9 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## LOT

**297** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**332** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**198** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**11 862 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,2 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,0 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**14,8 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## HAUTES-PYRÉNÉES

**377** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**424** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**194** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**14 940 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**8,4 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,7 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**15,0 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## LOZÈRE

**70** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**89** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**108** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**13 605 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**4,7 %** de chômage <sup>e)</sup>

**3,8 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**14,9 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## HÉRAULT

**1 792** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**2 106** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**183** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**17 291 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**10,2 %** de chômage <sup>e)</sup>

**8,8 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**19,1 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## PYRÉNÉES-ORIENTALES

**1 035** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 177** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**257** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**17 282 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**11,4 %** de chômage <sup>e)</sup>

**13,0 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**20,5 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## TARN

**596** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**715** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**183** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**13 739 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,4 %** de chômage <sup>e)</sup>

**7,5 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**15,2 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## TARN-ET-GARONNE

**390** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**423** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**182** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 506 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,9 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,8 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**16,8 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

# 1. Ménages surendettés et effacements de dettes

## Ménages selon la structure familiale (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020		Population française <sup>b)</sup> 2017	
	France	Région	France	Région
Hommes seuls	27,5	28,5	15,7	16,6
Femmes seules	22,1	24,8	20,7	21,0
Couples sans enfant	10,5	10,0	26,4	27,4
Familles monoparentales	20,4	19,7	9,4	9,6
<i>dont : hommes seuls avec enfant(s)</i>	<i>2,1</i>	<i>2,0</i>	<i>1,7</i>	<i>1,8</i>
<i>femmes seules avec enfant(s)</i>	<i>18,3</i>	<i>17,7</i>	<i>7,7</i>	<i>7,8</i>
Couples avec enfant(s)	17,5	15,1	25,7	23,1
Autres ménages sans famille <sup>c)</sup>	2,1	2,0	2,1	2,4

a) Situations de surendettement recevables.

b) Champ : France métropolitaine, population des ménages.

c) Cette catégorie correspond aux ménages composés de plus d'une personne et ne comprenant pas de famille, par exemple des colocataires. Elle exclut donc les couples, avec ou sans enfant(s), et les familles monoparentales.

Sources : Banque de France ; Insee, recensement de la population 2017.

## Effacements de dettes en 2020

### a) Situations en fin de procédure de surendettement (nombre en unités, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Nombre	Part	Nombre	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>118 376</b>	<b>100,0</b>	<b>10 333</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	<i>48 002</i>	<i>40,6</i>	<i>4 890</i>	<i>47,3</i>
<i>mesures avec effacement partiel<sup>c)</sup></i>	<i>22 157</i>	<i>18,7</i>	<i>1 730</i>	<i>16,7</i>
<i>autres situations closes<sup>d)</sup></i>	<i>48 217</i>	<i>40,7</i>	<i>3 713</i>	<i>35,9</i>

a) Hors dossiers clos avant examen de recevabilité, ainsi qu'après décision ou jugement d'irrecevabilité.

b) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

c) Mesures imposées avec effacement.

d) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire, clôtures acceptées par la commission.

### b) Effacements de dettes (montant en millions d'euros, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Montant	Part	Montant	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>5 529</b>	<b>100,0</b>	<b>491</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	<i>1 014</i>	<i>18,3</i>	<i>109</i>	<i>22,2</i>
<i>dont dettes éligibles</i>	<i>953</i>	<i>17,2</i>	<i>102</i>	<i>20,9</i>
<i>mesures avec effacement partiel – montant effacé</i>	<i>533</i>	<i>9,6</i>	<i>47</i>	<i>9,6</i>
<i>autres situations closes<sup>c)</sup></i>	<i>3 450</i>	<i>62,4</i>	<i>295</i>	<i>60,1</i>
<b>Montant total effacé<sup>d)</sup></b>	<b>1 485</b>	<b>26,9</b>	<b>150</b>	<b>30,5</b>

a) et b) Cf. renvois du tableau précédent.

c) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

d) Le montant total effacé est égal à la somme des postes « dettes éligibles » et « mesures avec effacement partiel – montant effacé ».

### c) Effacement moyen de dettes (en euros)

	Ménages surendettés France	Ménages surendettés région
Mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>a)</sup>	19 851	20 958
Mesures avec effacement partiel	24 037	27 264
<b>Montant moyen effacé<sup>b)</sup></b>	<b>21 173</b>	<b>22 606</b>

a) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

b) L'effacement moyen de dette est égal au montant total de dettes effacées en 2020 (tableau b), rapporté au nombre de situations de surendettement closes en 2020 et ayant bénéficié d'un effacement partiel ou total de leurs dettes (tableau a).

Source : Banque de France.

## 2. Caractéristiques des personnes et ménages surendettés

**Profil sociodémographique** (tableau 1/2) (en % du nombre de situations de surendettement recevables ou de personnes surendettées)

	FRANCE	OCCITANIE	Ariège	Aude	Aveyron	Gard	Gers	Haute-Garonne	Hautes-Pyrénées
<b>Statut conjugal <sup>a)</sup></b>									
Couples (mariés, pacsés, en union libre)	46,6	43,1	44,0	46,7	50,8	42,3	45,4	40,7	42,7
Divorcés/séparés	27,7	27,8	26,0	25,1	23,8	30,8	25,8	28,5	29,7
Célibataires	20,9	24,0	22,3	22,5	22,6	21,4	23,7	26,8	23,3
Veufs(ves)	4,8	5,2	7,6	5,6	2,8	5,5	5,1	4,0	4,2
<b>Nombre de personnes à charge <sup>b)</sup></b>									
0	59,3	62,6	63,1	61,4	61,2	59,6	64,0	61,6	63,7
1	17,2	17,1	18,0	15,0	15,1	19,2	13,5	17,2	15,9
2	13,4	12,1	10,6	12,8	12,4	12,1	15,2	12,3	11,7
3	6,6	5,5	5,1	6,4	7,9	6,6	4,0	6,4	5,0
4 et plus	3,5	2,7	3,1	4,4	3,4	2,5	3,3	2,4	3,6
<b>Répartition par sexe et par âge <sup>c)</sup></b>									
<b>Hommes</b>									
De 18 à 24 ans	1,1	0,9	0,7	0,7	0,6	1,0	1,6	0,8	1,7
De 25 à 34 ans	7,0	6,9	5,7	8,0	9,5	6,3	6,0	8,1	6,1
De 35 à 44 ans	11,0	10,2	10,3	9,0	12,3	9,2	11,7	11,5	9,4
De 45 à 54 ans	12,2	11,0	13,7	10,1	10,1	10,9	10,7	11,2	11,6
De 55 à 64 ans	8,8	8,8	10,3	9,0	9,8	8,7	7,1	8,9	8,0
De 65 à 74 ans	4,6	5,7	6,3	5,9	5,9	5,8	6,8	3,9	6,1
75 ans et plus	1,5	2,0	1,7	1,9	2,0	2,2	2,2	1,7	3,5
<b>Femmes</b>									
De 18 à 24 ans	1,7	1,4	1,0	1,4	1,4	1,0	2,5	1,3	2,1
De 25 à 34 ans	9,9	9,6	9,7	8,6	13,7	9,2	10,1	11,6	9,2
De 35 à 44 ans	12,6	12,0	11,0	13,1	8,9	12,1	12,3	12,8	12,0
De 45 à 54 ans	13,6	13,3	12,0	13,5	11,2	12,8	9,6	13,6	13,2
De 55 à 64 ans	8,9	9,2	9,7	9,7	7,5	11,2	9,0	7,8	8,5
De 65 à 74 ans	5,1	6,2	4,3	6,2	5,9	6,6	6,8	4,7	5,9
75 ans et plus	2,0	2,6	3,7	2,9	1,4	2,9	3,6	2,1	2,6

a) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et conjoints éventuels (codébiteurs ou non).

b) En % du nombre de situations de surendettement recevables.

c) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus (débiteurs et codébiteurs).

Source : Banque de France.

**Situation au regard du logement <sup>a)</sup>** (tableau 1/2) (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	FRANCE	OCCITANIE	Ariège	Aude	Aveyron	Gard	Gers	Haute-Garonne	Hautes-Pyrénées
Locataires	74,4	72,6	60,4	74,2	77,0	72,6	63,7	76,5	66,8
Propriétaires accédants	8,0	7,7	12,2	8,2	6,2	7,5	10,6	5,5	11,5
Propriétaires	3,5	4,1	7,1	4,0	6,5	3,9	6,6	2,5	6,7
Hébergés et occupants à titre gratuit	11,5	12,4	15,3	11,6	7,9	12,5	12,9	12,9	12,6
Autres cas <sup>b)</sup>	2,7	3,2	5,1	2,1	2,4	3,6	6,3	2,5	2,5

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur.

b) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, marinières, sans-abris).

Source : Banque de France.

**Profil sociodémographique (tableau 2/2)** (en % du nombre de situations de surendettement recevables ou de personnes surendettées)

	FRANCE	OCCITANIE	Hérault	Lot	Lozère	Pyrénées-Orientales	Tarn	Tarn-et-Garonne
<b>Statut conjugal<sup>a)</sup></b>								
Couples (mariés, pacsés, en union libre)	46,6	43,1	41,8	43,8	43,3	40,4	46,9	48,0
Divorcés/séparés	27,7	27,8	28,4	28,5	39,2	26,3	28,5	22,2
Célibataires	20,9	24,0	25,1	21,3	14,4	25,0	20,2	24,4
Veufs(ves)	4,8	5,2	4,7	6,3	3,1	8,3	4,4	5,3
<b>Nombre de personnes à charge<sup>b)</sup></b>								
0	59,3	62,6	63,4	66,4	68,4	66,3	60,7	61,4
1	17,2	17,1	17,8	17,3	15,8	16,6	17,3	16,8
2	13,4	12,1	11,0	9,6	10,5	11,0	14,7	14,2
3	6,6	5,5	5,3	5,5	5,3	4,1	3,9	3,8
4 et plus	3,5	2,7	2,4	1,1	0,0	1,9	3,4	3,8
<b>Répartition par sexe et par âge<sup>c)</sup></b>								
<b>Hommes</b>								
De 18 à 24 ans	1,1	0,9	0,9	1,5	0,0	0,8	0,7	0,9
De 25 à 34 ans	7,0	6,9	6,3	5,4	9,0	6,5	6,6	7,1
De 35 à 44 ans	11,0	10,2	10,5	7,8	6,7	9,2	10,1	11,3
De 45 à 54 ans	12,2	11,0	11,2	10,8	20,2	8,8	13,6	11,1
De 55 à 64 ans	8,8	8,8	9,3	6,9	11,2	8,9	8,8	7,3
De 65 à 74 ans	4,6	5,7	6,2	6,6	5,6	7,1	5,2	7,1
75 ans et plus	1,5	2,0	2,2	2,4	0,0	2,3	1,7	1,4
<b>Femmes</b>								
De 18 à 24 ans	1,7	1,4	1,7	1,2	2,2	1,1	1,1	1,4
De 25 à 34 ans	9,9	9,6	8,5	7,8	5,6	7,6	10,5	10,9
De 35 à 44 ans	12,6	12,0	12,0	12,3	9,0	11,0	12,7	9,5
De 45 à 54 ans	13,6	13,3	13,3	13,9	16,9	15,2	11,7	15,6
De 55 à 64 ans	8,9	9,2	8,4	13,6	7,9	9,7	10,2	8,0
De 65 à 74 ans	5,1	6,2	6,9	6,3	2,2	7,9	5,6	7,3
75 ans et plus	2,0	2,6	2,6	3,3	3,4	4,1	1,5	0,9

a) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et conjoints éventuels (codébiteurs ou non).

b) En % du nombre de situations de surendettement recevables.

c) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus (débiteurs et codébiteurs).

Source : Banque de France.

**Situation au regard du logement<sup>a)</sup>** (tableau 2/2) (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	FRANCE	OCCITANIE	Hérault	Lot	Lozère	Pyrénées-Orientales	Tarn	Tarn-et-Garonne
Locataires	74,4	72,6	75,5	70,5	75,0	70,6	68,6	66,4
Propriétaires accédants	8,0	7,7	6,3	9,6	6,6	8,4	11,0	9,0
Propriétaires	3,5	4,1	3,2	6,3	1,3	4,5	4,4	5,2
Hébergés et occupants à titre gratuit	11,5	12,4	11,9	12,2	13,2	11,5	13,6	16,5
Autres cas <sup>b)</sup>	2,7	3,2	3,1	1,5	3,9	5,0	2,4	2,9

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur.

b) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, mariners, sans-abris).

Source : Banque de France.

**Caractéristiques professionnelles** (tableau 1/2) (en % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	FRANCE	OCCITANIE	Ariège	Aude	Aveyron	Gard	Gers	Haute-Garonne	Hautes-Pyrénées
<b>Situation professionnelle</b>									
<b>Actifs</b>	<b>60,1</b>	<b>56,4</b>	<b>51,0</b>	<b>50,2</b>	<b>54,5</b>	<b>57,7</b>	<b>49,5</b>	<b>61,4</b>	<b>55,0</b>
Salariés en CDI <sup>a)</sup>	27,2	23,2	21,3	19,1	22,9	23,7	20,8	27,8	23,6
Salariés en CDD <sup>a)</sup>	4,5	4,4	4,3	4,1	5,9	4,0	4,1	4,7	4,7
Salariés intérimaires	2,1	1,7	2,3	2,0	2,0	1,3	1,4	1,8	1,4
Congé maternité	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Professions libérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2
Artisans, commerçants	0,2	0,2	0,0	0,1	0,3	0,2	0,0	0,1	0,0
Chômeurs	26,0	26,7	23,0	24,8	23,2	28,4	23,2	26,9	25,0
<b>Inactifs</b>	<b>39,9</b>	<b>43,6</b>	<b>49,0</b>	<b>49,8</b>	<b>45,5</b>	<b>42,3</b>	<b>50,5</b>	<b>38,6</b>	<b>45,0</b>
Sans profession	12,9	11,7	15,7	15,2	12,3	8,9	15,8	11,7	11,6
Retraités	16,2	19,5	22,7	20,6	17,3	20,3	21,6	13,8	22,6
Élèves ou étudiants	0,3	0,3	0,0	0,0	0,3	0,2	0,3	0,5	0,0
Congé maladie longue durée	4,1	4,1	3,7	4,0	4,7	5,9	5,5	4,2	4,0
Congé parental	0,7	0,7	0,0	0,6	1,7	0,7	1,4	0,5	0,5
Invalides	5,7	7,5	7,0	9,4	9,2	6,4	6,0	7,9	6,4
<b>Professions et catégories socioprofessionnelles <sup>b)</sup></b>									
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,5	0,7	0,3	0,5	0,8	0,9	0,5	0,8	0,9
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,4	1,3	1,0	1,1	0,6	1,5	0,8	2,1	1,4
Professions intermédiaires	3,1	2,9	3,3	2,5	2,5	2,4	2,2	3,5	5,0
Employés	30,5	31,1	28,0	25,6	31,6	35,9	27,6	35,8	35,4
Ouvriers	21,5	17,6	28,3	16,5	19,0	15,2	28,1	21,7	19,3
Inactifs ayant déjà travaillé	14,7	17,3	17,3	18,9	16,2	18,0	20,2	12,0	20,0
Autres personnes sans activité professionnelle	28,3	28,9	21,7	35,0	29,3	26,0	20,5	24,0	17,9

a) CDI : contrat à durée indéterminée ; CDD : contrat à durée déterminée.

b) Les chômeurs sont classés dans leur précédente catégorie socioprofessionnelle.

Source : Banque de France.

**Caractéristiques professionnelles** (tableau 2/2) (en % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	FRANCE	OCCITANIE	Hérault	Lot	Lozère	Pyrénées-Orientales	Tarn	Tarn-et-Garonne
<b>Situation professionnelle</b>								
<b>Actifs</b>	<b>60,1</b>	<b>56,4</b>	<b>55,1</b>	<b>52,1</b>	<b>57,3</b>	<b>59,8</b>	<b>54,1</b>	<b>54,4</b>
Salariés en CDI <sup>a)</sup>	27,2	23,2	23,1	19,0	30,3	19,8	21,3	24,8
Salariés en CDD <sup>a)</sup>	4,5	4,4	4,1	3,9	4,5	5,4	4,3	3,5
Salariés intérimaires	2,1	1,7	1,6	1,2	1,1	1,2	2,9	1,9
Congé maternité	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2
Professions libérales	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Artisans, commerçants	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,4	0,0	0,5
Chômeurs	26,0	26,7	25,9	28,0	21,3	32,8	25,6	23,4
<b>Inactifs</b>	<b>39,9</b>	<b>43,6</b>	<b>44,9</b>	<b>47,9</b>	<b>42,7</b>	<b>40,2</b>	<b>45,9</b>	<b>45,6</b>
Sans profession	12,9	11,7	12,3	15,1	16,9	5,7	14,1	11,6
Retraités	16,2	19,5	21,2	21,4	11,2	24,2	17,9	19,4
Élèves ou étudiants	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,2	0,3	0,5
Congé maladie longue durée	4,1	4,1	3,7	4,2	4,5	1,8	4,8	4,0
Congé parental	0,7	0,7	0,7	0,3	0,0	0,5	1,1	0,5
Invalides	5,7	7,5	6,6	6,6	10,1	7,8	7,7	9,7
<b>Professions et catégories socioprofessionnelles <sup>b)</sup></b>								
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,5	0,7	0,3	0,6	0,0	0,9	1,5	0,9
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,4	1,3	1,2	0,3	1,1	0,8	1,3	1,7
Professions intermédiaires	3,1	2,9	2,4	2,7	0,0	2,8	2,5	5,2
Employés	30,5	31,1	29,6	24,7	27,0	26,0	31,7	30,5
Ouvriers	21,5	17,6	10,2	16,0	34,8	14,6	21,5	23,2
Inactifs ayant déjà travaillé	14,7	17,3	19,7	20,2	10,1	20,7	15,1	18,0
Autres personnes sans activité professionnelle	28,3	28,9	36,6	35,5	27,0	34,1	26,3	20,6

a) CDI : contrat à durée indéterminée ; CDD : contrat à durée déterminée.

b) Les chômeurs sont classés dans leur précédente catégorie socioprofessionnelle.

Source : Banque de France.

**Ressources, patrimoine et capacité de remboursement** (tableau 1/2)

(en % du nombre de situations de surendettement recevables, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

	FRANCE	OCCITANIE	Ariège	Aude	Aveyron	Gard	Gers	Haute-Garonne	Hautes-Pyrénées
<b>Structure des ressources <sup>a)</sup></b>									
Revenus d'activité	52,3	47,5	43,2	41,2	48,9	48,3	43,5	54,2	44,5
Pensions	20,7	24,3	27,4	25,5	23,5	24,7	28,2	18,0	27,7
Revenus du patrimoine	0,3	0,5	1,0	0,6	0,0	0,4	0,2	0,4	0,1
Prestations familiales et de logement	12,0	11,8	11,9	14,7	13,4	11,4	12,7	11,3	11,6
Minima sociaux	11,6	12,7	12,7	15,3	11,3	12,4	12,7	13,0	12,6
Autres ressources	3,1	3,2	3,9	2,7	2,9	2,8	2,6	3,1	3,6
<b>Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) <sup>b)</sup></b>									
Ressources (R) < 934 euros	39,0	39,8	46,8	43,2	37,9	38,9	40,9	37,2	37,9
934 euros ≤ R < 1 179 euros	22,4	23,3	19,4	22,5	27,2	23,6	26,2	22,5	26,3
1 179 euros ≤ R < 1 390 euros	13,8	13,3	14,3	14,7	9,7	13,0	14,4	15,1	13,3
1 390 euros ≤ R < 1 583 euros	9,4	9,1	9,1	10,0	11,0	8,3	7,7	9,2	8,5
1 583 euros ≤ R < 1 771 euros	6,1	5,5	4,8	4,2	4,5	6,1	3,0	5,9	6,5
1 771 euros ≤ R < 1 979 euros	3,8	3,5	2,8	3,1	5,5	3,4	4,4	3,4	3,1
1 979 euros ≤ R < 2 223 euros	2,5	2,6	1,2	0,8	2,4	3,1	1,7	2,9	2,3
2 223 euros ≤ R < 2 568 euros	1,7	1,6	0,8	0,8	1,4	1,9	0,3	2,2	2,0
2 568 euros ≤ R < 3 261 euros	0,9	1,0	0,8	0,3	0,3	1,0	1,0	1,0	0,3
R ≥ 3 261 euros	0,3	0,4	0,0	0,5	0,0	0,7	0,3	0,6	0,0
<b>Patrimoine immobilier et financier <sup>c)</sup></b>									
Patrimoine (P) < 2 000 euros	82,5	81,7	75,7	79,3	79,7	83,0	74,9	86,9	75,4
2 000 euros ≤ P < 10 000 euros	1,4	1,2	0,4	1,4	1,4	0,9	1,0	1,5	0,6
10 000 euros ≤ P < 50 000 euros	2,6	2,4	5,1	2,7	5,2	1,3	4,6	1,3	5,0
P ≥ 50 000 euros	13,5	14,6	18,8	16,6	13,7	14,8	19,5	10,3	19,0
<b>Capacité de remboursement <sup>d)</sup></b>									
Capacité de remboursement (CAR) < 0 euro	50,1	52,0	51,0	55,3	44,7	49,7	56,4	50,7	48,6
0 euro ≤ CAR < 450 euros	28,5	28,2	31,0	26,6	35,1	27,2	24,8	30,5	30,2
dont : 0 euro ≤ CAR < 100 euros	8,0	8,9	11,0	8,2	11,7	8,6	8,6	8,9	10,6
100 euros ≤ CAR < 250 euros	9,9	9,7	9,8	9,4	13,1	9,6	5,6	10,6	9,5
250 euros ≤ CAR < 450 euros	10,6	9,7	10,2	9,0	10,3	8,9	10,6	11,0	10,1
450 euros ≤ CAR < 800 euros	10,9	9,7	10,2	8,4	10,0	10,7	9,6	9,1	12,0
800 euros ≤ CAR < 1 500 euros	7,7	7,5	5,9	8,7	8,2	8,6	6,9	7,0	6,7
CAR ≥ 1 500 euros	2,7	2,6	2,0	1,1	2,1	3,8	2,3	2,6	2,5

a) Ressources prises en compte dans les situations de surendettement, en % du total des ressources.

b) Situations de surendettement recevables. Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

c) Patrimoine immobilier et financier des ménages surendettés.

d) Capacité de remboursement des ménages surendettés.

Source : Banque de France.

## Ressources, patrimoine et capacité de remboursement (tableau 2/2)

(en % du nombre de situations de surendettement recevables, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

	FRANCE	OCCITANIE	Hérault	Lot	Lozère	Pyrénées-Orientales	Tarn	Tarn-et-Garonne
<b>Structure des ressources <sup>a)</sup></b>								
Revenus d'activité	52,3	47,5	47,3	43,3	54,8	42,4	45,7	47,8
Pensions	20,7	24,3	25,7	28,9	20,5	29,5	23,5	25,3
Revenus du patrimoine	0,3	0,5	0,9	0,3	0,0	0,4	0,4	0,1
Prestations familiales et de logement	12,0	11,8	11,1	11,9	11,3	11,3	13,2	11,1
Minima sociaux	11,6	12,7	11,7	12,5	11,1	13,3	13,2	10,8
Autres ressources	3,1	3,2	3,2	3,1	2,4	3,1	4,0	4,7
<b>Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) <sup>b)</sup></b>								
Ressources (R) < 934 euros	39,0	39,8	39,3	42,1	38,2	42,6	42,4	36,2
934 euros ≤ R < 1 179 euros	22,4	23,3	23,2	22,5	27,6	21,6	26,8	20,9
1 179 euros ≤ R < 1 390 euros	13,8	13,3	13,0	11,4	14,5	11,7	11,8	13,8
1 390 euros ≤ R < 1 583 euros	9,4	9,1	8,4	10,3	9,2	10,0	7,7	10,9
1 583 euros ≤ R < 1 771 euros	6,1	5,5	6,0	5,2	3,9	5,8	4,5	5,9
1 771 euros ≤ R < 1 979 euros	3,8	3,5	4,1	2,6	0,0	2,6	2,9	4,7
1 979 euros ≤ R < 2 223 euros	2,5	2,6	2,9	3,0	2,6	2,7	1,9	3,8
2 223 euros ≤ R < 2 568 euros	1,7	1,6	1,2	1,8	2,6	1,7	1,4	2,6
2 568 euros ≤ R < 3 261 euros	0,9	1,0	1,4	1,1	1,3	1,1	0,5	1,2
R ≥ 3 261 euros	0,3	0,4	0,4	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0
<b>Patrimoine immobilier et financier <sup>c)</sup></b>								
Patrimoine (P) < 2 000 euros	82,5	81,7	83,1	77,9	82,9	81,6	77,6	76,5
2 000 euros ≤ P < 10 000 euros	1,4	1,2	0,9	1,5	0,0	1,2	1,4	4,1
10 000 euros ≤ P < 50 000 euros	2,6	2,4	1,8	4,8	3,9	2,0	3,9	1,7
P ≥ 50 000 euros	13,5	14,6	14,2	15,9	13,2	15,3	17,1	17,7
<b>Capacité de remboursement <sup>d)</sup></b>								
Capacité de remboursement (CAR) < 0 euro	50,1	52,0	54,0	55,0	46,1	54,6	53,9	43,5
0 euro ≤ CAR < 450 euros	28,5	28,2	26,6	24,0	36,8	28,1	25,9	29,9
dont : 0 euro ≤ CAR < 100 euros	8,0	8,9	8,5	9,2	11,8	9,1	7,8	8,4
100 euros ≤ CAR < 250 euros	9,9	9,7	9,3	5,5	19,7	9,4	9,8	9,3
250 euros ≤ CAR < 450 euros	10,6	9,7	8,8	9,2	5,3	9,6	8,3	12,2
450 euros ≤ CAR < 800 euros	10,9	9,7	9,6	9,2	11,8	8,3	10,5	11,6
800 euros ≤ CAR < 1 500 euros	7,7	7,5	7,5	8,9	3,9	6,5	7,1	10,4
CAR ≥ 1 500 euros	2,7	2,6	2,3	3,0	1,3	2,5	2,5	4,6

a) Ressources prises en compte dans les situations de surendettement, en % du total des ressources.

b) Situations de surendettement recevables. Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

c) Patrimoine immobilier et financier des ménages surendettés.

d) Capacité de remboursement des ménages surendettés.

Source : Banque de France.

### 3. Caractéristiques de l'endettement

#### Caractéristiques de l'endettement au niveau régional

(encours des dettes en milliers d'euros, endettement médian en euros, part en %, nombre de situations et de dettes en unités)

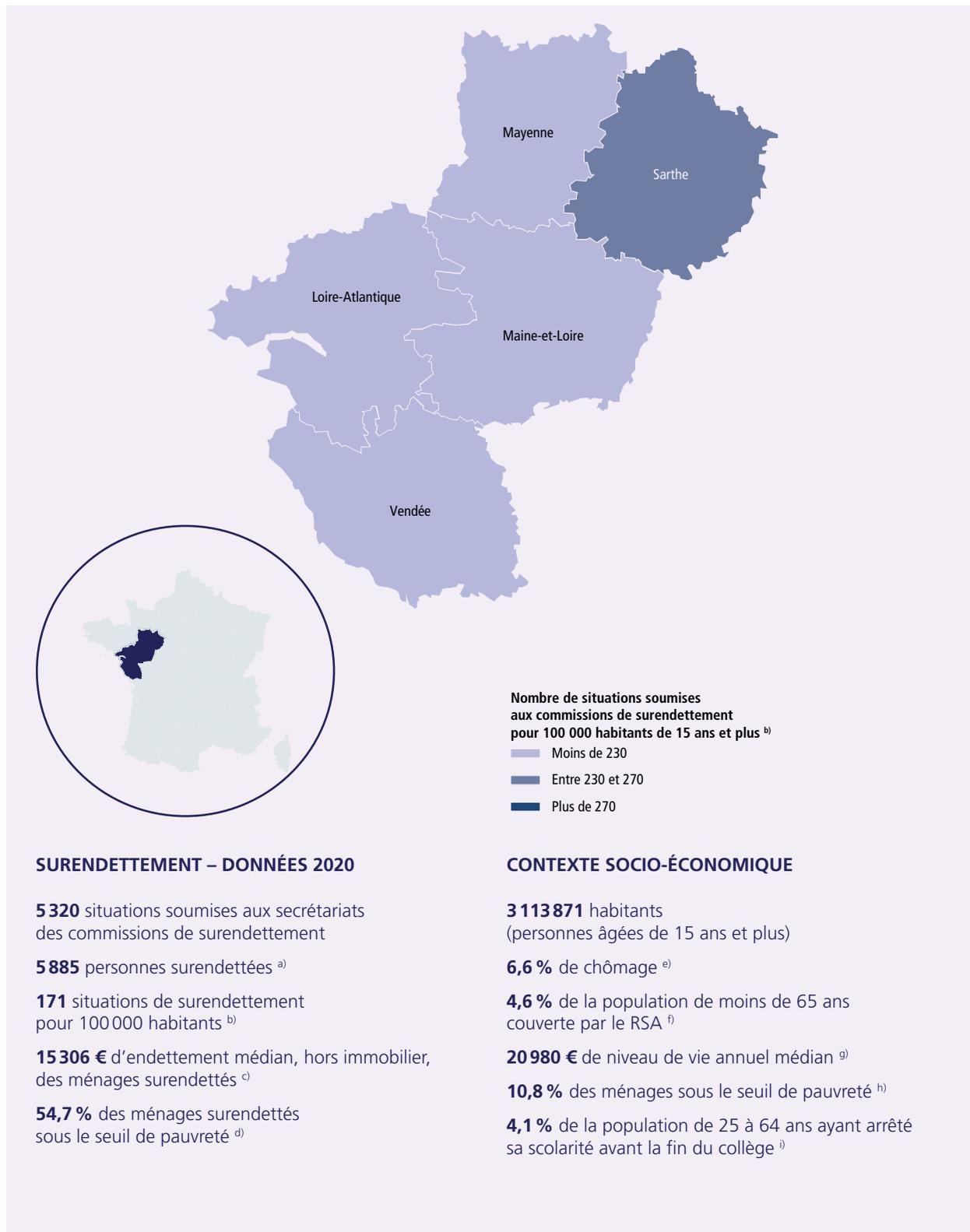
	Encours des dettes	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian	Nb médian de dettes par situation
<b>Dettes financières</b>	<b>309 647</b>	<b>7 370</b>	<b>34 412</b>	<b>70,5</b>	<b>83,1</b>	<b>15 256</b>	<b>4,0</b>
Dettes immobilières	151 052	1 299	2 186	34,4	14,6	97 995	1,0
Dettes à la consommation	152 291	6 588	27 394	34,7	74,3	12 517	3,0
Microcrédit et prêts sur gage	123	56	76	0,0	0,6	1 374	1,0
Autres dettes bancaires (découverts et dépassements)	6 181	3 930	4 756	1,4	44,3	803	1,0
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>45 367</b>	<b>6 816</b>	<b>25 436</b>	<b>10,3</b>	<b>76,9</b>	<b>3 229</b>	<b>3,0</b>
Dettes de logement	19 144	3 862	4 667	4,4	43,5	2 663	1,0
Dettes d'énergie et de communication	6 430	4 451	8 965	1,5	50,2	923	2,0
Dettes de transport	29	61	68	0,0	0,7	240	1,0
Dettes d'assurance/de mutuelle	2 123	2 559	4 024	0,5	28,9	479	1,0
Dettes de santé/d'éducation	2 183	1 817	2 979	0,5	20,5	410	1,0
Dettes alimentaires	955	244	263	0,2	2,8	2 389	1,0
Dettes fiscales	14 504	2 899	4 470	3,3	32,7	923	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>84 169</b>	<b>5 002</b>	<b>11 335</b>	<b>19,2</b>	<b>56,4</b>	<b>1 941</b>	<b>2,0</b>
Dettes diverses	44 351	2 703	4 935	10,1	30,5	1 600	1,0
Dettes sociales	12 625	2 756	4 211	2,9	31,1	1 190	1,0
Dettes professionnelles	22 872	75	113	5,2	0,8	4 947	1,0
Dettes pénales et réparations pécuniaires	4 322	1 482	2 076	1,0	16,7	640	1,0
<b>Endettement (hors dettes immobilières)</b>	<b>288 131</b>	<b>8 818</b>	<b>68 997</b>	<b>65,6</b>	<b>99,4</b>	<b>15 834</b>	<b>6,0</b>
<b>Dettes éligibles au traitement du surendettement</b>	<b>407 973</b>	<b>8 854</b>	<b>68 174</b>	<b>92,9</b>	<b>99,8</b>	<b>17 464</b>	<b>7,0</b>
<b>Endettement global</b>	<b>439 183</b>	<b>8 868</b>	<b>71 183</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>18 347</b>	<b>7,0</b>

Note : Tableau détaillé disponible à l'adresse Internet

<https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement>

Source : Banque de France.

# RÉGION PAYS DE LA LOIRE





## LOIRE-ATLANTIQUE

**1 582** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 719** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**136** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 310 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,4 %** de chômage <sup>e)</sup>

**4,9 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**10,1 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## SARTHE

**1 121** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 248** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**243** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**14 274 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,6 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,9 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**13,0 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## MAINE-ET-LOIRE

**1 138** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 288** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**170** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**14 865 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,9 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,1 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**11,4 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## VENDÉE

**978** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 056** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**172** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 969 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**6,2 %** de chômage <sup>e)</sup>

**2,7 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**9,3 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## MAYENNE

**501** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**574** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**201** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**16 700 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**5,4 %** de chômage <sup>e)</sup>

**3,4 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**11,4 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

# 1. Ménages surendettés et effacements de dettes

## Ménages selon la structure familiale (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020		Population française <sup>b)</sup> 2017	
	France	Région	France	Région
Hommes seuls	27,5	30,3	15,7	15,4
Femmes seules	22,1	21,1	20,7	19,8
Couples sans enfant	10,5	10,2	26,4	29,3
Familles monoparentales	20,4	19,7	9,4	7,4
dont : hommes seuls avec enfant(s)	2,1	2,1	1,7	1,5
femmes seules avec enfant(s)	18,3	17,6	7,7	5,9
Couples avec enfant(s)	17,5	16,9	25,7	26,5
Autres ménages sans famille <sup>c)</sup>	2,1	1,8	2,1	1,7

a) Situations de surendettement recevables.

b) Champ : France métropolitaine, population des ménages.

c) Cette catégorie correspond aux ménages composés de plus d'une personne et ne comprenant pas de famille, par exemple des colocataires. Elle exclut donc les couples, avec ou sans enfant(s), et les familles monoparentales.

Sources : Banque de France ; Insee, recensement de la population 2017.

## Effacements de dettes en 2020

### a) Situations en fin de procédure de surendettement (nombre en unités, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Situations closes <sup>a)</sup>	118 376	100,0	5 658	100,0
dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>b)</sup>	48 002	40,6	2 168	38,3
mesures avec effacement partiel <sup>c)</sup>	22 157	18,7	1 043	18,4
autres situations closes <sup>d)</sup>	48 217	40,7	2 447	43,2

a) Hors dossiers clos avant examen de recevabilité, ainsi qu'après décision ou jugement d'irrecevabilité.

b) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

c) Mesures imposées avec effacement.

d) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire, clôtures acceptées par la commission.

### b) Effacements de dettes (montant en millions d'euros, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Montant	Part	Montant	Part
Situations closes <sup>a)</sup>	5 529	100,0	264	100,0
dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>b)</sup>	1 014	18,3	46	17,3
dont dettes éligibles	953	17,2	43	16,2
mesures avec effacement partiel – montant effacé	533	9,6	26	9,8
autres situations closes <sup>c)</sup>	3 450	62,4	166	62,8
Montant total effacé <sup>d)</sup>	1 485	26,9	69	26,1

a) et b) Cf. renvois du tableau précédent.

c) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

d) Le montant total effacé est égal à la somme des postes « dettes éligibles » et « mesures avec effacement partiel – montant effacé ».

### c) Effacement moyen de dettes (en euros)

	Ménages surendettés France	Ménages surendettés région
Mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>a)</sup>	19 851	19 751
Mesures avec effacement partiel	24 037	24 863
Montant moyen effacé <sup>b)</sup>	21 173	21 412

a) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

b) L'effacement moyen de dette est égal au montant total de dettes effacées en 2020 (tableau b), rapporté au nombre de situations de surendettement closes en 2020 et ayant bénéficié d'un effacement partiel ou total de leurs dettes (tableau a).

Source : Banque de France.

## 2. Caractéristiques des personnes et ménages surendettés

**Profil sociodémographique** (en % du nombre de situations de surendettement recevables ou de personnes surendettées)

	FRANCE	PAYS DE LA LOIRE	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée
<b>Statut conjugal <sup>a)</sup></b>							
Couples (mariés, pacsés, en union libre)	46,6	45,2	41,4	46,5	51,1	44,8	46,9
Divorcés/séparés	27,7	31,5	33,4	30,6	28,3	30,8	32,2
Célibataires	20,9	18,4	20,4	17,7	17,4	19,8	14,9
Veufs(ves)	4,8	4,9	4,7	5,2	3,3	4,6	6,0
<b>Nombre de personnes à charge <sup>b)</sup></b>							
0	59,3	61,1	62,3	58,4	56,6	59,2	67,0
1	17,2	16,3	16,0	17,7	16,4	16,3	14,9
2	13,4	13,2	12,2	14,2	15,7	14,4	10,9
3	6,6	6,5	6,9	6,3	8,5	6,6	4,8
4 et plus	3,5	3,0	2,6	3,4	2,8	3,6	2,4
<b>Répartition par sexe et par âge <sup>c)</sup></b>							
<b>Hommes</b>							
De 18 à 24 ans	1,1	1,2	0,9	1,2	2,3	1,0	1,4
De 25 à 34 ans	7,0	7,5	7,7	6,5	8,7	7,0	8,3
De 35 à 44 ans	11,0	12,0	13,0	12,2	11,1	12,4	10,1
De 45 à 54 ans	12,2	13,1	13,0	13,0	13,2	12,8	13,5
De 55 à 64 ans	8,8	8,3	7,2	8,5	7,5	8,5	10,0
De 65 à 74 ans	4,6	4,2	4,2	3,9	5,7	3,8	4,1
75 ans et plus	1,5	1,5	1,4	1,5	0,7	1,8	1,8
<b>Femmes</b>							
De 18 à 24 ans	1,7	1,9	1,2	2,3	2,4	2,5	1,6
De 25 à 34 ans	9,9	10,4	10,6	10,8	10,8	10,3	9,4
De 35 à 44 ans	12,6	12,0	12,2	13,2	12,4	11,6	10,5
De 45 à 54 ans	13,6	13,0	14,2	13,3	11,1	13,1	11,6
De 55 à 64 ans	8,9	7,7	7,6	6,4	7,3	8,4	9,2
De 65 à 74 ans	5,1	5,3	5,2	5,1	6,1	4,4	6,3
75 ans et plus	2,0	1,8	1,6	2,1	0,5	2,2	2,1

a) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et conjoints éventuels (codébiteurs ou non).

b) En % du nombre de situations de surendettement recevables.

c) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus (débiteurs et codébiteurs).

Source : Banque de France.

**Situation au regard du logement <sup>a)</sup>** (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	FRANCE	PAYS DE LA LOIRE	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée
Locataires	74,4	75,7	77,4	79,0	75,3	72,7	72,5
Propriétaires accédants	8,0	8,7	7,0	6,1	10,0	10,5	11,8
Propriétaires	3,5	3,2	1,8	3,3	3,7	4,8	3,1
Hébergés et occupants à titre gratuit	11,5	9,7	10,4	8,7	9,6	10,0	9,6
Autres cas <sup>b)</sup>	2,7	2,7	3,3	2,9	1,3	1,9	2,9

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur.

b) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, marinière, sans-abris).

Source : Banque de France.

**Caractéristiques professionnelles** (en % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	FRANCE	PAYS DE LA LOIRE	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée
<b>Situation professionnelle</b>							
<b>Actifs</b>	<b>60,1</b>	<b>60,7</b>	<b>63,5</b>	<b>62,2</b>	<b>58,9</b>	<b>58,1</b>	<b>58,3</b>
Salariés en CDI <sup>a)</sup>	27,2	26,7	28,4	27,3	24,7	24,0	27,4
Salariés en CDD <sup>a)</sup>	4,5	5,4	4,9	6,0	5,9	7,0	3,6
Salariés intérimaires	2,1	2,6	2,4	2,7	1,9	2,8	3,0
Congé maternité	0,1	0,2	0,1	0,2	0,3	0,2	0,1
Professions libérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Artisans, commerçants	0,2	0,2	0,3	0,0	0,0	0,2	0,3
Chômeurs	26,0	25,6	27,3	26,0	26,0	24,0	23,9
<b>Inactifs</b>	<b>39,9</b>	<b>39,3</b>	<b>36,5</b>	<b>37,8</b>	<b>41,1</b>	<b>41,9</b>	<b>41,7</b>
Sans profession	12,9	12,0	10,8	13,0	13,4	14,0	9,7
Retraités	16,2	16,3	15,1	15,2	16,0	16,4	19,9
Élèves ou étudiants	0,3	0,3	0,4	0,5	0,2	0,2	0,3
Congé maladie longue durée	4,1	4,6	4,6	4,2	4,2	3,9	6,0
Congé parental	0,7	0,8	0,6	0,9	0,7	1,0	0,9
Invalides	5,7	5,2	5,0	4,0	6,6	6,3	4,9
<b>Professions et catégories socioprofessionnelles <sup>b)</sup></b>							
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,5	0,4	0,5	0,3	0,3	0,1	0,5
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,4	1,3	1,6	1,0	0,9	1,4	1,0
Professions intermédiaires	3,1	3,3	4,9	2,9	1,7	2,3	3,2
Employés	30,5	25,3	26,6	26,2	26,5	27,1	19,4
Ouvriers	21,5	28,5	23,8	37,1	30,3	28,1	25,4
Inactifs ayant déjà travaillé	14,7	14,9	14,4	12,0	13,9	15,3	19,5
Autres personnes sans activité professionnelle	28,3	26,3	28,2	20,4	26,3	25,7	31,0

a) CDI : contrat à durée indéterminée; CDD : contrat à durée déterminée.

b) Les chômeurs sont classés dans leur précédente catégorie socioprofessionnelle.

Source : Banque de France.

## Ressources, patrimoine et capacité de remboursement

(en % du nombre de situations de surendettement recevables, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

	FRANCE	PAYS DE LA LOIRE	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée
<b>Structure des ressources <sup>a)</sup></b>							
Revenus d'activité	52,3	52,4	54,2	52,6	50,6	49,2	53,7
Pensions	20,7	21,3	19,0	19,2	22,0	23,0	25,1
Revenus du patrimoine	0,3	0,2	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2
Prestations familiales et de logement	12,0	11,9	11,5	12,6	13,0	13,8	9,2
Minima sociaux	11,6	11,3	12,1	12,1	11,0	11,9	8,5
Autres ressources	3,1	2,9	3,0	3,4	3,0	1,8	3,2
<b>Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) <sup>b)</sup></b>							
Ressources (R) < 934 euros	39,0	36,6	35,1	37,7	37,4	42,5	30,5
934 euros ≤ R < 1 179 euros	22,4	23,5	23,2	23,7	23,6	21,9	25,6
1 179 euros ≤ R < 1 390 euros	13,8	15,3	16,2	14,9	15,9	12,8	17,3
1 390 euros ≤ R < 1 583 euros	9,4	10,1	10,1	10,7	11,7	8,9	9,9
1 583 euros ≤ R < 1 771 euros	6,1	6,8	7,0	6,6	4,8	7,1	7,6
1 771 euros ≤ R < 1 979 euros	3,8	3,3	3,0	2,7	4,2	3,3	4,0
1 979 euros ≤ R < 2 223 euros	2,5	2,3	2,8	2,0	1,3	1,7	3,2
2 223 euros ≤ R < 2 568 euros	1,7	1,3	1,7	1,2	0,9	0,9	1,5
2 568 euros ≤ R < 3 261 euros	0,9	0,6	0,8	0,4	0,2	0,7	0,6
R ≥ 3 261 euros	0,3	0,1	0,1	0,1	0,0	0,2	0,0
<b>Patrimoine immobilier et financier <sup>c)</sup></b>							
Patrimoine (P) < 2 000 euros	82,5	81,3	84,1	83,6	80,1	77,9	78,6
2 000 euros ≤ P < 10 000 euros	1,4	1,3	2,2	1,0	0,7	0,5	1,4
10 000 euros ≤ P < 50 000 euros	2,6	2,8	1,7	2,8	3,1	4,9	1,9
P ≥ 50 000 euros	13,5	14,6	12,0	12,5	16,2	16,7	18,2
<b>Capacité de remboursement <sup>d)</sup></b>							
Capacité de remboursement (CAR) < 0 euro	50,1	48,7	46,8	50,6	48,9	51,7	45,9
0 euro ≤ CAR < 450 euros	28,5	29,5	31,3	27,5	28,8	28,1	30,8
dont : 0 euro ≤ CAR < 100 euros	8,0	8,2	8,7	7,9	7,9	7,5	8,8
100 euros ≤ CAR < 250 euros	9,9	9,5	10,7	9,6	7,2	8,2	10,3
250 euros ≤ CAR < 450 euros	10,6	11,7	11,9	10,0	13,8	12,4	11,7
450 euros ≤ CAR < 800 euros	10,9	11,8	11,9	12,8	11,1	10,1	12,4
800 euros ≤ CAR < 1 500 euros	7,7	7,7	8,2	6,7	9,0	7,5	7,9
CAR ≥ 1 500 euros	2,7	2,3	1,8	2,3	2,2	2,5	3,0

a) Ressources prises en compte dans les situations de surendettement, en % du total des ressources.

b) Situations de surendettement recevables. Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

c) Patrimoine immobilier et financier des ménages surendettés.

d) Capacité de remboursement des ménages surendettés.

Source : Banque de France.

### 3. Caractéristiques de l'endettement

#### Caractéristiques de l'endettement au niveau régional

(encours des dettes en milliers d'euros, endettement médian en euros, part en %, nombre de situations et de dettes en unités)

	Encours des dettes	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian	Nb médian de dettes par situation
<b>Dettes financières</b>	<b>157 917</b>	<b>4 092</b>	<b>18 565</b>	<b>75,8</b>	<b>83,7</b>	<b>14 537</b>	<b>4,0</b>
Dettes immobilières	78 526	826	1 531	37,7	16,9	8 721	2,0
Dettes à la consommation	76 071	3 578	14 142	36,5	73,2	12 036	3,0
Microcrédit et prêts sur gage	59	28	32	0,0	0,6	1 049	1,0
Autres dettes bancaires (découverts et dépassements)	3 261	2 294	2 860	1,6	46,9	730	1,0
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>21 859</b>	<b>3 792</b>	<b>16 514</b>	<b>10,5</b>	<b>77,6</b>	<b>3 279</b>	<b>4,0</b>
Dettes de logement	9 542	2 229	2 770	4,6	45,6	2 509	1,0
Dettes d'énergie et de communication	4 470	2 785	6 693	2,1	57,0	1 106	2,0
Dettes de transport	29	109	134	0,0	2,2	119	1,0
Dettes d'assurance/de mutuelle	1 260	1 575	2 625	0,6	32,2	456	1,0
Dettes de santé/d'éducation	1 148	1 272	2 121	0,6	26,0	389	1,0
Dettes alimentaires	641	170	190	0,3	3,5	1 856	1,0
Dettes fiscales	4 769	1 339	1 981	2,3	27,4	878	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>28 569</b>	<b>2 836</b>	<b>6 519</b>	<b>13,7</b>	<b>58,0</b>	<b>1 798</b>	<b>2,0</b>
Dettes diverses	19 664	1 720	3 179	9,4	35,2	1 300	1,0
Dettes sociales	5 132	1 484	2 191	2,5	30,4	1 145	1,0
Dettes professionnelles	950	33	42	0,5	0,7	4 810	1,0
Dettes pénales et réparations pécuniaires	2 823	792	1 107	1,4	16,2	572	1,0
<b>Endettement (hors dettes immobilières)</b>	<b>129 819</b>	<b>4 844</b>	<b>40 067</b>	<b>62,3</b>	<b>99,1</b>	<b>15 306</b>	<b>7,0</b>
Dettes éligibles au traitement du surendettement	202 734	4 885	40 048	97,3	99,9	17 443	7,0
<b>Endettement global</b>	<b>208 345</b>	<b>4 889</b>	<b>41 598</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>18 213</b>	<b>8,0</b>

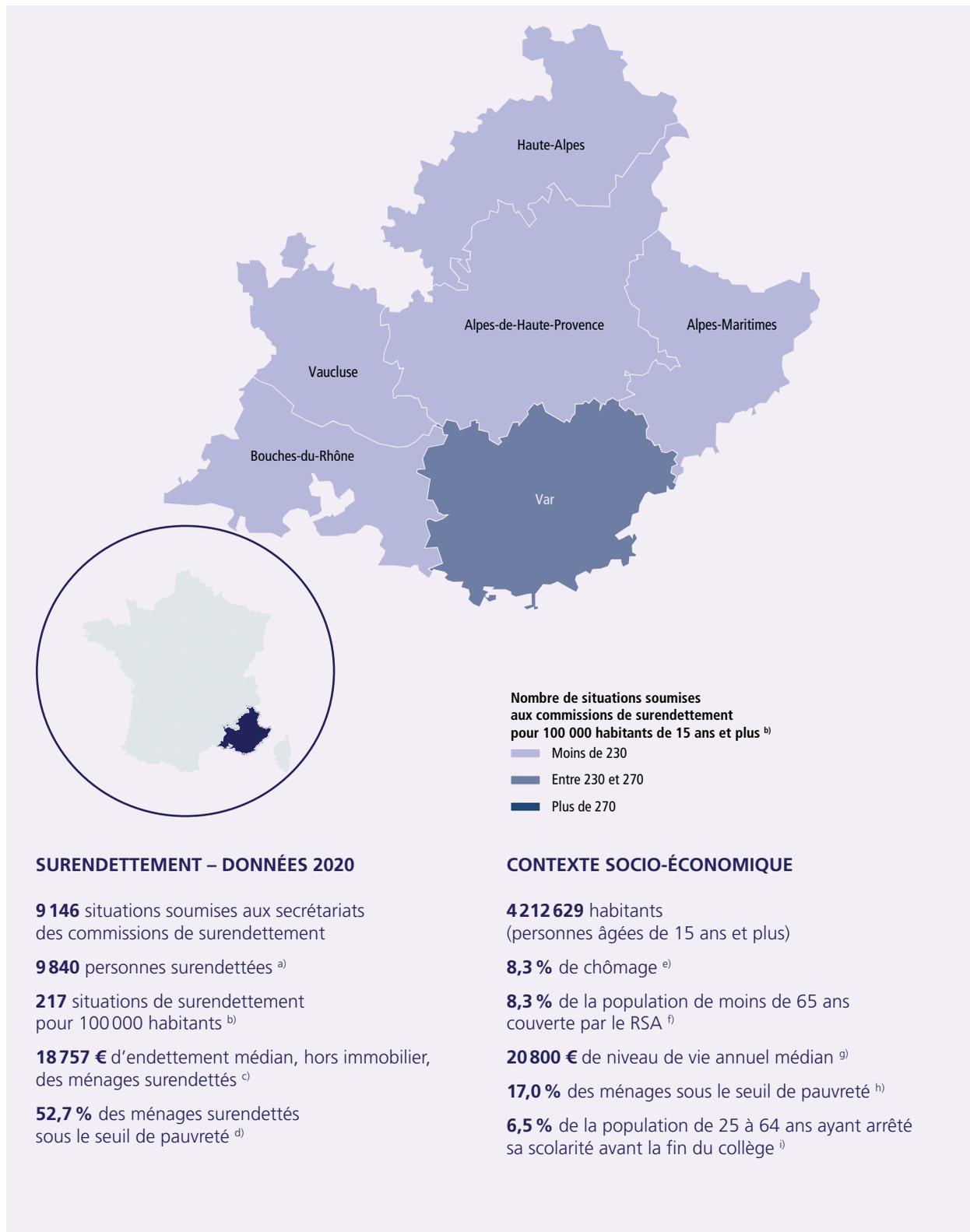
Note : Tableau détaillé disponible à l'adresse Internet

<https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement>

Source : Banque de France.



# RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR





## ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

**302** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**312** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**216** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**17 769 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**8,8 %** de chômage <sup>e)</sup>

**6,8 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**16,6 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## HAUTES-ALPES

**236** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**251** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**198** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**13 597 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**7,0 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,1 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**13,9 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## ALPES-MARITIMES

**2 019** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**2 176** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**222** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**20 903 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**8,0 %** de chômage <sup>e)</sup>

**5,3 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**15,5 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## VAR

**2 129** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**2 346** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**235** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**19 891 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**8,0 %** de chômage <sup>e)</sup>

**7,6 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**15,4 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## BOUCHES-DU-RHÔNE

**3 545** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**3 720** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**211** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**18 521 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**8,3 %** de chômage <sup>e)</sup>

**10,4 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**18,2 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>



## VAUCLUSE

**915** situations soumises au secrétariat de la commission de surendettement

**1 035** personnes surendettées <sup>a)</sup>

**198** situations pour 100 000 habitants <sup>b)</sup>

**15 606 €** d'endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés <sup>c)</sup>

**9,2 %** de chômage <sup>e)</sup>

**8,4 %** de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA <sup>f)</sup>

**19,5 %** des ménages sous le seuil de pauvreté <sup>h)</sup>

# 1. Ménages surendettés et effacements de dettes

## Ménages selon la structure familiale (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2020		Population française <sup>b)</sup> 2017	
	France	Région	France	Région
Hommes seuls	27,5	26,8	15,7	15,5
Femmes seules	22,1	26,4	20,7	21,8
Couples sans enfant	10,5	10,5	26,4	26,0
Familles monoparentales	20,4	20,5	9,4	10,7
<i>dont : hommes seuls avec enfant(s)</i>	<i>2,1</i>	<i>1,9</i>	<i>1,7</i>	<i>1,8</i>
<i>femmes seules avec enfant(s)</i>	<i>18,3</i>	<i>18,6</i>	<i>7,7</i>	<i>8,9</i>
Couples avec enfant(s)	17,5	14,1	25,7	23,9
Autres ménages sans famille <sup>c)</sup>	2,1	1,7	2,1	2,1

a) Situations de surendettement recevables.

b) Champ : France métropolitaine, population des ménages.

c) Cette catégorie correspond aux ménages composés de plus d'une personne et ne comprenant pas de famille, par exemple des colocataires. Elle exclut donc les couples, avec ou sans enfant(s), et les familles monoparentales.

Sources : Banque de France ; Insee, recensement de la population 2017.

## Effacements de dettes en 2020

### a) Situations en fin de procédure de surendettement (nombre en unités, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Nombre	Part	Nombre	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>118 376</b>	<b>100,0</b>	<b>8 925</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	<i>48 002</i>	<i>40,6</i>	<i>3 987</i>	<i>44,7</i>
<i>mesures avec effacement partiel<sup>c)</sup></i>	<i>22 157</i>	<i>18,7</i>	<i>1 805</i>	<i>20,2</i>
<i>autres situations closes<sup>d)</sup></i>	<i>48 217</i>	<i>40,7</i>	<i>3 133</i>	<i>35,1</i>

a) Hors dossiers clos avant examen de recevabilité, ainsi qu'après décision ou jugement d'irrecevabilité.

b) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

c) Mesures imposées avec effacement.

d) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire, clôtures acceptées par la commission.

### b) Effacements de dettes (montant en millions d'euros, part en %)

	Ménages surendettés France		Ménages surendettés région	
	Montant	Part	Montant	Part
<b>Situations closes<sup>a)</sup></b>	<b>5 529</b>	<b>100,0</b>	<b>444</b>	<b>100,0</b>
<i>dont : mesures imposées suite à rétablissement personnel<sup>b)</sup></i>	<i>1 014</i>	<i>18,3</i>	<i>98</i>	<i>22,1</i>
<i>dont dettes éligibles</i>	<i>953</i>	<i>17,2</i>	<i>93</i>	<i>20,9</i>
<i>mesures avec effacement partiel – montant effacé</i>	<i>533</i>	<i>9,6</i>	<i>46</i>	<i>10,4</i>
<i>autres situations closes<sup>c)</sup></i>	<i>3 450</i>	<i>62,4</i>	<i>254</i>	<i>57,1</i>
<b>Montant total effacé<sup>d)</sup></b>	<b>1 485</b>	<b>26,9</b>	<b>139</b>	<b>31,3</b>

a) et b) Cf. renvois du tableau précédent.

c) Mesures sans effacement de dettes, mesures d'attente, plans conventionnels, procédures de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

d) Le montant total effacé est égal à la somme des postes « dettes éligibles » et « mesures avec effacement partiel – montant effacé ».

### c) Effacement moyen de dettes (en euros)

	Ménages surendettés France	Ménages surendettés région
Mesures imposées suite à rétablissement personnel <sup>a)</sup>	19 851	23 237
Mesures avec effacement partiel	24 037	25 563
<b>Montant moyen effacé<sup>b)</sup></b>	<b>21 173</b>	<b>23 962</b>

a) Mesures imposées suite à rétablissement personnel sans liquidation judiciaire.

b) L'effacement moyen de dette est égal au montant total de dettes effacées en 2020 (tableau b), rapporté au nombre de situations de surendettement closes en 2020 et ayant bénéficié d'un effacement partiel ou total de leurs dettes (tableau a).

Source : Banque de France.

## 2. Caractéristiques des personnes et ménages surendettés

**Profil sociodémographique** (en % du nombre de situations de surendettement recevables ou de personnes surendettées)

	FRANCE	PROVENCE-ALPES- CÔTE D'AZUR	Alpes-de- Haute-Provence	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Hauts- Alpes	Var	Vaucluse
<b>Statut conjugal <sup>a)</sup></b>								
Couples (mariés, pacsés, en union libre)	46,6	42,1	45,6	41,1	40,7	40,0	44,7	42,4
Divorcés/séparés	27,7	29,9	29,2	30,1	30,6	31,9	27,9	31,5
Célibataires	20,9	22,7	18,7	24,0	23,9	24,4	21,0	20,0
Veufs(ves)	4,8	5,4	6,4	4,8	4,8	3,7	6,4	6,1
<b>Nombre de personnes à charge <sup>b)</sup></b>								
0	59,3	63,0	65,5	63,4	61,3	69,1	64,6	62,6
1	17,2	17,3	12,1	18,4	18,2	12,9	15,8	17,1
2	13,4	12,2	17,0	12,2	11,9	11,5	12,2	11,8
3	6,6	5,0	3,4	4,3	5,4	3,7	5,1	5,7
4 et plus	3,5	2,5	1,9	1,7	3,2	2,8	2,4	2,6
<b>Répartition par sexe et par âge <sup>c)</sup></b>								
<b>Hommes</b>	<b>46,2</b>	<b>44,0</b>	<b>47,8</b>	<b>43,7</b>	<b>43,1</b>	<b>49,4</b>	<b>44,9</b>	<b>43,1</b>
De 18 à 24 ans	1,1	0,6	1,0	0,4	0,5	1,2	0,5	1,2
De 25 à 34 ans	7,0	5,7	7,7	5,7	5,5	6,0	5,8	5,6
De 35 à 44 ans	11,0	9,9	8,0	8,6	10,1	12,0	10,8	9,9
De 45 à 54 ans	12,2	10,9	9,9	11,3	11,2	12,4	10,4	10,3
De 55 à 64 ans	8,8	9,5	12,5	9,3	9,1	11,6	10,0	8,3
De 65 à 74 ans	4,6	5,2	6,4	6,0	4,8	4,8	4,8	5,3
75 ans et plus	1,5	2,2	2,2	2,4	1,8	1,6	2,6	2,5
<b>Femmes</b>	<b>53,8</b>	<b>56,0</b>	<b>52,2</b>	<b>56,3</b>	<b>56,9</b>	<b>50,6</b>	<b>55,1</b>	<b>56,9</b>
De 18 à 24 ans	1,7	1,2	1,9	0,9	1,2	0,8	1,2	1,9
De 25 à 34 ans	9,9	8,9	9,0	8,6	9,3	9,2	8,5	8,7
De 35 à 44 ans	12,6	12,1	8,7	11,4	13,3	11,6	11,8	11,2
De 45 à 54 ans	13,6	13,6	12,2	13,7	13,9	12,4	12,2	16,1
De 55 à 64 ans	8,9	10,6	11,5	10,7	10,2	8,8	11,1	10,9
De 65 à 74 ans	5,1	6,4	5,8	6,8	6,2	6,4	6,9	5,0
75 ans et plus	2,0	3,3	3,2	4,2	2,8	1,6	3,5	3,0

a) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et conjoints éventuels (codébiteurs ou non).

b) En % du nombre de situations de surendettement recevables.

c) En % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus (débiteurs et codébiteurs).

Source : Banque de France.

**Situation au regard du logement <sup>a)</sup>** (en % du nombre de situations de surendettement recevables)

	FRANCE	PROVENCE-ALPES- CÔTE D'AZUR	Alpes-de- Haute-Provence	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Hauts- Alpes	Var	Vaucluse
Locataires	74,4	74,4	75,0	74,2	75,1	77,0	72,9	74,8
Propriétaires accédants	8,0	6,1	8,3	6,2	5,0	4,1	7,5	6,7
Propriétaires	3,5	3,0	3,4	2,6	3,0	3,2	3,5	2,4
Hébergés et occupants à titre gratuit	11,5	13,1	11,4	13,1	12,9	12,9	13,3	13,7
Autres cas <sup>b)</sup>	2,7	3,4	1,9	3,9	4,1	2,8	2,8	2,4

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur.

b) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, marinières, sans-abris).

Source : Banque de France.

**Caractéristiques professionnelles** (en % du nombre de personnes surendettées de 18 ans et plus – débiteurs et codébiteurs)

	FRANCE	PROVENCE-ALPES- CÔTE D'AZUR	Alpes-de- Haute-Provence	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Hautes- Alpes	Var	Vaucluse
<b>Situation professionnelle</b>								
<b>Actifs</b>	<b>60,1</b>	<b>56,8</b>	<b>58,7</b>	<b>59,4</b>	<b>56,9</b>	<b>48,6</b>	<b>55,1</b>	<b>56,7</b>
Salariés en CDI <sup>a)</sup>	27,2	27,3	21,5	29,4	28,1	20,7	26,6	25,4
Salariés en CDD <sup>a)</sup>	4,5	4,2	4,8	4,4	3,8	5,2	4,1	5,0
Salariés intérimaires	2,1	1,5	1,9	1,5	1,6	1,2	1,4	1,7
Congé maternité	0,1	0,1	0,3	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0
Professions libérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Artisans, commerçants	0,2	0,5	0,3	0,5	0,5	0,0	0,9	0,2
Chômeurs	26,0	23,1	29,8	23,6	22,6	21,5	22,1	24,3
<b>Inactifs</b>	<b>39,9</b>	<b>43,2</b>	<b>41,3</b>	<b>40,6</b>	<b>43,1</b>	<b>51,4</b>	<b>44,9</b>	<b>43,3</b>
Sans profession	12,9	11,7	6,1	9,2	13,5	19,1	10,5	12,8
Retraités	16,2	19,7	20,2	21,4	18,1	18,3	20,8	19,2
Élèves ou étudiants	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,8	0,1	0,2
Congé maladie longue durée	4,1	4,5	2,6	4,9	4,2	5,2	4,7	4,3
Congé parental	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5	0,8	0,9	0,6
Invalides	5,7	6,4	11,5	4,2	6,4	7,2	7,8	6,3
<b>Professions et catégories socioprofessionnelles <sup>b)</sup></b>								
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (y compris exploitants agricoles)	0,5	1,0	2,2	1,0	1,0	0,0	1,2	0,8
Cadres, professions intellectuelles supérieures	1,4	1,5	1,6	1,9	1,5	1,6	1,2	1,4
Professions intermédiaires	3,1	3,5	3,5	3,7	3,9	0,0	3,2	3,5
Employés	30,5	32,9	46,2	39,4	32,2	27,1	30,3	25,1
Ouvriers	21,5	13,2	15,4	10,3	13,4	12,0	12,7	19,3
Inactifs ayant déjà travaillé	14,7	18,3	15,4	19,9	16,6	15,9	20,2	18,1
Autres personnes sans activité professionnelle	28,3	29,6	15,7	23,9	31,5	43,4	31,2	31,8

a) CDI : contrat à durée indéterminée; CDD : contrat à durée déterminée.

b) Les chômeurs sont classés dans leur précédente catégorie socioprofessionnelle.

Source : Banque de France.

## Ressources, patrimoine et capacité de remboursement

(en % du nombre de situations de surendettement recevables, en % du montant des ressources pour la structure des ressources)

	FRANCE	PROVENCE-ALPES- CÔTE D'AZUR	Alpes-de- Haute-Provence	Alpes- Maritimes	Bouches- du-Rhône	Hauts- Alpes	Var	Vaucluse
<b>Structure des ressources <sup>a)</sup></b>								
Revenus d'activité	52,3	51,6	46,0	54,8	52,0	44,0	50,6	48,9
Pensions	20,7	23,9	28,1	23,7	22,2	24,4	26,4	23,7
Revenus du patrimoine	0,3	0,4	0,7	0,3	0,3	0,7	0,7	0,4
Prestations familiales et de logement	12,0	10,3	10,5	8,9	11,4	12,2	9,2	11,9
Minima sociaux	11,6	10,8	12,0	9,5	11,4	15,3	9,9	11,9
Autres ressources	3,1	2,9	2,8	2,9	2,6	3,5	3,2	3,1
<b>Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC) <sup>b)</sup></b>								
Ressources (R) < 934 euros	39,0	36,4	39,5	33,7	38,5	41,2	34,8	36,0
934 euros ≤ R < 1 179 euros	22,4	21,9	20,2	21,0	21,9	25,9	21,2	25,1
1 179 euros ≤ R < 1 390 euros	13,8	14,5	14,3	15,2	13,5	12,5	15,7	14,5
1 390 euros ≤ R < 1 583 euros	9,4	10,0	7,4	10,5	9,9	6,9	10,8	9,0
1 583 euros ≤ R < 1 771 euros	6,1	6,4	7,8	7,2	5,9	6,5	6,3	6,8
1 771 euros ≤ R < 1 979 euros	3,8	4,0	2,7	4,8	4,1	3,2	4,1	2,7
1 979 euros ≤ R < 2 223 euros	2,5	3,0	3,5	3,2	3,1	0,9	2,8	2,7
2 223 euros ≤ R < 2 568 euros	1,7	2,2	3,5	2,8	1,8	1,4	2,5	2,0
2 568 euros ≤ R < 3 261 euros	0,9	1,1	0,8	1,1	1,1	0,9	1,1	0,8
R ≥ 3 261 euros	0,3	0,4	0,4	0,6	0,3	0,5	0,6	0,3
<b>Patrimoine immobilier et financier <sup>c)</sup></b>								
Patrimoine (P) < 2 000 euros	82,5	85,1	83,0	84,9	86,8	87,6	82,9	84,5
2 000 euros ≤ P < 10 000 euros	1,4	1,5	1,1	1,3	1,5	1,8	1,7	1,6
10 000 euros ≤ P < 50 000 euros	2,6	1,5	1,9	1,3	1,4	0,9	1,7	2,2
P ≥ 50 000 euros	13,5	11,8	14,0	12,6	10,2	9,7	13,7	11,7
<b>Capacité de remboursement <sup>d)</sup></b>								
Capacité de remboursement (CAR) < 0 euro	50,1	51,3	48,5	49,0	52,6	56,2	50,3	53,4
0 euro ≤ CAR < 450 euros	28,5	28,7	31,4	28,7	27,1	29,0	30,2	29,9
dont : 0 euro ≤ CAR < 100 euros	8,0	8,6	10,2	8,0	8,3	6,9	9,0	10,2
100 euros ≤ CAR < 250 euros	9,9	9,6	8,7	9,2	9,2	11,1	10,3	10,0
250 euros ≤ CAR < 450 euros	10,6	10,5	12,5	11,5	9,7	11,1	10,9	9,7
450 euros ≤ CAR < 800 euros	10,9	10,3	9,8	11,1	10,7	9,2	9,8	8,4
800 euros ≤ CAR < 1 500 euros	7,7	7,1	6,4	8,8	7,0	3,7	6,7	6,2
CAR ≥ 1 500 euros	2,7	2,6	3,8	2,5	2,6	1,8	3,0	2,1

a) Ressources prises en compte dans les situations de surendettement, en % du total des ressources.

b) Situations de surendettement recevables. Ressources mensuelles après déduction de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

c) Patrimoine immobilier et financier des ménages surendettés.

d) Capacité de remboursement des ménages surendettés.

Source : Banque de France.

### 3. Caractéristiques de l'endettement

#### Caractéristiques de l'endettement au niveau régional

(encours des dettes en milliers d'euros, endettement médian en euros, part en %, nombre de situations et de dettes en unités)

	Encours des dettes	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian	Nb médian de dettes par situation
<b>Dettes financières</b>	<b>286 431</b>	<b>7 165</b>	<b>35 089</b>	<b>67,9</b>	<b>86,1</b>	<b>16 416</b>	<b>4,0</b>
Dettes immobilières	127 377	983	1 558	30,2	11,8	105 848	1,0
Dettes à la consommation	152 337	6 541	28 850	36,1	78,6	14 082	3,0
Microcrédit et prêts sur gage	146	55	74	0,0	0,7	1 283	1,0
Autres dettes bancaires (découverts et dépassements)	6 571	3 729	4 607	1,6	44,8	909	1,0
<b>Dettes de charges courantes</b>	<b>60 609</b>	<b>6 253</b>	<b>20 060</b>	<b>14,4</b>	<b>75,1</b>	<b>3 432</b>	<b>2,0</b>
Dettes de logement	26 227	3 874	4 568	6,2	46,5	3 560	1,0
Dettes d'énergie et de communication	4 101	3 386	6 152	1,0	40,7	731	1,0
Dettes de transport	23	87	96	0,0	1,0	164	1,0
Dettes d'assurance/de mutuelle	1 530	1 991	2 954	0,4	23,9	458	1,0
Dettes de santé/d'éducation	1 520	1 368	2 133	0,4	16,4	350	1,0
Dettes alimentaires	1 460	210	233	0,3	2,5	2 464	1,0
Dettes fiscales	25 749	2 659	3 924	6,1	31,9	1 060	1,0
<b>Autres dettes</b>	<b>74 818</b>	<b>4 362</b>	<b>9 077</b>	<b>17,7</b>	<b>52,4</b>	<b>2 250</b>	<b>2,0</b>
Dettes diverses	53 978	2 262	3 786	12,8	27,2	2 000	1,0
Dettes sociales	11 389	2 300	3 361	2,7	27,6	1 407	1,0
Dettes professionnelles	2 178	69	96	0,5	0,8	5 078	1,0
Dettes pénales et réparations pécuniaires	7 273	1 362	1 834	1,7	16,4	822	1,0
<b>Endettement (hors dettes immobilières)</b>	<b>294 482</b>	<b>8 286</b>	<b>62 668</b>	<b>69,8</b>	<b>99,5</b>	<b>18 757</b>	<b>6,0</b>
Dettes éligibles au traitement du surendettement	408 115	8 307	61 557	96,7	99,8	20 312	6,0
<b>Endettement global</b>	<b>421 859</b>	<b>8 326</b>	<b>64 226</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>21 172</b>	<b>7,0</b>

Note : Tableau détaillé disponible à l'adresse Internet

<https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement>

Source : Banque de France.

# ANNEXES

<b>A1</b>	<b>Nomenclature de l'endettement, définitions et précisions méthodologiques concernant les dettes et les situations de surendettement</b>	<b>162</b>
<b>A2</b>	<b>Schéma de la procédure de traitement du surendettement en 2020</b>	<b>165</b>
<b>A3</b>	<b>Professions et catégories socioprofessionnelles</b>	<b>166</b>
<b>A4</b>	<b>Populations statistiques étudiées dans le cadre de la typologie du surendettement</b>	<b>167</b>
<b>A5</b>	<b>Définitions et modalités de calcul des indicateurs statistiques utilisés dans la typologie du surendettement</b>	<b>168</b>
<b>A6</b>	<b>Tableaux de comparaisons régionales</b>	<b>170</b>

# A1

## NOMENCLATURE DE L'ENDETTEMENT, DÉFINITIONS ET PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES CONCERNANT LES DETTES ET LES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT

### DETTES FINANCIÈRES

#### Dettes immobilières

Prêts immobiliers

Arriérés

Solde après vente de la résidence principale

#### Dettes à la consommation

Crédits renouvelables

Prêts personnels

Crédits affectés/LOA

#### Microcrédit et prêts sur gage

#### Autres dettes financières (découverts et dépassements)

Autres dettes bancaires et solde débiteur

### DETTES DE CHARGES COURANTES

#### Dettes de logement

Loyer et charges locatives

Charges de copropriété

Frais de maison de retraite, frais de maison spécialisée

Dépôts de garantie

#### Dettes d'énergie et de communication

Électricité, gaz, chauffage

Eau

Téléphonie, Internet

#### Dettes de transport

#### Dettes d'assurance et de mutuelle

Dettes d'assurance

Dettes de mutuelle

#### Dettes de santé et d'éducation

Dettes de santé : frais médicaux, forfaits hospitaliers

Dettes d'éducation : frais de garde d'enfant, frais de scolarité et d'étude, cantine scolaire

#### Dettes alimentaires

Pensions alimentaires, etc.

#### Dettes fiscales

Impôt sur le revenu

Taxe d'habitation

Taxe foncière

Dettes fiscales indirectes

### AUTRES DETTES

#### Dettes diverses

Frais d'huissier, d'avocat, emprunts auprès de la famille, dommages et intérêts civils, autres dettes diverses

Dettes auprès d'une caution : dettes auprès d'une caution personne physique, dettes bancaires ou non bancaires auprès d'une caution personne morale

Dettes en tant que caution : dettes du débiteur en tant que caution, débiteur caution actionnée pour une dette professionnelle, débiteur caution actionnée pour une dette non professionnelle

#### Dettes sociales

Organismes d'aide sociale (CAF, FSL, etc.)

Employeur et comité d'entreprise

Dettes vis-à-vis de Pôle emploi, de la sécurité sociale et de caisses de retraite

Dettes sur fraude à la sécurité sociale

#### Dettes professionnelles

Organismes sociaux, dettes fiscales professionnelles, autres dettes professionnelles, microcrédit professionnel bancaire, microcrédit professionnel non bancaire, dettes fiscales directes, dettes fiscales indirectes

#### Dettes pénales et réparations pécuniaires

Dettes pénales, condamnations pénales, amendes, réparations pécuniaires

## AUTRES PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES

**Budget de vie courante** : dans le cadre du traitement du surendettement, les commissions établissent pour chaque ménage un budget mensuel de vie courante ou « reste à vivre » qui intègre le montant des dépenses de logement, d'électricité, de gaz, de chauffage, d'eau, de nourriture et de scolarité, de garde et de déplacements professionnels, ainsi que les frais de santé. Si certaines dépenses sont appréciées pour leur montant réel, les autres font l'objet d'une évaluation forfaitaire qui se décompose en forfaits de base (alimentation, habillement, hygiène, couverture complémentaire de santé et frais de transport), d'habitation et de chauffage.

**Capacité de remboursement** : la capacité de remboursement d'un ménage surendetté, calculée sur une base mensuelle, est la différence entre ses ressources nettes et son « budget de vie courante ». Elle est déterminée selon les modalités décrites dans la circulaire ministérielle du 22 juillet 2014 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers.

**Dettes non éligibles au traitement du surendettement des particuliers** : selon le Code de la consommation, livre VII, *Traitement des situations de surendettement*, certaines dettes sont exclues du champ d'application de la loi sur le surendettement des particuliers et ne peuvent faire l'objet d'une remise, d'un rééchelonnement ou d'un effacement. Cela concerne :

- les dettes qui relèvent des procédures instituées par le livre VI du Code de commerce (article L. 711-3), c'est-à-dire les dettes professionnelles ;
- les dettes alimentaires (article L. 711-4) ;
- les réparations pécuniaires allouées aux victimes dans le cadre d'une condamnation pénale (article L. 711-4) ;
- les dettes ayant pour origine des manœuvres frauduleuses commises au préjudice des organismes de protection sociale (article L. 711-4) ;
- les amendes prononcées dans le cadre d'une condamnation pénale (article L. 711-4) ;
- les dettes issues de prêts sur gage souscrits auprès des caisses de crédit municipal (article L. 711-5) ;
- les dettes dont le montant a été payé en lieu et place du débiteur par la caution ou le coobligé, personnes physiques (article L. 742-22).

**Encours des dettes** : l'encours des dettes est calculé par agrégation des dettes individuelles de toutes les situations de surendettement, classées en différentes catégories.

**Endettement médian** : pour une catégorie de dettes, l'endettement médian est la valeur qui permet de partager les dossiers comportant au moins une dette de la catégorie concernée en deux parties égales, la première comprenant les dossiers dont le montant de dettes cumulées de la catégorie est inférieur ou égal à la médiane, la seconde les dossiers dont le montant de dettes cumulées de la catégorie est supérieur ou égal au montant médian.

**Endettement moyen** : l'endettement moyen est le rapport entre l'encours total d'une catégorie de dettes et le nombre de situations comportant au moins une dette de cette catégorie.

**Nombre de dettes** : pour chaque catégorie de dettes, le nombre de dettes correspond au nombre de lignes de dettes recensées dans l'ensemble des situations de surendettement recevables. Une situation peut comprendre plusieurs dettes relevant de la même catégorie.

**Nombre de situations recevables** : pour chaque catégorie de dettes, le nombre de situations recevables correspond au nombre de situations dans lesquelles au moins une dette de la catégorie concernée est présente.

**Nombre médian de dettes par situation** : pour une catégorie de dettes, le nombre médian de dettes est le nombre qui permet de partager les dossiers comportant au moins une dette de la catégorie concernée en deux parties égales, la première comprenant les dossiers dont le nombre de dettes de la catégorie est inférieur ou égal au nombre médian, la seconde les dossiers dont le nombre de dettes de la catégorie est supérieur ou égal au nombre médian. Lorsque pour une catégorie de dettes, plus de la moitié des dossiers concernés ne comportent qu'une seule dette, le nombre médian de dettes est 1.

**Part dans l'endettement global** : pour une catégorie de dettes, la part dans l'endettement global s'obtient en divisant l'encours des dettes de la catégorie concernée par l'encours total des dettes.

**Part des situations concernées** : la part des situations concernées est calculée en divisant le nombre de situations de surendettement contenant au moins une dette de la catégorie visée par le nombre total de situations recevables.

**Primodépôt/redépôt** : les dépôts de dossiers de surendettement sont constitués de primodépôts et de redépôts. On considère qu'il y a redépôt d'un dossier de surendettement lorsqu'un débiteur principal, identifié par son numéro de dossier dans l'application de traitement du surendettement de la Banque de France, a déjà soumis une ou plusieurs fois sa situation, en tant que débiteur principal, au secrétariat d'une commission de surendettement au cours des mois ou années précédentes. Quand ce n'est pas le cas, les dossiers sont considérés comme des primodépôts.

**Taux d'effacement des dettes** : pour une catégorie de dettes, le taux d'effacement correspond à la totalité du montant effacé rapportée à la dette globale de la catégorie considérée dans l'ensemble des dossiers clos. Le taux d'effacement global est le rapport du montant effacé à la totalité des dettes enregistrées dans les dossiers clos.

## PRÉCISIONS RELATIVES À LA PROCÉDURE DE TRAITEMENT DU SURENDETTEMENT

**Mesures imposées (MI)** : prises dans le cadre de la procédure de traitement du surendettement, les mesures imposées par la commission se décomposent en mesures pérennes, constituées d'un réaménagement

de la dette (par étalement des paiements, réduction des intérêts et, parfois, par effacement partiel de la dette) assorti d'un échéancier, et mesures d'attente. Ces dernières sont elles-mêmes constituées des suspensions d'exigibilité de créances (ou SEC – voir définition de ce terme) et des autres mesures d'attente, qui incluent un réaménagement partiel des dettes sur une période de temps limitée.

**Moratoire** : un moratoire est une mesure, liée à la phase de conciliation, prévoyant le gel du remboursement des dettes déclarées au dossier de surendettement sur une durée maximale de 24 mois.

**Plan** : un plan, dit aussi plan conventionnel ou amiable, signé par le président de la commission, est un contrat passé entre le déposant et ses créanciers après une phase de conciliation. Un plan est qualifié de pérenne lorsqu'il prévoit le remboursement des dettes, à plus ou moins long terme. On parle de plan d'attente quand la commission décide de donner du temps au débiteur pour améliorer sa situation financière considérée comme temporairement dégradée ou pour vendre le bien immobilier qu'il possède. Les plans d'attente se décomposent en plans d'attente sans règlement (moratoires) et plans d'attente avec règlement. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la procédure de conciliation est réservée aux dossiers comportant un bien immobilier et exclut la possibilité d'effacer les dettes.

**Procédure de rétablissement personnel (PRP) avec liquidation judiciaire** : similaire dans son principe au rétablissement personnel (voir définition ci-dessous), cette procédure concerne les débiteurs qui possèdent un patrimoine. La commission saisit le juge d'instance – qui doit procéder à la vente des biens et au dédommagement des créanciers avec le fruit de la vente – avant de procéder à l'effacement des dettes restantes.

**Rétablissement personnel (RP)** : le rétablissement personnel permet l'effacement de toutes les dettes d'une personne surendettée dont la situation financière est tellement dégradée qu'aucun plan de redressement n'est envisageable, à l'exception des dettes visées aux articles L. 711-3 et L. 711-4 du Code de la consommation, livre VII, *Traitement des situations de surendettement*, et de celles mentionnées aux articles L. 711-5 et L. 742-22. Cette procédure est engagée à l'initiative de la commission de surendettement avec l'accord du débiteur. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, elle est décidée par la commission et n'est plus soumise à l'homologation du juge d'instance.

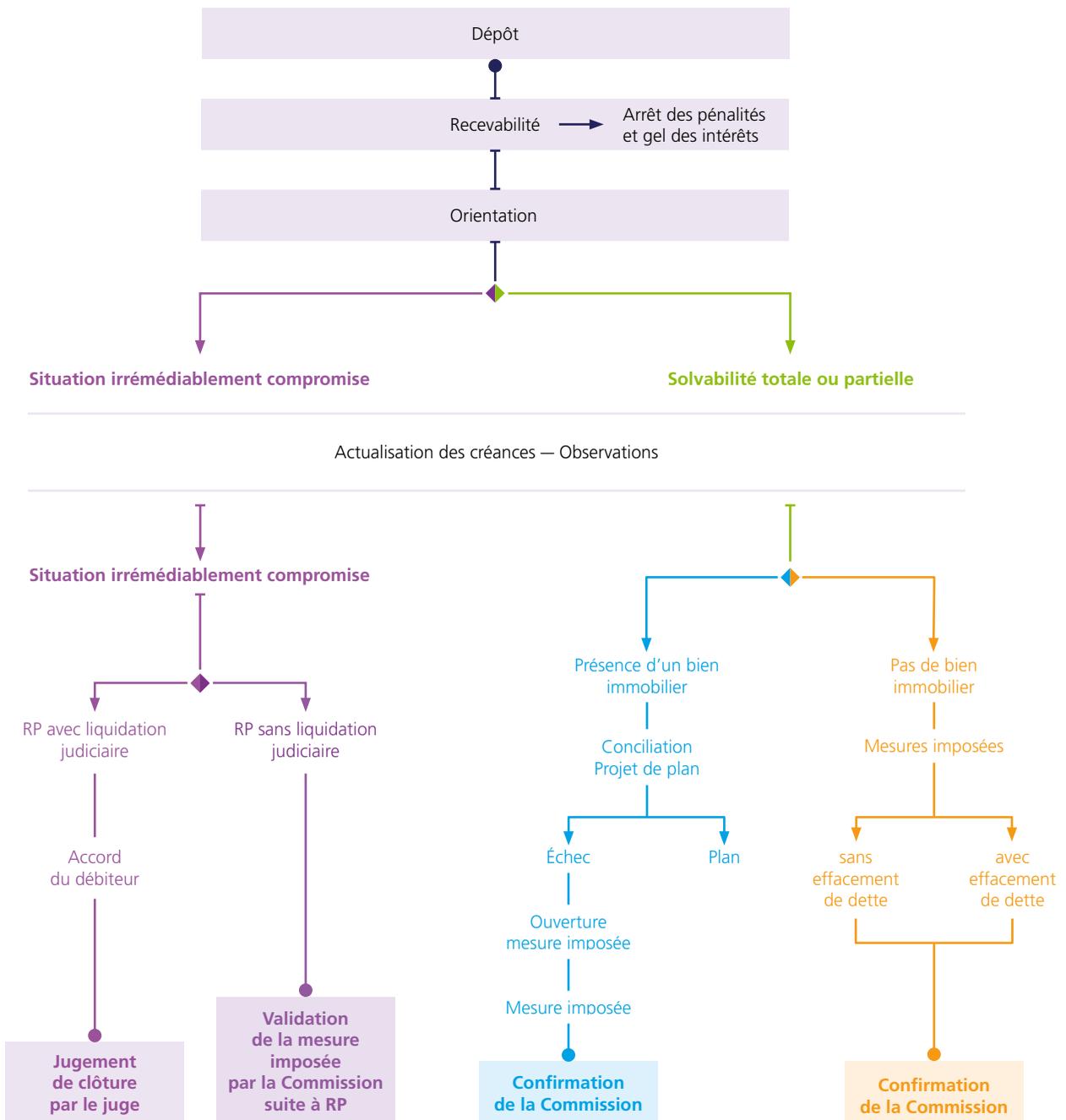
**Suspension d'exigibilité des créances (SEC)** : la mise en place d'une SEC dans le cadre de la procédure de traitement du surendettement, à l'initiative de la commission ou du débiteur, suspend temporairement le paiement des dettes et arriérés par le débiteur. Au terme de la période de suspension, d'une durée maximale de 24 mois, le débiteur peut déposer un nouveau dossier auprès de la commission s'il estime toujours ne pas être en mesure de faire face à son endettement.

## CORRECTIONS STATISTIQUES DE L'ENDETTEMENT

Les données d'endettement reprises dans ce rapport proviennent de documents justificatifs joints aux dossiers de surendettement, et saisies dans l'application de traitement du surendettement ou enregistrées via des protocoles d'échanges de données numérisées (système d'échange de données informatisé – EDI – et portail du surendettement). Tout le long de l'année, elles sont contrôlées et, le cas échéant, corrigées dans la base de données, dans le cadre de la fiabilisation de la collecte. Outre ces modifications, les dettes ont été soumises début janvier 2020 à un programme de détection automatique des montants aberrants et des doubles comptes. Après vérification, les cas détectés ont été supprimés ou ont donné lieu à des corrections s'intercalant entre les données figurant dans la base et les données agrégées finalement publiées. Au total, les corrections ont porté sur 4855 dettes, 1 865 dossiers, dont 31 ont été supprimés, et ont contribué à réduire de 161 millions d'euros (3,3 %) l'endettement global des ménages surendettés en 2020.

# A2

## SCHÉMA DE LA PROCÉDURE DE TRAITEMENT DU SURENDETTEMENT EN 2020



# A3

## PROFESSIONS ET CATÉGORIES SOCIOPROFESSIONNELLES

La nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles, dite PCS, a remplacé, en 1982, la CSP. Elle classe la population selon une synthèse de la profession (ou de l'ancienne profession), de la position hiérarchique et du statut (salarié ou non). Elle comporte trois niveaux d'agrégation emboîtés :

- les groupes socioprofessionnels (8 postes) ;
- les catégories socioprofessionnelles (42 postes) ;
- les professions (486 postes).

La nomenclature actuelle (PCS-2003) est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

La base d'étude pour la répartition des surendettés par PCS est de 127 052 surendettés (débiteurs et codébiteurs). Les personnes au chômage sont réparties dans la catégorie socioprofessionnelle correspondant à leur dernière situation professionnelle, tandis que les chômeurs n'ayant jamais travaillé sont enregistrés dans une CSP spécifique.

### Les « agriculteurs exploitants » regroupent les PCS :

- 11 : Agriculteurs sur petite exploitation
- 12 : Agriculteurs sur moyenne exploitation
- 13 : Agriculteurs sur grande exploitation

### Les « artisans, commerçants et chefs d'entreprise » regroupent les PCS :

- 21 : Artisans
- 22 : Commerçants et assimilés
- 23 : Chefs d'entreprise de dix salariés ou plus

### Les « cadres et professions intellectuelles supérieures » regroupent les PCS :

- 31 : Professions libérales et assimilés
- 33 : Cadres de la fonction publique
- 34 : Professeurs, professions scientifiques
- 35 : Professions de l'information, des arts et des spectacles
- 37 : Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise
- 38 : Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise

### Les « professions intermédiaires » regroupent les PCS :

- 42 : Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés
- 43 : Professions intermédiaires de la santé et du travail social

44 : Clergé, religieux

45 : Professions intermédiaires administratives de la fonction publique

46 : Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises

47 : Techniciens

48 : Contremaîtres, agents de maîtrise

### Les « employés » regroupent les PCS :

52 : Employés civils et agents de service de la fonction publique

53 : Policiers et militaires

54 : Employés administratifs d'entreprise

55 : Employés de commerce

56 : Personnels des services directs aux particuliers

### Les « ouvriers » regroupent les PCS :

62 : Ouvriers qualifiés de type industriel

63 : Ouvriers qualifiés de type artisanal

64 : Chauffeurs

65 : Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et des transports

67 : Ouvriers non qualifiés de type industriel

68 : Ouvriers non qualifiés de type artisanal

69 : Ouvriers agricoles

### Les « retraités » regroupent les PCS :

71 : Anciens agriculteurs exploitants

72 : Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise

74 : Anciens cadres

75 : Anciennes professions intermédiaires

77 : Anciens employés

78 : Anciens ouvriers

### Les « autres personnes sans activité professionnelle » regroupent les PCS :

81 : Chômeurs n'ayant jamais travaillé

83 : Militaires du contingent

84 : Élèves, étudiants

85 : Personnes diverses sans activité professionnelle, de moins de 60 ans (sauf retraités)

86 : Personnes diverses sans activité professionnelle, de 60 ans et plus (sauf retraités)

# A4

## POPULATIONS STATISTIQUES ÉTUDIÉES DANS LE CADRE DE LA TYPOLOGIE DU SURENDETTEMENT

Indicateur	Champ 1	Champ 2	Champ 3	Nombre
Nombre de situations de surendettement soumises aux commissions pour 100 000 habitants	Dossiers déposés en 2020			108 731
Répartition des ménages en fonction du nombre de personnes à charge	Dossiers recevables en 2020	Ménages		105 184
Répartition des ménages en fonction du nombre d'enfants à charge	Dossiers recevables en 2020	Ménages		105 184
Répartition des ménages selon la structure familiale	Dossiers recevables en 2020	Ménages		105 184
Répartition des personnes surendettées par sexe et par âge	Dossiers recevables en 2020	Ménages	Débiteurs et codébiteurs	127 052
Situation au regard du logement	Dossiers recevables en 2020	Débiteurs principaux		105 184
Situation professionnelle des personnes surendettées	Dossiers recevables en 2020	Ménages	Débiteurs et codébiteurs	127 052
Professions et catégories socioprofessionnelles des personnes surendettées	Dossiers recevables en 2020	Ménages	Débiteurs et codébiteurs	127 052
Structure des ressources	Dossiers recevables en 2020	Ménages à l'exception de ceux comprenant un tiers non déposant <sup>a)</sup> dont les ressources sont inconnues		104 397
Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC)	Dossiers recevables en 2020	Ménages à l'exception de ceux comprenant un tiers non déposant <sup>a)</sup> dont les ressources sont inconnues		104 397
Patrimoine immobilier et financier	Dossiers recevables en 2020	Ménages		105 184
Capacité de remboursement	Dossiers recevables en 2020	Ménages		105 184
Taux de pauvreté monétaire en fonction de la catégorie de ménage	Dossiers recevables en 2020	Ménages à l'exception de ceux comprenant un tiers non déposant <sup>a)</sup> dont les ressources sont inconnues	Débiteurs, codébiteurs et autres personnes composant les ménages	213 703
Proportion de personnes ayant des ressources nettes inférieures au RSA en fonction de la catégorie de ménage	Dossiers recevables en 2020	Ménages à l'exception de ceux comprenant un tiers non déposant <sup>a)</sup> dont les ressources sont inconnues	Débiteurs, codébiteurs et autres personnes composant les ménages	213 703
Proportion de ménages ayant des ressources nettes constituées à plus de 50 % de minima sociaux en fonction de la catégorie de ménage	Dossiers recevables en 2020	Ménages à l'exception de ceux comprenant un tiers non déposant <sup>a)</sup> dont les ressources sont inconnues		104 397
Endettement	Dossiers recevables en 2020 à l'exception de ceux comportant des dettes identiques à celles d'un autre dossier			105 076
Effacements de dettes	Dossiers clos en 2020			118 376

a) Un tiers non déposant est une personne adulte faisant partie du même ménage que le débiteur, qui n'est pas codébitrice et dont les ressources sont prises en compte pour le calcul des charges du ménage. Lorsque les ressources du tiers non déposant sont inconnues, sa contribution aux charges communes du ménage est fixée forfaitairement à 50 %.

Source : Banque de France.

# A5

## DÉFINITIONS ET MODALITÉS DE CALCUL DES INDICATEURS STATISTIQUES UTILISÉS DANS LA TYPOLOGIE DU SURENDETTEMENT

### FAMILLE

Une famille est un ménage ou une partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée :

- soit d'un couple avec enfant(s);
- soit d'un adulte et de son ou ses enfants appartenant au même ménage (famille monoparentale).

### MÉNAGE – DÉFINITION INSEE

Un ménage est constitué de l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de cohabitation par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Les personnes vivant dans des habitations mobiles, les bateliers, les personnes vivant en communauté (foyer de travailleurs, maison de retraite, caserne, résidence universitaire, etc.), les sans-abris sont considérés comme vivant hors ménage.

### NIVEAU DE VIE – DÉFINITION INSEE

Le niveau de vie est le revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation. Les unités de consommation (UC) sont calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée, qui attribue 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans. Le niveau de vie est donc semblable pour toutes les personnes d'un même ménage. Le niveau de vie médian, qui partage la population en deux, est tel que la moitié des personnes disposent d'un niveau de vie inférieur et l'autre moitié d'un niveau de vie supérieur.

### PART DE LA POPULATION DE 25 À 64 ANS

#### AYANT ARRÊTÉ SA SCOLARITÉ AVANT LA FIN DU COLLÈGE

La part de la population de 25 à 64 ans ayant arrêté sa scolarité avant la fin du collège est calculée en divisant le nombre de personnes concernées par le nombre d'habitants de 25 à 64 ans dans la région ou le département étudié (Insee, recensement de la population de 2017).

### PART DE LA POPULATION DE MOINS DE 65 ANS COUVERTE PAR LE RSA

La part de la population de moins de 65 ans couverte par le RSA est calculée en divisant le nombre de personnes couvertes par la prestation au 31 décembre 2019 (allocataires, conjoints et personnes à charge) par le nombre d'habitants de moins de 65 ans dans la région ou le département concerné (selon les estimations de population de l'Insee au 1<sup>er</sup> janvier 2020).

### REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES PAR HABITANT – DÉFINITION INSEE

Le revenu disponible d'un ménage comprend les revenus d'activité (nets des cotisations sociales), les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des impôts directs. En 2018, selon l'Insee, le revenu disponible des ménages par habitant s'élevait à 22 220 euros en France métropolitaine.

### REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA) – DÉFINITION INSEE ET CNAF

Le revenu de solidarité active (RSA), entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2009 en France métropolitaine, s'est substitué au revenu minimum d'insertion (RMI, créé en 1988) et à l'allocation de parent isolé (API). Toute personne de plus de 25 ans ou qui a au moins un enfant à charge ou à naître y est éligible. Le RSA est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu forfaitaire garanti, dont le montant dépend de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge.

La population couverte par le RSA se compose :

- des bénéficiaires du RSA qui n'ont pas de revenus d'activité et qui reçoivent chaque mois un montant égal à la différence entre le forfait mensuel et les ressources initiales du foyer (allocations logement, allocations familiales, indemnités chômage, etc.);
- des bénéficiaires du RSA qui ont de faibles revenus d'activité et qui reçoivent chaque mois un montant égal à la somme de 62 % des revenus d'activité du foyer et de la différence entre le forfait mensuel et les autres ressources initiales du foyer (allocations logement, allocations familiales, indemnités chômage, etc.). Dans ce cas, les bénéficiaires peuvent également prétendre à une prime d'activité.

Du 1<sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020, les montants forfaitaires mensuels du RSA sont les suivants :

- personne seule sans enfant : **559,74 euros** ;
- personne seule avec un enfant : **839,62 euros** ;
- personne seule avec deux enfants : **1 007,55 euros** ;
- par enfant supplémentaire : **223,89 euros** ;
- couple sans enfant : **839,62 euros** ;
- couple avec un enfant : **1 007,55 euros** ;
- couple avec deux enfants : **1 175,47 euros** ;
- par enfant supplémentaire : **223,89 euros**.

### TAUX DE CHÔMAGE LOCALISÉS – DÉFINITION INSEE

Le taux de chômage, calculé par l’Insee selon la définition du Bureau international du travail (BIT), est le pourcentage de chômeurs dans la population active (composée des actifs occupés et des chômeurs).

### TAUX DE PAUVRETÉ MONÉTAIRE – DÉFINITION INSEE

Le taux de pauvreté porte ici sur des ménages fiscaux (hors personnes vivant en communauté et sans-abris) dont le revenu déclaré est positif ou nul. Le taux de pauvreté correspond à la proportion d’individus (vivant dans des ménages) dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil (exprimé en euros), dénommé seuil de pauvreté.

L’Insee, comme Eurostat et les instituts statistiques d’autres pays européens, mesure la pauvreté monétaire de manière relative, alors que d’autres pays, comme les États-Unis ou l’Australie, ont une approche absolue. Dans l’approche en termes relatifs, le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l’ensemble de la population. On privilégie en Europe le seuil de 60 % du niveau de vie médian. La France privilégie également ce seuil, mais publie des taux de pauvreté selon d’autres seuils (40 %, 50 % ou 70 %), conformément aux recommandations du rapport du Conseil national de l’information statistique (Cnis) sur la mesure des inégalités.

En 2018, selon l’enquête Revenus fiscaux et sociaux, le niveau de vie médian des personnes vivant dans un ménage de France métropolitaine est de 21 250 euros, soit 1 771 euros par mois. Ce montant partage la population en deux, la première moitié ayant moins et la seconde ayant plus.

Le seuil de pauvreté, qui correspond à 60 % du niveau de vie médian de la population, s’établit à 1 063 euros mensuels en 2018. 14,8 % de la population, soit 9,3 millions de personnes (400 000 de plus qu’en 2017), vivent au-dessous de ce seuil.

# A6

## TABLEAUX DE COMPARAISONS RÉGIONALES

---

### TABLEAUX PUBLIÉS SUR LE SITE INTERNET DE LA BANQUE DE FRANCE

<https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement>

#### **Typologie des ménages surendettés**

Statut conjugal

Nombre de personnes à charge

Structure familiale des ménages

Répartition par âge et par sexe

Situation au regard du logement

Situation professionnelle

Professions et catégories socioprofessionnelles

Structure des ressources

Niveau des ressources mensuelles nettes par unité de consommation (UC)

Patrimoine immobilier et financier

Capacité de remboursement

#### **Endettement**

Endettement global

Endettement hors immobilier

Dettes immobilières

Dettes à la consommation

Dettes de charges courantes, hors dettes de logement

Dettes de logement

Autres dettes

#### **Effacements de dettes**

Taux d'effacement des dettes – dossiers clos en 2020, toutes procédures

# PARUTIONS

---

## ► ÉTUDES SUR LE SURENDETTEMENT

<https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement>

- **LE SURENDETTEMENT DES MÉNAGES**

Enquête typologique annuelle – Données nationales et régionales  
Cf. présent rapport et précédents

- **PARUTIONS THÉMATIQUES**

- **ENQUÊTE TYPOLOGIQUE 2019**

Dettes locatives dans les dossiers de surendettement

- **ENQUÊTE TYPOLOGIQUE 2018**

Dettes et biens immobiliers dans la procédure de surendettement

- **ENQUÊTE TYPOLOGIQUE 2017**

Analyse des redéposants

- **ENQUÊTE TYPOLOGIQUE 2015**

Analyse des primodéposants

- **ÉTUDE DES PARCOURS MENANT AU SURENDETTEMENT – 2015**

## ► STATISTIQUES NATIONALES DU SURENDETTEMENT

<https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/chiffres-cles-et-bilan-national>

- **INDICATEURS STATISTIQUES SUR LE SURENDETTEMENT**

[Parution mensuelle] • Indicateurs d'activité

- **BILAN NATIONAL DE L'ACTIVITÉ DES COMMISSIONS DE SURENDETTEMENT**

[Parution annuelle] • Synthèse d'indicateurs d'activité par année civile

## ► AUTRE PUBLICATION DE BANQUE CENTRALE DE L'UE

- **BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Centrale des crédits aux particuliers – Statistiques 2019

**Enquête typologique sur le surendettement des ménages****Éditeur**

Banque de France  
39 rue Croix-des-Petits-Champs  
75001 Paris

**Directeur de la publication**

Gilles Vaysset

**Rédacteurs**

Karine Jean, Fabienne Monteil, Dominique Nivat

**Secrétaires de rédaction**

Alexandre Capony, Didier Névonnic

**Réalisation**

Studio Création  
Direction de la Communication

**Contact**

Direction des Particuliers  
Service des Études  
Code courrier : S3D - 1177  
31 rue Croix-des-Petits-Champs  
75049 Paris Cedex 01  
Courriel : DPAR-SEP@banque-france.fr

**Impression**

Banque de France – SG - DISG

**Dépôt légal**

Février 2021  
ISSN 2270-8014

**Internet**

<https://publications.banque-france.fr>

*L'Enquête typologique sur le surendettement des ménages*  
est en libre téléchargement  
sur le site Internet de la Banque de France  
[https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/  
etudes-sur-le-surendettement](https://particuliers.banque-france.fr/surendettement/etudes-sur-le-surendettement)





[www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)

